

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
QUESTION MONÉTAIRE
EN INDO-CHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Jeudi 30 Mai 1907, à 1 heure

PAR

MARCEL DÉTIEUX

Président : M. PERREAU, professeur.
Suffragants { MM. ALGLAVE, professeur.
GIDE, professeur.

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, rue Victor-Cousin, 11

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552422_0044

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA

QUESTION MONÉTAIRE EN INDO-CHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Jeudi 30 Mai 1907, à 1 heure

PAR

MARCEL DÉTIEUX



Président : M. PERREAU, professeur.

*Suffragants { MM. ALGLAVE, professeur.
 GIDE, professeur.*

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, rue Victor-Cousin, 11

1907

INTRODUCTION

« La monnaie est le thème le plus compliqué de toute l'Economie politique ».

STUART MILL.

Les variations considérables et fréquentes que la valeur de l'argent subit depuis quarante ans, relativement à celle de l'or, sont un des phénomènes économiques les plus curieux et les plus gros de conséquences qu'il ait été donné de constater, parmi tous ceux, si imprévus, que la seconde moitié du xix^e siècle devait voir se produire. Après avoir oscillé jusque vers 1870 dans des limites si étroites, que le rapport de valeur entre les deux métaux semblait fixé de toute éternité, sinon par l'effet d'une loi naturelle inexprimée et inconnue, du moins par l'influence des diverses lois monétaires des pays civilisés, le prix de l'argent en or a subi depuis cette époque une chute considérable que n'ont pu enrayer ni les achats effectués par les pays producteurs, ni les apports de matières aux Hôtels

Détieux

des Monnaies des pays bimétallistes. Alors que le rapport de valeur, adopté par la loi de germinal an XI, entre l'or et l'argent au titre monétaire, donnerait au kilogramme d'argent fin le prix de 220 francs environ, on en a pu voir le cours s'effondrer, de chute en chute, jusqu'à 83 francs, en novembre 1902. Depuis longtemps, les gouvernements des pays bimétallistes ont dû suspendre la liberté de la frappe de l'argent pour les particuliers et même s'interdire à eux-mêmes toute émission nouvelle de monnaies blanches à pouvoir libératoire illimité. Cette modification profonde au système dit du « double étalon » est accomplie en France depuis 1876 et les autres pays de l'Union latine l'avaient alors déjà réalisée. L'or est devenu en fait l'étalon monétaire de tous les pays occidentaux ou européens, comme il est aussi l'étalon de valeur sur lequel se basent les relations commerciales internationales.

Tandis que l'argent subissait ainsi en Occident une déchéance telle, que son utilisation pour la frappe des monnaies d'appoint semblait seule possible, du moins espérait-on que longtemps encore, il resterait dans les pays d'Orient le métal le plus apprécié et le plus recherché. Il ne paraît pas que ces prévisions aient été jusqu'ici mal fondées et les préférences des peuples de race jaune pour le métal blanc n'ont pas encore diminué. Mais, en se développant, les

relations commerciales que les pays orientaux entretiennent avec les pays à étalon d'or leur ont rendu plus sensibles les inconvénients qui résultent non pas tant de la baisse que des variations de la valeur de l'argent, variations qu'autrement ils auraient pu continuer à ignorer. Les uns après les autres, ils ont dû se préoccuper de donner une sécurité plus grande aux rapports économiques qu'ils ont été appelés à nouer, les uns avec une Métropole, les autres avec des acheteurs et des clients importants, tous avec les pays d'où leur pouvaient venir les capitaux indispensables à la mise en œuvre de leurs richesses naturelles.

Mais par quels procédés réussiraient-ils à obtenir la sécurité qu'ils ambitionnaient ? L'un d'entre eux, le Japon, à qui ses victoires sur la Chine et l'indemnité de guerre stipulée au traité de Simonosaki avaient procuré une réserve d'or importante, adoptait purement et simplement l'étalon d'or en 1897. L'Inde, dont le stock d'argent monnayé était considérable, se contentait en 1893 de fermer ses Monnaies à la frappe libre pour les particuliers et le Gouvernement anglo-indien, en se réservant la frappe des roupies, annonçait son intention de n'en plus délivrer que contre versement d'une quantité d'or déterminée. Il attendait ensuite que les débiteurs de l'Inde, obligés, pour se libérer, de passer par ses conditions, vinssent lui en deman-

der au prix qu'il avait fixé. Ce premier résultat obtenu, il consolidait en 1899 la réforme entreprise, par l'adoption d'une sorte de « bimétallisme boiteux » ; dans ce système, le pouvoir libérateur est donné à la fois à l'or et à l'argent, le rapport de valeur adopté entre les deux métaux étant maintenu par la suppression de la frappe de l'argent à la requête des particuliers, *sauf contre versement d'or au taux fixé par le Gouvernement*. Cette condition est justement celle qui se réalise le plus souvent ; les débiteurs de l'Inde y envoient bien de l'or pour se libérer, mais c'est pour y acheter l'argent vendu par le Gouvernement et que leur créancier préfère.

L'Inde et le Japon n'eurent d'abord aucun imitateur, mais la crise grave, que subit la valeur de l'argent en 1902, entraîna la plupart des autres pays restés jusque-là fidèles à l'étalon d'argent pur et simple, à les suivre dans la voie qu'ils avaient tracée. Le 26 novembre 1902, le Siam fermait à son tour sa Monnaie à la frappe libre de l'argent et fixait en or un prix de vente du tical. C'était exactement réaliser la réforme que l'Inde avait accomplie en 1893.

Les Américains, plus audacieux, ont mis en pratique un moyen plus simple et plus rapide de donner au peso philippin une valeur fixe en or. Ce moyen consiste à admettre les deux métaux à l'échange selon un rapport conventionnel, la frappe du peso étant bien entendu, limitée et

même en principe suspendue, même pour le Gouvernement. Tandis que les Anglais dans l'Inde vendent seulement des roupies contre de l'or, les Américains aux Philippines délivrent également de l'or contre des pesos au taux convenu, les pesos échangés contre de l'or étant soigneusement retirés de la circulation.

On peut, à leur exemple, concevoir un système monétaire qui ne serait ni le bimétallisme pur et simple, ni le bimétallisme restreint de la France, ni le bimétallisme mitigé de l'Inde, un système dans lequel l'or pourrait théoriquement ne pas même être admis au cours légal, dans lequel la frappe de l'argent pourrait, comme dans l'Inde et pour les mêmes raisons, ne pas être complètement suspendue et qui cependant permettrait de maintenir à la monnaie d'argent un change fixe en or. Puisqu'à l'exemple de l'Inde montre que les peuples orientaux préfèrent la monnaie blanche comme instrument monétaire, une circulation même exclusive d'argent pourrait être conservée, mais une valeur conventionnelle en or serait donnée à l'unité monétaire. Pour en maintenir le change au pair, la frappe en serait en principe suspendue et une caisse serait créée, contenant à la fois de l'or et de l'argent. Lorsque le pays à circulation d'argent serait débiteur de l'étranger, il trouverait dans la caisse, contre versement d'argent au taux convenu, l'or nécessaire pour équilibrer sa balance ;

inversement, lorsqu'il serait créancier de l'étranger, les paiements lui seraient faits en argent, mais par l'intermédiaire de la caisse où les débiteurs ne se procureraient la monnaie libératoire que contre versement d'or au taux conventionnel adopté. Et comme un pays neuf, qui n'a pas de réserves, ne peut être constamment débiteur de l'étranger, comme ses comptes créditeurs et débiteurs doivent toujours finalement s'équilibrer et même présenter un solde créditeur, la réserve d'or contenue dans la caisse devrait être simplement suffisante pour équilibrer les balances momentanées les plus fortement débitrices. On ne voit pas de raison pour que, dans un tel système, le change de la monnaie d'argent ne soit pas maintenu au pair (1). Sous l'influence de la balance finalement créditrice, le niveau de l'or monterait dans la caisse intermédiaire, celui de l'argent baisserait ; lorsque l'argent en aurait complètement disparu, le moment serait venu de procéder à des frappes nouvelles.

On réaliserait ainsi un système monétaire tout théorique qu'on pourrait appeler l'« étalon d'argent stabilisé », sorte de Janus à double face, étalon d'or pour l'étranger, étalon d'argent pour l'indigène. Pour passer de ce système au bimétallisme mitigé de l'Inde, il suffirait de donner cours légal aux monnaies d'or, multiples, par

1. Bien entendu entre les *gold points* de sortie et d'entrée.

exemple, de l'unité monétaire d'argent. On arriverait ensuite au bimétallisme français lorsque l'argent serait refoulé dans la caisse intermédiaire et l'or définitivement entré dans la circulation.

C'est de ce système tout théorique que les Américains ont fait une application pratique aux Philippines ; puis, à leur exemple, le Mexique, le Siam l'ont adopté. La question qui se pose actuellement en Indo-Chine est celle de savoir si la colonie doit à son tour se lancer définitivement dans la voie où ces pays l'ont devancée.

Nous avons divisé en trois parties l'étude que nous avons consacrée, à la « Question monétaire en Indo-Chine ». La **Première Partie** est entièrement historique et comprend la période qui s'étend des origines jusqu'à l'année 1902, année pendant laquelle l'argent connut les cours les plus bas qu'il ait jamais atteints.

Dans le *Chapitre I*, nous avons fait un rapide exposé du système monétaire indigène avant l'occupation française.

Le *Chapitre II* est consacré à l'histoire monétaire de l'Indo-Chine, de l'occupation française jusqu'en 1902 et le *Chapitre III*, à l'examen critique des mesures prises par l'Administration coloniale pendant la période envisagée au chapitre précédent et à l'exposé des conséquences

du régime monétaire de la colonie sur ses finances publiques et sur ses relations avec les pays à étalon d'or.

Dans la **Deuxième Partie**, qui comprend quatre chapitres, nous avons étudié les mesures prises en Indo-Chine depuis 1902, en vue d'une stabilisation éventuelle du change.

Le *Chapitre I* en est comme une introduction ; nous y exposons et étudions deux projets de réforme du système monétaire antérieurs à 1902, mais non suivis de conséquences pratiques.

Le *Chapitre II* est consacré à l'histoire du projet de conférence monétaire formé en 1903 par les Etats-Unis, le Mexique et la Chine, en vue d'arriver par voie d'entente internationale à une fixité approximative des cours de l'argent.

Nous étudions dans le *Chapitre III* la réforme accomplie dans l'Inde en 1893-1899 et celle des Philippines de 1903.

Quant au *Chapitre IV*, c'est l'histoire monétaire de l'Indo-Chine depuis 1902 que nous y avons exposée.

Enfin notre **Troisième Partie**, qui contient nos conclusions, est consacrée à l'examen de la question de savoir si la colonie doit, dans les conditions actuelles, procéder à la stabilisation du change de sa monnaie d'argent.

PREMIÈRE PARTIE

Le régime monétaire de l'Indo-Chine, des origines jusqu'en 1902.

CHAPITRE PREMIER

LE SYSTÈME MONÉTAIRE ANNAMITE AVANT L'OCCUPATION FRANÇAISE *

Les premières monnaies purement annamites dont il ait été possible de trouver trace datent du VI^e siècle de notre ère. Fabriquées sous le règne du roi Ly-Nam-Dê, qui, en 541 après

* **Ouvrages à consulter.** — ARNAUNÉ, *La Monnaie, le Crédit et le Change*, 2^e partie, ch. VII, 2^e édition, Paris, 1902, Alcan ; D. LACROIX, *Numismatique annamite*, Saïgon, 1900, Ménard et Legros ; ALBERT SCHROEDER, *Annam*. — *Etudes numismatiques*. Paris, 1905, Imprimerie Nationale ; J. SILVESTRE, *Notes pour servir à la recherche et au classement des monnaies et médailles de l'Annam et de la Cochinchine française*, Saïgon, 1883, Imprimerie Coloniale.

G. AUBARET, *Hoang-Viêt-Luât-Le (Code annamite)*, Lois et
Décrets

J.-C., sous la domination chinoise, se proclama roi indépendant de l'Annam, elles furent vraisemblablement de cuivre. Jusque-là, le peuple annamite avait fait exclusivement usage des monnaies importées par les Chinois et fabriquées dans les provinces de la Chine méridionale. Le roi Ly-Nam-Dê fut détrôné en 547 et l'autorité impériale chinoise rétablie en 603. Il est vraisemblable que l'usage de la monnaie de Ly-Nam-Dê fut alors proscrit et la monnaie chinoise à nouveau seule usitée.

La fabrication des monnaies annamites ne fut reprise qu'à la fin du x^e siècle. Il s'agit de pièces de cuivre fondues sous le règne de Tien-Hoang (968-980) de la dynastie des Dinh. On trouve également trace de fabrications de monnaies de cuivre sous les successeurs de ce roi, notamment au chiffre de plusieurs princes de la dynastie des Ly (1010-1225), des Tran (1226-1414), et des Lê postérieurs (1428-1788).

Ce fut le roi Minh-Tông (1315-1331) qui le

règlements du royaume d'Annam (traduit du texte chinois original), Paris, 1865, Imprimerie Impériale ; P-L-F. PHILASTRE, *Etudes sur le droit annamite et chinois. Le code annamite*, Paris, 1876, E. Leroux.

Revues et bulletins. — *La monnaie de l'Indo-Chine*, par M. ARNAUDÉ, dans les *Annales de l'Ecole libre des Sciences politiques*, année 1891, p. 682 et suiv. ; *Les monnaies de l'Annam*, extrait d'un rapport du Résident supérieur en Annam, publié dans le *Bulletin économique de l'Indo-Chine*, n. 2, ancienne série, août 1898, p. 59.

premier introduisit dans le monnayage annamite l'emploi de l'étain. Il semble qu'il ait emprunté l'usage de cette monnaie aux Malais de Lam-âp, vaincus et réduits en vassalité par son père, Anh-Tông. Ce métal fut longtemps en usage dans le monnayage des peuples de la péninsule et des îles malaises. L'étain fut plus tard en Indo-Chine mélangé au zinc et définitivement remplacé par lui. Le fer aurait été également employé dans le monnayage annamite par le premier usurpateur de la famille des Mac, Mac-dang-dong (1528). Signalons enfin, pour être complet, que sous le règne du prince Thuan-Tông (1391-1398) eut lieu une émission de papier-monnaie. Un empereur chinois, Ou-tsông (1308-1311), avait mis en circulation en Chine du papier-monnaie de la valeur d'un taël d'argent. A l'imitation de ce prince, le Ministre annamite Lê-Quy-Ly décréta en 1397 le cours forcé du papier-monnaie, en lui attribuant une prime de 20 0/0 sur la monnaie de métal (1). Il ne semble pas que cette circulation fiduciaire ait été couronnée de succès.

1. D'après M. Ed. Toda, des dessins particuliers et différents étaient représentés sur les diverses coupures. Sur le billet de dix sapèques figuraient des plantes ; sur celui de trente, des vagues ; de soixante, des nuages ; de cent vingt, une tortue ; de cent quatre-vingts, une licorne ; de trois cents, un phénix ; de six cents, un dragon. (Ed. Toda, *Annam and its minor currency*, dans le *Journal of the China branch of the Royal Asiatic Society* (New series, n. 17).

Pendant toute la période antérieure au xix^e siècle, bien que l'or et l'argent aient circulé en Chine dès les temps les plus reculés et que ces métaux fussent connus des Annamites, la circulation monétaire resta uniquement composée de pièces de cuivre et de zinc. C'est qu'au commencement du dernier siècle que les métaux plus précieux, jusque-là confinés dans les coffres de quelques familles riches et dans les réserves du Trésor Royal, commencèrent à s'introduire dans la circulation et servirent plus ou moins fréquemment d'instruments d'échange dans les transactions commerciales. A l'origine, ces métaux eurent cours exclusivement sous forme de barres et de lingots (1), qu'il était naturel de désigner d'après leur poids et par conséquent d'évaluer en *luong* (2) ou onces. Peu à

1. Dans une curieuse relation d'un voyage fait en 1749 en Cochinchine, un Français, nommé Pierre Poivre, raconte qu'à certaines époques de l'année, le roi d'Annam payait ses soldats « en pains chappés à son coin », ce qui pourrait faire croire que, dès cette époque, l'argent était entré dans le monnayage. Mais ces pains étaient plutôt une marchandise qu'une monnaie. Leur prix dans le commerce était de seize *quan* ou ligatures de sapèques. Ils ne se maintinrent d'ailleurs à aucun moment dans la circulation (*Voyage de Pierre Poivre en Cochinchine. — Revue de l'Extrême-Orient*, 1883. Paris, E. Leroux. Cité par D. Lacroix, *Num. ann.*, p. 27).

2. Le *luong* ou once est l'unité de poids dans le système métrique annamite. Il correspond au *liang* des Chinois, que les Européens désignent sous le nom de taël et qui est à la fois un poids et une monnaie. Le poids du *luong* n'est pas uniforme. La Chambre de Commerce de Saïgon lui a assigné un poids de

peu, et par la force même des choses, une concordance absolue tendit à s'établir ainsi entre le système monétaire et le système métrique annamite. C'est d'ailleurs une règle généralement observée que les premières monnaies d'un peuple correspondent à ses mesures de la pesanteur.

A partir de l'empereur Gia-Long (1) commencent à se répandre des monnaies d'or et d'argent, en harmonie avec les multiples et les sous-multiples du *luong*. En or, on trouve les pièces suivantes : le *nen-vang* ou pain d'or, du poids de dix *luong* ; le *nwa-nen-vang*, ou demi-pain d'or, de cinq *luong* ; le *luong-vang*, ou clou d'or, pesant une once ; le *nwa-luong* ou *nwa-dinh-vang*, demi-clou d'or, pesant et valant la moitié du précédent ; enfin le quart de *luong* (2). A la vérité, toutes ces pièces circulaient fort peu ; bien qu'il existe d'assez nombreux spéci-

37 gr. 75. Dix *luong* forment un *nen*, ou 377 gr. 5 et 160 *nen* font un picul ou *ta*, soit 60 kg. 400. C'est le poids du picul employé par les Européens dans leurs transactions avec les indigènes, mais il existe d'autres poids du picul : 63 kg. 750 pour le paddy, 60 kg. 700 pour le riz cargo, 68 kg. pour le paddy brut, 67 kg. 500 pour le sel et même 75 kg. pour le bois à brûler.

1. Gia-Long, fondateur de la dynastie des Nguyen, a régné de 1801 à 1821.

2. A cette liste, il faudrait ajouter, selon M. Arnauné, les pièces de 100, 50, 40 et 30 onces, et celles de 4 dixièmes, 3 dixièmes, 2 dixièmes et 1 dixième d'once (*La monnaie, le crédit et le change*, p. 292).

mens des premières, il est facile de se rendre compte que leur poids et leur trop grande valeur en faisaient des instruments d'échange peu pratiques. Quant au *luong* et à ses sous-multiples, ils ont toujours été très rares.

La liste des pièces d'argent n'est pas moins longue. On pourrait croire que ces pièces correspondent à des subdivisions commodes de la *valeur* des pièces d'or. Il n'en est rien ; c'est encore avec le système des *poids* annamites qu'elles sont en harmonie parfaite. Le *luong* est également, pour les pièces d'argent, l'unité monétaire. On trouve les pièces de dix onces ou pain d'argent (*nen-bac*), le demi-pain d'argent (*nwa-nen-bac*), le *luong* ou *dinh-bac*, ou clou d'argent ; le *nwa-luong* ou *nwa-dinh-bac*, ou demi-clou d'argent ; enfin le quart de *luong* (1).

Il existait d'autres pièces, qui ne furent, à la vérité, frappées que sous les successeurs de Gia-Long, et n'offrant aucune concordance avec le système des poids et mesures annamite. C'est ainsi que l'empereur Minh-Mang (2) fit frapper une pièce de deux *quan* ou ligatures, du poids de

1. M. Arnauné, *op. cit.*, *ibid.*, cite en outre les pièces de 100, 50, 40, 30 et 20 onces. Cf. Silvestre, *Notes pour servir, etc.*, p. 58 et suivantes et D. Lacroix, *op. cit.*, p. 132 et suivantes, d'après Mgr Taberd, *Dictionarium latino-annamiticum, auctore J. L. Taberd, episcopo Isaurapolitano, vicario apostolico Cocincinae, Cambodiae et Ciampae, etc.* — Sérapore, 1838, p. 96.

2. Fils et successeur de Gia-Long ; il régna de 1821 à 1841.

8 grammes ; de son côté, l'empereur Tu-Duc (1) fit frapper des pièces de trois *quan*, du poids de 16 grammes et des pièces de un *quan* du poids de 5 grammes.

D'autre part une piastre indigène fait son apparition sous l'empereur Minh-Mang. Il semble que la première frappe en ait eu lieu dans la 13^e année de son règne, c'est-à-dire en 1834. La piastre de Minh-Mang pesait 27 gr. 045, mais il fut frappé d'autres piastres indigènes pesant 27 gr. 30. Toutes ces piastres sont dites « piastres au dragon », à cause du dragon impérial à cinq griffes (2), entouré de flammes, que l'on voit sur leur revers. Leur teneur en métal fin était extrêmement faible, et d'ailleurs variable. Mgr Taberd ne leur accorde que 65,5 pour 100 d'argent contre 34,5 de cuivre. Mais il est d'autres pièces d'une teneur plus faible encore ; il en est même où cette proportion est renversée.

Sous les successeurs de Minh-Mang, il fut frappé un sous-multiple de la piastre, la demi-piastre, dont le poids, suivant les spécimens, varie de 13 grammes à 13 gr. 45.

1. Tu-Duc, également de la dynastie des Nguyen, monta sur le trône d'Annam en 1847 et mourut le 17 juillet 1883.

2. Le dragon est l'emblème de la puissance et de la noblesse ; c'est le roi des nuages et le dieu de la pluie ; il est également le symbole de la fertilité et de toutes les richesses du sol. Le dragon, insigne du pouvoir impérial, porte seul 5 griffes, les autres n'en ont que 4 (G. Dumoutier, *Les chants et les traditions populaires chez les Annamites*, Paris, E. Leroux, 1890).

Toutes ces pièces, qu'elles soient d'or ou d'argent, à l'exception des piastres, affectent la forme de parallélipipèdes, sur lesquels sont gravés des caractères indiquant le chiffre du règne sous lequel ils furent fabriqués, la province où se trouvait l'atelier monétaire d'où ils étaient sortis, le nom de l'année, le poids en *luong* et quelquefois la valeur en *quan*. Quant aux piastres, elles étaient rondes, et, comme les autres pièces, dépourvues d'effigie, sauf le dragon du revers (1).

Pas plus que les pièces d'or, il ne semble pas que les pièces d'argent que nous venons d'énumérer aient abondamment circulé en Indo-Chine et qu'elles aient pratiquement servi de moyens d'échange. Peut-être conviendrait-il toutefois de faire exception pour le *nen* d'argent de fabrication privée. Cette pièce circulait entre commerçants dans toutes les transactions de quelque importance, non seulement entre Annamites, mais encore entre Annamites et Chinois, Cambodgiens, Laotiens, etc. Néanmoins, cette pièce ne semble pas avoir joué un rôle important dans la circulation. Les pièces ou plutôt les lingots plus

1. M. Arnauné, *op. cit.*, *ibid.*, donne également comme rondes les pièces de trois, de deux et d'un *quan*. Mais cette indication est contraire à celles fournies notamment par M. Silvestre, qui assigne à ces pièces les dimensions suivantes : pièce de 3 *quan*, 42 millimètres sur 14, en longueur et largeur et 3 millimètres d'épaisseur ; pièce de 2 *quan*, 29 millimètres sur 10 ; pièce de 1 *quan*, également 29 millimètres sur 10 (*Notes pour servir, etc.*, p. 69 et suivantes).

lourds servaient surtout à la thésaurisation ; ils permettaient d'accumuler une grande valeur sous un volume et un poids restreints et ne sortaient pas des cachettes où les chefs des familles riches les dissimulaient. Quant aux lingots d'or ou d'argent de plus petites dimensions, ils étaient surtout distribués par le Prince comme récompenses, gratifications ou cadeaux aux fonctionnaires, aux soldats ou à leurs chefs.

Il est, en tout cas, hors de conteste qu'à aucun moment, ni l'or ni l'argent ne jouèrent le rôle de métal étalon et de mesure de la valeur. Sans doute, et nous avons eu déjà l'occasion de le dire, les Annamites avaient bien adopté, comme les Chinois, le *luong* comme unité monétaire. Mais c'était là une monnaie de compte usitée seulement dans les actes du Gouvernement, dans la langue du droit et de l'administration. La véritable unité monétaire adoptée dans les affaires privées ou commerciales, celle sur laquelle se réglait le prix des choses, était la ligature de sapèques ou *quan*. C'est qu'en effet la principale et presque unique monnaie circulant réellement était la sapèque ou *dong-tien* (1).

La sapèque est une pièce ronde de cuivre ou

1. Le *dong* est également un poids annamite ; il équivaut au dixième de *luong*. Le système des poids annamites s'établit donc comme suit : 1 *picul* ou *ta* = 160 *nen* = 1.600 *luong* = 16.000 *dong* = 160.000 *phan* = 1.600.000 *ly*, le *phan* valant 1/10 du *dong* et le *ly* 1/10 du *phan*.

de zinc, de faible épaisseur, et percée d'un trou carré central, de 4 millimètres de côté. Suivant M. Silvestre, cette monnaie se serait introduite en Indo-Chine bien avant l'ère chrétienne. Son origine serait la suivante : « A l'époque de la grande invasion de l'an 214 avant J.-C., la Chine faisait encore usage de monnaies de bronze ayant la forme de couteaux, longs de 0 m. 135, portant sur la lame le caractère *minh* et munis d'un anneau à l'extrémité du manche, pour les enfiler. Sous la 9^e dynastie (Tsy-de l'an 479 à 501 de l'ère chrétienne), on se servait aussi de monnaies de même métal et de même forme, mais longues de 0 m. 18, avec un large anneau au bout du manche, et les caractères *Tsy-Ku-u-Hoa*. La forme de ces monnaies se modifia tout naturellement : le manche fut supprimé et l'anneau vint s'adapter au pied de la lame ; mais pour conserver à la pièce le même poids, son épaisseur fut considérablement augmentée et l'anneau devint une rondelle plate avec un trou central pour le passage du lien.

« Plus tard le peuple s'était si bien habitué à la circulation de ces objets, faciles à manier et à transporter, d'une conservation assurée, qu'il en était arrivé à ne plus les considérer comme l'équivalent réel de la valeur des choses, mais seulement comme une valeur conventionnelle, fiduciaire en quelque sorte ; on vit alors, pour la plus grande commodité des gens, disparaître

cette épaisse lame, dernier reste de l'antique couteau, et la rondelle trouée en carré fut seule conservée (1) ».

Malgré son nom, le poids du *dong-tien* est extrêmement variable. Parmi les sapèques de cuivre, on rencontre celle de 1 *dong* (3 gr. 775) de Gia-Long et de Minh-Mang, celle de 9 *phan* (3 gr. 398) de Thiêu-Tri (2) et de Tu-Duc, de 7 *phan* (2 gr. 642), 6 *phan* (2 gr. 265) de Gia-Long (3). Ces derniers poids sont plutôt réservés cependant aux sapèques de zinc, dont il existe également des spécimens du poids de 2 gr. 8. Cette dernière sapèque fut surtout fabriquée sous Gia-Long. Son diamètre est exactement de 24 millimètres, son épaisseur de 1 millimètre 4. C'est la sapèque métrique : vingt-sept de ces pièces côte à côte donnent exactement la longueur du *thuoc*, unité de mesure des étoffes, ou 0 m. 648.

Les sapèques de cuivre n'ont pas la même valeur que les sapèques de zinc. Mais tandis que les souverains d'Annam ne se sont nullement préoccupés d'établir entre les monnaies d'or et

1. *Notes, etc.*, p. 44 et 45. M. Arnauné, qui cite également ce passage, ajoute qu'au témoignage de Stanley Jevons (*La monnaie et le mécanisme de l'échange*, p. 49), des monnaies analogues, en forme de cimeterre, ont eu cours autrefois en Perse (Arnauné, *op. cit.*, p. 293, note 1).

2. Fils et successeur de Minh-Mang et prédécesseur de Tu-Duc, Thiêu-Tri a régné de 1841 à 1847.

3. *Les monnaies de l'Annam*, Rapport du Résident Supérieur en Annam in *Bull. écon. de l'Indo-Chine*, août 1898, n. 2, a. s., p. 59.

d'argent un rapport fixe de valeur, laissant aux lois économiques le soin de déterminer le change de ces monnaies entre elles (1), au contraire, des décrets impériaux fixaient dans quelles conditions devait se faire l'échange des sapèques de zinc. Le change de ces monnaies ne fut d'ailleurs pas établi une fois pour toutes. Sous Gia-Long et jusqu'en la 18^e année du règne de Tu-Duc (1865), la sapèque de cuivre équivalait, suivant le type, à deux ou trois sapèques de zinc. En la 18^e année du règne de Tu-Duc, un décret impérial éleva la valeur de la sapèque de cuivre et lui accorda, suivant le type, avec la sapèque de zinc, le rapport ci-après : la pièce qui équivalait à 3 sapèques de zinc fut déclarée en valoir 6 et la pièce de 2 sapèques de zinc acquit la valeur de 3. Toutefois la sapèque de ce dernier type disparut assez rapidement et, bien avant la fin du règne de Tu-Duc, le change d'une sapèque de cuivre contre six sapèques de zinc était devenu constant (2).

1. On aura certainement remarqué que le poids des pièces de 1, 2 et 3 *quan* n'est pas proportionnel aux chiffres 1, 2 et 3. Le poids de ces pièces, frappées à des époques différentes, fut déterminé d'après la valeur respective de l'argent et du cuivre ou du zinc, de telle façon que la valeur de la pièce d'argent soit mise en équivalence avec celle de la ligature. N'est-ce pas la preuve que la ligature était bien l'unité monétaire et le cuivre le métal étalon ?

2. Rapport du 21 mai 1885, du Général Brière de l'Isle, Commandant le corps expéditionnaire du Tonkin, au Ministre de la Guerre.

La sapèque de cuivre ne circulait que dans l'Annam proprement dit. Au Tonkin et en Cochinchine, seule la sapèque de zinc était employée.

Dans la pratique et pour faciliter les paiements en sapèques, celles-ci sont réunies entre elles par un lien de jonc passé dans leur trou central. Cent sapèques de cuivre ou six cents sapèques de zinc ainsi réunies forment un *quan* ou ligature. Le *quan* se divise en 10 *tien* de 10 ou de 60 sapèques et par la réunion de 10 *quan*, on obtient un *chuc*, que les soldats et marins du corps expéditionnaire appelaient une gueuse (1), en souvenir des pains de fonte que l'on emploie comme lest sur les navires. Le *chuc* qui comprend 6.000 sapèques de zinc ne pèse en effet pas moins de 15 kilogrammes.

En principe, il n'existe pas de multiples de la sapèque. Cependant Tu-Duc fit fabriquer, dans la quatorzième année de son règne (1861) plusieurs catégories de sapèques de cuivre de grand module. Ces pièces que M. Lacroix (2) déclare imitées de celles de Hien-Fong, qui régnait en Chine à la même époque, sont les suivantes : 1° sapèque de 1 *luong* 5 *phan* (37 gr.

1. La réunion des ligatures en gueuses est faite au moyen de quatre liens placés à distances égales et serrées de façon à donner à ce paquet une forme rappelant celle d'une gueuse ou d'un saumon de plomb. Les deux liens du milieu sont réunis par un cinquième lien en forme de poignée.

2. D. Lacroix, *op. cit.*, p. 149.

637), valant 60 sapèques de zinc ; 2° sapèque de 6 *dong* 5 *phan* (24 gr. 537) valant 50 sapèques de zinc ; 3° sapèque de 7 *dong* 5 *phan* (28 gr. 312) valant 40 sapèques de zinc (1) ; 4° sapèque de 5 *dong* 5 *phan* (20 gr. 740), 30 sapèques de zinc ; 5° sapèque de 3 *dong* 4 *ly* ou de 2 *dong* 8 *phan* (11 gr. 5 et 10 gr.) 6 ou 20 sapèques de zinc (2).

Mais toutes ces pièces n'eurent aucun succès auprès du peuple qui ne les accepta jamais qu'à cause de leur cours forcé. Elles furent abandonnées peu de temps après leur émission ; néanmoins elles ont encore cours actuellement.

Contrairement à ce qu'il a pu nous arriver de dire, au cours des pages qui précèdent, pour la commodité du langage, toutes ces monnaies, qu'elles soient d'or, d'argent, de cuivre ou de zinc, étaient non pas frappées au marteau ou au balancier, mais coulées dans des moules (3). Cette fabrication rudimentaire explique que le poids de certaines pièces présente avec leur poids officiel d'assez notables différences. Cepen-

1. On remarquera que la pièce de 40 sapèques est plus lourde que celle de 50. La valeur de ces pièces est indiquée d'après les caractères qu'elles portent au revers.

2. Le rapport déjà cité du Résident Supérieur en Annam paru dans le n° 2 du *Bulletin économique de l'Indo-Chine* indique, pour cette pièce, le poids de 2 *dong* (7 gr. 550). D'après le même document, il existerait également une sapèque de 1 *dong* 7 *phan* (6 gr. 446) valant 10 sapèques de zinc.

3. Pour la fabrication des monnaies, V. Lacroix, *op. cit.*, p. 39 et suivantes.

dant les sapèques de zinc de Gia-Long, et notamment la sapèque métrique de 2 gr. 8, sont en général de fabrication assez soignée.

Seule la sapèque fait l'objet, de la part du Gouvernement impérial, d'un monopole de fabrication. Elle ne peut être fondue que dans les ateliers monétaires impériaux et l'importation des sapèques étrangères est interdite. Les sapèqueries furent d'abord assez nombreuses ; il en existait dans les capitales et dans quelques chefs-lieux de province. A notre arrivée en Indo-Chine, il n'existait plus que deux ateliers, ceux de Hanoï et de Hué. Le premier n'a plus fonctionné après la prise de la ville, le second a cessé sa fabrication à partir de 1887 (1).

Les ateliers impériaux fabriquaient également les pièces d'or et d'argent que nous avons énumérées, mais cette fabrication ne leur était pas réservée. Les particuliers aussi bien que le Prince avaient le droit de fondre des lingots d'or ou d'argent et de les mettre en circulation. Il n'était même pas imposé de titre minimum au

1. Une sapèquerie a été rouverte en Annam, en 1894, à Ben-thuy, dans la province du Thanh-hoa. Son fonctionnement relève uniquement de la Cour de Hué. Elle fabrique des sapèques de cuivre selon des anciens procédés. Le métal, préalablement fondu, est amené dans des moules en sable, momentanément faits avec des empreintes de sapèques. Après le démoulage, on lime les sapèques pour enlever les bavures des bords.

La production de la sapèquerie est peu importante.

dessous duquel la teneur en métal fin ne devait pas s'abaisser (1). Sauf en ce qui concerne la fabrication des sapèques, le crime de faux monnayage est inconnu dans le droit annamite. D'après la traduction qu'a donnée du code anna-

1. Il n'y a pas en effet de titre légal pour les monnaies d'or et d'argent. Ces monnaies doivent être théoriquement pures de tout alliage. Mais le Gouvernement se désintéresse absolument de savoir si les particuliers entre eux se paient avec des monnaies au titre de 1.000 pour 1.000. Toutefois, pour lui-même, l'Etat exige que ses créanciers le paient en monnaies à ce titre. C'est ce qu'édicté l'article 126 du Code annamite, ainsi conçu : « Toutes les fois qu'on perçoit des droits de toute nature (payés à l'Etat), qu'on vend des objets quelconques, et qu'on envoie de l'or et de l'argent, le titre de ces métaux doit absolument être complètement pur ; si le métal n'est pas complètement pur, les fonctionnaires et employés chargés de la direction générale du service (ainsi que les fondeurs experts) et les artisans seront punis, chacun, de quarante coups de rotin et ils seront responsables, à part égale, du remboursement des dommages soufferts par l'Etat.

« *Commentaire officiel*... Selon les règlements, pour que le titre de l'or ou de l'argent soit dit complet, il faut que ces métaux soient composés de dix parties de métal fin sans alliage ; si ce titre n'est pas complètement atteint, il n'y a pas complètement dix parties de métal fin » (Philastre, *Le Code annamite*, tome I, p. 584. Paris, E. Leroux, 1876. — V. aussi Aubaret, *Le Code Annamite*, t. II, p. 167). Ce texte qui, à première vue, ne semble s'appliquer qu'aux lingots non monnayés, s'appliquait également et par la force même des choses aux monnaies d'or et d'argent, puisque celles-ci ne sont en réalité qu'une quantité déterminée d'argent ou d'or. Quelle différence faire entre un lingot d'argent d'un *nen* et un *nen* d'argent ?

Cela n'empêchait pas d'ailleurs les ateliers impériaux eux-mêmes de livrer des monnaies en un métal non complètement pur de tout alliage. Les monnaies d'or contiennent de fortes proportions d'argent, et celles d'argent sont en général à 995 millièmes, avec 1 à 2 millièmes d'or.

mite M. Philastre (1), l'article 325 de ce recueil de lois ne punit des peines du faux monnayage que ceux qui auront fabriqué des sapèques, sans d'ailleurs qu'il soit nécessaire que les pièces ainsi fabriquées soient de poids trop faible ou de teneur insuffisante en métal fin. « Ceux qui auront fondu, dit l'article 325, et coulé privé-ment de la monnaie de cuivre seront punis de la strangulation (*avec sursis*)... — Ceux qui auront pris les monnaies de cuivre en circula-

1. Le code annamite n'est autre chose que le code chinois de la dynastie mandchoue dont un très petit nombre d'articles a été supprimé et dont quelques-uns, également fort rares, ont reçu de très légères modifications. C'est essentiellement un code pénal.

Le code annamite fut promulgué en 1812 par l'Empereur Gia-Long. Il comprend non seulement le texte même des articles de lois, mais encore les commentaires officiels qui en furent faits, par ordre du Gouvernement, sous la dynastie chinoise des Minh. En outre le texte des articles a été rendu plus clair par l'adjonction de notes explicatives, dites *Explications coordonnées*.

Les bases essentielles du droit criminel chinois étant, d'une part, que le juge ne doit jamais faire autre chose que reconnaître la nature de la faute commise et appliquer la peine telle que la loi la prononce, sans jamais pouvoir faire varier cette peine en raison des circonstances particulières du fait, il est indispensable que le code prévoie tous les cas qui peuvent se présenter. Aussi un grand nombre de décrets sont-ils venus s'adjoindre au texte primitif de la loi.

Il existe deux principales traductions en français du code annamite : celle de M. G. Aubaret, publiée par ordre de M. de Chasseloup-Laubat, Ministre de la Marine, par l'Imprimerie Impériale en 1865, et celle de M. Philastre, parue, en 1876, chez Leroux, éditeur.

tion et qui les auront rognées ou amincies pour prendre du cuivre et réaliser ainsi un bénéfice seront punis de cent coups de *truong* » (1).

La fraude sur les monnaies d'argent ou d'or était punie beaucoup moins sévèrement. « Ceux qui, dit le même article (avec du cuivre, du fer ou du vif argent), auront contrefait de l'or ou de l'argent seront punis de cent coups de *truong* et de trois ans de travail pénible ». L'abaissement, même considérable, du titre ne constitue d'ailleurs pas une contrefaçon des métaux. « La contrefaçon... », dit une explication coordonnée, « c'est par exemple ce qui se pratique actuellement au moyen de certains procédés pour argenter. La fraude consiste toujours à envelopper dans une couche d'argent, ou d'un autre bon métal, une autre matière de moindre valeur. Si le lingot obtenu contient réellement du métal fin, il s'agit seulement d'un abaissement du titre, ce n'est plus une contrefaçon... » (2).

1. Le *truong* désigne un bâton en bois dur par opposition au *roi*, qui désigne un rotin flexible.

2. Malgré la loi, les pièces ou lingots contrefaits se glissaient jusque dans le Trésor royal. Après la confiscation du Trésor saisi par nos troupes dans la citadelle de Hué, le résident général Paul Bert envoya à la Monnaie de Paris quatorze caisses d'or, qui devaient renfermer, d'après les pesées faites à Hué, 1.363 kg. 371 d'or. Elles ne renfermaient en réalité que 1.335 kg. 160 gr. 1, soit une différence en moins de 28 kg. 210 gr. 9, provenant d'une part de 10 lingots de plomb dorés trouvés au milieu des barres d'or et d'un déficit constaté dans une des caisses (Dépêche du Ministre des

Une fraude assez fréquente en matière monétaire, particulièrement en Extrême-Orient, consiste à retirer de l'intérieur d'une pièce de monnaie, en laissant les faces intactes, une certaine quantité de métal et à le remplacer par une matière plus vile. C'est ce que l'on appelle le fourrage. Cette opération, qui était facilitée par le poids élevé, les dimensions et la forme quadrangulaire des pièces d'or et d'argent annamites, était punie par la loi. « *Décret I.* — Lorsque quelqu'un aura pris de l'argent, y aura creusé un trou et l'aura frauduleusement rempli avec du cuivre ou du plomb ou toute autre matière pour fabriquer frauduleusement des lingots recouverts à l'extérieur d'une pellicule d'argent, pour lui donner l'apparence voulue, lorsque la quantité de cuivre, de plomb ou autre matière sera telle que, dans chaque once, il n'y aura que deux, trois, quatre ou cinq dixièmes d'argent environ, celui qui aura fabriqué ce faux argent et ceux qui l'auront acheté pour le mettre en circulation seront également condamnés selon la loi relative à ceux qui se servent de cuivre, de fer ou de vif-argent pour contrefaire de l'or ou de l'argent et en distinguant entre le principal et les co-auteurs ».

Enfin il était interdit de contrefaire les monnaies des anciennes dynasties : « *Décret II.* —

Finances au Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, du 5 novembre 1886).

Les malfaiteurs qui auront fondu et coulé privément des monnaies auxquelles ils auront donné l'apparence des monnaies des anciennes dynasties, et qui en auront fait trafic, seront punis absolument selon les prescriptions de la loi relative à ceux qui coulent privément des monnaies, et en distinguant selon cette loi ».

Ces règlements sont suivis d'une note explicative, ainsi conçue : « *Explications coordonnées.* — Pour les monnaies de cuivre, le texte dit : « fondre privément » ; la matière employée est donc le cuivre ; pour l'argent et l'or, il dit : « contrefaire » ; la matière n'est donc plus l'or ou l'argent ; cependant, la peine du fait de « fondre privément » est plus grave. En effet, les règles de la fabrication de la monnaie enfreignent une défense et jettent le désordre dans les règles de l'Etat ; c'est pour cela que la punition est plus sévère. La production de l'or et de l'argent est naturelle à la terre, ceux qui contrefont ces matières ne font qu'abuser le peuple pour usurper un bénéfice, aussi la règle de punition est-elle plus légère ».

Une autre explication coordonnée dit encore : « Dans la fabrication privée, ce qui fait la gravité de l'acte, c'est la transgression d'une défense ; dans le cas de contrefaçon de métaux, c'est la fraude qui fait la gravité de la faute (1) ».

1. Philastre, *Le Code Annamite*, t. II, p. 507 et suivan-

Les règlements que nous venons de citer, malgré leur minutie ne prévoient pas la fabrication privée des monnaies de zinc. Cependant ces sapèques étaient en fait les plus répandues, puisqu'elles circulaient à peu près seules dans tout le Tonkin et la Cochinchine, et concurremment avec celles de cuivre, dans l'Annam proprement dit. M. Philastre émet l'hypothèse qu'un décret postérieur au code de Gia-Long en a sans doute prohibé la fabrication. Toutefois l'existence d'un tel décret n'a jamais été révélée.

Quoi qu'il en soit, il fut toujours admis que le monnayage de la sapèque était un attribut essentiel de la souveraineté, sans qu'on puisse dire si ce monopole était édicté dans l'intérêt du Trésor impérial, comme, sous l'ancien régime, en France, le droit régalien de battre monnaie, ou bien dans l'intérêt du commerce et du public, comme l'actuel monopole de fabrication des monnaies que se sont réservé les Etats occidentaux. Il n'est pas sans intérêt de remarquer toutefois que la fabrication privée des sapèques est punie, même si les sapèques destinées à être mises en

tes. La traduction de M. Aubaret est quelque peu différente. D'après cette dernière traduction, le faux-monnayage consisterait non plus seulement dans la fabrication privée de sapèques de cuivre, mais dans la fabrication de sapèques sans distinction. « Tout individu qui contrefera des sapèques sera condamné à la strangulation (avec sursis) ». Aubaret, *op. cit.*, Livre III, 6^e partie, sect. V, *Des faux monnayeurs*, t. I, p. 324.

circulation sont de bon aloi et de poids droit, ce qui donnerait à croire que la sauvegarde des intérêts du public n'est, à aucun titre, la raison du monopole que le souverain s'est réservé de fabriquer les sapèques. Peut-être, de la distinction qui est faite par la loi annamite entre la fabrication privée des sapèques et la contrefaçon des métaux précieux, convient-il de tirer simplement cette conclusion qu'aux yeux des Annamites, seule la sapèque avait le caractère d'une monnaie véritable, c'est-à-dire d'une mesure commune de la valeur des choses, les lingots d'or et d'argent, même de poids concordant avec le système métrique, n'étant que des marchandises, dont la grande valeur et l'emploi facile ont fait des instruments d'échange. Dans cette hypothèse, on s'expliquerait pourquoi l'abaissement du titre des « monnaies » d'or et d'argent n'est pas une fraude punissable. Comme elles sont des marchandises, c'est au créancier qu'il appartient de ne les accepter en paiement qu'après avoir vérifié leur poids et leur titre et pour la valeur qu'elles ont en raison de ce poids et de ce titre. Cette valeur sera forcément exprimée en *quan*, *tien* et sapèques (1), non pas

1. Les lingots d'or et d'argent, qu'ils sortent ou non des ateliers impériaux, portent rarement une indication de leur valeur. Mais lorsqu'elle est exprimée, elle l'est en *quan*. Nous ne parlons pas seulement des pièces de 1, 2 et 3 *quan*, qui, d'après M. Arnauné (*op. cit.*, p. 298), seraient les seules dont

d'après un change fixe édicté par le Prince, ce qui, dans notre hypothèse, ne se comprendrait pas, mais d'après un change variable déterminé par la loi de l'offre et de la demande.

Qu'on ne s'attende pas dès lors à trouver dans le système annamite la notion de monnaie légale. En tout cas, cette notion s'y confond avec celle de monnaie de compte (1). En raison même des variations qui peuvent se produire dans la valeur de la monnaie dont le paiement est stipulé dans un contrat, le paiement doit être nécessairement fait avec celle prévue à la convention. Si le créancier a stipulé un certain nombre de *luong* d'argent, le débiteur devra se libérer en versant le *poids* d'argent prévu ; inversement s'il a été stipulé des ligatures, le créancier pourra imposer à son débiteur le versement du *nombre* de *quan* porté au contrat. Car dans un système où la valeur respective des monnaies

la valeur est ainsi exprimée, mais bien aussi des pièces en concordance avec le système des poids et mesures. C'est ainsi que M. Silvestre signale un *luong* d'argent frappé sous Gia-Long et portant sur l'un des côtés l'inscription : *Tri-tien-quan-bac-mach* (valeur en monnaie, 2 *quan*, 8 *tien*). Silvestre, *Notes, etc.*, p. 68.

1. La monnaie légale est celle que le créancier ne peut refuser et dont le versement entraîne extinction de la dette ; la monnaie de compte est celle que le débiteur s'engage généralement à payer. Quant à la monnaie étalon, c'est celle qui « dans un pays et pour un temps donné, sert de mesure générale des valeurs, celle sur laquelle se règlent les prix » (Arnauné, *op. cit.*, p. 146).

est variable, ce que le créancier et le débiteur ont en vue en contractant, c'est la valeur que pourra avoir au moment du paiement une certaine quantité d'un métal déterminé. C'est cette quantité de métal même, *ipsum corpus*, qui fait l'objet du contrat.

Ceci ne veut pas dire que les paiements ne pourront pas être faits en une autre monnaie que celle prévue à la convention intervenue entre les parties ; seulement, un tel changement ne pourra avoir lieu que du consentement du créancier, autrement le débiteur ne serait pas libéré. En offrant une monnaie autre que celle dont le paiement était demandé, le débiteur ne paie pas, il fait une dation en paiement. Une véritable novation intervient entre le créancier et le débiteur et par conséquent un nouveau consentement des parties est nécessaire (1).

Si, au contraire, il s'agit d'une monnaie dont le change est fixé par le Prince, l'espèce est différente. Ainsi nous avons vu que pendant la 18^e année du règne de Tu-Duc, le change des sapèques de cuivre contre celles de zinc avait été élevé de 1 pour 3 à 1 pour 6. Un débiteur dont la dette aurait été libellée en *quan*, alors que le change était de 1 sapèque de cuivre pour

1. Cf. en droit français, C. com., art. 143 ; Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, 3^e édition, t. IV, nos 301 à 303 *bis* et 762. Paris, Pichon.

3 de zinc, ne pouvait se libérer, après l'élévation du change, qu'en livrant à son créancier, s'il le payait en sapèques de zinc, des *quan* composés non pas de 300, mais de 600 sapèques, le *quan* de cuivre restant fixé à 100 sapèques (1).

Tel était dans son originalité, le système monétaire annamite. Théoriquement, il comportait la circulation concurrente de quatre métaux. Mais pratiquement ni l'or ni même l'argent ne jouaient aucun rôle dans la circulation. Le métal étalon était le cuivre, et la monnaie courante, la monnaie réelle, de zinc. Il n'est peut-être pas suffisant de dire, pour expliquer le maintien presque exclusif, dans la circulation, de ces métaux de valeur infime, que le peuple annamite s'était, par l'habitude séculaire qu'il avait de leur usage, attaché à cette monnaie encombrante et incommode, et qu'en outre, sa mentalité en faisait l'ennemi de tout changement apporté aux traditions. En fait, c'est le système même qui aboutissait à cette conséquence que les monnaies de cuivre et de zinc fussent pratiquement les seuls instruments d'échange possibles. L'or, en raison de sa trop grande valeur, ne pouvait servir qu'à la thésau-

1. Cf. en droit français, C. civ., art. 1895. V. aussi Pothier, *Traité du contrat de prêt de consommation*, n° 37 ; LAURENT, *Principes de droit civil français*, t. XVII, n° 565 (3^e édition) ; Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, t. IV, p. 159 (4^e édition).

risation ; quant à l'argent, il ne pouvait guère être usité que par le gros commerce, puisque la liberté de mettre en circulation des lingots de tous titres obligeait les commerçants à se doubler d'un essayeur ou d'un expert. Comment, dès lors, le paysan annamite ne se serait-il pas montré attaché à la sapèque ?

Enfin, tel était l'état économique et social du pays que le besoin d'une monnaie plus commode et de plus grande valeur ne se faisait nullement sentir. Vivant de peu, accoutumé à son maigre salaire, le *nha-qué* trouvait dans la sapèque un instrument d'échange suffisant pour ses besoins rudimentaires. Du reste, il ne se souciait point d'acquérir ostensiblement des richesses, à cause des dangers qu'elles attiraient sur leur imprudent possesseur de la part des brigands qui se rencontraient partout, au prétoire des mandarins, aussi bien que sur l'arroyo ou en rase campagne.

S'il est vrai, au surplus, que l'état de léthargie économique du pays ne nécessitait pas un moyen d'échange plus commode que la ligature, il n'échappera à personne qu'à son tour, cette monnaie à la Lycurgue devait faire obstacle à tout progrès et à tout développement de la richesse publique. Ainsi la sapèque trouvait dans son existence même un élément de durée et de pérennité. En Annam comme ailleurs, des cercles vicieux de cette nature sont quelquefois la

meilleure explication que l'on puisse trouver de ce que l'on appelle tantôt la tradition et tantôt la routine.

CHAPITRE II

LE SYSTÈME MONÉTAIRE DE L'INDO-CHINE DEPUIS L'OCCUPATION FRANÇAISE JUSQU'EN 1902 *.

§ 1^{er}. — Circulation métallique.

A. — *La piastre mexicaine et ses équivalents.*

C'est après l'occupation française que la piastre s'est répandue en Indo-Chine. Cette pièce

* **Documents officiels.** — *Le Courrier de Saïgon* (Journal officiel de la Cochinchine française), 1864-1879 ; *Journal officiel de la Cochinchine française*, 1879-1888 ; *Journal officiel de l'Indo-Chine française* (1^{re} partie, Cochinchine et Cambodge ; 2^e partie, Annam et Tonkin), 1889-1901 ; *Journal officiel de l'Indo-Chine française*, depuis 1902.

Bulletin officiel de la Marine ; *Bulletin officiel de l'Administration des Colonies*, 1887-1893 ; *Bulletin officiel du Ministère des Colonies*, depuis 1894.

Bulletin officiel de l'expédition de Cochinchine, 1862-1864 ; *Bulletin officiel de la Cochinchine française*, 1865-1888 ; *Bulletin officiel du Cambodge*, 1884-1888 ; *Bulletin officiel du Protectorat de l'Annam et du Tonkin*, 1883-1886 ; *Moniteur du Protectorat de l'Annam et du Tonkin*, 1886-1888 ; *Bulletin officiel de l'Indo-*

d'argent qui depuis longtemps tendait à être de plus en plus utilisée par les Européens dans leurs rapports commerciaux avec les peuples de l'Extrême-Orient, n'était pas inconnue de quelques Annamites. Dans la relation déjà citée (1), d'un voyage qu'il fit en Cochinchine en 1746, Pierre Poivre raconte les efforts qu'il fit au nom

Chine française (1^{re} partie, Cochinchine et Cambodge ; 2^e partie, Annam et Tonkin), 1889-1901 ; *Bulletin officiel de l'Indo-Chine* et *Bulletins administratifs de la Cochinchine, du Cambodge, de l'Annam, du Tonkin et du Laos*, depuis 1902.

Administration des Monnaies et Médailles. Rapport au Ministre des Finances, années 1896 à 1906 et notamment année 1902, annexe LX (Lois monétaires des Colonies françaises).

Recueil officiel. — *Recueil général permanent des actes relatifs à l'organisation et la réglementation de l'Indo-Chine*, Hanoï, 1904, F.-H. Schneider ; Premier supplément, 1903-1904, Hanoï, 1905, F.-H. Schneider.

Recueils non officiels. — D. GANTER, *Recueil de la législation en vigueur en Annam et au Tonkin*, depuis l'origine du Protectorat jusqu'au 1^{er} mai 1895, 2^e édition, Hanoï, 1895, F.-H. Schneider ; E. LAFFONT et J.-B. FONSSAGRIVES, *Répertoire alphabétique de législation et de réglementation de la Cochinchine*, arrêté au 1^{er} janvier 1889, 7 volumes, Paris, 1890, Arthur Rousseau, notamment les articles : *Administration locale* (solde et allocations diverses), t. I, p. 47, *Affaires indigènes* (solde et allocations diverses), t. I, p. 89, *Indemnité de change*, t. IV, p. 358, *Mandats sur le Trésor*, t. V, p. 183, *Monnaies*, t. V, p. 369, *Postes et Télégraphes* (mandats postaux et télégraphiques), t. VI, p. 467.

Ouvrages à consulter. — ARNAUNÉ, *op. cit.*, *ibid.* ; H. BAUDOUIN, *La Banque de l'Indo-Chine*, thèse, Paris, 1903, Pédone ; D. LACROIX, *op. cit.* ; J.-L. DE LANESSAN, *L'Indo-Chine française*, Paris, 1889, Alcan ; A. SCHROEDER, *op. cit.* ; J. SILVESTRE, *op. cit.*, et *L'Empire d'Annam et le peuple annamite*, Paris, 1889, Alcan.

1. V. page 4, note 1.

de la Compagnie des Indes pour faire accepter par le roi l'échange des piastres frappées par la Compagnie contre des sapèques. « Malgré les mesures les mieux prises et les instances les plus pressantes, dit-il, il ne fut pas possible de le déterminer à les prendre (les piastres). A son exemple, les particuliers n'en voulurent point ou n'en offrirent qu'un prix bien au-dessous de leur valeur intrinsèque. On se réduisit à demander que les piastres fussent marquées au coin du Roy et eussent cours dans le royaume ; ce qui fut accordé. On obtint en conséquence, un édit qui ordonnait à tous les sujets du Roy de recevoir dans le commerce la piastre quarrée (1) sur le pied d'un *quan* 2 *mas* 48 *catches* (2), et la piastre ronde sur celui d'un *quan* 3 *mas* » (3).

Mais cet édit ne fut pas même suivi d'un com-

1. M. Lacroix qui cite également ce passage suppose qu'il s'agit sans doute de simples barres laminées ou fondues que la Compagnie des Indes employait dans ses transactions commerciales. Lacroix, *op. cit.*, p. 27, note 1.

2. Termes usités à Canton et à Hong-Kong : 1 *mas* ou 1 *mace* = 1/10 de *quan* ou 10 *fen* ou candaréens ; 1 candaréen ou condorin = 6 *li* ou *catches* ; 1 *cache* ou *cash* = 1 sapèque. Le mot *cache* ou *cash* semble avoir pour origine le mot portugais *caixa* ; c'est un terme *pidgeon*, le *pidgeon* étant le sabir de l'Extrême-Orient.

3. Voici, à titre de curiosité, le texte de l'édit dont il s'agit, tel que le rapporte Pierre Poivre : « *Edit du roy de Cochinchine pour rendre la piastre monnaie courante dans son royaume.* Nous ordonnons à tous les mandarins intérieurs et extérieurs et à tous les peuples de notre royaume, qu'ils sachent tous qu'il est dit (anciennement) qu'il ne convient pas de combler les

mencement d'exécution. Pierre Poivre ajoute mélancoliquement que « les mandarins s'opposèrent à sa publication. Comme ils sont tous faux-monnayeurs, ils perdaient un bénéfice immense et ne trouvaient pas la même facilité à

ruisseaux qui découlent des montagnes, quand ils conduisent des richesses. Car depuis le règne des rois de Chine Ha et Thuong (Hia et Chang) jusqu'au règne des rois Dang et Ton (Tang et Soung), les deniers, la soie, l'or et l'argent ont toujours eu cours également dans le royaume. Présentement que les vaisseaux étrangers viennent pour faire commerce, les Français ont apporté des piastres *rondes et carrées* solides et de durée. Dès lors, nous avons ordonné au chef des orfèvres de mettre à toutes les piastres ces deux mots : *thôn-du* (qui signifient avoir cours) avec les noms des orfèvres Xieu, Tiem et Thiên, au défaut du nom de Xieu, celui de Tiem et, au défaut de celui-ci, celui de Thiên ; de ces trois noms, un seul suffira pour servir de marque.

« Chaque piastre ronde, déduction faite de ce qu'elle doit diminuer (pour être au denier 24), ne pèse plus que six *maces* et cinq condorins et elle est ainsi marquée, et le prix sera d'un *quan* et trois *maces* (*tien*) qui font 780 deniers (sapèques).

« La piastre carrée, déduction faite de ce qu'elle doit diminuer (pour être au denier 24) ne pèse que six *maces* et quatre condorins et elle est ainsi marquée et le prix sera d'un *quan* deux *maces* et 48 deniers, qui font en tout 768 deniers. Les deniers et la soierie ont le même cours à présent.

« Dorénavant dans le commerce et les affaires du royaume, soit pour dettes, soit pour les suppliques, soit pour le tribut qu'on nous paiera, si on a des piastres rondes ou carrées mises en pains, chaque pain vaudra 20 *quan* et cela passera en coutume et personne ne pourra suivre sa fantaisie pour hausser et baisser le prix ; si quelqu'un ose enfreindre ces ordonnances et qu'on l'accuse, le chef des orfèvres l'examinera et poursuivra.

« Que notre édit soit respecté et vénéré.

« La 10^e année du règne de Kieng-Hung, Roy du Tong-Kinh et le premier de la 10^e lune (1750) ».

falsifier des piastres qu'à contrefaire des caches. Ils firent naître des soupçons dans l'esprit du Roy, qui passèrent dans le public, et, par une bizarrerie extraordinaire, l'argent tomba dans un discrédit qui ne peut avoir exemple qu'à la Cochinchine ».

Nous laissons, bien entendu, au commerçant dépité, auquel nous empruntons ces lignes, la responsabilité de ses allégations contre la probité des fonctionnaires annamites.

Telle est l'histoire de la première tentative qui ait été vraisemblablement faite d'introduire la piastre en Annam. Les essais qui furent faits par la suite devaient être plus heureux. Ce furent sans doute les commerçants chinois qui les premiers usèrent de cette monnaie dans leurs relations commerciales. La piastre dont ils se servaient était probablement la piastre à colonnes (1) des Espagnols ou le dollar de la Compagnie hollandaise des Indes Orientales. Cette monnaie dut même avoir auprès des Banques et du haut commerce un certain succès, puisque nous avons vu qu'en 1834, l'Empereur Minh-Mang avait fait fabriquer une piastre indigène. C'est sans doute la variabilité et la faiblesse du titre de cette pièce qui l'empêcha de se maintenir dans la circulation. L'auteur anonyme de

1. A cause des emblèmes empreints sur une de ses faces et représentant les colonnes d'Hercule.

l'Aperçu sur la géographie, les productions, l'industrie, les mœurs et les coutumes du royaume d'Annam (1), constate en 1858, que la piastre ou *tam-bac-tron* de Minh-Mang n'est plus dans le commerce et qu'elle est seulement distribuée en récompense aux vieux chefs de canton et aux vieux capitaines.

Néanmoins, c'est à peine si l'on peut dire que la piastre était connue des Annamites. Les Chinois au contraire généralement installés dans les ports, s'étaient depuis longtemps familiarisés avec son usage. Mais ce n'était plus de l'antique piastre d'Espagne à colonnes qu'ils se servaient; cette pièce, depuis que les colonies espagnoles de l'Amérique du sud s'étaient séparées de leur métropole, était devenue en effet fort rare et avait été remplacée par la piastre mexicaine. Les propriétaires des mines du Mexique avaient imaginé, pour faciliter l'écoulement du métal fin qu'ils extrayaient, de le monnayer. La piastre mexicaine, frappée dans les mêmes conditions de poids et de titre que la piastre espagnole (2), soit à raison de 27 grammes par piastre, au titre de 902,7 millièmes de fin, devint ainsi une marchandise que les Européens faisant le commerce en Extrême-Orient, offraient aux indigè-

1. Cet *Aperçu* a été réimprimé dans *l'Empire d'Annam et le peuple annamite*, par J. Silvestre, Paris, Alcan, 1889.

2. Il s'agit de la piastre mexicaine dite piastre à balances, *clean dollar old*. Son poids de fin était de 24 gr. 3729.

nes en échange de leurs produits. Cette monnaie s'était répandue dans tous les ports de l'Extrême-Orient, particulièrement en Chine et au Japon, où elle trouvait un débouché considérable.

Pourtant au moment de l'intervention franco-espagnole en Indo-Chine, la piastre n'avait pas encore pénétré dans l'intérieur du pays. « Jusqu'à la conquête française, dit M. Silvestres, beaucoup d'Annamites n'avaient vu la précieuse pièce que dans leurs rêves » (1). Le peuple de Gia-dinh, qui fut le premier en contact avec le corps expéditionnaire débarqué à Ben-Nghê, faisait uniquement usage de la sapèque de zinc au chiffre de Tu-Duc et plus rarement de la sapèque de cuivre. Cette monnaie lourde et encombrante, était d'un emploi extrêmement difficile. « Il fallait un fourgon du train d'artillerie pour aller échanger 1.000 francs en ligatures de sapèques (2), et au marché le poulet pesait quelquefois moins que son prix en monnaie (3) ». D'ailleurs, ainsi qu'il était d'usage dans l'Administration de la Marine, pour les besoins des bâtiments de guerre, le Commandant du Corps expéditionnaire se procurait les fonds qui lui

1. *Notes, etc.*, p. 107.

2. La ligature de 600 sapèques de zinc pèse 1 kg. 510. En 1863, le change de la piastre étant de 5 ligatures ou de 6 fr. 25, 1.000 francs de sapèques représentaient plus de 1.200 kg.

3. Lacroix, *op. cit.*, p. 207.

étaient nécessaires au moyen de traites sur le Trésor public. Ces traites étaient négociées sur les places voisines de Hong-Kong ou de Singapore, dont la circulation se composait uniquement de piastres mexicaines. Il était dès lors difficile aux conquérants d'employer une autre monnaie. Enfin les fournisseurs du Corps de débarquement, pour la plupart Chinois, n'acceptaient pas d'autre mode de paiement. Ainsi le Corps expéditionnaire français lui-même contribua puissamment à répandre et à propager l'usage de la piastre mexicaine et dès le début de l'occupation française, pour les raisons que nous venons d'exposer, cette monnaie domina la situation monétaire.

Ce n'est pas à dire cependant qu'elle s'introduisit sans difficulté dans la circulation métallique de la Colonie. Etant données les habitudes séculaires des Chinois et des Annamites entre les mains desquels la piastre venait à passer, cette monnaie ne pouvait représenter pour eux qu'un lingot d'argent d'un poids déterminé, mais dont l'effigie ne suffisait pas à garantir le titre. Il semble bien d'ailleurs que, profitant des circonstances favorables que créait la situation troublée du pays, certains des mercantis de toutes races et de toutes origines comme ils s'en trouvent toujours à la suite des armées, introduisaient dans la circulation des piastres de mauvais aloi. Aussi

les compradors (1) des maisons de commerce chinoises frappaient-ils d'un poinçon spécial toutes les piastres qui passaient entre leurs mains, après en avoir reconnu le poids droit et le bon aloi. Comme tous les banquiers poinçonnaient de leur idéogramme, ayant environ 1/8 de pouce carré, les piastres même déjà marquées, ces pièces finissaient par ressembler à un disque ou plutôt à une coupe d'argent martelé. Il en résultait une grande gêne à la fois pour le Trésor et pour le commerce. Aussi par une décision en date du 10 avril 1862 (2), le Contre-Amiral Bonard, Commandant en chef du corps expéditionnaire ordonna-t-il que toutes les piastres mexicaines de bon aloi, marquées ou non marquées, auraient cours « forcé » (3) dans toute l'étendue du territoire de la Cochinchine soumis à l'autorité française. Elles durent être reçues ou livrées à volonté, soit au nombre, soit au poids, pour 717

1. Le comprador sert en Extrême-Orient d'intermédiaire entre les maisons de commerce européennes et leur clientèle indigène. Il est intéressé aux affaires de la maison à laquelle il est attaché. Ses fonctions sont multiples. Interprète, commis-voyageur, il doit aussi et surtout renseigner sa maison sur la surface des indigènes qui entrent en relations d'affaires avec elle et quelquefois, il en garantit effectivement la solvabilité.

2. *B. O. Coch.*, 1862, p. 125.

3. C'est de l'expression « cours forcé » et non de celle plus correcte de « cours légal » que se sont servis les divers rédacteurs des arrêtés qui ont accordé en Indo-Chine, sous le gouvernement des Amiraux, le pouvoir libératoire à la piastre mexicaine et à ses équivalents.

millièmes du taël de Canton, équivalant à 26 gr.94 par piastre, suivant le mode en usage sur les marchés de Canton et de Hong-Kong.

Ce fut la première consécration officielle de l'état de fait qu'avaient produit l'introduction de la piastre et son emploi dans la colonie naissante.

Cette décision devait avoir des conséquences fâcheuses. Par suite de l'application des coups de poinçon souvent fort nombreux qu'elles avaient reçus, les pièces marquées ou *chopped dollars* avaient perdu une certaine partie de leur poids primitif. Or le poids droit de la piastre mexicaine étant de 27 grammes, 717 taëls de Canton, soit 26 k. 940 ne représentaient que 997 piastres 77 cents (1). Les débiteurs pouvaient donc alternativement soit, s'ils étaient munis de piastres neuves, se libérer en les livrant au poids, et ne payer que 997 piastres 77 cents au lieu de 1.000,

1. C'est qu'en effet le rapport adopté à Canton de 717 taëls pour 1.000 piastres s'entendait des piastres marquées. Le taël de Canton étant une monnaie de compte du poids théorique de 579,84 grains (le grain pèse 0 gr. 06479895), au titre de 0,898 ou 0,902, le rapport 71,7 taëls pour 100 piastres s'applique à une piastre moyenne de 416 grains à 898 millièmes de fin. — Sur la situation monétaire de la Chine et la valeur des divers taëls, *Les monnaies d'argent en Indo-Chine et en Extrême-Orient*, par le Commandant Ducret, dans le *Bulletin Economique de l'Indo-Chine*, n. 43, n. s, juillet 1905 ; *La situation monétaire de la Chine*, traduction d'un article du *Times*, par E. Leroy, paru dans le *Bulletin de statistique et de législation comparée* du Ministère des Finances de France, n° de juillet 1905 ; et *Administration des Monnaies et Médailles, Rapport au Ministre des Finances*, année 1906, annexe LXI, p. 304.

soit adopter le mode de paiement au nombre et se défaire de toutes leurs piastres détériorées et par conséquent dépréciées. Le Contre-Amiral Bonard crut pouvoir pallier les fâcheux effets de sa décision du 10 avril 1862 en ordonnant par un arrêté du 14 août 1862 (1), que les piastres mexicaines marquées n'auraient plus cours forcé dans la Colonie qu'autant qu'elles représenteraient un poids égal aux piastres non marquées ou *clean dollars*.

Cette mesure fut insuffisante. Ce n'était pas assez de retirer aux *chopped dollars* le bénéfice du cours forcé, il eût fallu les déprécier légalement, comme ils l'étaient en fait, et dans une proportion au moins égale. Bientôt il fut permis de constater et de vérifier l'exactitude de la loi formulée par Gresham. Les piastres marquées et dépréciées chassèrent de la circulation les *clean dollars*. Les chetties (2) pour lesquels il n'est point de profits négligeables, se procuraient à Hong-Kong des piastres marquées qu'ils apportaient ensuite à Saïgon pour les y écouler au pair.

Cette disparition de la bonne monnaie était fort préjudiciable au commerce de la Colonie

1. *B. O. Coch.*, 1862, p. 216.

2. Les chetties sont des commerçants généralement originaires de l'Inde anglaise qui se sont spécialisés dans les opérations de change, d'achat et de vente des métaux précieux ; ils font aussi des prêts d'argent, généralement à des taux usuraires.

ainsi qu'au Trésor qui, ayant des paiements à faire sur les places étrangères voisines, voyaient augmenter dans des proportions considérables le prix de revient de leurs moyens de remise sur ces places. Il eût fallu soit retirer le cours légal aux *chopped dollars*, soit les déprécier. En raison sans doute de la rareté des piastres de poids droit, par crainte aussi de porter préjudice aux détenteurs de piastres marquées et surtout dans l'intérêt du Trésor qui en possédait une grande quantité, le Contre-Amiral de la Grandière n'osa se résoudre à adopter l'une ou l'autre de ces deux solutions. Tout en annonçant l'intention du Gouvernement de retirer de la circulation les piastres marquées, aussitôt qu'il serait en mesure de le faire, il se contenta, par un arrêté du 23 juin 1863 (1), de prohiber leur importation à partir du 15 juillet suivant. Toutes celles saisies à leur entrée sur le territoire de la Cochinchine durent être réexportées et les expéditeurs ou à défaut, les destinataires, frappés d'une amende de 15 0/0 sur les sommes saisies. Celles qui étaient en circulation continuèrent à avoir le même pouvoir libératoire que par le passé.

Quant au retrait de ces pièces, que le Gouvernement annonçait son intention d'effectuer, il ne semble pas qu'il ait été jamais opéré.

1. B. O. Coch., 1863, p. 356.

On se contenta, « vu les ressources du Trésor », de retirer le bénéfice du cours légal non pas seulement à celles qui ne remplissaient pas les conditions de poids nécessaire, comme l'avait fait la décision du 14 août 1862, mais à toutes sans exception. Cette mesure fit l'objet d'une décision en date du 23 octobre 1863 (1).

Cependant l'introduction de la piastre en Cochinchine n'avait pas eu pour conséquence de faire abandonner par les indigènes l'usage de leurs monnaies habituelles, les barres d'or et d'argent et les sapèques. Lorsqu'ils se présentaient aux guichets des *quan-bo* (2) pour effectuer le paiement de leurs impôts, quelques-uns n'étaient porteurs que de barres d'argent ou de ligatures. Inversement, l'Administration était de son côté obligée de faire quelques-uns de ses paiements en sapèques. Il fallut déterminer un titre conventionnel devant servir de base au calcul à faire pour déterminer la valeur de ces barres. Un arrêté du 3 septembre 1863 (3) décida que les matières d'or et d'argent seraient acceptées aux Caisses du Trésor à raison de 3.127 fr. 67 le kg. pour les matières d'or et de 200 fr. 70 le kg. pour les matières d'argent. C'était leur donner une teneur conventionnelle en métal fin

1. *B. O. Coch.*, 1863, p. 401.

2. Les *quan-bo* sont les mandarins chargés de la perception des impôts et autrefois, de la surveillance des greniers à riz.

3. *B. O. Coch.*, 1863, p. 383.

de 910 millièmes, qui semble bien supérieure à ce qui devait être la réalité. Néanmoins, malgré cette forte prime qui devait appeler aux Caisses du Trésor toutes les matières d'or et d'argent possédées par les indigènes, les versements ne furent ni fréquents ni importants, ce qui paraissait indiquer que ces métaux précieux étaient rares parmi le peuple. Cependant le Trésor, une fois nanti de ces matières d'or et d'argent, n'en pouvait tirer parti qu'en les négociant, presque toujours, sinon toujours, à perte. Aussi, un arrêté du 11 juillet 1868 (1) décida-t-il qu'elles ne seraient plus reçues dans les caisses publiques à partir du 1^{er} août suivant.

Quant aux sapèques, l'habitude s'était introduite dans la colonie de les donner et de les recevoir à raison de cinq ligatures par piastre. C'est à ce taux que le Trésor en admit le versement à ses guichets pour le paiement des impôts. Or une décision du 5 mars 1863 (2) avait établi le cours de la piastre, par rapport au franc, au taux « invariable » de 5 fr. 37 ; la ligature avait acquis par suite un taux de conversion en francs de 1 fr. 074. Elle se trouvait ainsi de beaucoup surévaluée légalement. Le Contre-Amiral de la Grandière, « considérant que le taux d'un franc par ligature était d'une simplicité

1. *B. O. Coch.*, 1868, p. 144.

2. *B. O. Coch.*, 1863, p. 299.

frappante, que la population de Saïgon et des environs s'était d'elle-même habituée à considérer le franc comme une valeur correspondant à la ligature et qu'elle divisait la ligature en fractions décimales correspondant parfaitement aussi à nos monnaies fractionnaires de 50, 10 et 5 centimes », décida le 13 juin 1863 (1) que les ligatures entreraient dans les caisses publiques et en sortiraient au taux conventionnel d'un franc par ligature, et un arrêté du 24 janvier 1864 (2) confirma cette décision.

Pourtant l'Administration de la Colonie prévoyait que la valeur réelle de la ligature serait peu souvent en équivalence avec le taux conventionnel qu'elle lui accordait ; en décrétant le change fixe de la ligature, elle devait s'attendre à ce que les sapèques attirées par le haut cours qui leur était attribué, vinssent affluer à ses guichets, sans que la faculté de les en faire sortir au même taux fût un palliatif suffisant. La sapèque, formée d'un autre métal que la piastre ou le franc, ne pouvait conserver avec ces monnaies un rapport invariable. Peu de temps après la publication de l'arrêté du 24 janvier 1864, la valeur des sapèques diminua dans des proportions considéra-

1. L'insertion de cette décision au *Bulletin Officiel de la Cochinchine* fut ordonnée par une décision postérieure en date du 12 novembre 1863, *B. O. Coch.*, 1863, p. 406.

2. *B. O. Coch.*, 1864, p. 24.

bles. Elles affluèrent immédiatement dans les caisses du Trésor qui continuait à les accepter pour un franc.

Les décisions du 13 juin 1863 et 24 janvier 1864 n'avaient pas seulement pour effet d'occasionner des pertes au Trésor ; elles provoquaient en outre l'encombrement des caisses. Les comptables étaient obligés d'avoir des magasins spéciaux pour empiler les sapèques préalablement réunies par gueuses de dix ligatures et il n'était pas possible de les entasser à une hauteur supérieure à dix gueuses. Si on la dépassait, les gueuses inférieures étaient écrasées sous le poids des autres et non seulement il en résultait des pertes considérables par suite du bris de nombreuses pièces (1), mais encore le comptable se trouvait dans l'impossibilité de faire sa caisse, n'ayant devant lui qu'un amas informe de sapèques dont les liens étaient brisés et qu'on ne pouvait pas plus compter que des grains de blé en grenier. Ces pertes étaient inévitables dans tous les cas, par suite de la rupture des faibles liens de jonc qui, sous le climat de la Cochinchine, se pourrissent très promptement et on ne pouvait que les diminuer en surchargeant le moins possible les gueuses inférieures.

A certaines époques, le Trésor eut en caisse

1. Exposé des motifs, etc. V. page précédente, note 1.

plus de 700 tonneaux de sapèques. « Les déchets causés par l'entrée, la manipulation et la sortie de ces monnaies étaient presque aussi élevés que les traitements des comptables qui en avaient la charge » (1). Le Trésor ne savait comment écouler ce stock considérable de ligatures. Il fut décidé le 5 décembre 1865 (2) qu'il chercherait à les négocier en profitant des cours favorables. Mais les sapèques revenaient sans cesse aux caisses de la Colonie. Une décision du 14 août 1868 (3) porta que les divers services employant des ouvriers annamites seraient tenus de prendre des ligatures au Trésor, dans la proportion d'un quart des sommes qui leur étaient payées pour les salaires de ces ouvriers. Des instructions furent en outre données aux Inspecteurs des Affaires indigènes en vue d'effectuer en ligatures le paiement des soldes des fonctionnaires annamites. Le 28 décembre de la même année (4), le taux conventionnel auquel les ligatures étaient acceptées dans les caisses publi-

1. La sapèque de zinc, de l'épaisseur d'une pièce de 50 centimes à peu près, est très fragile. « On peut la casser sous la simple pression du pouce, sans être doué d'une force exceptionnelle » (Exposé des motifs de l'arrêté interministériel du 15 novembre 1874, réglant divers points secondaires de l'organisation de la trésorerie de la Cochinchine, *B. O. Marine*, 1874, 2^e sem., p. 358).

2. *B. O. Coch.*, 1865, p. 372.

3. *B. O. Coch.*, 1868, p. 170.

4. *B. O. Coch.*, 1868, p. 327.

ques fut abaissé à 90 centimes, à compter du 1^{er} janvier 1869. Enfin un arrêté du 31 décembre 1868 (1) posa en principe que les impôts seraient payés en piastres et réservait au Gouverneur le droit d'autoriser le paiement en sapèques. Ainsi les ligatures disparurent des caisses publiques (2) et le décret du 15 mai 1874 (3) stipula que le paiement des impôts en sapèques ne pourrait être repris qu'en cas d'absolue nécessité et seulement dans des conditions qui seraient arrêtées de concert par le Ministre des Finances et celui de la Marine et des Colonies. Entre temps un ordre du contre-amiral gouverneur de la Grandière, en date du 22 juillet 1864 (4), avait interdit, à compter du 15 août suivant la circulation des ligatures incomplètes, c'est-à-dire ne mesurant pas 37 centimètres environ.

Quelles que fussent cependant les difficultés avec lesquelles l'Administration de la Cochinchine se trouvait journellement aux prises en

1. Cet arrêté ne figure ni au *Journal Officiel de la Cochinchine* ni au *Bulletin* ; il est cependant visé dans des décisions postérieures, rendues pour son application. V. notamment décision du 21 mars 1869, *B. O. Coch.*, 1869, p. 92.

2. On peut néanmoins signaler des décisions postérieures à l'arrêté du 31 décembre 1868, par lesquels furent autorisés des versements en ligatures. V. notamment la décision précitée du 21 mars 1869 et l'arrêté du 16 octobre 1869, *B. O. Coch.*, 1869, p. 369.

3. Décret portant organisation du service de la Trésorerie en Cochinchine, *B. O. Marine*, 1874, 1^{er} sem., p. 640.

4. *B. O. Coch.*, 1863, p. 299.

raison de la circulation des sapèques et de leur admission dans les caisses publiques, elles n'étaient rien auprès de celles qu'occasionnait la situation monétaire causée par l'introduction de la piastre dans la colonie. Nous avons déjà signalé les inconvénients qui avaient découlé de l'admission au cours légal des *chopped dollars*. Un autre inconvénient des plus graves résultait de l'absence totale de monnaies divisionnaires autres que la sapèque de zinc. Les changeurs chinois ou indiens avaient imaginé de couper la piastre par moitiés, quarts et huitièmes ; dans le commerce, ces fragments étaient appelés roupie, shelling, demi-shelling ou clou. Comme il fallait s'y attendre aucune marchandise ne fut cotée par les commerçants au-dessous du demi-shelling ; à quoi les chetties répondirent par une autre indélicatesse qui consistait à couper la piastre en cinq quarts ou en dix huitièmes. Il était indispensable de remédier à une telle situation. Le vice-amiral Bonard prit le 5 mars 1863 (1) une décision en vertu de laquelle les piastres coupées purent, pendant le mois qui en suivit la promulgation, être écoulées au Trésor à raison de 27 grammes par piastre. Après ce délai, l'admission aux caisses publiques devait être refusée à ces coupures. Cependant comme il était nécessaire de mettre à la disposition du

1. *B. O. Coch.*, 1863, p. 299.

commerce des monnaies d'une valeur inférieure à la piastre et plus commodes que les ligatures, l'Amiral Gouverneur décidait, par le même arrêté, que le Trésor donnerait et recevrait les pièces divisionnaires françaises de deux francs, un franc et cinquante centimes, ainsi que le billon français et que, par la suite, cette monnaie française serait seule admise comme monnaie d'appoint. Comme il convenait de déterminer, à défaut de cote officielle de la piastre, le taux du change entre la piastre et la nouvelle monnaie admise au cours légal, il fut décidé que la piastre serait reçue ou donnée par le Trésor à raison de 5 fr. 37 (1).

1. La raison de ce taux est facile à trouver. Aux termes de la loi monétaire du 17 germinal an XI, le franc est un poids de 5 grammes d'argent au titre de 900/1.000. Un kilogramme d'argent *monnayé* vaut donc légalement 200 fr. Le kilogramme d'argent non monnayé au même titre valait en moins les frais de fabrication, ou retenue au change, fixés depuis 1849 à 1 fr. 50, ce qui portait le pair du kilogramme d'argent non monnayé à 900/1.000, avec retenue au change à 198 fr. 50. Le pair du kilogramme d'argent fin s'établissait donc comme suit : $\frac{198,50 \times 1.000}{900} = 220 \text{ fr. } 56$. C'était le pair de la Monnaie.

Or la piastre mexicaine de poids droit, pesant 27 grammes au titre de 902,7 millièmes, renfermait 24 gr. 3729 de fin, et la valeur de l'alliage étant, dans le commerce des métaux précieux, tenue pour nulle, sa valeur-lingot s'établissait ainsi : $\frac{220,56 \times 24,3729}{1.000} = 5 \text{ fr. } 375$.

La valeur de la piastre était donc, dans le système de la décision du 5 mars 1863, tirée du pair de la Monnaie.

Il est vraisemblable que par cette décision, l'Administration de la Colonie espérait introduire en Cochinchine le système monétaire français. Ce désir a dû lui venir d'autant plus que la Trésorerie cochinchinoise se procurait difficilement les piastres qui lui étaient nécessaires. Elle les achetait à Hong-Kong où naturellement ses demandes de piastres avaient fait hausser le cours de cette monnaie, et où, de plus, les *clean dollars* faisaient prime. A peine importées dans la colonie, les piastres en disparaissaient à nouveau. C'est qu'un grand nombre d'officiers et de fonctionnaires français, désiraient faire passer une partie de leurs économies à leur famille restée dans la métropole et ne pouvant s'adresser au Trésor qui ne délivrait de traites à un mois de vue sur la Caisse centrale de Paris que par versements de 1.000 piastres au minimum, ils étaient obligés d'envoyer des piastres, par l'avis faisant le service de Singapore, aux banquiers anglais de cette place afin d'en obtenir des traites de banque (1).

Bien qu'une décision du Gouverneur, en date du 20 mai 1863 (2), eût ramené de 1.000 piastres à 1.000 francs le minimum à partir duquel le Commissaire de Division, faisant fonctions de Trésorier Payeur, était autorisé à délivrer des

1. C'était le capitaine de l'avis *la Grenada*, qui rendait aux officiers et fonctionnaires ces services officiels.

2. *B. O. Coch.*, 1863, p. 340.

traites à un mois de vue sur le Caissier payeur central, l'exportation des piastres n'en continua pas moins.

C'est dans ces circonstances que l'Administration de la Colonie, poussée par le Gouvernement de la métropole, essaya d'introduire en Cochinchine la monnaie française. Nous venons de voir à quelle occasion, elle avait donné le cours légal, pour le paiement des impôts tout au moins, aux pièces divisionnaires et au billon. Par une autre décision du 10 septembre 1863 (1), le Contre-Amiral Gouverneur fit un timide essai d'admission de toutes les monnaies françaises dans certains paiements à faire au Trésor. « Considérant que des monnaies françaises dont le cours n'est pas autorisé en Cochinchine étaient souvent trouvées à l'ouverture des successions civiles ou militaires ; que ces monnaies ne pouvaient être comptées à l'actif des successions qu'à titre d'objets précieux ; que cet état de choses, préjudiciable aux intérêts des ayants droit, frappait de discrédit nos monnaies nationales, *dont le cours devrait être facilité dans l'intérêt de tous* », l'Amiral de la Grandière arrêta que toutes les monnaies dont le cours était légalement autorisé en France seraient reçues au Trésor, quand elles appartiendraient à des suc-

1. *B. O. Coch.*, 1863, p. 388. Cette décision porte le titre d'arrêté « relatif au cours *facultatif* de toutes les monnaies françaises. »

cessions, et, « à titre d'essai », en acquittement de droits formulés en francs, en paiement de timbres-poste, ainsi qu'à titre de transmission de fonds.

D'autre part, sur les instructions venues de Paris, l'Administration de la colonie avait décidé d'établir en francs à partir de l'exercice 1864 (1), le budget du service local. Les dépenses de conquête avaient été forcément supportées par le budget de l'Etat (2) et les crédits sur lesquels elles étaient imputées, étant naturellement ouverts en francs, c'est en francs que les comptes de ces dépenses devaient être rendus. Il parut qu'il serait d'une complication extrême d'adopter pour le budget de la colonie un autre mode de computation pour le service marine et le service colonial. D'ailleurs, le système des traites de la Marine, dont il a déjà été parlé, avait habitué cette Administration à ne se départir nulle part de la comptabilité en francs. Enfin le Gouvernement de la Colonie devait se préoccuper d'établir des budgets et des comptes qui fussent facilement compréhensibles par l'Administration centrale dont il relevait.

C'est dans le but d'éviter que la monnaie de compte ne fût différente de la monnaie réelle

1. V. notamment les considérants de l'arrêté du 27 janvier 1864, *B. O. Coch.*, 1864, p. 25.

2. De 1859 à 1863 ; elles furent pour la plupart payées sur les fonds de l'emprunt de 1859.

que, le 24 janvier 1864, le Gouverneur prit un arrêté (1) portant qu'à partir du même jour, et jusqu'à nouvel ordre, dans toutes les localités quelconques de la Cochinchine, la pièce de 5 frs serait donnée et reçue pour 90 centièmes de piastre, le franc pour une ligature, la pièce de 10 centimes pour un taillant (*tien*) de 60 sapèques. Il résulte des considérants qui précèdent cette décision, que l'Amiral de la Grandière s'était proposé en outre de parer aux résultats fâcheux qui pourraient résulter pour le commerce de la Colonie de la pénurie de numéraire, alors que l'abondance de la récolte de riz provoquait une demande active de piastres et, d'autre part, qu'il obéissait aux instructions du pouvoir central (2).

Or le taux conventionnel de la piastre qui avait été fixé par la décision du 5 mars plus haut citée, à 5 fr. 37, avait été élevé d'après les instructions contenues dans la Dépêche ministérielle du 14 juillet 1863, à 5 francs 55 centimes par une décision du 27 août suivant (3). D'autre

1. *B. O. Coch.*, 1864, p. 24. Cette décision est intitulée : arrêté portant que les monnaies françaises seront introduites dans la circulation.

2. « Considérant, au surplus, qu'il est conforme au désir « exprimé à diverses reprises par le Gouvernement de l'Em- « pereur d'introduire dans la Colonie nos monnaies nationa- « les, dont l'existant au Trésor suffit et au delà, aux besoins « actuels du service, Décide, etc. »

3. *B. O. Coch.*, 1863, p. 380.

part, en raison de la raréfaction de numéraire que nous avons signalée plus haut et sous l'influence des nombreuses demandes de piastres affluant sur la place de Hong-Kong, en raison aussi du ralentissement dans la production des mines d'argent par suite de la guerre du Mexique, la piastre avait acquis sur les différents marchés d'Extrême-Orient une valeur bien supérieure à sa valeur-lingot. Au moment même où était pris l'arrêté du 24 janvier 1864, l'Administration de la Colonie était obligée de limiter les paiements en piastres aux seuls créanciers de l'Etat dont les services devaient être acquittés obligatoirement avec cette monnaie, et la piastre était reçue par le Trésor au taux de 6 fr. 10. Sa valeur officielle s'éleva même jusqu'à 6 fr. 25 en avril-mai 1864 (1) pour redescendre ensuite progressivement au taux de 5 fr. 55 qu'elle atteignit le 19 septembre 1864 (2). Cependant à la même époque, la cote de l'argent non monnayé était loin de justifier une pareille hausse. Le marché était au contraire très calme ; l'once *standard* cotait à Londres 61 d. 3/8, environ (3), c'est-à-

1. Décision du 7 mai 1864, *B. O. Coch.*, 1864, p. 52.

2. Décisions des 20 juin, 23 juillet, 30 août et 19 septembre 1864, *B. O. Coch.*, 1864, pp. 70, 84, 91 et 109.

3. On sait comment s'exprime la cote de l'argent à Londres et à Paris. A Londres, l'unité cotée est l'once *troy* d'argent *standard*, c'est-à-dire au titre monétaire. L'once *troy* étant de 31 gr. 1035 et le titre monétaire pour l'argent étant de 925/1.000 (il est de 916/1.000 pour l'or), l'once cotée renferme donc 28 gr. 77 de fin. Le prix est exprimé en pence. Le penny est

dire que le cours de l'argent se trouvait légèrement au-dessus du pair de 15 1/2 français (1). L'augmentation de valeur de la piastre constatée en 1863-1864 était donc uniquement due à l'emploi qu'elle était susceptible de recevoir sous sa forme monnayée, non seulement en Indo-Chine même, mais encore sur les places voisines où elle constituait la monnaie unique. C'est dire

la 240^e partie de la livre sterling, qui vaut au pair 25 fr. 2214.

Sur la place de Paris, avant le 2 janvier 1901, les variations du cours étaient exprimées en millièmes de prime ou de perte par rapport au pair du kilogramme de fin compté à 218 fr. 89, ou pair du commerce. D'après la loi de Germinal an XI, le kilogramme d'argent monnayé à 900/1.000 vaut légalement 200 francs. Le pair du kilogramme non monnayé s'obtient en défalquant la retenue au change, qui s'élevait autrefois à 3 francs par kilogramme. C'est sur ce prix de 197 francs qu'était calculé le pair du kilogramme à 1.000/1.000 ou pair du commerce, soit $\frac{197 \times 1.000}{900} = 218 \text{ fr. } 89$. Bien que depuis 1849,

les frais de fabrication aient été abaissés de 3 francs à 1 fr. 50, la cote de Paris continua à exprimer les variations du cours en millièmes de prime ou de perte par rapport à ce pair de 218 fr. 89, au lieu de celui de 220 fr. 56 ou pair de la monnaie. Depuis le 2 janvier 1901, la cote officielle exprime en francs et en centimes le prix du kilogramme d'argent fin (V. Arnauné, *op. cit.*, p. 32 et suiv., et *Administration des monnaies et médailles, Rapport au Ministre des Finances*, année 1896, p. 47 et année 1902, p. 71).

La cote à Londres étant de 61 d. 3/8 l'once *standard*, et le change de la livre sterling étant supposé au pair, la valeur du kilogramme de fin en francs s'établissait comme suit : $\frac{61 \text{ d. } 375 \times 25,2214 \times 1.000}{28,77 \times 240} = 224 \text{ fr. } 18$ et la valeur lingot de la piastre était donc de 5 fr. 46 environ.

1. Le pair de 15 1/2 français correspond au cours de 60 d. $\frac{13.4}{16}$ l'once *standard*.

qu'à aucun titre, l'arrêté du 24 janvier 1864 ne pouvait avoir de succès. Comment aurait-on pu faire accepter notre écu français pour 90 centièmes de piastre, soit pour 5 fr. 49 lorsque la piastre valait 6 fr. 10, ou 5 fr. 625 lorsqu'elle cotait 6 fr. 25, alors qu'il n'était en aucune façon susceptible de rendre les mêmes services que la piastre ? Seule cette pièce se trouvait être la monnaie usuelle de presque tout l'Extrême-Orient, seule par conséquent elle était exportable vers les places et marchés voisins. Lorsque le cours de la piastre fut redescendu au taux de 5 fr. 55 qui était celui auquel, aux termes de la décision du 27 août 1863, elle devait être prise et donnée par le Trésor, la pièce de 5 francs ne pouvait encore s'introduire dans la circulation. En effet l'argent étant supposé au pair de 15 $\frac{1}{2}$, la piastre n'avait qu'une valeur réelle de 5 fr. 37 $\frac{1}{2}$ centimes ; la piastre était donc légalement surévaluée de 17 centimes $\frac{1}{2}$ et c'était une raison suffisante pour que les pièces de 5 francs lancées dans la circulation ne pussent s'y maintenir. « Elles trouvèrent une telle défaveur dans le commerce que le Gouvernement dut les retirer de la circulation. Les monnaies divisionnaires, qui étaient nécessaires pour les appoints de la piastre et pour les besoins du petit commerce continuèrent seules à circuler (1) ».

1. Compte-rendu des travaux de la Chambre de Commerce de Saïgon depuis sa création, 1880.

Néanmoins l'Administration de la colonie ne renonça pas à l'espoir de faire adopter dans le pays la monnaie française. Les budgets de la colonie étaient établis en francs depuis 1864 et nombreux étaient les inconvénients qui résultaient de la dissociation de la monnaie réelle et de la monnaie de compte adoptée par l'Administration (1). Ces inconvénients apparaissaient d'autant plus sensibles que le taux, auquel la piastre était donnée et reçue par le Trésor, fixé, nous l'avons vu, à 5 fr. 55, par la décision du 27 août 1863 était resté ainsi déterminé, malgré la baisse de l'argent, jusqu'au 2 novembre 1876 (2). Encore ne l'avait-on à ce moment abaissé qu'à 5 fr. 35, alors que sa valeur commerciale n'était plus que de 4 fr. 75 à 5 francs. L'Administration pensa que cette dépréciation de la piastre serait de nature à favoriser l'introduction de la pièce de 5 francs. Aussi en 1877 et 1878, le Trésor émit-il de nouveau de fortes quantités d'écus français. Cette fois ils furent fort bien acceptés par le commerce. C'est qu'en effet tandis que le Trésor donnait la piastre pour 5 fr. 35, la possibilité d'être payé en pièces de cinq francs comptées au pair permettait tout au moins aux créanciers de la colonie d'éviter la perte que le paiement en piastres leur eût fait subir et tous s'empressaient

1. V. au chap. suivant.

2. *B. O. Coch*, 1876, p. 276.

d'user de la faculté qui leur était laissée par le Trésor.

Mais il y a plus. Le mouvement commercial était tel à cette époque que les importations de France vers la Cochinchine l'emportaient de beaucoup sur les exportations de la colonie vers la métropole. Les importateurs cochinchinois ne trouvaient donc pas sur la place de Saïgon le papier qui leur était nécessaire pour effectuer leurs remises en France. Dans tous les cas, même s'il leur eût été possible de se procurer sur les places voisines les effets sur Europe ou sur France qu'ils devaient faire tenir à leurs créanciers, ils ne pouvaient du moins éviter la perte qui résultait de la baisse du change de la piastre. Deux causes concordaient donc à leur rendre le change sur France extrêmement coûteux, savoir la dépréciation de la monnaie indo-chinoise et la balance commerciale défavorable de la colonie. La pièce de cinq francs, ayant cours légal illimité en France, leur permettait justement d'éluder les exigences des vendeurs de change en effectuant avec ce numéraire les remises qu'ils avaient à faire dans la Métropole. Au lieu de supporter la perte due à la baisse du change de la piastre, il ne leur en coûtait que les frais de transport des espèces. Ces frais, y compris ceux d'assurance, ne s'élevaient pas à 3 0/0 pour la monnaie expédiée par *group*. Tant que les pièces de 5 francs ne furent pas dans la circulation

en excédent sur les besoins que nécessitaient les remises à faire en France, leur valeur commerciale ne pouvait ainsi tomber au-dessous de 4 fr. 85. En fait, les premières émissions de pièces de 5 francs étaient loin d'être suffisantes pour satisfaire aux demandes des acheteurs de change sur France, et bien loin de coter 4 fr. 85, l'écu faisait au contraire prime sur le marché. On voyait à la fin de chaque mois les chetties attendre les fonctionnaires qui venaient de recevoir leur solde et leur offrir un bénéfice de 3 ou 4 sous pour chaque pièce de 5 francs reçue du Trésor. Ces pièces étaient ensuite revendues aux négociants qui avaient des envois à faire dans la Métropole. C'est dire que pas un écu ne resta dans la circulation. A peine sortis des caisses du Trésor, ils étaient réexportés vers France. Nous avons même lu quelque part que des caisses remplies de pièces de 5 francs furent réexpédiées vers la mère patrie avant même d'avoir été ouvertes. Le besoin de remises sur Europe était tel que les pièces divisionnaires françaises (1) prirent elles-mêmes le chemin de France.

Dès 1878, le Trésor reconnut l'impossibilité de

1. Les pièces divisionnaires françaises s'étaient seules jusque-là maintenues dans la circulation. La convention monétaire du 23 décembre 1865 entre la France, la Belgique, l'Italie et la Suisse avait été en effet promulguée par l'arrêté du 3 juillet 1867 (*B. O. Coch.*, 1867, p. 467).

maintenir les pièces de 5 francs dans la circulation. Entre temps, le cours légal avait été accordé par un arrêté du 15 mars 1872 (1) à la piastre mexicaine nouveau type, c'est-à-dire à la piastre frappée dans les conditions de la loi du 27 novembre 1867. Cette piastre dite *à l'aigle* du poids de 27 gr. 073 et contenant 24 gr. 4389 de fin, était, comme la piastre à balances, au titre de 902 millièmes. Elle fut admise dans les caisses du Trésor pour la même valeur que l'ancienne piastre, par une décision du même jour (2).

D'autre part, dans le but de faciliter leur commerce avec la Chine et l'Extrême-Orient, les Etats-Unis de l'Amérique du Nord faisaient frapper spécialement un dollar d'argent, dit *trade dollar*, du poids de 420 grains *troy* à 900 millièmes de fin (3). Cette pièce, plus lourde

1. *B. O. Coch.*, 1872, p. 92 et 93.

2. Une nouvelle piastre mexicaine, frappée à partir du 1^{er} janvier 1898 dans les mêmes conditions de poids et de titre que celle admise au cours légal en 1872, a fait son apparition en Indo-Chine à partir du mois de juillet 1898. Elle a été admise dans les caisses publiques en Cochinchine en vertu de la circulaire du Lieutenant-gouverneur du 16 février 1899 et au Tonkin, en vertu de l'avis du Résident Supérieur, inséré au *Journal officiel de l'Indo-Chine* du 10 mai 1899.

3. Le *trade dollar* a été frappé, en exécution de la loi du 12 février 1873. Cette loi supprimait, par prétérition l'ancien dollar d'argent (*standard dollar*) auquel appartenait la qualité de monnaie légale. A titre de compensation et pour donner satisfaction aux « silvermen », elle créait en même temps le *Trade dollar*, spécialement destiné à l'exportation et auquel

et plus riche en métal fin que la piastre mexicaine nouvelle, puisqu'elle pesait 27 gr. 215 et renfermait 24 gr. 4935 de métal pur, s'était rapidement répandue en Extrême-Orient. Sur la demande de la Chambre de Commerce de Saïgon, elle reçut à son tour le cours légal et le Trésor l'admit dans ses caisses au même taux que la piastre mexicaine nouvelle, soit pour 5 fr. 55 (1).

Mais cette piastre ne devait pas rester longtemps dans la circulation. Par suite de sa forte teneur en métal fin, elle était drainée méthodiquement en Chine et transformée en lingots. En 1878, les Etats-Unis en cessèrent la fabrication.

B. — Création de la piastre française ; sa circulation concurrente avec la piastre mexicaine.

A cette époque, le Mexique était en proie à des troubles révolutionnaires qui avaient notablement diminué la production minière et la fabrication des piastres. Le cours de cette monnaie était complètement dissocié d'avec le cours

on n'accordait cours légal à l'intérieur des Etats-Unis que jusqu'à concurrence de 5 dollars par paiement.

Le *standard dollar* ne pèse que 412 grains $\frac{1}{2}$, soit 26 gr. 729. La frappe en a été reprise depuis la loi du 28 février 1878 et de nouveau abandonnée.

1. Arrêté du 30 juin 1874, *B. O. Coch.*, 1874, p. 245.

de l'argent non monnayé, sur lequel il faisait une prime importante.

Il était à craindre que l'encaisse métallique de la Banque de l'Indo-Chine ne fût attaquée en raison de la rareté de la piastre sur les marchés d'Extrême-Orient et que la colonie ne fût menacée d'une crise monétaire. C'est dans ces conditions que le Ministre des Finances, M. Léon Say, chargea une commission (1), nommée par un décret du 1^{er} juin 1878, d'examiner s'il ne conviendrait pas d'entreprendre, pour nos établissements d'Extrême-Orient, la fabrication d'une piastre française. Sur le rapport favorable de cette commission, le Ministre de la Marine et des Colonies créa, par une décision du 24 décembre 1878 (2), pour le service spécial de la Cochinchine, une série de pièces d'argent comprenant la piastre, le 50/100, le 20/100 et le 10/100 de piastre. La piastre française devait être la réplique exacte, au point de vue du poids et du titre, du *trade dollar* américain, c'est-à-dire peser 27 gr. 215 et être au titre de 900 millièmes. On avait craint, en ne lui donnant que le titre et le poids de la piastre mexicaine, qu'elle ne

1 Cette commission était composée de MM. Calmon, président, André Béchu, Delarbre, Desmazes, contre-amiral baron Duperré, Gay, Girod, Godin, Le Pelletier de Saint-Rémy, Michaux, baron de Rothschild, Ruau, Tirard; Aubry, secrétaire.

2. *Administration des Monnaies et Médailles. Rapport au Ministre des Finances*, année 1902, p. 403.

fût difficilement acceptée en Extrême-Orient. La fabrication ne devait d'ailleurs avoir lieu que pour le compte et sur la demande du commerce.

Par contre, on décidait d'entreprendre immédiatement la frappe des sous-multiples de la piastre, et leur fabrication fut ordonnée par décision du Ministre des Finances du 15 avril 1879. Ces monnaies divisionnaires étaient frappées dans les mêmes conditions de titre que la piastre entière et leurs poids respectifs fixés à 13 gr. 607 pour le 50/100, 5 gr. 443 pour le 20/100, et 2 gr. 721 pour le 10/100 de piastre. Elles furent admises à la circulation en Cochinchine par un arrêté du Gouverneur en date du 22 décembre 1879 (1).

D'autre part, plus encore que de monnaies divisionnaires, le besoin se faisait sentir d'une monnaie de billon. Il n'était plus depuis longtemps importé de sapèques indigènes et cette pièce en zinc, très fragile et facilement oxydable sous le climat humide de la Cochinchine, disparaissait rapidement de la circulation. En 1878, on avait imaginé, pour remédier à cette pénurie de sapèques, de faire venir de France une certaine quantité de pièces de un centime françaises, et de les faire percer d'un trou carré central dans les ateliers de l'arsenal de Saïgon. Mais il

1. *B. O. Coch.*, 1879, p. 511.

fut impossible de faire accepter par la population indigène l'usage de cette monnaie originale. Au bout de peu de temps, toutes ces pièces revinrent dans les caisses du Trésor d'où l'on ne tenta plus de les faire sortir que pour les rendre au creuset. Des décisions du Ministre de la Marine et des Colonies des 7 avril et 22 août 1879 portèrent qu'il serait frappé des pièces françaises en bronze de 1 cent et de 1 sapèque. Le poids du cent était fixé à 10 grammes et celui de la sapèque à 2 grammes. Ce billon fut mis en circulation dans la colonie à compter du 1^{er} janvier 1880, en même temps que les monnaies divisionnaires de la piastre, et par la même décision du 22 décembre 1879. Il était prévu que les sapèques ne seraient données et reçues par les caisses publiques que par ligatures complètes de 100 sapèques valant 20 cents.

Ces sapèques françaises ne furent pas très bien accueillies de la population (1). On a donné de leur peu de succès de multiples raisons. Pour les uns, la défaveur avec laquelle les indigènes les ont acceptées proviendrait de ce qu'au début de l'émission, les percepteurs semblaient vouloir à tout prix écouler dans la circulation le stock qu'ils en possédaient en caisse et faisaient

1. V. notamment les circulaires du Trésorier-Payeur des 24 juillet et 19 septembre 1882, et celles du Directeur de l'Intérieur des 27 mai et 12 juillet 1884 (*Recueil Laffont et Fonsagrives*, t. V, pp. 377 et suiv. Paris, 1890, Arthur Rousseau).

au contraire des difficultés pour les reprendre. Pour d'autres, cette sapèque constituait une coupure de trop grande valeur et ne convenait pas aux menus échanges entre Annamites. Quoi qu'il en soit, la population indigène leur préférerait de beaucoup la sapèque en zinc d'origine chinoise. En vue néanmoins de favoriser l'introduction de sapèque française dans la circulation, un arrêté du 14 décembre 1882 (1) abrogea la disposition de l'arrêté du 22 décembre 1879, suivant laquelle le Trésor ne donnait et ne recevait les sapèques que par ligatures complètes ; elles furent dorénavant acceptées aux guichets des caisses publiques par fractions de ligature. Enfin par une circulaire du 12 juillet 1884, le Directeur de l'Intérieur prescrivit que jusqu'à nouvel ordre, elles seraient reçues aux caisses publiques sans être ligaturées et en quantités illimitées (2).

Cependant les inconvénients qui résultaient de l'adoption, pour le budget et la comptabilité, d'une monnaie de compte autre que la monnaie réelle du pays et surtout de l'inexactitude du

1. B. O. Coch., 1882, p. 489.

2. La frappe de ces sapèques françaises n'a jamais été très importante. Il n'en a pas été frappé depuis 1902 ; jusqu'à cette époque il n'en avait été envoyé en Indo-Chine que pour une valeur de 110.000 \$ 20, soit 55.000.100 pièces (*Administration des Monnaies et Médailles, Rapport du Ministre des Finances*, année 1906, p. 64).

taux de conversion fixé entre elles, apparaissaient chaque jour plus nombreux. Comme il avait fallu renoncer à introduire dans la circulation la monnaie française, le Gouvernement de la colonie proposa que les budgets locaux fussent dorénavant établis en piastres. Soutenu par le Ministère de la Marine et des Colonies, il put faire adopter sa manière de voir et, le 5 juillet 1881, le Président de la République, « considérant que la piastre, avec ses équivalents, était la seule monnaie en usage pour toutes les transactions en Cochinchine et que l'obligation de compter en francs imposée à l'Administration locale, alors que ses recettes et ses paiements se font exclusivement en piastres, constituait une situation anormale dont les inconvénients avaient été à plusieurs reprises signalés », signait un décret (1), portant qu'à partir de l'exercice 1882 inclusivement, le budget du service local de la Cochinchine serait établi en piastres. En conséquence, la piastre devait être l'unité de valeur servant de base à l'établissement, à la constatation et à la perception des contributions, droits, taxes et produits de toute nature prévus au budget. Les dépenses devaient également être liquidées, ordonnancées et acquittées en piastres.

1. Promulgué en Cochinchine par arrêté du 31 août 1881, *B. O. Coch.*, 1881, p. 337.

Ce ne fut pourtant qu'en 1885 que furent frappées les premières piastres entières, dites de commerce, du type créé par la décision du 24 décembre 1878. La première frappe fut très modeste, 50.000 pièces pour le compte de l'Administration locale et 400.000 pour le compte de la Banque de l'Indo-Chine. Cette piastre française fut admise au cours légal, pour la même valeur que la piastre mexicaine et le *trade dollar* américain par l'arrêté du 22 décembre 1885 (1). Dès son apparition, elle fut bien accueillie par le public et son succès auprès de la population s'explique suffisamment par la qualité de sa frappe et surtout par sa teneur en métal fin, sensiblement supérieure à celle de la piastre mexicaine.

Bien qu'aux termes de la décision du 24 décembre 1878, la fabrication n'en dût avoir lieu que pour le compte et sur la demande du commerce, sa frappe a été réservée en fait à l'Administration de la colonie et depuis 1895, la Banque de l'Indo-Chine ne peut en faire frapper pour son compte qu'après avoir obtenu une autorisation spéciale du Gouverneur Général.

Malgré le décret du 5 juillet 1881, malgré la fabrication d'une piastre française, le système de comptabilité applicable au budget local n'était pas encore définitivement fixé. Pour des

1. B. O. Coch., 1885, p. 454.

raisons sur lesquelles nous nous expliquerons au chapitre suivant, M. Filippini, alors Gouverneur de la Cochinchine, proposa au mois de septembre 1886 au Ministre de la Marine et des Colonies le rétablissement en francs du budget local. Bien que le Ministre des Finances, consulté sur l'opportunité de cette mesure, eût exprimé des réserves et eût fait observer que c'était sur l'insistance même du Ministre de la Marine et des Colonies qu'il avait donné son adhésion au décret de 1881, le Gouverneur de la Cochinchine apprenait, par deux télégrammes des 3 et 28 décembre 1886, que ses projets recevaient l'approbation du Département de la Marine. Pourtant ces projets ne consistaient pas seulement dans une simple modification du mode de computation à adopter à partir de 1882, il s'agissait aussi d'introduire dans la circulation la monnaie française et spécialement la monnaie d'or et les billets de la Banque de France. Sollicité d'envoyer dans la Colonie des pièces de cinq francs en or, le Ministre des Finances refusa, comme il s'abstint également d'apporter son concours à toute modification au décret de 1881. Fort cependant de l'appui du Département de la Marine, M. Filippini prit, le 30 décembre 1886, un arrêté (1) portant, à partir de l'exercice 1887, le rétablissement du budget en francs.

1. *B. O. Coch.*, 1887, p. 8.

Les rôles et titres servant à la perception de tous impôts directs ou indirects, ainsi que tous mandats ou états de liquidation servant à l'acquittement des dépenses devaient être établis en francs. Toutefois la piastre devait continuer à être donnée et reçue par le Trésor, mais à un taux fixé le 25 de chaque mois pour tout le cours du mois suivant.

Comme « conséquence rationnelle et nécessaire du rétablissement du budget en francs et de l'emploi du franc comme unité de la comptabilité publique », M. Filippini prescrivit en outre par un arrêté du 11 janvier 1887 (1) que les monnaies françaises seraient admises à la libre circulation dans la colonie et qu'elles seraient acceptées par les caisses publiques, pour leur valeur nominale, en paiement des impôts, droits et taxes quelconques.

Pratiquement, ce dernier arrêté ne fut suivi d'aucun effet. Quant au rétablissement du budget en francs, il ne dura que pendant l'exercice 1887 ; le refus du Ministre des Finances d'apporter sur ce point des modifications au décret de 1881 obligea le Département de la Marine à céder. Par une dépêche du 26 octobre 1887, le Ministre prescrivit au Gouverneur de revenir à l'application du décret de 1881 et

1. *B. O. Coch.*, 1887, p. 27.

un arrêté du 24 décembre 1887 (1) rapporta celui du 30 décembre 1886 (2).

Les dispositions du décret de 1881, qui étaient spéciales à la Cochinchine allaient même être bientôt étendues au Protectorat de l'Annam-Tonkin. Les usages monétaires de ce pays où nous étions intervenus en 1883 après l'affaire Jean Dupuis étaient à peu près les mêmes que ceux de la Cochinchine. Toutefois, la piastre et les monnaies analogues y étaient moins répandues.

Les ligatures de sapèques, soit de cuivre surtout en Annam, soit de zinc surtout au Tonkin, constituaient l'élément dominant de la circulation. Le Corps expéditionnaire français avait dû faire usage de la monnaie existant dans le pays et les paiements au Trésor en ligatures de sapèques ou en barres d'argent avaient été admis par les Commandants en chef (3). Inversement le Trésor payait en ligatures les traitements de nombreux fonctionnaires indigènes. Il circulait d'ailleurs un grand nombre de sapèques de cuivre d'origine chinoise, dont l'Administration française n'osait prohiber l'usage, mais que du moins elle refusait d'accepter dans les caisses publiques.

Les piastres tendaient cependant à se répandre

1. *B. O. Coch.*, 1888, p. 5.

2. *V. infra*, ch. III.

3. Décisions des 10 août 1883 et 2 février 1884.

peu à peu ; une décision du Commandant en chef du 7 décembre 1885 avait prescrit l'emploi de la piastre de commerce française, dont la frappe venait d'être ordonnée (1). Cette monnaie n'était pourtant pas la monnaie de compte adoptée. L'Administration indigène, dont on avait respecté les usages, comptait en ligatures et l'Administration française, après beaucoup d'hésitation et de nombreuses contradictions, avait adopté le franc. Ce ne fut qu'à partir de l'exercice 1888 que le budget dut être établi en piastres, mais le régime qui venait d'être à nouveau appliqué à la Cochinchine n'y fonctionna pleinement qu'à partir de 1889 (2). A dater de cette époque, les mesures prises en Cochinchine furent également appliquées en Annam-Tonkin.

Cependant, bien que les piastres françaises eussent dû être destinées à alimenter la circulation non plus seulement de la Cochinchine, mais de l'Indo-Chine entière, il n'était procédé à leur fabrication que par petites quantités (3). Il n'eût

1. *B. O. An.-T.* 1885, p. 549. La piastre frappée en 1885 portait d'ailleurs en exergue les mots « Indo-Chine française », tandis que les monnaies divisionnaires frappées antérieurement portaient simplement l'inscription « Cochinchine française ».

2. Circulaire du Secrétaire général de l'Indo-Chine, du 27 février 1888. *Moniteur du Protectorat de l'Annam-Tonkin*, 1888, p. 120.

3. V. à la fin du présent ouvrage le tableau des frappes de piastres françaises.

servi à rien d'ailleurs d'en augmenter les émissions : par la supériorité de son poids et de sa teneur en métal fin, la piastre française, admise pour la même valeur que la piastre mexicaine, devait fatalement, suivant la loi de Gresham, être évincée de la circulation par cette dernière. La différence de poids du métal pur contenu dans les deux pièces était suffisamment appréciable pour que les Chinois et les changeurs indiens drainassent méthodiquement toutes les piastres françaises en vue de les convertir en lingots. Le sort que n'avait pu éviter le *trade dollar* américain était fatalement réservé à la pièce française, frappée dans les mêmes conditions de poids et de titre. Son exportation en Chine ne pouvait qu'être accélérée encore par l'introduction dans la circulation métallique de l'Extrême-Orient de monnaies moins lourdes que la piastre mexicaine. Nous voulons parler du *yen* japonais et du dollar frappé dans les Monnaies de Bombay et de Calcutta pour les colonies anglaises de Hong-Kong et plus tard des Straits Settlements. Le *yen* et le *british dollar*, tous deux du poids de 416 grains, soit 26 gr. 956, au titre de 0,900, contiennent 24 gr. 2604 seulement de métal fin. Ces monnaies se firent admettre dans la circulation à la suite de la chute brusque et considérable de la valeur de l'argent, qui suivit la fermeture des Hôtels des Monnaies de l'Inde (26 juin 1893) et la campagne menée aux États-Unis à propos du retrait du

Sherman Act (1). Brusquement, à la suite de la mesure prise dans l'Inde, la cote de l'once *standard* sur le marché de Londres, qui s'élevait au commencement de juin 1893 à 38 d. 3/4, s'était effondrée à 30 pence 1/2. Les plus grandes perturbations étaient apportées dans les relations commerciales entre les pays à étalon d'or et ceux à étalon d'argent. Le change de ces derniers pays, comme une boussole affolée, subissait les oscillations les plus désordonnées.

Depuis quelques années déjà, par suite de l'accroissement des exportations du Mexique, ce pays diminuait ses envois de piastres à l'étranger, et, par conséquent, vers l'Extrême-Orient, qui en absorbait la plus grande quantité. Après avoir souffert d'une insuffisance de numéraire, les places de l'Extrême-Orient redoutaient d'en être totalement privées, car on ne savait encore par quelle mesure le Mexique, pour soutenir le change de sa piastre, allait répondre à la fermeture des *Mints* indiens.

Les banques de Hong-Kong, particulièrement, s'inquiétaient d'une situation qui pouvait ame-

1. En vertu du Sherman Act (14 juillet 1890), le Secrétaire du Trésor des Etats-Unis était obligé d'acheter chaque mois 4.500.000 onces d'argent, ou tout ce qui était offert en deçà de cette limite, au prix maximum de 129 cents par once. Sur les achats mensuels, 2 millions d'onces devaient être employés au monnayage. Le Sherman Act fut rapporté le 31 octobre 1893 par le *Voorhees bill*.

ner une gêne considérable dans leurs rapports avec la place de Canton où elles avaient à faire des remises importantes en numéraire. Les premières, elles avaient songé à faire appel au *yen* japonais, qui, pour la qualité de sa frappe et la régularité de son titre, s'était fait accepter dans les ports du Nord de la Chine. La Chambre de commerce de Hong-Kong avait fait accorder au *yen* le cours légal dans la colonie et elle avait en outre, sur la proposition d'un comité élu dans son sein (1), renouvelé un vœu, déjà émis par elle en 1877, tendant à la création d'un dollar britannique destiné aux colonies anglaises d'Extrême-Orient et frappé dans les mêmes conditions de poids et de titre que le *yen*. C'est à la suite de ce vœu, qu'en vertu de conventions passées avec certaines banques, le Gouvernement anglo-indien maintint les Monnaies de l'Inde ouvertes à la frappe de l'argent pour la fabrication d'un *british dollar* (2). La frappe de cette pièce commença en 1895. Mais déjà, le *yen* s'était, par l'intermédiaire de Hong-Kong, introduit au Tonkin dans les paiements entre particuliers, et malgré son infériorité sur la piastre française, il s'était fait accepter par nécessité. Cependant le *yen* renfermait 0 gr. 2331 d'argent

1. Le rapport de ce comité a paru sous forme d'adresse au Gouvernement local, dans le *Hong-Kong Daily Press* du 13 juillet 1893.

2. *Notifications* du 25 mai 1895, renouvelées le 10 avril 1900.

fin de moins que la piastre française alors frappée, soit près de 1 0/0. Comme il était donné et reçu pour la même valeur que la piastre, il était à craindre que celle-ci ne disparût totalement de la circulation. Déjà la Chambre de commerce de Saïgon avait, dans sa séance du 23 août 1893, émis le vœu que le cours légal fut accordé au *yen* et éventuellement au *british dollar* dont la création était dès lors projetée et son vœu recueillait l'appui de l'Administration locale. Y donner suite, c'eût été se condamner à frapper une monnaie plus coûteuse que celles avec lesquelles elle eût concurremment circulé et consacrer définitivement l'éviction de la piastre française par la pièce japonaise ou anglaise. Il parut que la solution devait simplement consister dans une réduction du poids de la piastre française. La banque de l'Indo-Chine proposait d'en réduire le poids à 26 gr. 956. Ce fut celui de 27 grammes qui fut adopté par le décret du 8 juillet 1895. Cet acte faisait en même temps subir au poids des subdivisions de la piastre des réductions correspondantes. La demi-piastre était ramenée à 13 gr. 5 au lieu de 13 gr. 607 ; le 20/100 à 5 gr. 4 au lieu de 5 gr. 443, et le 10/100 à 2 gr. 7 au lieu de 2 gr. 721. Par le même décret, le poids du cent était d'autre part réduit de 10 gr. à 7 gr. 5 (1).

1. Ce décret fut promulgué en Cochinchine par l'arrêté du 29 octobre suivant. *B. O. Indo-Chine*, 1895, 1^{re} partie, p. 831.

Le titre était resté fixé à 0,900 non seulement pour la piastre, mais encore pour les subdivisions. Ce titre était cependant, en ce qui concerne les monnaies divisionnaires, très supérieur à celui des monnaies similaires en usage en Extrême-Orient. C'est ainsi que les pièces de 50, 20 et 10 *sen* ou demi, cinquième et dixième de *yén* sont au titre de 0,800. Il en résultait que nos subdivisions de la piastre étaient exportées dans les pays voisins et que nos possessions indochinoises, obligées de renouveler fréquemment l'approvisionnement de leurs caisses, supportaient de ce chef des frais assez élevés.

Comme le demandait le Gouverneur général de l'Indo-Chine, les Ministres des Finances et des Colonies firent prendre, le 14 avril 1898, un décret ramenant de 0,900 à 0,835 le titre des pièces de 20 et de 10 cents. Il n'avait pas semblé indispensable d'étendre cette mesure à la pièce de 50 cents. Comme conséquence de la réduction de titre, il avait paru nécessaire d'abaisser le pouvoir libératoire des pièces de 20 et de 10 cents dans les paiements entre particuliers et ce pouvoir libératoire fut par le même décret fixé à 2 piastres.

Il nous reste à signaler une mesure qui, à vrai dire, n'a pas trait directement à la circulation monétaire, mais qui devait inévitablement influencer le cours du change de Saïgon sur les places voisines. Il s'agit d'un décret du 29 décem-

bre 1898 (1), portant modification au tarif douanier de l'Indo-Chine. D'après l'article XXVIII du tableau annexé à ce décret, les exportations de numéraire ou de métaux précieux furent frappées d'un droit de sortie de 3 0/0 *ad valorem*. Bien que ce décret ait été rendu après avis du Conseil supérieur de l'Indo-Chine (2) et qu'il ait dû être, comme tous les décrets portant modification au régime douanier de l'Indo-Chine, rendu en Conseil d'Etat, il ne semble pas que la mesure qui nous occupe ait été sérieusement discutée.

Ses promoteurs se proposaient sans doute de retenir en Indo-Chine les piastres frappées en France ou simplement d'éviter, en empêchant l'exode du numéraire, les crises monétaires dont la Colonie avait eu précédemment à souffrir. Le but était louable, mais la mesure prise pour l'atteindre ne nous paraît pas exempte de critiques. Si l'on craignait l'exportation des piastres françaises, c'était à une réforme monétaire et non à un droit de douane qu'il fallait demander le remède. Cette crainte, au surplus, n'était pas fondée, puisque la piastre française de commerce, identique comme titre au british dollar et au yen japonais, était, d'autre part, inférieure comme poids et comme titre à la piastre mexicaine.

1. Promulgué en Indo-Chine le 9 février 1899 (*J. O. Indo-Chine*, 1899, n° du 9 février, 1^{re} partie).

2. Séance du 14 septembre 1898.

Depuis le décret du 8 juillet 1895, sa valeur intrinsèque était inférieure à celle de cette piastre et n'était supérieure que d'un millième et demi environ à celle du yen ou du dollar anglais. Cette différence était trop faible pour laisser un aliment à la spéculation qui s'exerçait sur les piastres de 27 gr. 215.

Si au contraire le décret de 1898 n'avait pour but que de conserver à l'Indo-Chine son numéraire, c'était une erreur manifeste de ses auteurs d'avoir espéré réaliser ainsi leurs desseins. Lorsque, à défaut de tout autre moyen de remise, le paiement des importations ne peut s'effectuer qu'en numéraire, un droit de sortie n'arrête pas l'exode des espèces, il ne fait que grever les transactions. Dans les relations entre pays ayant le même étalon monétaire, l'amplitude des variations du change se trouve maintenue autour du pair dans les limites fixées par le coût du transport et de l'assurance des espèces. En effet, dès que le prix de revient d'une remise s'élève au-dessus du pair au-delà de ces limites, le débiteur préfère envoyer du numéraire à l'étranger. Inversement, un vendeur de change préférerait se faire expédier en espèces le montant de sa créance, s'il ne pouvait en tirer sa valeur au pair, moins les frais qui viennent d'être énoncés. L'institution d'un droit de sortie sur le numéraire ne peut donc qu'augmenter la prime que devra payer un acheteur de change sur le pays

où il doit remettre, puisque le paiement du droit viendra s'ajouter aux frais qu'implique la remise en espèces.

Bien que le décret du 29 décembre 1898 ait méconnu les principes économiques que nous venons de rappeler, il ne fut pourtant rapporté qu'en 1903 (1) pour des raisons que nous aurons à exposer. Il est vrai que, par la suite, le Gouverneur Général prit, à la hâte, des mesures destinées à en pallier les inconvénients. La Banque de l'Indo-Chine qui faisait en général passer par Saïgon le numéraire destiné à alimenter les caisses de ses agences de Chine ou de Bangkok protesta aussitôt contre le décret qui venait d'être pris. Dès le 24 février 1899 (2), un ordre de service émis, avec l'autorisation du Gouverneur Général, par le Directeur Général des Douanes et Régies de l'Indo-Chine accordait à la Banque l'exonération du droit de sortie sur le numéraire qu'elle expédiait à son agence de Bangkok. Quant aux expéditions de piastres à destination des agences ou succursales de la Banque à Hong-Kong et Changhai, étant donné qu'il était impossible pratiquement de vérifier les conditions auxquelles pourrait être subordonnée l'exemption du droit de sortie, on finit par permettre en fait ces expéditions, en accor-

1. Décret du 3 juin 1903.

2. Le décret du 29 décembre 1898 n'était promulgué que depuis le 9 février.

dant au numéraire importé par la Banque le régime de l'entrepôt fictif (1).

§ 2. — **Circulation fiduciaire.**

L'Indo-Chine a été dotée, comme la plupart de nos autres colonies, d'une Banque jouissant, d'une façon générale, des droits et privilèges qui sont accordés par la loi du 24 juin 1874 aux Banques coloniales et en particulier du privilège d'émettre des billets remboursables au porteur et à vue. Instituée sous la dénomination de Banque de l'Indo-Chine (2) par le décret du 21 janvier 1875, qui lui accorda son privilège pour une durée de 20 années, cette Banque « d'émission, de prêt et d'escompte » a été autorisée à émettre des billets de banque par coupures de 1.000, 500, 20 et 5 francs dans une limite fixée au triple de son encaisse métallique. Toutefois le montant cumulé des billets en circulation, des comptes courants et des autres dettes de la Banque ne peut excéder le triple du capital social et des réserves, à moins que la contre-valeur des comptes courants et des autres dettes ne soit représentée par du numéraire

1. Arrêté du Gouverneur général du 25 novembre 1899 (*J. O. Indo-Chine*, 1899, n° du 25 décembre, p. 1698).

2. V. sur la Banque de l'Indo-Chine, son organisation et ses opérations, H. Baudoin, *La Banque de l'Indo-Chine*, thèse, Paris, 1903, Pédone.

venant en augmentation de l'encaisse métallique (1). Par mesure « transitoire », la Banque a été autorisée à formuler ses billets en monnaie locale pour des valeurs à peu près équivalentes aux coupures prévues. Les coupures de 5 francs ne peuvent être émises qu'avec l'autorisation du Ministre des Colonies, après avis du Ministre des Finances. Il était en outre stipulé que ces coupures ne pourraient être présentées au remboursement que par groupes de 25 francs, mais cette disposition n'a pas été reproduite dans les actes postérieurs.

Les billets de la Banque doivent être reçus comme monnaie légale dans l'étendue de la Colonie par les caisses publiques ainsi que par les particuliers (2).

Avant même que fût expirée la période pour laquelle il lui était concédé, le privilège de la Banque fut, par décret du 20 février 1888, renouvelé pour une période de dix ans et prorogé jusqu'au 21 janvier 1905. L'article 3 de ce décret stipulait que les billets de la Banque auraient cours légal, suivant les conditions prévues à l'article 15 des statuts, dans les pays soumis à la

1. Art. 15 et 33 des statuts de la Banque, annexés au décret du 21 janvier 1875.

2. Il est au moins curieux de signaler qu'à l'origine, la disposition accordant le cours légal aux billets de la Banque de l'Indo-Chine figurait dans les statuts annexés au décret d'institution et non dans ce décret lui-même (article 15 des statuts, 1^o).

souveraineté de la France et auxquels s'étend le privilège de la Banque. Le cours légal pouvait également leur être accordé dans les pays de protectorat, par des arrêtés du Ministre de la Marine et des Colonies, rendus après avis conforme du Ministre des Affaires Etrangères.

Enfin, par décret du 16 mai 1900, le privilège de la Banque a été de nouveau prorogé jusqu'au 21 janvier 1920. Dans ce décret ont été incorporées un certain nombre de dispositions qui figuraient précédemment dans les statuts et qui, par leur caractère d'ordre réglementaire, étaient mieux à leur place dans un acte du Gouvernement. Celles qui sont relatives à l'émission des billets, et qui faisaient l'objet des articles 15 et 33 des anciens statuts sont au nombre de ces dispositions et sont devenues les articles 5, 6, 7, 8, 9 et 10 du décret du 16 mai. Aux termes de ces articles, les billets ne peuvent être émis dans les colonies et protectorats français, que par les succursales de la Banque (art. 6 § 1) (1). Les billets sont de 1.000, 500, 20 et 5 francs, ces derniers ne pouvant être émis qu'avec l'autorisation du Ministre des Colonies après avis du Ministre des Finances.

1. Les agences sont donc dépourvues du privilège de l'émission. Mais leur encaisse métallique peut être comprise dans l'encaisse de la succursale dont elles dépendent pour déterminer le montant des billets que celle-ci est autorisée à mettre en circulation. En pays étranger les agences peuvent d'ailleurs émettre des billets à vue et au porteur.

Toutefois les billets peuvent, dans chaque pays, être formulés en monnaie locale, avec l'autorisation du Ministre des Colonies, « pour des valeurs correspondantes aux coupures ci-dessus » (art. 5, *in fine*). Ce dernier membre de phrase a été supprimé par le décret du 3 avril 1901. En fait, d'ailleurs, jamais la Banque n'a, en Indo-Chine, émis de billets libellés en francs, les coupures sont de 100 piastres, 25 piastres, 5 piastres et 1 piastre. L'émission de ces derniers billets a été autorisée par un arrêté ministériel du 3 août 1891, jusqu'à concurrence d'une somme de 500.000 piastres et, par les arrêtés ministériels des 14 mars 1896 et 18 avril 1898, jusqu'à concurrence d'une somme de un million de piastres.

Les billets sont remboursables à vue par la succursale qui les a émis et en outre, par toutes succursales ou agences qui seraient désignées d'un commun accord par le Ministre des Colonies et par la Banque (art. 6), mais ils n'ont cours légal que dans la circonscription de la succursale où ils sont payables. En ce qui concerne l'Indo-Chine, cette disposition a pour conséquence que les billets de la succursale de Saïgon n'ont pas cours légal au Tonkin et, inversement, les billets de la succursale d'Haïphong n'ont pas cours légal en Cochinchine. Le maintien d'une telle disposition se justifie par les différences quelquefois assez sensibles dans le cours de la

piastre à Saïgon et à Haïphong. Il serait facile aux spéculateurs possédant des billets de l'une ou l'autre succursale de les verser à celle des deux où le cours de la piastre est le plus élevé et de se faire ouvrir un crédit en francs sur Paris. L'opération qui serait impossible avec des piastres métalliques à cause des frais et des difficultés de transport, laisserait au contraire des bénéfices appréciables, si l'interchangeabilité des billets permettait de s'y livrer. Quoi qu'il en soit, c'est avec raison que le Lieutenant Gouverneur de la Cochinchine a rappelé aux percepteurs, par une circulaire du 18 mai 1896 (1), qu'ils ne devaient pas accepter en paiement des impôts les billets de la succursale de Haïphong. Mais le fait même que cette circulaire a dû être adressée prouve que la population recevait à peu près indifféremment les billets de l'une ou l'autre succursale.

Les billets de la banque de l'Indo-Chine ont été, en effet, acceptés facilement par les Annamites des grands centres, par les Chinois et, il n'est pas besoin de le dire, par les Européens. Au contraire, l'Annamite des campagnes préfère de beaucoup la piastre métallique ; aussi, au moment où s'ouvre la campagne rizicole et où commencent à s'opérer les achats de paddy, la Banque est-elle assaillie de demandes de rem-

1. *J. O. Indo-Chine*, n° du 21 mai 1898.

boursement. En outre de cette cause normale et à peu près régulière de rentrée des billets, la circulation fiduciaire est également affectée par les crises que subit la circulation métallique. Lorsque la piastre acquiert dans un pays quelconque d'Extrême-Orient, à Hong-Kong par exemple, un cours supérieur à celui qu'elle atteint en Indo-Chine, et que cette différence de valeur excède les frais de transport des espèces, les spéculateurs peuvent facilement s'attaquer à l'encaisse métallique de la Banque en se rendant acquéreurs de billets émis par elle ou plus généralement de créances quelconques sur cet établissement. Les spéculateurs ne manquent pas de se livrer à cette opération toutes les fois que les circonstances leur permettent de le faire avec bénéfice. Or la cote en banque étant la façon dont s'exprime le cours commercial de la piastre, il est évident que la Banque doit régler le cours auquel elle prend et donne la piastre sur les cours cotés dans les places voisines. Cette raison, à défaut de toute autre, explique suffisamment la solidarité qui unit les diverses places d'Extrême-Orient. Nous devons ajouter d'ailleurs que le droit de sortie de 3 0/0 *ad valorem*, institué par le décret du 29 décembre 1898, dont nous avons parlé plus haut, était absolument prohibitif de spéculations de ce genre.

Malgré les à-coups auxquels a pu être soumise la circulation fiduciaire de la Banque de l'Indo-

Chine, celle-ci a toujours fait face aux demandes de remboursement et jamais encore, depuis un tiers de siècle qu'elle existe, elle n'a dû demander à l'Administration d'édicter le cours forcé de ses billets. Par contre, l'encaisse métallique de ses succursales de Saïgon ou de Haïphong est tombée fréquemment au-dessous des limites statutaires, notamment et pour des causes dont nous aurons à faire l'exposé, en 1905-1906 et 1906-1907. Cette situation n'a rien de bien inquiétant, lorsqu'elle ne révèle pas une pénurie de numéraire dont souffrirait la colonie. Aussi, bien que les censeurs administratifs des succursales ainsi que le Commissaire du Gouvernement placé auprès du Siège central de la Banque ne manquent pas, lorsque le fait se présente, de le signaler dans leurs rapports, ni le Département des Colonies, ni le Gouvernement de l'Indo-Chine ne s'en sont jamais émus. Ces situations n'ont été, en effet, que passagères, soit que le jeu naturel des opérations commerciales ait ramené rapidement les espèces métalliques dans les caisses des succursales, soit que des envois de piastres frappées à Paris pour le compte de la Banque ou du Gouvernement Général de l'Indo-Chine soient venus augmenter leurs encaisses.

Si nous jetons maintenant un coup d'œil rétrospectif sur la période que nous venons de

parcourir, nous voyons que deux traits principaux la caractérisent. C'est, d'une part, que la piastre s'est imposée définitivement comme le principal instrument des échanges à l'intérieur du pays et qu'elle constitue, dans les rapports de la Colonie avec l'extérieur, le seul numéraire que l'Indo-Chine ait à sa disposition pour régler la balance de ses comptes avec l'étranger en cas d'insuffisance de ses créances. Nous aurons à examiner, au cours du chapitre suivant, les conséquences qu'a pu avoir cet état de fait en ce qui concerne les rapports commerciaux de la colonie avec la Métropole ou les pays d'Extrême-Orient. Mais ce qu'il importe de souligner dès à présent, c'est l'état de « dépendance de son milieu asiatique » (1), dans lequel l'Indo-Chine s'est trouvée placée à cet égard. L'influence, qu'a pu avoir, sur l'adoption de tel ou tel étalon monétaire, le fait que la Colonie était entourée de pays à étalon d'argent, avec lesquels elle traitait la plupart de ses affaires commerciales, est telle, qu'on peut se demander si l'Administration de la Colonie, alors même que les mesures par elle prises n'eussent pas été entachées d'erreurs, serait parvenue à imposer la monnaie française. C'est au moins douteux.

Ces erreurs de l'Administration coloniale, ainsi

1. Louis Salaun, *L'Indo-Chine*, ch. I et X. Paris, Imprimerie nationale, 1903.

que l'incohérence de ses décisions, sont d'ailleurs le second trait caractéristique de la période qui nous occupe. Nous ne voulons pas insister ici sur ce point, car les fautes de l'Administration apparaîtront mieux et plus clairement, lorsque nous aurons montré, au cours du prochain chapitre, les conséquences fâcheuses qu'elles ont eues pour les finances locales.

CHAPITRE III

EXAMEN CRITIQUE DES MESURES PRISES PAR L'ADMINISTRATION COLONIALE. — LEURS CONSÉQUENCES FINANCIÈRES. — LA BAISSÉ DE L'ARGENT ET LE COMMERCE INDO-CHINOIS *

Nous nous sommes volontairement borné, au cours des pages qui précèdent, à faire un simple

* **Documents officiels.** — **Recueils officiels et non officiels.** — V. chapitre précédent.

Ouvrages à consulter. — ARNAUNÉ, *op. cit.*, *ibid.* ; E. DOLLÉANS, *La Monnaie et les prix*, dans les *Questions monétaires contemporaines*, par divers auteurs, Paris, 1905, Larose et Tenin ; A. DE FOVILLE, *La Monnaie*, chapitres XIII, XIV, et XV, Paris, 1907, Victor Lecoffre ; G.-J. GOSCHEN, *Théorie des changes étrangers*, traduction Léon Say, 4^e édit., Paris, 1896, Guillaumin ; JULES GRECARD, *L'organisation budgétaire de l'Indo-Chine française*, thèse, Paris, 1904 ; JEREMIAH W. JENKS, *Report on certain economic questions in the English and Dutch colonies in the Orient*, Washington, 1902, Government printing office ; DE LANESSAN, *op. cit.* ; J. LAURENCE LAUGHLIN, *The principles of money*, New-York, 1903, Charles Scribner's Sons ; BERTRAND NOGARO, *Le rôle de la monnaie dans le commerce international et la théorie quantitative*, thèse, Paris, 1904 ; JACQUES PALLAIN, *Des rapports entre les variations du change et les prix*, thèse, Paris, 1905.

Revue et presse périodique. — *La monnaie et les*

exposé des faits, dégagé de toute appréciation critique des mesures, prises par l'Administration coloniale, que nous avons eu successivement à enregistrer. Pareillement, nous nous sommes abstenu de rechercher et de mettre en lumière les conséquences qu'avait pu avoir pour le commerce indo-chinois, le régime monétaire sous lequel la colonie s'est trouvée placée. Il nous a semblé que si nous intercalions incidemment, au cours du chapitre précédent, les observations et les critiques qu'il y a lieu de formuler à l'occasion de certaines mesures administratives, ainsi que les considérations que peut inspirer la situation monétaire de la Colonie à diverses époques, nous ne pourrions que nous placer dans l'alternative, ou bien de ne pas donner à ces observations les développements que leur importance comporte, ou de nuire à la rapidité de notre exposé, sans qu'il y gagnât en clarté. Nous avons pensé qu'il serait suffisant de donner, au cours de notre récit, les explications strictement indispensables pour faire comprendre l'enchaînement des faits et que nous pourrions utilement réserver, pour en faire l'objet d'un chapitre spécial, l'exposé des effets produits sur les finances locales par certaines mesures de l'Administration coloniale, et sur

prix, par A. DE FOVILLE, dans l'*Economiste français*, numéros des 13 et 20 juin 1903, pp. 855 et 891.

Silver prices in India, par F. J. ATKINSON, dans le *Journal of the Royal statistical Society*, n° de mars 1897.

la situation économique de l'Indo-Chine par son régime monétaire.

Les considérations d'ordre financier et budgétaire d'une part, et d'ordre économique d'autre part, que nous allons avoir à développer à ce sujet, nous dictent la division de notre chapitre en deux paragraphes, qui seront respectivement consacrés, l'un à l'étude du système monétaire de la Colonie envisagé dans ses rapports avec les finances publiques et l'autre à la recherche de l'influence de ce système sur les relations commerciales de la colonie avec l'extérieur.

§ 1^{er}. — **Le régime monétaire de l'Indo-Chine dans ses rapports avec l'organisation budgétaire et les finances publiques de la colonie.**

La plupart des difficultés avec lesquelles le système monétaire, que les circonstances et sa situation géographique ont imposé à l'Indo-Chine, a mis l'Administration coloniale aux prises, proviennent de l'adoption par celle-ci d'une monnaie de compte autre que la monnaie réelle, et surtout de l'inexactitude du taux de conversion entre les deux monnaies. Nous sommes donc amené à diviser ce premier paragraphe en quatre périodes qui correspondent à la durée des systèmes de comptabilité budgétaire adoptés par l'Administration de la colonie.

Première période. — Cette première période

s'étend de la conquête à l'année 1881. Nous avons vu qu'après quelques hésitations et sur les ordres venus de la Métropole, le Contre-Amiral de la Grandière, Gouverneur de la Cochinchine, avait adopté pour le budget et les comptes de la colonie, le mode de computation en francs, à partir de l'exercice 1864. Toutes les recettes et toutes les dépenses furent en conséquence prévues en francs et centimes. Notamment les traitements des fonctionnaires furent fixés en francs. La plupart étaient déjà ainsi fixés ; quant aux autres, une décision du 27 janvier 1864 (1) porta qu'ils seraient convertis en francs, en prenant la piastre exceptionnellement pour 5 francs. Or la piastre était à cette époque donnée et reçue au Trésor pour 5 fr. 55 (2) et sa valeur intrinsèque était certainement supérieure à 5 francs (3). Le taux de 5 francs par piastre aboutissait donc à un relèvement en francs des soldes jusque-là fixées en piastres.

Mais les opérations matérielles ainsi prévues en francs étaient en réalité effectuées en piastres. Il fallut évaluer le rapport de l'unité monétaire à l'unité de compte. « Ce rapport ne servait pas

1. *B. O. Coch.*, 1864, p. 27.

2. Dép. minist. du 14 juillet 1863 et arrêté du 27 août suivant *B. O. Coch.*, 1863, p. 380.

3. La moyenne des cours de l'once *standard* à Londres pendant les années 1863 et 1864 est de 64 d. $\frac{3}{8}$. Le pair du 15 $\frac{1}{2}$ français correspond au cours de 60 d. $\frac{43,4}{16}$.

seulement pour la tenue des écritures administratives et comptables, il déterminait aussi la somme de piastres qui libérait de dettes fixées en francs, d'une part le Trésor vis-à-vis de ses fonctionnaires et de ses fournisseurs, de l'autre les contribuables vis-à-vis du Trésor lui-même » (1). Adopterait-on un rapport constant et invariable ou bien au contraire ce rapport se modifierait-il suivant les fluctuations du cours commercial de la piastre ?

Dès le début, l'Administration coloniale pencha pour l'adoption d'un taux fixe et invariable. Il ne pouvait guère en être autrement. Le système monétaire français avait accoutumé les esprits à cette idée que le rapport de valeur entre l'or et l'argent était absolument invariable, ou du moins que la loi avait pu en assurer l'immuabilité. Il était naturel qu'ayant à exprimer en francs la valeur de la piastre, elle le fit en donnant à l'argent fin contenu dans cette pièce la valeur que lui assignait le 15 1/2 français. C'est pourquoi la décision du 5 mars 1863 (2) avait accordé à la piastre une valeur de 5 fr. 37.

Cependant l'attention du Gouverneur aurait dû être attirée presque aussitôt sur les inconvénients de l'adoption d'un taux de conversion

1. J. Grenard, *L'organisation budgétaire de l'Indo-Chine française*, thèse, Paris, 1904, p. 250.

2. B. O. Coch., 1863, p. 299.

fixe. En effet, l'argent faisait à cette époque prime sur l'or et, sur les places de Singapore et de Hong-Kong, le cours de la piastre exprimé en shillings assignait à cette pièce une valeur supérieure à celle du 15 1/2 français. Le taux de 5 fr. 37 aboutissait donc à déprécier légalement, relativement à l'or, la piastre mexicaine, qui, naturellement, était attirée vers les colonies anglaises voisines. C'est dans ces conditions que, dès le 20 mai 1863 (1), l'Administration locale, pour alimenter ses caisses de piastres, se décida à admettre un système qui ressemblait à l'adoption du taux commercial de la piastre. Il fut décidé que le taux des piastres mexicaines non marquées, versées aux caisses du Trésor en vue d'obtenir la délivrance de traites sur le Caissier central du Trésor Public à Paris, serait fixé à dix centimes au-dessous du dernier cours du *clean dollar*, tant sur la place de Singapore que sur le marché de Hong-Kong. A cet effet, le Chef du Service administratif devait adresser au Gouverneur des propositions basées sur les dernières nouvelles reçues des places voisines, et le taux ainsi adopté devait servir de cours jusqu'à l'arrivée du packet suivant.

Pour les autres opérations du Trésor, le taux de la piastre resta fixé à 5 fr. 37, jusqu'à la décision du 27 août 1863 (2) qui, suivant les instruc-

1. *B. O. Coch.*, 1863, p. 340.

2. *B. O. Coch.*, 1863, p. 389. — *V. supra*, p. 51.

tions contenues dans la dépêche ministérielle du 14 juillet de la même année, établissant le pair de la piastre à 5 fr. 55, porta à ce chiffre le taux de conversion pour toutes les opérations du Trésor. Dès l'année 1864, nous l'avons vu, le Trésor dut adopter des taux supérieurs, mais à partir du 19 septembre 1864 (1), le taux établi par la dépêche ministérielle fut à nouveau adopté et il resta ainsi fixé jusqu'au 30 novembre 1876 (2). Or c'est à partir de l'année 1873, après l'adoption par l'Allemagne de l'éta-lon unique d'or, que commença à se manifester le phénomène de la « dépréciation de l'argent » (3).

Les cours moyens de l'once *standard* d'argent pour les années 1872, 1873, 1874, 1875 et 1876 sont respectivement de 60 d. $\frac{5}{16}$, 59 d. $\frac{1}{4}$, 58 d. $\frac{5}{16}$, 56 d. $\frac{7}{8}$, et 52 d. $\frac{3}{4}$, ce dernier cours se traduisant sur le marché de Paris par une déprime de 112 0/00. Cependant l'arrêté du

1. *B. O. Coch.*, 1864, p. 99. — V. *suprà*, p. 52.

2. Arrêté du 2 novembre 1876, *B. O. Coch.*, 1876, p. 276. — Du 1^{er} janvier 1871 au 30 décembre 1876 la moyenne du change de la piastre en traites de banque à vue sur France fut de 4 fr. 91.

3. C'est-à-dire de la diminution de la valeur de l'argent exprimée en or. Nous n'avons pas ici à prendre parti dans la fameuse discussion de l'appréciation de l'or. Que ce soit l'argent qui ait baissé ou l'or qui ait augmenté de valeur relativement à la plupart des « commodités », peu nous importe. Nous constatons simplement la baisse de la valeur de l'argent relativement à celle de l'or.

2 novembre 1876 ne ramena le taux de la piastre qu'à 5 fr. 35, ce qui était insuffisant.

L'inexactitude du rapport conventionnel entre le franc et la piastre donnait lieu à des spéculations dont le Trésor faisait tous les frais. Les particuliers se faisaient délivrer contre versement de piastres au taux *officiel* des traites sur la Caisse centrale du Trésor public à Paris, ou encore des mandats-poste pour la France ou l'Algérie (1). Les fonds obtenus en France étaient ensuite convertis en piastres au cours *commercial* et, malgré les frais de retour des espèces, les bénéfices de l'opération étaient encore considérables. Il était possible également de se livrer à la même spéculation au moyen d'achats de rente par l'intermédiaire du Trésor.

On pourrait croire que celui-ci regagnait la plus grande partie de ses pertes sur ses paiements en piastres. Mais d'une part, il est évident qu'on ne s'adressait jamais à lui pour les transferts de fonds de France dans la colonie. Quant à ses créanciers, si c'étaient des fournisseurs, ils avaient eu soin en exprimant leurs prix en francs, de tenir compte de la différence entre le cours commercial de la piastre et le taux auquel il la donnait. Ils se gardaient ainsi contre toute

1. La faculté de verser ou de recevoir dans les bureaux de poste des sommes d'argent à titre de mandats d'articles d'argent avait été étendue à tous les habitants de la Cochinchine par l'arrêté ministériel du 28 novembre 1873.

perte. Au surplus, il leur était loisible de se faire payer en traites sur Paris et dans ce cas, ils pouvaient se livrer à l'opération que nous avons indiquée plus haut.

Lorsqu'en 1876, on abaissa à 5 fr. 35 le taux auquel le Trésor donnait et recevait la piastre, pour le rapprocher du cours commercial, l'opération présenta d'autre part des inconvénients, car le contribuable, dont les impôts étaient fixés et établis en francs, devaient donner plus de piastres pour se libérer envers le fisc, sans que cependant la piastre ait pour lui diminué de valeur. Le Trésor du reste ne profita guère de cette augmentation de ses recettes en piastres, l'Administration s'étant efforcée, lors de l'établissement du budget de 1877, de dégrever les impôts, dans la mesure des nécessités budgétaires, de l'augmentation que leur faisait subir la baisse du taux de la piastre. Cette diminution du taux conventionnel occasionnait enfin au Trésor une perte sèche sur l'ensemble de son encaisse.

L'Administration cependant s'était ingéniée à limiter, sinon à empêcher, les spéculations dont le Trésor était victime, notamment à l'occasion du service des transferts de fonds et de la délivrance des traités. Une décision du 16 février 1874 (1) avait limité au tiers de leur

1. *B. O. Coch.*, 1874, p. 69.

solde annuelle le montant des sommes contre versement desquelles les officiers, fonctionnaires ou employés étaient autorisés à se faire délivrer des traites du Trésor au pair dans le courant d'une même année. D'autre part, tout en maintenant à 5 fr. 55 le rapport de la piastre mexicaine avec les monnaies françaises, un arrêté interministériel du 15 novembre 1874 (1), complétant le décret du 15 mai précédent (2), avait décidé qu'une prime ou une moins-value serait attachée aux traites, suivant qu'il y aurait lieu, pour alimenter ou maintenir l'encaisse du Trésor, d'en accroître ou diminuer l'émission. Un arrêté du Gouverneur de la Cochinchine en date du 13 février 1875 (3) avait en conséquence décidé que les traites feraient une prime de 6 fr. 30 pour 100. C'était ramener à 5 fr. 20 le taux des piastres versées au Trésor en vue de la délivrance des traites (4). Quant aux officiers et fonctionnaires, ils continuaient à jouir de la faculté de se faire délivrer des traites au pair pour le tiers de leur solde.

Des abus devaient fatalement en résulter et les Ministres des Finances et de la Marine ne cessaient de les signaler au Gouverneur. Ils finirent

1. *B. O. Marine*, 1874, 2^e semestre, p. 558.

2. *B. O. Marine*, 1874, 1^{er} sem., p. 640.

3. *B. O. Coch.*, 1875, p. 74.

4. La piastre valait alors de 5 fr. 40 à 4 fr. 60. Par 100 piastres, le gain était donc encore de 10 à 60 francs.

par lui intimer l'ordre de supprimer l'avantage concédé aux officiers et fonctionnaires et de remplacer les traites du Trésor par des mandats sur la Caisse centrale ou sur les Trésoriers Payeurs des Départements (1), mandats qui continueraient à leur être délivrés au pair. Par une circulaire du 20 octobre 1875 (2), que confirma bientôt l'arrêté du 26 janvier 1876 (3), le contre-amiral Duperré fit en conséquence connaître aux chefs d'administration et de service placés sous ses ordres qu'il ne serait plus délivré de traites aux officiers et fonctionnaires.

Il fallait d'autre part restreindre également les pertes que subissait le Trésor sur les émissions de mandats d'articles d'argent. Leur délivrance fut d'abord limitée à 300 francs par personne et par jour (4). Mais certaines maisons se faisaient délivrer des mandats postaux au nom de tous leurs employés et même au nom des boys de ces derniers. Il fallut se décider à interrompre complètement le service de l'émission des mandats-poste et c'est ce que décida l'arrêté du 10 juin 1876 (5), suivi bientôt d'un arrêté du

1. A la différence des traites, les mandats ne sont pas négociables.

2. *B. O. Coch.*, 1875, p. 363.

3. *B. O. Coch.*, 1876, p. 93. — V. aussi, même année, p. 87, le texte d'une dépêche ministérielle relative au même objet.

4. Arnauné, *op. cit.*, p. 314, et Grenard, *op. cit.*, p. 252.

5. *B. O. Coch.*, 1876, p. 152.

22 juillet (1) suspendant à leur tour les versements au Trésor accompagnés de demandes d'inscriptions de rentes sur l'Etat.

Le service de l'émission des mandats-poste ne fut repris qu'en vertu du décret du 26 juin 1878, promulgué en Cochinchine par arrêté du 29 septembre suivant (2). Le montant maximum des mandats était fixé à 500 francs et il était prévu qu'indépendamment du droit proportionnel postal de 1 0/0, il pourrait être établi une perception additionnelle variable représentant le change et dont le montant serait fixé suivant le cours. En conséquence, un arrêté du contre-amiral Lafont, en date du 30 septembre suivant (3) décida que le taux auquel la piastre pourrait être reçue en échange des mandats de poste à délivrer en Cochinchine serait fixé chaque mois par le Gouverneur en Conseil privé ; et ce taux fut, pour les mois d'octobre, novembre et décembre 1878, fixé à 5 francs et pour le mois de janvier 1879 à 4 fr. 95 (4) ; encore les mandats pouvaient-ils être délivrés pour les militaires, marins ou employés jusqu'à concurrence de 53 fr. 50 et,

1. *B. O. Coch.*, 1876, p. 188.

2. *B. O. Coch.*, 1878, p. 370.

3. *B. O. Coch.*, 1878, p. 373.

4. Arrêtés des 30 septembre, 28 octobre, 25 novembre et 30 décembre 1878, *B. O. Coch.*, 1878, p. 372, 388, 443 et 443. La moyenne du change de la piastre en traites de banque à vue sur France du 1^{er} décembre 1876 au 31 décembre 1881 fut de 4 fr. 815.

dans certaines conditions, pour une valeur supérieure contre versement en piastres à 5 fr. 35.

Il ressort de ce qui vient d'être dit que ce taux conventionnel de la piastre n'était applicable qu'en ce qui concerne l'émission des mandats-poste. Pour l'exécution des services budgétaires, le taux auquel le Trésor donnait et recevait cette monnaie, restait fixé à 5 fr. 35. Il s'ensuivait de nombreuses réclamations de la part des créanciers du Trésor et notamment de la part des fonctionnaires qui ne pouvaient, comme les fournisseurs de l'Administration, se prémunir par des majorations de factures ou de mémoires, contre la perte que les paiements en piastres surévaluées leur faisaient subir. Le Gouvernement local finit par accorder à tout le personnel européen une bonification de 70/0, portant sur la solde et les accessoires de solde, à titre d'indemnité de perte au change (1).

Du reste, le paiement de cet abondement avait donné lieu à certaines difficultés ; il s'étendait en effet aux fonctionnaires rétribués sur le budget de l'Etat et, comme la Métropole n'avait inscrit à

1. Arrêtés des 27 novembre 1879 et 7 juin 1880. *B. O. Coch.*, 1879, p. 453 et 1880, p. 321. Cet abondement aboutissait en dernière analyse, au paiement de la solde des fonctionnaires européens à raison de 5 francs par piastre. Le cours commercial moyen de cette monnaie était alors de 4 fr. 70 et la perception additionnelle établie sur les mandats-poste, en sus du droit postal, variait en 1880 entre 11 et 12 0/0 et en 1881 entre 11 et 14 0/0.

son budget aucun crédit pour faire face à cette dépense, elle était imputée à un compte de trésorerie « Frais de négociation et de change ». Le Ministre des Finances n'avait pas manqué de protester contre l'engagement de cette dépense sans crédit préalable.

Il est plus curieux de constater que l'abondement donna lieu à des protestations de la part même des fonctionnaires qui en bénéficiaient. C'est qu'en effet les fonctionnaires avaient jusque-là continué à jouir de la faculté de se faire délivrer au pair des mandats sur le Trésor. Or en même temps que la solde avait été abondée de 7 0/0, le taux de la piastre pour les envois d'argent en France par l'intermédiaire du Trésor avait été pour les fonctionnaires réduit à 5 francs. Ce fut l'origine et la cause des protestations que souleva la mesure prise par M. Le Myre de Vilers. Ces récriminations symptomatiques en disent long sur les profits que certains fonctionnaires avaient su tirer du régime antérieur.

Ces diverses mesures ne pouvaient être que des palliatifs que l'accentuation de la baisse de la piastre devait rendre bientôt insuffisants. Il fallait renoncer aux expédients et introduire dans la comptabilité publique des principes plus rationnels. C'est à cette conclusion qu'aboutissaient les travaux de la Commission instituée par le décret du 1^{er} janvier 1878 et à laquelle on

devait déjà la création de la piastre française de commerce (1).

Deuxième période. — Cette période commence avec l'exercice 1882 et finit avec l'année 1886. Par un décret du 5 juillet 1881, promulgué en Cochinchine par l'arrêté du 31 août suivant (2), il fut décidé qu'à partir de l'exercice 1882, le budget local serait établi en piastres. Toutes les écritures du service local durent en conséquence être tenues en piastres, et la piastre devint l'unité de valeur servant de base à l'établissement, à la constatation et à la perception de tous impôts, droits, taxes et produits de toute nature perçus au profit du budget. Pareillement, les dépenses durent être liquidées, ordonnancées et acquittées en piastres.

Il était en effet plus rationnel d'adopter comme monnaie de compte la monnaie qui seule servait pour tous les encaissements et paiements du Trésor. Mais une fissure, qui devait compromettre les bons effets de la réforme, s'était glissée dans le décret de 1881 : aucune règle n'était posée en ce qui concerne l'engagement des dépenses. L'Administration restait libre de passer des marchés en francs, de fixer en francs la solde des fonctionnaires, etc. Inversement, des dépenses prévues en piastres au budget local,

1. V. *suprà*, p. 60.

2. B. O. Coch., 1881, p. 337.

mais payables dans la Métropole, devaient être acquittées en francs. Enfin les dépenses acquittées en Cochinchine pour le compte du budget de l'Etat restaient naturellement prévues en francs à ce budget. Pour toutes ces dépenses, la question se posait de savoir quel taux de la piastre, conventionnel ou non, servirait de base, pour celles payées en piastres, à leur liquidation et pour celles payées en francs, à leur régularisation dans les écritures comptables.

Le système adopté ne fut pas uniforme. « En ce qui concerne les opérations effectuées pour le compte du service local (1) hors de la Cochinchine, les recettes et les dépenses du service colonial (2) et de tous les services publics métropolitains », dit l'article 2 du décret du 5 juillet, « le taux auquel la piastre est convertie en francs est fixé trimestriellement, dans les dix premiers jours des mois de décembre, mars, juin et septembre de chaque année par des arrêtés du Gouverneur rendus en Conseil privé sur la proposition du Trésorier-Payeur et d'après la moyenne des cours effectifs du change pendant le dernier trimestre écoulé, sans fraction de centime. — Toutefois lorsque la moyenne des cours effectifs d'un trimestre ne diffère du cours en vigueur que de moins de cinq centimes par piastre, l'arrêté à intervenir maintient au même chiffre la

1. C'est-à-dire du budget de la colonie.

2. C'est-à-dire du budget de l'Etat.

valeur de la piastre pour le trimestre qui suit. — Le taux ainsi fixé est appliqué à partir des 1^{er} janvier, avril, juillet et octobre suivants ».

L'article 3 prévoyait en outre que « dans le cas où une variation importante du cours commercial de la piastre le rendrait nécessaire et urgent, le Gouverneur pourrait exceptionnellement, et sans attendre les époques réglementaires, modifier la valeur de cette monnaie par un arrêté rendu dans la forme indiquée à l'article 2. — Le Gouverneur fixait, dans ce cas, la date à partir de laquelle la valeur nouvelle de la piastre devait être appliquée ».

Mais ce taux variable et approximativement calqué sur le cours commercial n'était pas applicable pour l'exécution des services budgétaires locaux effectués sur place, ce qui était normal, puisque théoriquement la valeur de la piastre en francs devait devenir indifférente.

Cependant la solde de certains fonctionnaires, notamment de ceux qui, appartenant à des cadres métropolitains, étaient momentanément détachés en service en Cochinchine, restait fixée en francs par les textes organiques des corps dont ils faisaient partie, et elle devait être prévue en piastres au budget local. De même, il fallait déterminer quelle serait désormais la solde en piastres des fonctionnaires des cadres locaux, dont les traitements étaient jusque-là fixés en francs. Dans les deux cas, le taux de conver-

sion fut fixé à 5 francs, ce qui était logique, puisque la majoration des soldes résultant de l'allocation de l'indemnité de change avait abouti pratiquement à fixer le taux de la piastre à 5 francs pour le paiement de la solde des fonctionnaires (1). Ce taux de 5 francs fut applicable également à la conversion en piastres des accessoires de solde qui bénéficiaient de l'abondement. Par contre, les allocations, indemnités, primes et rétributions diverses non abondées furent converties au taux de 5 fr. 35. En un mot, on se préoccupa de maintenir exactement les situations antérieures, telles qu'elles résultaient des arrêtés de 1879 et de 1880, sur l'abondement, et d'assurer aux fonctionnaires les mêmes traitements réels qu'en 1881 (2).

Ce système avait donc en réalité comme résultat le paiement des dépenses du budget local, engagées en francs, ainsi que des soldes des fonctionnaires, sur le taux invariable de 5 francs par piastre ; autrement dit, pour l'exécution du budget local, en ce qui concerne les dépenses de

1. Pour les recettes du budget local, la conversion en piastres des anciens tarifs en francs fut faite au taux de 5 francs, en ce qui concerne l'impôt personnel et de 5 fr. 35 pour les autres impôts. (Extrait du procès-verbal des délibérations du Conseil colonial au sujet de la réduction en piastres des taxes locales, séance du 10 décembre 1881. *B. O. Coch.*, 1881, p. 468, et lettre du Gouverneur au Département, du 19 septembre 1886).

2. Arrêté du 12 décembre 1881, *B. O. Coch.*, 1881, p. 499.

l'espèce, il existait quand même un taux conventionnel de la piastre, mais invariable et qui était le taux adopté pour l'établissement des prévisions budgétaires.

Or dès le premier trimestre 1882, le taux officiel de la piastre, fixé dans les conditions prévues par l'article 2 du décret du 5 juillet, fut de 4 fr. 68, suivant l'arrêté du 12 décembre 1881 (1) et le même arrêté décidait qu'à partir du 15 janvier 1882, les mandats du Trésor délivrés aux officiers et fonctionnaires, dans la limite d'un tiers de leur traitement, ne leur seraient plus accordés qu'à ce taux, Pour les opérations de transferts de fonds en France, le Trésor ne reprenait donc les piastres versées aux fonctionnaires qu'à un taux très inférieur à celui auquel il les leur avait données en paiement.

Les récriminations que ne manqua pas de faire entendre le personnel local étaient d'autant plus justifiées que les fonctionnaires rétribués sur les fonds du budget métropolitain étaient au contraire payés sur le taux de 4 fr. 68, et cette différence de traitement rendait plus choquante la perte subie par le personnel de la colonie.

Quant aux dépenses payées hors du territoire de la Cochinchine, elles devaient, suivant l'article 14 du décret du 5 juillet 1881, être liquidées

1. *B. O. Coch.*, 1881, p. 476. Le taux resta fixé à 4 fr. 68 pour toute l'année 1882 (arrêté des 13 mars, 12 juin et 12 septembre 1882, *B. O. Coch.*, 1882, p. 133, 279 et 418).

et ordonnancées en piastres au taux officiel le plus récemment notifié à l'ordonnateur et la somme en francs était en même temps inscrite sur l'ordre de paiement. Si le créancier se faisait payer dans la colonie, la somme en piastres à lui revenir restait invariable. S'il présentait au contraire son mandat en France ou dans une colonie française, le montant lui en était versé en francs et il était rare, en raison de la baisse à peu près constante de l'argent, que ce versement ne représentât pas une somme en piastres supérieure à celle du jour de l'ordonnancement. La colonie supportait la différence.

Cependant les réclamations des fonctionnaires se faisaient chaque jour plus pressantes (1). L'Administration dut recourir au même procédé que le Gouvernement des Amiraux : elle alloua au personnel une indemnité de change. Fixée d'abord à 7 0/0 en vertu de la délibération du Conseil colonial du 14 décembre 1882, et étendue par décision du 22 janvier 1884 (2) aux suppléments alloués aux officiers et sous-officiers des tirailleurs annamites, cette indemnité fut par la suite élevée à 16 0/0 par la délibération du Conseil colonial du 8 décembre 1885. Malgré cet abon-

1. Le taux officiel de 4 fr. 68 était tombé à partir du 1^{er} avril 1883 à 4 fr. 56 ; fixé à 4 fr. 65 au 1^{er} décembre 1883, à 4 fr. 60 au 1^{er} mai 1884 et à 4 fr. 65 au 1^{er} octobre de la même année, il était redescendu à 4 fr. 55 au 1^{er} janvier 1885.

2. *B. O. Coch.*, 1884, p. 30.

dement, les officiers et fonctionnaires perdaient encore à la fin de 1886 4 0/0 sur le change pour leurs envois d'argent, car la piastre avait environ perdu 20 0/0 sur sa valeur budgétaire (1). D'ailleurs, et ce fut plus tard un des griefs du Gouvernement local contre le système érigé à partir de 1882, l'abondement ne s'appliquait pas aux accessoires de solde ; en faisant la conversion en francs de ces indemnités au taux commercial de la piastre, ce que ne manquaient pas de faire les fonctionnaires, ils faisaient apparaître, sur le chiffre qu'elles atteignaient en 1881, une perte de 20 0/0 pour celles qui avaient été, en 1879, abondées du 7 0/0 et de 27 0/0 pour les autres.

Cette perte subie par les fonctionnaires sur leurs accessoires de solde non abondés servit d'argument à M. Filippini pour combattre le système institué sous l'Administration de M. Le Myre de Vilers. Le Gouverneur, dans son rapport du 19 septembre 1886, représenta qu'il perdait 14.000 francs sur ses frais de représentation et le Directeur de l'Intérieur 2.500 francs. Il sut également mettre en lumière l'argument qu'il était facile de tirer des obstacles que l'étalon monétaire de la Cochinchine apportait à son commerce avec les pays à étalon d'or et par conséquent avec la Métropole. Enfin il mit en avant

1. En juillet 1886, le cours commercial de la piastre était tombé à 3 fr. 95.

ce fait que les recettes budgétaires, étant fixées en piastres, restaient à peu près invariables tandis qu'au contraire s'accroissait constamment la charge des dépenses effectuées en France. Le prix d'adjudication des marchés de fournitures, même passés par l'Administration dans la colonie augmentait également, car les entrepreneurs et les fournisseurs arrivaient, par leurs majorations de prix, à faire retomber sur le Trésor toute la perte qui serait résultée pour eux de la différence entre le taux commercial et le taux budgétaire de la piastre.

Le remède à une telle situation ne pouvait, selon M. Filippini, résider que dans le rétablissement du budget local en francs et l'introduction, dans la circulation monétaire de la monnaie française. Le projet du Gouverneur était ainsi fort complexe puisqu'il tendait, en même temps qu'à l'adoption du franc comme monnaie de compte dans les écritures publiques, à favoriser la « circulation de la monnaie française et spécialement de la monnaie d'or ou billets de banque, dans telles proportions que le Trésor jugerait applicables ». Sur ce dernier point, comme nous avons eu déjà l'occasion de le dire, les propositions de M. Filippini n'eurent aucun succès et le Ministre des Finances (1) se refusa catégoriquement à envoyer dans la colonie aucune

1. M. Sadi-Carnot.

pièce d'or de 5 francs, ainsi qu'il en était sollicité. Quant au rétablissement du budget en francs, bien qu'un acte de même nature eût été nécessaire pour abroger le décret de 1881, il fut effectué, avec l'autorisation, donnée par câble, du Ministre de la Marine et des Colonies, par l'arrêté local du 30 décembre 1886 (1), à compter de l'exercice 1887.

Troisième période. — Le passage d'un régime à l'autre n'allait pas cependant sans quelques difficultés. Pour fixer à nouveau en francs les tarifs d'impôts, on pouvait se contenter de refaire en sens inverse l'opération faite en 1882, c'est-à-dire multiplier par 5 les tarifs en piastres des impôts personnels et des rizières et par 5,35 ceux des autres taxes.

Mais il fallait prévoir que pendant longtemps encore, la piastre serait la seule monnaie réelle de la colonie et comme on se proposait de rapprocher le plus possible de son cours commercial, alors d'environ 4 francs, le taux officiel auquel elle serait donnée et reçue par le Trésor, les charges des contribuables se seraient trouvées automatiquement augmentées de 25 0/0, relativement à 1881, puisque le paiement d'une cote de 5 francs eût nécessité le versement de 125 cents, alors qu'une piastre suffisait en 1881. On recula devant le mécontentement qu'eût soulevé une telle mesure, tant parmi la population indigène

1. B. O. Coch., 1887, p. 8.

que parmi les colons, et l'on décida d'adopter pour la conversion des impôts en francs des taux variables, 5 fr. 35 pour l'impôt foncier des centres, les patentes, les produits de l'exploitation des forêts, les droits d'enregistrement, les taxes postales, les frais de justice, les amendes, les permis d'armes, les passeports, 5 francs pour la taxe de capitation sur les Asiatiques étrangers, la taxe de consommation sur l'opium, celle sur la vente des alcools indigènes, et la taxe à la sortie des riz et paddys, 4 francs pour l'impôt foncier des villages et rizières, l'impôt personnel indigène, l'impôt des barques, les droits d'ancrage et de phare (1). Pour ces derniers impôts, on se proposait d'ailleurs d'en relever le tarif par étapes annuelles jusqu'au taux qu'ils atteignaient en 1881, en faisant leur conversion successivement à 4 fr. 25, 4 fr. 50, etc., ce qui serait revenu à augmenter de cinq pour cent, chaque année, pendant quatre ans, les recettes à percevoir au titre de ces taxes (2).

Quant aux dépenses, elles furent également converties en francs à des taux divers. Pour la solde des fonctionnaires européens, on se contenta de réinscrire au budget la solde en francs qui leur était allouée en 1881, ce qui aboutissait à

1. Extrait du procès-verbal des délibérations du Conseil Colonial, séance du 7 janvier 1887, *B. O. Coch.*, 1887, p. 17, et arrêté du 2 février 1887, *B. O. Coch.*, 1887, p. 72.

2. Rapport du Gouverneur au Département du 19 sept. 1886.

adopter le taux de conversion de 5 francs ; il en fut de même pour les accessoires de solde et indemnités ainsi que pour la solde des fonctionnaires indigènes. Quant aux marchés en cours et autrefois passés en piastres, la somme en francs qu'il était nécessaire d'inscrire au budget pour assurer le paiement des adjudicataires, fut déterminée d'après le cours commercial de la piastre au jour de leur passation (1).

Enfin il fallait déterminer comment serait établi le taux auquel la piastre serait donnée et reçue par le Trésor en paiement de ses dettes ou de ses créances en francs. Il ne pouvait s'agir de fixer chaque jour ce taux officiel, ce qui eût imposé au service de la Trésorerie des opérations trop compliquées ; il parut suffisant de le fixer le 25 de chaque mois pour être appliqué pendant le mois suivant, les mouvements du change n'étant pas assez brusques pour que le taux ainsi fixé présentât des écarts considérables avec le cours réel. Toutefois la nécessité d'établir pour les contributions directes des rôles inva-

1. Le taux officiel, en même temps que plus conforme aux intérêts du Trésor, eût été plus équitable, car les adjudicataires avaient certainement tenu compte dans l'établissement de leurs prix de la différence existant entre les deux cours. Il était même probable qu'ils avaient fait état, pour les marchés de longue durée, de l'accentuation possible de cette différence. Mais M. Filippini déclarait que l'Administration « devait se montrer le plus honnête des particuliers ». Son honnêteté allait en l'espèce jusqu'à l'oubli des intérêts des contribuables.

riables pour toute l'année rendait particulièrement difficile l'application d'un taux mensuel à certaines opérations de recettes et le Gouverneur avait proposé au Département d'adopter, en ce qui les concerne, un taux annuel. Mais le Ministre de la Marine et des Colonies, estimant que le taux mensuel éviterait tout mécompte dans le produit des recettes et proportionnerait leur rendement aux variations des dépenses en cas de hausse ou de baisse de la piastre, prescrivit d'adopter également le taux mensuel pour les opérations de recettes.

Il est facile de supposer quelles furent les conséquences de ce système. Le taux officiel de la piastre, fixé à 4 fr. 20 pour les mois de janvier et février, avait été par la suite établi à 4 fr. 15 pour les mois de mars et avril, 4 francs pour les mois de mai et juin, 3 fr. 90 pour les mois de juillet et août, etc... Dans ces conditions, les sommes en piastres que les contribuables devaient verser au Trésor pour l'acquittement de leurs impôts allaient en augmentant à chaque réduction du taux officiel. Ces sommes mêmes étaient variables suivant l'époque du paiement. Pour les impôts qui avaient été convertis au taux de 4 francs, tel contribuable qui s'était acquitté en janvier avait bénéficié d'un dégrèvement de 20 centimes par piastre ; tel autre, au contraire, qui n'avait pu se libérer envers le fisc qu'en juillet, perdait 10 centimes. La même boîte

d'opium que les fumeurs se procuraient pour une piastre en décembre 1886 leur coûtait en janvier 1887 1 piastre 19 cents, en mars 1 piastre 20 cents, en mai 1 piastre 22 et 1 piastre 28 en juillet. En dehors même de cette augmentation considérable des impôts, le changement mensuel du taux de la piastre présentait encore l'inconvénient de permettre aux notables chargés de recueillir l'impôt foncier des villages, de se livrer à des spéculations aux dépens du Trésor et des contribuables. S'ils prévoyaient une augmentation du taux officiel, ils pressaient la rentrée des impôts et ils n'allaient en porter le produit à la perception qu'après la modification du taux officiel. Enfin l'incertitude dans laquelle se trouvaient les indigènes sur le montant de leurs dettes envers le fisc ne pouvait que rendre plus difficiles leurs rapports avec l'Administration dont le percepteur en tournée était justement le représentant qu'ils voyaient le plus souvent. Ces difficultés avaient leur contre-coup sur la situation politique. Les propos des mandarins restés hostiles trouvaient des oreilles plus complaisantes, leurs menées des complices plus nombreux.

Quant aux créanciers du Trésor, comme le cours de la piastre avait été fixé, pendant les premiers mois, pour ne pas augmenter trop brusquement les impôts, à un taux supérieur au cours commercial, ils se trouvaient lésés, puisqu'ils

recevaient, en paiement de leurs créances en francs, des piastres surévaluées. L'Administration se trouvait ainsi placée dans l'alternative ou de continuer à leur porter préjudice en maintenant le taux officiel au dessus du cours commercial ou en l'abaissant, d'augmenter mécaniquement et dans une trop grande mesure les charges des contribuables. Pour se garder de toute perte, les créanciers de la colonie devaient différer le plus possible leurs demandes de paiement; ils pouvaient même se procurer des bénéfices aux dépens du Trésor s'ils se faisaient payer lorsque le taux de la piastre était devenu inférieur au taux du jour de l'ordonnancement de leurs mandats. Pour éviter ces spéculations, le Gouverneur avait pris le 19 avril 1887 (1) un arrêté portant que les mandats seraient payés en piastres comptées au taux du jour de leur établissement. Outre que cette mesure était contraire non seulement aux règlements généraux de la comptabilité publique, mais encore aux principes mêmes qui avaient inspiré la réforme entreprise par M. Filippini, elle mettait l'Administration, maîtresse du taux officiel, maîtresse aussi de l'époque de l'ordonnancement, en état de procurer, à sa fantaisie, profit ou perte à ses créanciers (2).

1. B. O. Coch., 1887, p. 255.

2. De Lanessan, *L'Indo-Chine française*, Paris, Alcan, 1889, p. 523.

Enfin le service des transferts de fonds et les demandes d'inscriptions de rente contre versements de piastres au taux officiel donnaient lieu aux mêmes spéculations et occasionnaient au Trésor les mêmes pertes qu'avant 1882. Le souci d'apporter quelque modération dans l'augmentation des charges des contribuables et de ménager l'opinion publique empêchait l'Administration d'y mettre un terme par une appréciation plus exacte du taux officiel. Ici encore, elle se trouvait prise dans un conflit d'intérêts également respectables et contradictoires.

En somme, l'adoption du franc comme monnaie de compte budgétaire avec la piastre comme monnaie réelle aboutira toujours à l'un ou à l'autre des deux inconvénients suivants : ou bien, dans le but de ménager les intérêts des contribuables et d'éviter des difficultés dans la perception des recettes, on laissera se produire des écarts souvent considérables entre le cours commercial et le taux officiel de la piastre, qu'on modifiera le moins possible : dans ce cas, on lésera les intérêts des créanciers du Trésor, sans même que celui-ci profite de ses gains illicites, puisqu'il sera d'autre part victime de spéculations sans nombre ; ou bien on fera suivre aussi exactement que possible au taux officiel les variations du cours commercial et dans ce cas, la perception des impôts provoquera des mécontente-

ments tels que la situation politique pourra devenir inquiétante ; les variations du change, supportées uniquement par les contribuables, seront pour la plupart d'entre eux incompréhensibles, puisque la valeur d'échange de la piastre ne se modifie pour eux qu'à très lentement (1).

Les Amiraux, soit qu'ils n'aient pas cru à la persistance des bouleversements que la baisse de l'argent apportait dans la situation monétaire et financière de la Colonie, soit que les inconvénients d'un changement de régime budgétaire leur fussent apparus trop nombreux et trop graves, prirent franchement parti et, de propos délibéré ou non, ils sacrifièrent en fait les intérêts du Trésor à ceux des contribuables, puisqu'au cours de leur Gouvernement le taux officiel de la piastre ne fut modifié qu'une seule fois (2). M. Filipini, mieux intentionné peut-être, ne sut pas ou ne voulut pas avoir la même hardiesse. En voulant ménager tous les intérêts en présence, il fit présenter à sa réforme tous les inconvénients à

1. L'adoption d'un taux annuel pour les opérations de recettes, qui figurait dans les propositions primitives de M. Filipini, atténuerait, sans doute, en les rendant moins fréquents, les inconvénients que nous avons signalés, mais outre qu'il ne les ferait pas disparaître, ce système offrirait le désavantage de faire supporter au budget seul le poids des variations du change survenant dans le cours de l'année fiscale ; enfin les inconvénients de l'adoption de deux taux différents applicables pour le Trésor, l'un à ses créanciers et l'autre à ses débiteurs, ne sont plus à démontrer.

2. Arrêté du 2 novembre 1876, *B. O. Coch*, 1876, p. 276.

la fois : les créanciers de la colonie lésés, les charges des contribuables considérablement accrues, le Trésor pillé. Seuls les fonctionnaires tant européens qu'indigènes y trouvèrent à peu près leur compte.

M. Filippini mourut avant la fin de l'année 1887, et sa réforme ne lui survécut que de très peu. Dès l'exercice 1888, on revint, en les améliorant, aux principes posés par le décret du 5 juillet 1881.

Quatrième période. — Le budget local de l'exercice 1888 fut établi en piastres en vertu de l'arrêté du 24 décembre 1887 (1). Pas plus que, l'année précédente, on n'avait adopté pour le changement de régime budgétaire un taux uniforme de conversion de la piastre, pas plus, en 1888, ne fit-on la conversion inverse sur une base unique. Pour tous les impôts, droits, taxes ou produits de toute nature perçus au profit du budget, on fixa à 4 francs pour une piastre le rapport entre les deux monnaies, mais les dépenses furent converties à des taux variables. Celles résultant des marchés passés en francs en 1887 furent prévues au budget d'après un taux conventionnel adopté pour l'établissement des prévisions budgétaires, et elles devaient être payées en piastres au taux officiel du jour de l'ordonnancement, suivant l'article 2 du décret du

1. *B. O. Cock.*, 1888, p. 5.

10 décembre 1887 (1). Enfin la solde des fonctionnaires fut inscrite au budget d'après les chiffres qui avaient été prévus au budget de 1887, divisés par 5 pour le personnel indigène et par 4 pour le personnel européen. Or, en 1882, la solde et les accessoires de solde des fonctionnaires européens avait été convertie en piastres sur le pied de 5 francs et de 5 francs 35 la piastre. La conversion des impôts et des soldes à raison de 4 francs aboutissait donc à consolider les augmentations de taxes et de traitements réalisés en 1887 et ce fut le résultat le plus tangible de la réforme éphémère de M. Filippini.

Ce fut également à partir de 1888 que le budget du Protectorat de l'Annam-Tonkin fut établi en piastres en vertu de la circulaire du secrétaire général de l'Indo-Chine du 27 février 1888 (2). Les recettes et les dépenses du budget local furent converties en piastres au taux uniforme de 4 francs. Les dettes ou les créances résultant de marchés passés en francs devaient être liquidées en francs et converties en piastres, au cours du jour de l'ordonnancement ou du versement.

Pour tous les budgets, le taux officiel était fixé non plus trimestriellement comme sous l'empire du décret du 5 juillet 1881, mais bien mensuel-

1. *B. O. Colonies*, 1888, p. 14.

2. *Moniteur du Protectorat de l'Annam et du Tonkin*, 1888, p. 120.

lement, en vertu du décret du 10 décembre 1887 qui avait modifié sur ce point l'acte précité, et c'est d'après le taux officiel du jour de leur régularisation dans les écritures comptables et non plus du jour de leur ordonnancement que devaient être converties en piastres les dépenses acquittées en francs hors du territoire de la colonie ou des Protectorats.

Ce système devait présenter bientôt de nouveaux inconvénients. C'est qu'en effet, malgré l'établissement du budget en piastres, l'Administration se laissa entraîner à engager en francs certaines dépenses. Ce fut notamment le cas de la solde des fonctionnaires européens. En ce qui concerne les fonctionnaires indigènes, dont les soldes avaient été, nous l'avons vu, converties en piastres en 1888 au taux fixe de 5 francs, cette conversion était devenue définitive pour le personnel indigène de l'Annam-Tonkin en vertu d'une série d'arrêtés des 10 et 11 juin 1892 (1) et pour le personnel indigène de la Cochinchine par l'arrêté du 6 juin 1893 (2) ; les soldes de ces fonctionnaires se trouvaient ainsi fixées en piastres. Au contraire les textes organiques, constitutifs des divers corps de l'Indo-Chine, déterminaient en francs la solde des agents européens. Plusieurs procédés furent adoptés pour le paiement

1. *B. O. Indo-Chine*, 1892, 2^e partie, p. 413, 418 et suivantes.

2. *B. O. Indo-Chine*, 1893, 1^{re} partie, p. 623.

en piastres de ces dépenses. Elles furent d'abord acquittées en comptant la piastre au taux adopté pour l'établissement des prévisions budgétaires, soit, en somme, d'après un taux fixe annuel, puis, en vertu de l'arrêté du 8 février 1889, en la comptant à un taux moyen probable (1). Lorsque ce taux était inférieur au taux suivant lequel le budget avait été établi, il en résultait un accroissement des dépenses en piastres pouvant amener un épuisement trop rapide des crédits prévus. On parait à cette éventualité en inscrivant des crédits spéciaux en vue des charges supplémentaires éventuelles qui pouvaient résulter de l'abaissement des cours.

Ce procédé dura peu. Il était en effet anormal de fixer un taux moyen probable puisque le 25 de chaque mois on fixait déjà d'autre part un taux officiel d'après les cours effectifs. Enfin l'adoption aux Etats-Unis du Sherman Act en 1890 avait provoqué un brusque relèvement du prix du métal argent et par suite de la piastre. Les paiements soit au taux budgétaire, soit au taux moyen, occasionnaient des pertes aux budgets, tandis qu'au contraire le paiement des dépenses résultant des marchés passés en francs, effectué, au taux officiel mensuel, laissait apparaître des bénéfices. Dans un but d'économie,

1. *B. O. Indo-Chine*, 1889, 2^e partie, p. 160. Le taux adopté était de 3 fr. 80 ; le taux budgétaire était de 4 francs.

le Gouverneur Général de l'Indo-Chine décida par arrêté du 22 juin 1890 (1), que les soldes et accessoires de solde seraient payés uniformément au taux du Trésor, et comme les budgets devaient être établis en calculant la piastre, pour les soldes et accessoires, au taux fixe de 5 francs, on ouvrit à chaque chapitre sous la rubrique : « Bonification pour variation du change » un paragraphe spécial où furent inscrits des crédits s'élevant à 25 0/0 des dépenses prévues, déterminées comme il vient d'être dit (2). Par la suite, le paiement au taux mensuel fut étendu à toutes les dépenses engagées en francs.

Les mêmes errements avaient été suivis en ce qui concerne les recettes, dont quelques-unes avaient dû être fixées en francs ; c'était notamment le cas des recettes douanières, les tarifs des droits de douane étant établis par les lois

1. *B. O. Indo-Chine*, 1890, 1^{re} partie, p. 633.

2. Cette bonification fut réduite à 15 0/0 à partir de l'exercice 1893, en vertu de l'arrêté du 29 juin 1892 pour l'Annam-Tonkin, par suite de la réduction à 3 fr. 50 du taux de la piastre adopté pour l'établissement des prévisions budgétaires (*B. O. Indo-Chine*, 2^e partie, p. 444) et supprimée à partir de l'exercice 1894 (Arrêté du 31 décembre 1893) par suite de l'adoption du taux de 3 francs pour la conversion en piastres dans les prévisions budgétaires des soldes fixées en francs.

En Cochinchine, le système de la bonification des crédits par suite de l'adoption d'un taux budgétaire surévalué se maintint jusqu'en 1895. La bonification, de 15 0/0 en 1893 s'était élevée à 33 0/0 en 1894 et à 54 0/0 en 1895.

de la métropole. Un certain nombre de droits accessoires perçus par le service des douanes, comme le droit de statistique, les droits de phare et d'ancrage, etc., étaient également tarifés en francs. Pareillement étaient fixés en monnaie française certaines taxes postales ou télégraphiques, et les droits d'enregistrement des actes français. Des taux fixes spéciaux furent adoptés pour la conversion de ces dernières taxes, 2 fr. 50 pour les droits d'enregistrement, 3 fr. 75 pour les taxes postales et télégraphiques. Au contraire un taux variable, mais indépendant du taux mensuel, fut adopté pour la perception des recettes de douane. On avait sans doute pensé que les variations fréquentes du taux officiel mensuel étaient de nature à gêner le commerce, en raison de l'incertitude qui en serait résultée pour les importateurs sur le montant exact des droits qu'ils auraient à payer ; il avait paru préférable d'adopter un taux moyen suivant de moins près les oscillations du cours commercial et pouvant par conséquent rester applicable pendant des périodes plus longues. Mais les différences parfois considérables entre le taux commercial et le taux officiel ainsi fixé provoquèrent des réclamations et à partir de l'année 1899 (1) ces recettes furent perçues en piastres comptées au taux mensuel.

1. Il n'y a pas de décision de principe. Depuis 1898, les deux taux se confondaient.

Tel était le système en vigueur au moment de la création par le décret du 31 juillet 1898 (1) du Budget général de l'Indo-Chine. Ce budget fut comme les autres budgets indo-chinois, établi en piastres en vertu de l'arrêté interministériel du 7 mars 1899 (2) dont l'article 1^{er} reproduit à peu près textuellement l'article correspondant du décret du 5 juillet 1881.

A cette époque, la perception uniforme au taux officiel de toutes les recettes tarifées en francs et le paiement au même taux de toutes les dépenses engagées en francs étaient devenus la règle générale. Toutefois une exception importante subsistait, en ce qui concerne la perception de la taxe de consommation sur les sels. Bien que tarifé en francs, cet impôt ne suivait pas dans la pratique les fluctuations de la piastre et l'Administration avait dû apporter des tempéraments dans l'application du droit. Il avait été admis que la taxe, dont la quotité était de 4 francs par 100 kilogrammes, serait acquittée moyennant le versement de 1 piastre 66, alors que le taux de la piastre passait successivement de 2 fr. 40 à 2 fr. 35, 2 fr. 30, 2 fr. 20, 2 fr. 15. La redevance fut alors portée à 1 piastre 80 et plus tard à deux piastres. Mais comme la vente du sel était confiée à un débitant général, obligé de constituer des stocks importants, l'Administration devait

1. *B. O. Colonies*, 1898, p. 534.

2. *B. O. Colonies*, 1899, p. 241.

attendre avant d'élever la redevance que ces stocks fussent à peu près épuisés, afin d'éviter que le débitant ne fût payer à la population des droits qu'il n'avait pas eu à acquitter lui-même(1).

Une autre exception, qui s'est maintenue, concernait les recettes postales ; ces taxes donnent lieu à des perceptions en piastres d'après un taux fixe de 2 fr. 50 à la piastre. Il serait en effet à peu près impossible pratiquement de faire suivre au prix des figurines postales les variations du taux officiel ; comment une hausse ou une baisse de cinq centimes du taux de la piastre pourrait-elle entraîner un changement dans le prix du timbre de dix centimes ? D'ailleurs, l'Indo-Chine faisant partie de l'Union postale universelle, le prix des timbres ne pourrait être modifié qu'après avis donné au bureau international de Berne et ce fait seul rendrait impraticable la perception de ces taxes sur la base du franc avec un taux de la piastre variable.

La détermination du taux officiel, qui sert ainsi de base à la perception de presque toutes les recettes tarifées en francs et au paiement de toutes les dépenses engagées en cette monnaie, prend donc une grande importance et l'intérêt que présente sa quasi-concordance avec le cours commercial ne saurait échapper à personne. Sa

1. La taxe de consommation sur les sels a été depuis lors tarifée en piastres par l'arrêté du 2 février 1904. La conversion a été faite au taux budgétaire, soit à raison de 2 francs par piastre.

surévaluation entraîne des pertes pour les créanciers du Trésor (1); s'il est trop faible, c'est le Trésor qui est lésé. Pour éviter ces inconvénients, certaines personnes ont pensé qu'il serait bon de renoncer à la fixation conventionnelle du taux de la piastre et elles ont déclaré que les encaissements et paiements du Trésor pourraient être faits au cours commercial (2). Sans doute il serait désirable qu'il y eût concordance parfaite entre les deux cours, mais l'adoption du cours commercial pour la perception des recettes et l'acquittement des dépenses est pratiquement impossible. Le cours commercial varie chaque jour, et souvent dans la même journée; il n'est pas identique dans toute la colonie et on observe généralement un écart de plusieurs centimes entre le cours commercial de Saïgon et celui du Tonkin, ce dernier étant presque toujours le plus faible. C'est qu'en effet le change varie de place à place et s'établit non pas seulement d'après la valeur métallique de la monnaie en circulation, mais encore sous l'influence de

1. Et aussi pour le Trésor lui-même, si la surtaxe additionnelle à percevoir sur les mandats d'articles d'argent ne représente pas exactement la différence entre le cours commercial et le taux officiel. V. *infra*, p. 129.

2. V. notamment de Lanessan, *L'Indo-Chine française*, p. 535. Il est curieux de constater que M. de Lanessan qui avait fait une critique vigoureuse du taux officiel de la piastre devait être un des Gouverneurs généraux sous l'Administration duquel les écarts entre les deux cours furent le plus considérables. V. *infra*, p. 129.

circonstances locales qui peuvent être multiples. La distance du lieu de ravitaillement, l'abondance ou la pénurie de numéraire, la facilité ou la difficulté des échanges, la position créditrice ou débitrice du commerce local, sont autant de facteurs qui influent sur les cours et les différencient. Grâce à son exportation et aux nombreuses remises sur l'Europe que cette exportation lui procure, la Cochinchine peut, dans une certaine mesure, couvrir son importation avec ses propres moyens et maintenir ses cours à des taux plutôt élevés. Le Tonkin au contraire, par le fait qu'il n'exporte presque rien en Europe tandis qu'il importe des produits européens en quantités considérables, est tributaire au point de vue des cours, du marché de Hong-Kong, qui est le grand régulateur des changes en Extrême-Orient. C'est à Hong-Kong que les banques, qui ne disposent, sur place, d'aucuns moyens de rapatriement, sont obligées de faire la contre-partie de leurs opérations avec l'Europe en achats de remises sur Londres. Ces considérations expliquent les écarts de quelques centimes qui existent parfois entre les cours de la piastre pratiqués à Hanoï et à Saïgon. Mais il y a plus : le cours de la piastre, comme on le verra par le tableau ci-après que nous empruntons au hasard à un numéro du *Journal officiel de l'Indo-Chine* (1), varie, sur la même place, suivant les banques.

1. Numéro du 15 juin 1905.

ETAT des variations du cours de la piastre pendant
le mois de mai 1905.

Date	HANOI	SAIGON			Taux à Hong- Kong	Taux officiel
	Banque de l'Indo- Chine	Banque de l'Indo- Chine	Hong- Kong Bank	Charter- red Bank		
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1 ^{er} mai 1905	2 34	2 345	2 34	2 34	2 35	2 35
2 —	2 33	2 34	2 335	2 34	»	2 35
3 —	2 33	2 34	2 34	2 34	»	2 35
4 —	2 33	2 34	2 34	2 34	»	2 35
5 —	2 33	2 34	2 34	2 34	2 335	2 35
6 —	2 34	2 345	2 34	2 34	»	2 35
7 —	»	»	»	»	»	2 35
8 —	2 34	2 34	2 34	2 34	»	2 35
9 —	2 34	2 345	2 345	2 345	2 35	2 35
10 —	2 35	2 38	2 36	2 36	»	2 35
11 —	2 36	2 38	2 36	2 36	»	2 35
12 —	2 355	2 38	2 36	2 36	»	2 35
13 —	2 36	2 38	2 37	2 37	»	2 35
14 —	»	»	»	»	»	2 35
15 —	2 36	2 38	2 38	2 37	2 40	2 35
16 —	2 365	2 385	2 38	2 37	2 365	2 35
17 —	2 36	2 38	2 365	2 37	»	2 35
18 —	2 365	2 38	2 37	2 37	»	2 40
19 —	2 365	2 38	2 38	2 38	»	2 40
20 —	2 365	2 38	2 38	2 38	»	2 40
21 —	»	»	»	»	»	2 40
22 —	2 365	2 38	2 385	2 385	2 385	2 40
23 —	2 365	2 38	2 38	2 38	»	2 40
24 —	2 37	2 385	2 38	2 38	»	2 40
25 —	2 38	2 385	2 385	2 39	»	2 40
26 —	2 375	2 385	2 37	2 385	2 36	2 40
27 —	2 375	2 385	2 37	2 385	»	2 40
28 —	»	»	»	»	»	2 40
29 —	2 375	2 385	2 375	2 385	»	2 40
30 —	2 375	2 385	2 38	2 385	»	2 40
31 —	2 375	2 37	2 36	2 375	2 35	2 40

Ces variations et ces différences montrent pourquoi le Trésor, dont toutes les opérations doivent être faites à un taux uniforme pour toute la Colonie, doit provoquer de la part de l'Administration, la fixation d'un taux officiel de la piastre, qui fatalement présentera toujours des différences plus ou moins sensibles avec les cours pratiqués en banque.

Il importe toutefois que ces écarts ne soient pas trop considérables. Aux termes des articles 2 et 3 du décret du 5 juillet 1881, le taux officiel devait être fixé pour chaque trimestre, sans fraction de centime, d'après la moyenne des cours effectifs atteints pendant le trimestre précédent. Si le taux qu'il y avait lieu de fixer différait de moins de cinq centimes de celui en vigueur, ce dernier pouvait être maintenu et dans le cas d'une variation importante du cours de la piastre, le Gouverneur pouvait modifier le taux officiel sans attendre l'époque réglementaire. Le décret du 10 décembre 1887, qui a modifié le décret du 5 juillet 1881, a décidé que le taux officiel serait dorénavant fixé mensuellement, mais il n'a pas reproduit la disposition suivant laquelle le taux en vigueur ne pouvait être maintenu que s'il ne différait que de moins de cinq centimes de la moyenne des cours pratiqués pendant le mois écoulé. L'Administration de l'Indo-Chine en a fréquemment profité pour maintenir le taux officiel bien au-dessus du cours commercial. Les

raisons de cette manière de faire sont faciles à discerner. L'abaissement du taux officiel de la piastre aboutit à une dépréciation de toute l'encaisse du Trésor et rend plus onéreux le paiement de toutes les dépenses engagées en francs. Sous le gouvernement de M. de Lanessan, les écarts entre les deux cours furent particulièrement considérables puisqu'ils atteignirent en moyenne 7 0/0 en 1893 et 1894. Dans le même temps, la surtaxe additionnelle à percevoir sur les mandats d'articles d'argent était souvent inexactement fixée, et cette inexactitude avait sur leur émission une influence considérable, comme le montre le tableau suivant que nous empruntons à l'ouvrage si documenté de M. Albert Schroeder (1).

1. *Annam*. — *Etudes numismatiques*. Paris, Imprimerie nationale, 1905, p. 558.

2. *B. O. Indo-Chine*, 1894, 1^{re} partie, p. 273.

**Montant des mandats d'articles d'argent
délivrés en Annam et au Tonkin en 1894, payables
à l'extérieur de l'Indo-Chine.**

Année 1894	Taux de la piastre		Surtaxe addition- nelle en sus du droit fixe de 1 p. 0,0	Montant mensuel des mandats délivrés
	officiel	en banque		
	fr. c.	fr. c.	0/0	fr. c.
1 ^{er} janvier.	3 40	2 83	4	865.018 83
17 —	3 40	2 91	3	
1 ^{er} février	3 40	2 84	1	
17 —	3 »	2 75	1	2.529.442 10
22 —	3 »	2 67	2	
24 —	3 »	2 64	4	
25 —	3 »	2 59	13	
1 ^{er} mars, ...	2 95	2 57	10	
2 —	2 95	2 55	7	1.025.577 39
14 —	2 95	2 52	6	
16 —	2 98	2 50	9	
1 ^{er} avril	2 85	2 53	6	683.711 23
6 —	2 85	2 64	3	
30 —	2 85	2 67	1	
8 mai	2 85	2 70	»	1.207.238 89
19 —	2 85	2 65	1	
7 juin	2 85	2 67	»	1.408.496 80
4 juillet	2 85	2 70	2	
16 —	2 75	2 68	2	910.446 03
30 —	2 75	2 67	2 1/2	
20 août	2 75	2 70	2	77.880 33
22 —	2 75	2 72	1 1/2	
23 —	2 75	2 78	1	
1 ^{er} septembre	2 80	2 81	»	77.742 68
8 —	2 80	2 76	1	
10 —	2 80	2 76	1 1/2	
12 —	2 80	2 77	1	
14 —	2 80	2 73	1 1/2	
15 —	2 80	2 72	2 1/2	
18 —	2 80	2 76	1 1/2	
20 —	2 80	2 75	2	
21 —	2 80	2 75	1	
26 —	2 80	2 74	1 1/2	112.893 82
27 —	2 80	2 74	2 1/2	
5 octobre.	2 80	2 71	1	
16 —	2 75	2 69	2 1/2	1.346.772 21
17 —	2 75	2 69	3	
1 ^{er} novembre	2 80	2 65	3	
1 ^{er} décembre.	2 75	2 57	2	1.460.256 03
Total pour l'année 1894.				11.405.176 34

Par un arrêté du 9 mars 1894 (2), le Gouverneur général avait d'ailleurs admis le principe d'une indemnité à allouer aux titulaires des marchés passés avec l'Administration, afin de couvrir ces commerçants des pertes résultant pour eux de la différence existant entre le taux officiel et le cours commercial. Cet arrêté ne fut pas approuvé par le département des Colonies, qui prescrivit de maintenir les deux taux à des chiffres aussi rapprochés que possible. L'arrêté du 9 mars fut rapporté par celui du 15 juillet suivant (1).

Depuis lors, l'article 2 du décret du 5 juillet 1881, tel que l'avait modifié le décret du 10 décembre 1887, a été complètement abrogé par l'article 3 du décret du 13 juillet 1902 (2). L'Administration n'est donc plus tenue de fixer mensuellement le taux officiel ; elle a seulement la faculté de le modifier en cas de variation importante du cours commercial. Encore est-elle maîtresse d'apprécier si l'importance de ces variations mérite ou non d'entraîner une modification du taux officiel. En droit, c'est donc l'arbitraire absolu. Pratiquement, les règles posées par le décret de 1881 continuent à être suivies. C'est en 1902 (3) que se sont produites les plus récentes doléances soulevées par la fixation du taux offi-

1. *B. O. Indo-Chine*, 1894, 1^{re} partie, p. 733.

2. *B. O. Indo-Chine*, 1902, p. 748.

3. Session du Conseil Supérieur de l'Indo-Chine de 1902.

ciel de la piastre. Depuis cette époque, malgré la complication des opérations comptables qui résultent d'un changement du taux officiel, par suite de l'arrêt et de la mise en concordance, à jour fixe, des comptes en francs et en piastres ouverts dans toutes les caisses publiques, l'Administration s'est appliquée à maintenir une corrélation très étroite entre la valeur officielle de la piastre et sa valeur commerciale. Toutefois le taux officiel ne varie au minimum que de 5 en 5 centimes; il peut donc parfois présenter, avec le cours commercial, notamment avec celui pratiqué au Tonkin, un écart, qui, étant donnée la valeur de la piastre, pourrait atteindre jusqu'à 21/20/0 (1). Mais les réclamations du commerce sont évitées, parce que le taux officiel est souvent plus faible que le cours en banque, ainsi que le montre le tableau que nous avons reproduit plus haut.

C'est selon ces règles que sont exécutés les budgets indo-chinois. Si toutes leurs recettes et toutes leurs dépenses étaient fixées en piastres, leur équilibre ne pourrait jamais être compromis par la baisse du taux de la piastre. Mais nous avons vu qu'il n'en était pas ainsi.

Le budget général, auquel a été attribué, lors

1. En novembre 1902, la piastre est tombée à 1 fr. 95. Au moment où fut pris le décret de 1884, elle valait de 4 à 5 francs. L'écart alors autorisé entre le taux officiel et le cours commercial ne pouvait donc excéder 1 à 1,25 0/0.

de sa création, le produit de toutes les taxes indirectes (1), en perçoit un certain nombre qui sont tarifées en francs, sans qu'il dépende de l'Administration de la colonie, dans la plupart des cas, de modifier leurs tarifs. Il en est ainsi pour la plupart des recettes douanières, qui sont perçues selon les tarifs fixés par la loi du 12 janvier 1892 ou par un certain nombre de décrets pris en application de cette loi ; c'est aussi le cas des taxes télégraphiques internationales fixées par des conventions auxquelles l'Indo-Chine ne peut se soustraire ; c'est enfin le cas des recettes perçues au titre des intérêts servis soit par l'Etat, pour les titres de rente possédés par la caisse de réserve du budget général ou par des établissements métropolitains, sur les fonds des emprunts indo-chinois qui y sont déposés (2). Par contre, il ne dépendait que de l'Administration locale de fixer en piastres la quotité de la taxe de consommation sur les sels dont la per-

1. Sur l'organisation financière et fiscale des budgets indo-chinois, v. le *Rapport sur la situation de l'Indo-Chine 1897-1901*, par M. Doumer et le *Rapport sur le budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1907*, par M. Gervais, Député, Chambre des Députés, 2^e séance du 13 juillet 1906, *Doc. parl.*, n^o 244 (2^e annexe), p. 161 et suivantes.

2. Les fonds de l'emprunt de 80 millions de l'Annam-Tonkin sont déposés au Trésor métropolitain qui sert à l'Indo-Chine, pour ce dépôt, un intérêt de 1 1/2 0/0. Ceux de l'emprunt de 200 millions, dit des chemins de fer, sont placés en compte courant en attendant leur emploi, à la Caisse des Dépôts et Consignations où ils rapportent également un intérêt de 1 1/2 0/0.

ception donnait lieu aux difficultés que nous avons énoncées plus haut (1).

Le produit de toutes ces recettes s'élevait dans le budget de l'exercice 1902 à 21 ou 22 millions de francs, soit environ le tiers des recettes totales du budget (2).

Les budgets locaux qui ont conservé lors de la réforme budgétaire de 1898, le produit des taxes directes ou assimilées, des fermes, bacs et marchés, ne perçoivent au contraire que des recettes presque en totalité fixées en piastres.

D'autre part, un grand nombre de dépenses sont engagées en francs aussi bien pour le compte du budget général que pour celui des budgets locaux. Ce sont, pour le budget général, les soldes et quelquefois les accessoires de solde du personnel européen, la contribution payée par la colonie à la métropole, en atténuation des dépenses militaires inscrites au budget de l'Etat, les annuités nécessaires pour le service des intérêts et de l'amortissement de la dette (3), les

1. V. *suprà*, p. 124 La réforme dont il s'agit a été accomplie par l'arrêté du 2 février 1904, qui a fixé à 2 piastres la quotité précédemment fixée à 4 francs de la taxe perçue sur 100 kilos de sel.

2. Discours du Gouverneur Général de l'Indo-Chine au Conseil Supérieur de l'Indo-Chine, Procès-verbal de la séance du 20 août 1903.

3. La dette de l'Indo-Chine comprend : 1^o l'emprunt de 80 millions de l'Annam-Tonkin, à 2 1/2 0/0, contracté avec la garantie de l'Etat en vertu de la loi du 10 février 1896. Il a servi à liquider le passif du Protectorat de l'Annam-Tonkin et

annuités de certains marchés de travaux publics ou de fournitures, les subventions et primes à la marine marchande, les frais de transport par

a permis en outre d'entreprendre un certain nombre de travaux publics intéressant la navigation maritime, l'agriculture, etc. La liquidation de l'arriéré du protectorat a absorbé 37.380.000 francs environ et les frais d'émission environ 1.000.000 ; enfin une somme de 40.150.000 francs a été consacrée par les lois des 10 février 1896 et 26 décembre 1898 aux travaux neufs. Les fonds provenant de cet emprunt sont à peu près entièrement épuisés. Le service en est actuellement supporté conjointement par le budget général et le budget local du Tonkin, savoir, jusqu'à concurrence de 1.800.000 francs par le premier et pour 1.167.000 francs par le second de ces budgets. L'emprunt est amortissable en 60 ans. Les fonds libres sont déposés au Trésor, qui paye à l'Indo-Chine pour ce dépôt un intérêt de 4 1/2 0/0 ;

2° L'emprunt dit de 200 millions de francs, dont le produit doit être, en exécution de la loi du 26 décembre 1898 qui l'a autorisé, entièrement consacré à la construction de chemins de fer. Cet emprunt, pour lequel l'Indo-Chine n'a pas sollicité la garantie de l'Etat, a été réalisé par tranches successives ; 50 millions environ, représentés par des obligations nominales de 500 francs, au porteur, du type 3 1/2 0/0, ont été réalisés en 1899 ; une deuxième émission d'obligations du type 3 0/0 a eu lieu en 1902 et elle a produit environ 70 millions ; enfin la dernière tranche a été réalisée en 1905 ; les obligations de cette émission sont du type 3 1/2 0/0. Le montant nominal de l'emprunt s'élève à 218.706.500 francs ; par suite de leur émission au-dessous du pair, les obligations n'ont été payées par les souscripteurs que 204 333.240 francs, non compris les intérêts produits par les obligations dont les souscripteurs avaient choisi un mode de libération échelonnée ; l'Indo-Chine, dont l'emprunt était couvert et garanti par un consortium de banques parisiennes, dont la Banque de l'Indo-Chine, qui ont prélevé pour frais de publicité et risques, 15 francs par titre pour les deux premières émissions et 16 francs pour la dernière, n'a touché que 197.599.632 francs, auxquels il faut

mer du personnel français, les subventions consenties en faveur de certains de nos consulats d'Extrême-Orient, etc. En 1902, ces dépenses

ajouter les intérêts dont nous venons de parler et qui se sont élevés à 48.390 fr. 25. L'emprunt est amortissable en 75 ans.

En attendant leur emploi au fur et à mesure de la construction du réseau indo-chinois, les fonds libres de l'emprunt de 200 millions sont déposés en compte courant productif d'intérêts à 4 1/2 0/0 à la caisse des Dépôts et Consignations. Ces fonds peuvent aussi être employés à l'achat de bons du Trésor ou d'obligations à court terme.

Le service des intérêts et de l'amortissement est entièrement à la charge du budget général. La première émission nécessite annuellement une ouverture de crédits de 2.080.000 francs environ; la deuxième de 2.595.000 francs et la troisième de 3.260.000 francs;

3^e En vertu de la convention du 15 juin 1901, approuvée par la loi du 5 juillet suivant, l'Indo-Chine a rétrocédé à la Compagnie des chemins de fer de l'Indo-Chine et du Yunnan la concession accordée par la Chine à la France de la construction et de l'exploitation du chemin de fer de Laokay à Yunnan. L'Indo-Chine s'est engagée à verser à la Compagnie une subvention en capital de 12.500.000 francs et lui a consenti une garantie d'intérêts s'élevant au maximum annuellement à 3 millions de francs, à l'aide de laquelle la Compagnie, elle-même constituée au capital de 12.500.000 francs, a pu émettre des obligations 3 1/2 0/0 pour une somme de 76 millions de francs. Les fonds libres de cet emprunt sont déposés, en attendant leur emploi, au Crédit Foncier de France qui sert un intérêt sur ce dépôt de 4 1/2 0/0. Ces intérêts sont perçus par l'Indo-Chine et viennent en atténuation de la garantie d'intérêts. Le paiement de la subvention en capital a été réparti sur les exercices 1901 à 1906 inclus, dans la proportion suivante, déterminée par la marche des travaux : 383.137 fr. 87 en 1901, 1.018.078 fr. 54 en 1902, 466.747 fr. 03 en 1903, 2.749.042 fr. 63 en 1904, 3.908.478 fr. 57 en 1905 et enfin 3.974.515 fr. 36 en 1906.

4^e Enfin le budget général a également à sa charge l'an-

s'élevaient à environ 40 millions de francs, soit près de deux tiers des dépenses totales du budget (1).

Les dépenses en francs auxquelles les budgets locaux ont à faire face proviennent presque toutes de la fixation en francs des soldes et de certains accessoires de solde du personnel français. La principale exception consiste dans la part supportée par le Budget du Tonkin de l'annuité nécessaire pour le service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt dit de 80 millions.

Nous avons vu plus haut (2) par quels procédés, au moins pour les soldes du personnel européen, étaient autrefois déterminées en piastres les crédits nécessaires pour faire face à ces dépenses en francs. Actuellement, lors de l'établissement des budgets, l'Administration adopte pour chaque exercice un taux de conversion de la piastre fixé généralement un peu au-dessous du taux moyen auquel la piastre pourra vrai-

nuité de remboursement du capital de construction du chemin de fer de Saïgon à Mytho, soit 315.775 francs.

Sur les emprunts indo-chinois, v. la 2^e annexe au rapport déjà cité de M. Gervais, député, sur le budget du Ministère des Colonies pour l'ex. 1907, p. 216 (*Doc. parl.*, session 1906, n^o 341).

1. Discours de M. Beau, Gouverneur général, au Conseil supérieur de l'Indo-Chine. Procès-verbal de la séance du 20 août 1903.

2. V. *suprà*, p. 121.

semblablement se maintenir pendant l'année fiscale. L'équilibre budgétaire est assuré après avoir converti d'après ce taux prévisionnel les recettes et les dépenses en francs.

Il est facile dès lors d'apercevoir les conséquences produites sur les finances coloniales par les variations du taux officiel de la piastre. D'une part, en cas de baisse, le produit des taxes tarifées en francs augmente à mesure que la valeur de la monnaie diminue ; mais d'autre part les dépenses liquidées en francs exigent pour leur acquittement un plus grand nombre de piastres ; et comme les dépenses en francs excèdent de beaucoup les recettes tarifées dans la même monnaie, la baisse du taux officiel de la piastre provoque un surcroît de charges pour tous les budgets. En 1902, les pertes subies par les divers budgets indo-chinois à la suite d'une baisse de cinq centimes de la valeur de la piastre, en admettant que cette baisse se soit maintenue pendant tout l'exercice, étaient évaluées à 150.000 piastres pour le budget général, après compensation faite avec les gains réalisés sur les recettes tarifées en francs, 57.000 piastres pour la Cochinchine, 10.000 pour le Cambodge, 14.000 pour l'Annam et 56.000 pour le Tonkin (1). De ce chef, les budgets indo-chinois ont été soumis à de rudes épreuves, notamment en 1897 et

1. Discours, déjà cité, de M. Beau au Conseil supérieur.

1902. Le taux prévisionnel adopté pour leur établissement fut de 3 francs en 1895, 2 fr. 70 en 1896-1897, 2 fr. 50 en 1898, 2 fr. 40 en 1899-1900-1901-1902 ; le taux moyen réel de la piastre pour l'exécution des services budgétaires a été respectivement pendant les mêmes exercices de 2 fr. 70, 2 fr. 73, 2 fr. 48, 2 fr. 44, 2 fr. 52, 2 fr. 577, 2 fr. 436 et 2 fr. 144 en 1902 (1).

En 1902, le paiement de la contribution à la Métropole, qui s'élevait alors à 11.500.000 francs et pour laquelle il avait été prévu, au taux de 2 fr. 40 un crédit de 4.791.667 piastres, a nécessité l'émission de mandats budgétaires s'élevant à 5.227.272 piastres 72 cents, soit un dépassement sur cette seule dépense de 435.605 piastres 72.

D'autre part, la baisse du taux officiel de la piastre affecte également le service de la Trésorerie. Ce service, tel qu'il a été organisé par les décrets du 5 juillet 1881 et 8 février 1892, est mis

1. Ces renseignements sont empruntés à une statistique établie par le service financier du Secrétariat général de l'Indo-Chine. Nous ignorons comment ces taux moyens ont été obtenus et nous ne les donnons qu'à titre d'indication. Pour que ces taux moyens soient exacts, il faut qu'ils expriment le quotient obtenu au moyen de la division du montant total des recettes et des dépenses en francs par leur montant en piastres. S'ils ne sont que l'expression de la moyenne des taux officiels, il faudrait pour qu'ils correspondissent à la réalité, non seulement que les taux officiels aient été applicables pendant le même nombre de jours, mais encore que les dépenses et les recettes effectuées fussent chaque jour d'égale importance.

à la charge de la Colonie et confié à deux Trésoriers Payeurs, résidant l'un à Saïgon, l'autre à Hanoï, et placés sous l'autorité du Ministre des Finances. Le Trésorier Payeur de Saïgon est chargé soit d'effectuer directement, soit de centraliser dans ses écritures, les opérations effectuées tant pour le compte du budget de l'Etat que pour le compte du budget général et des budgets locaux de la Cochinchine, du Cambodge et du Laos. Les opérations des budgets locaux du Cambodge et du Laos sont d'ailleurs suivies dans chacun de ces pays par un payeur chef de service, placé sous les ordres du Trésorier Payeur de Saïgon et celles du budget local de la Cochinchine par un Receveur spécial, placé sous la direction, la surveillance et la responsabilité du Trésorier Payeur, pour le compte duquel il gère et à qui il est relié par un « compte intermédiaire ». Quant au Trésorier Payeur de Hanoï, il tient la comptabilité des opérations effectuées pour le compte du budget métropolitain et du budget local du Tonkin.

Or, suivant une formule connue, le Trésor est le banquier des budgets. A ce titre, les Trésoriers-payeurs de l'Indo-Chine sont comptables, en outre des fonds appartenant aux divers budgets indo-chinois, des fonds appartenant à l'Etat, qu'ils reçoivent de France ou de la colonie même (contribution) pour l'exécution des services du budget de la Métropole. Leurs comptes doi-

vent être suivis en francs, puisque les comptes et les budgets de l'Etat sont ainsi dressés et établis. Mais comme la comptabilité des budgets général et locaux est au contraire suivie exclusivement en piastres, les écritures des comptables du Cambodge et du Laos et du Receveur spécial de Cochinchine passent seulement en fin de mois, en bloc, au moyen d'un seul article, dans le compte courant en francs du Trésorier-Payeur de la Cochinchine. De même la comptabilité du budget local du Tonkin vient se fondre à la fin de chaque journée, en un seul article, dans le compte courant du Trésorier-Payeur de Hanoï. Quant au budget général, la comptabilité en piastres en est tenue par le Trésorier-Payeur de Saïgon lui-même, qui convertit en francs, également à la fin de chaque journée, le montant des opérations de recette et de dépense effectuées pour le compte de ce budget et le passe en un seul article dans son compte courant.

A chaque changement du taux officiel de la piastre, les deux Trésoriers-Payeurs procèdent au comptage de tout leur numéraire et ils en constatent soit l'augmentation soit la diminution de valeur en francs. Les pertes et les gains sont portés au débit ou au crédit du compte « Frais de négociation et de change », qui est soldé en fin d'année soit par un mandat budgétaire, si le solde est débiteur, soit par une recette, si le solde est créditeur.

Or puisque la fortune du budget général et des budgets locaux est exprimée en piastres, et non en francs, cette fortune, à ne considérer que le nombre des piastres, reste toujours la même, malgré les changements du taux officiel. Il en est autrement de l'avoir du Trésor métropolitain qui est évalué en francs. C'est la perte subie, en cas de baisse, sur la partie de l'encaisse qui correspond à cet avoir, qui est seule couverte par une dépense budgétaire, dépense qui est imputée sur les fonds du budget général, en ce qui concerne la Trésorerie de Saïgon, et sur ceux du budget local du Tonkin pour la Trésorerie de Hanoï.

Ce système, peu équitable, a pour effet de garantir la métropole contre l'avilissement du numéraire qui lui appartient et de mettre à la charge de la colonie tous les risques de perte que court l'avoir de l'Etat dans les caisses des comptables communs. De ce chef, le budget général a dû supporter en 1901 une perte de 1.100.000 piastres environ et le budget local du Tonkin, une perte de 162.000 piastres. En 1902, les pertes subies par les deux budgets ont été respectivement, en chiffres ronds, de 815.000 et de 245.000 piastres (1).

1. Le service de la Trésorerie a été réorganisé par le décret du 14 juillet 1904. L'Indo-Chine a été dotée d'un Trésorier général, résidant à Hanoï, et de quatre Trésoriers particuliers en Cochinchine, au Cambodge, en Annam et au Laos. Le Trésorier général et le Trésorier particulier de Cochinchine effec-

On voit maintenant comment et dans quelle mesure l'équilibre des budgets indo-chinois est affecté par les variations du taux de la piastre. Or le recouvrement des produits budgétaires est déjà soumis d'autre part à des aléas considérables. L'Annamite ne possède pas de réserves ; il vit au jour le jour ; si la récolte de sa rizière est heureusement venue à maturité, si la vente en est faite dans de bonnes conditions, le *nha-qué* augmente sa consommation de *choum-choum* et d'opium pour le plus grand profit du fisc. La situation économique a ainsi une influence décisive et immédiate sur le rendement du mécanisme fiscal. Dans un pays dont la richesse essentielle est constituée par la culture presque unique du riz, la situation économique dépend elle-même des éléments atmosphériques ; située dans la zone intertropicale, l'Indo-Chine est soumise à des risques nombreux, et trop souvent les typhons ou les inondations sont venus ruiner les espérances des cultivateurs. L'Administration de la Colonie ne doit en être que plus désireuse de diminuer les aléas que le régime monétaire fait courir à l'équilibre des budgets et elle

tuent ou centralisent les opérations des services financiers métropolitains, et c'est au Trésorier général qu'est confiée la centralisation des opérations effectuées pour le compte du budget général et du budget local du Tonkin. Mais tous les frais du service sont restés à la charge de la colonie, sans que la Métropole y ait aucune part.

doit être la première intéressée à l'amélioration de ce régime.

§ 2. — La baisse de l'argent et le commerce indo-chinois.

Le fait que l'Indo-Chine est un pays à étalon d'argent (1) a présenté pour son commerce inté-

1. Le sens des mots « métal étalon », « étalon monétaire » demande à être bien précisé, car ils sont souvent pris dans des acceptions différentes.

Au point de vue de la législation monétaire intérieure d'un pays, le métal étalon est le métal avec lequel les particuliers peuvent librement faire frapper des espèces monnayées ayant cours libératoire illimité. Dans ce sens, on peut très bien admettre qu'un pays ait un double étalon monétaire. Ce fut le cas de la France sous le régime de la loi du 17 germinal an XI.

Mais on désigne parfois sous le nom de métal étalon celui qui sert, dans un pays et à une époque donnés, de mesure commune de la valeur des choses. Le rôle de métal étalon, entendu dans ce sens, sera forcément joué, même dans les pays admettant plusieurs métaux à la frappe libre et illimitée, par un métal unique, car les prix ne peuvent simultanément se régler sur deux métaux ayant une valeur différente. Le métal étalon sera celui qui, en fait, sera le plus abondant dans la circulation, celui que les créanciers s'attendent à recevoir et que les débiteurs seront généralement en mesure de donner, et c'est d'après la valeur relative de ce métal que sera faite la détermination des prix débattus entre acheteurs et vendeurs sur un marché donné.

Mais en raison de l'extraordinaire développement des moyens de transport qui a marqué la fin du XIX^e siècle, il est arrivé que le marché d'un grand nombre de produits est devenu mondial et que les prix de ces produits ont tendu à se niveler par le monde entier. Dans les relations commerciales internationales, un des métaux précieux généralement employés dans le monnayage, tantôt l'argent, tantôt l'or, a dû

rieur et extérieur et pour sa situation économique en général des avantages et des inconvénients qu'il importe de préciser. Les effets d'une circulation dépréciée sur la situation économique du pays qui en est affligé sont bien connus et ont été maintes fois décrits. L'Indo-Chine, à cet égard, a subi la loi commune aux Etats qui se trouvent dans une situation monétaire analogue à la sienne. Nous nous bornerions à enregistrer sommairement ici les conséquences, généralement fâcheuses, produites sur le commerce indo-chinois par cette circulation dépréciée, si l'étude que nous devons faire des remèdes proposés ne nous incitait à en rechercher et à en exposer les causes détaillées, qu'un rappel préalable des principes généraux de la théorie des changes étrangers nous aidera à découvrir.

Une loi domine toute cette théorie, à savoir que les déplacements de capitaux rendus nécessaires par le règlement des opérations commerciales se font toujours par le procédé le plus pratique et le moins coûteux. C'est la loi du moindre prix, dans laquelle on reconnaîtra facilement la loi universelle du moindre effort. Or, si pour

ainsi jouer le rôle de métal étalon et dans les pays dont la circulation métallique n'était pas basée sur le métal étalon mondial, les prix exprimés en monnaie locale ont tendu à n'être plus qu'une traduction des prix réglés sur l'étalon monétaire universel. Depuis 1865-1870, le rôle de métal étalon international est incontestablement dévolu à l'or.

rendre disponible sur une place étrangère un capital donné ou, inversement, si, pour rapatrier des capitaux, on était réduit à faire un transport matériel et effectif d'espèces métalliques, ce procédé serait peu commode et même des plus coûteux, si ce transfert intervenait entre des places dotées d'un système monétaire différent. En effet, par hypothèse, ces espèces n'auront pas cours légal dans le pays où elles seront envoyées, et elles n'y pourront être utilisées pour d'autres paiements qu'après avoir été refrappées en espèces ayant cours, étant admis, bien entendu, que la frappe puisse en être faite librement. Si cette frappe est gratuite, comme en Angleterre, elle entraînera tout au moins des pertes d'intérêts pendant les délais de fabrication (1), sans compter les pertes dues au frais des espèces ainsi soumises à la refonte ; sinon, il faudra supporter en outre la retenue au change. Le débiteur devra également payer les frais d'emballage, d'assurance et de transport, et enfin, par leur exportation, les frais de fabrication que les espèces ont

1. Dans le cas d'un transfert sur Londres, le débiteur pourrait éviter ces pertes d'intérêts en portant son or à la Banque d'Angleterre, qui, en vertu du *Bank Charter act* de 1844, est tenue de l'acheter à prix fixe. Mais elle perçoit une commission de 1 d. 1/2 par once *standard* et le porteur doit en outre supporter les frais de pesage, de fonte et d'essai. Le tout représente environ 2 0/00.

déjà subis dans leur pays d'origine seront perdus sans retour (1).

Supposons donc qu'un transfert de capitaux soit rendu nécessaire par une opération quelconque intervenue entre deux habitants de pays différents. Il est évident que si le débiteur trouve un moyen de transfert moins coûteux que la remise en numéraire, il s'empressera de l'utiliser. Ce moyen lui est précisément offert par l'effet de commerce négociable, d'un transport peu coûteux et d'une cession rendue facile par la faculté qu'il présente d'être transmissible par endossement. Que le débiteur rencontre sur sa place un négociant ou, d'une façon générale, une personne ayant des disponibilités dans le pays où il doit remettre, il se portera volontiers acquéreur de la créance de ce négociant pour la transférer à son créancier. Inversement, un commerçant ayant fait une vente à l'étranger et qui a fait traite sur son débiteur, se gardera bien de faire présenter son effet à l'encaissement et de se faire envoyer les espèces ; il cherchera au contraire à négocier sur sa place la lettre de change qu'il aura tirée. Débiteur et créancier éviteront ainsi,

1. Cette perte est évitée si l'on exporte des lingots ou des barres, et l'on s'affranchit en outre des frais de reffappe en envoyant dans le pays créancier des espèces y ayant cours. Aussi lorsque le cours du change d'un pays sur un autre entraîne la sortie de métaux précieux, on voit partir d'abord les espèces nationales de l'Etat créancier, puis les barres et seulement ensuite les espèces monnayées du pays débiteur.

l'un les frais d'envoi, l'autre les frais d'encaissement du numéraire.

Mais il y a peu de chance pratiquement pour que leur désir réciproque aboutisse à une négociation directe entre eux. La plupart du temps, l'acheteur n'est pas informé des désirs du vendeur ; le fût-il d'ailleurs, il serait bien rare que la créance de l'un fût précisément égale à la dette de l'autre. Tous deux s'adresseront généralement à un banquier ; au débiteur, celui-ci remettra une lettre de change qu'il tirera pour son compte sur ses correspondants étrangers et représentant exactement la somme due ; il escomptera d'autre part la traite du créancier et la remettra à ses correspondants pour se couvrir de ses propres tirages.

Dans les deux cas, ce qui est vendu et ce qui est acheté, c'est une créance de somme d'argent libellée en monnaie étrangère et le prix en est évalué en espèces nationales. Comment ce prix sera-t-il fixé ?

Les pièces de monnaie étrangères représentent une certaine quantité de métal fin déterminée par la loi monétaire qui les régit. Il est facile, par un calcul de proportion, d'établir leur équivalence en espèces nationales, si les unes et les autres sont composées d'un métal *identique*. Ainsi d'après la loi de germinal an XI, il doit être taillé dans un kilogramme d'or au titre monétaire 155 pièces de 20 francs, ce qui donne

au kilogramme d'or fin une valeur de 3.444 gr. 44. D'autre part les lois anglaises de 1816 et de 1870 prescrivent qu'il doit être taillé dans 28 livres *troy* d'or *standard* (1) 934 souverains et une pièce de 10 shillings. Un kilogramme d'or fin représente donc 136,568 souverains, d'où l'on tire : un souverain = $\frac{3.444,44}{136,568} = 25$ fr. 221.

Ce quotient est le *pair* du souverain ; le pair est ainsi la valeur d'une monnaie exprimée en une autre monnaie, eu égard à la quantité de métal fin qu'elles contiennent légalement l'une et l'autre, et il résulte de ce qui vient d'être dit qu'il n'y a de pair qu'entre monnaies formées du même métal.

Soit donc un négociant français qui a acheté à Londres des produits anglais pour une somme de 100 liv. sterl. et qui désire se procurer, représentée par une lettre de change, une créance de pareille somme sur Londres. Pour ce négociant, une lettre de change de 100 liv. sterl. représentera une somme de 2.522 francs, plus une certaine utilité, puisqu'en la remettant à son créancier londonien, il évitera les frais que lui oc-

1. La livre *troy* pèse 373 gr. 242. Elle se divise en 12 onces, l'once en 20 *pennyweights*, le *pennyweight* en 6 carats et le carat en 24 grains. Le grain vaut ainsi 0 gr. 06479895. D'autre part le titre *standard* ou monétaire pour l'or est en Angleterre de 22/24 carats ou de 0,91666. Pour l'argent, le titre est de 11 onces 2 *pennyweights* de fin et 18 *pennyweights* d'alliage ou 0,925.

casionnerait une remise en espèces. Il sera donc disposé à offrir, pour l'acquérir, la somme qui représente sa dette, soit 2.522 francs, plus une certaine prime qui atteindra au plus les frais qu'occasionnerait la remise en numéraire. Inversement le vendeur d'une créance sur l'étranger sera prêt à consentir, pour en trouver preneur, une diminution qui s'élèvera au maximum à la perte qu'il subirait s'il devait se faire envoyer les fonds. Mais, bien entendu, l'acheteur de remise ne se résignera à payer une prime et le vendeur à subir une perte que s'ils ne peuvent faire autrement et ils chercheront, l'un à payer la créance envisagée le moins cher possible, et l'autre à en tirer le prix le plus élevé. Le prix de base d'un effet sur l'étranger, tel que le détermine le pair, se modifiera donc suivant la facilité que les vendeurs de remises trouveront à céder leurs titres de créance et les acheteurs à s'en procurer ; autrement dit, le prix d'une remise sur l'étranger oscillera autour du pair suivant la situation de l'offre et de la demande, sans que ces oscillations puissent dépasser le montant des frais de transport des espèces (1). L'offre toutefois ne consistera pas

1. Augmentés comme il a été dit, des frais d'assurance, intérêts, etc. En effet si le cours du change s'élevait, au-dessus du pair, au-delà de cette limite, les acheteurs de remises éluderaient les exigences des vendeurs en envoyant des espèces ; inversement, il y aurait, des entrées de numéraire si le cours du change était trop inférieur au pair. Ces limites du prix d'achat d'une remise sur l'étranger ont reçu le nom de *gold points*, parce qu'ils marquent les points d'entrée ou de sortie des espèces.

seulement dans les disponibilités que possède une nation débitrice dans le pays même où elle doit remettre (1) ; ce sera toutes les créances que la nation peut faire valoir sur ses autres clients étrangers, puisqu'en déléguant à ses créanciers les droits qu'elle possède en d'autres pays, elle pourra éviter les frais d'une exportation de numéraire. Inversement la demande, ce sera la somme que représentent tous les engagements qui ont pu rendre la nation débitrice de l'étranger. Si l'offre est égale à la demande, le change sera égal au pair (2) ; il lui sera supérieur, si la demande est plus grande que l'offre, et l'on dit, dans ce cas, qu'il est défavorable parce qu'il en coûte plus que le pair pour remettre à l'étranger ; dans le cas contraire, le change sera inférieur au pair et par conséquent favorable. Mais il ne franchira les *gold points* et il n'y aura en principe déplacement d'espèces que si globalement la

1. Il n'y a d'ailleurs pas lieu de distinguer si ces disponibilités résultent d'une vente de marchandises et par conséquent d'une exportation, ou d'un service, d'une prestation quelconques. Tout ce qui peut constituer un pays créancier d'un autre, placement de capitaux, transports, courtages, etc., peut donner lieu, par l'intermédiaire des banquiers, à une émission d'effets de commerce. Ce n'est donc pas de la situation de la balance du commerce que dépend le sens dans lequel se produira le courant des changes, mais bien de la balance des comptes.

2. Nous faisons volontairement abstraction des causes qui influent sur le change, autres que celles résultant de la situation créditrice ou débitrice d'un pays vis-à-vis de l'étranger,

balance des comptes d'un pays avec l'étranger lui est favorable ou défavorable (1).

1. Il y a des exceptions. Lorsque dans un pays bimétalliste, par exemple, le rapport de valeur fixé par la loi monétaire entre les deux métaux admis à la frappe libre et illimitée, rapport d'ailleurs modifié par les frais de monnayage différents pour l'un et l'autre métaux, sera inférieur ou supérieur au rapport commercial déterminé par les cours de ces métaux sur les marchés voisins, il pourra se produire des importations et des exportations de numéraire non provoquées par les cours du change. Ainsi en France, à partir de 1849, les frais de monnayage étant de 6 francs pour un kilog. d'or et de 1 fr. 50 seulement pour un kilog. d'argent, le rapport légal était non de 15,50, mais de 15,59. Lorsque le rapport commercial s'élevait au-dessus de ce chiffre, l'or était en France légalement déprécié. Il y avait exportation d'or et importation d'argent. L'inverse se produisait, lorsque le rapport commercial devenait inférieur à 15,59.

C'est là un exemple de mouvements de numéraire non provoqués par la situation du change. Il en est au moins un autre que nous ne voulons pas passer sous silence et c'est encore dans un pays bimétalliste que nous le trouverons. Il peut se faire qu'un de ces pays, malgré la chute de la valeur de l'argent au-dessous du prix en or que lui assigne le pair légal, ait continué à laisser frapper librement ou à frapper lui-même des monnaies blanches à pouvoir libératoire illimité et que la quantité de cette monnaie dépréciée, dont la valeur au pair est seulement maintenue par la possibilité de l'échanger à volonté contre de l'or selon le rapport légal, finisse par être trop abondante pour les besoins des échanges et que l'or devienne d'une rareté relative. Dans ce cas, la monnaie blanche pourra subir une « déprime » relativement au pair légal, déprime qui entraînera, suivant la loi de Gresham, une exportation ou plutôt une expulsion de la monnaie non dépréciée, l'or. Tel fut le cas des Etats-Unis peu avant l'abrogation du Sherman Act.

Bien loin d'être causée par une chute du change, cette exportation de l'or la provoquera au contraire, car elle aura pour conséquence de placer le pays à mauvaise circulation,

Mais ce que nous venons d'exposer, c'est la façon dont s'opèrent les règlements entre Etats ayant des systèmes monétaires basés sur le même étalon ; c'est pour les opérations entre ces pays seulement que les variations des cours du change sont limitées autour d'un pair. C'est ainsi que les choses se passeront entre la France et l'Angleterre, entre l'Indo-Chine et Hong-Kong. Le change de Paris sur Londres oscillera entre deux *gold points* ; celui de Saïgon sur Hong-Kong entre deux *silver points*.

Envisageons maintenant les relations d'un pays à étalon d'argent avec un pays à étalon d'or et supposons qu'un débiteur français doive remettre cent piastres à Saïgon. Comment le prix de la remise qu'il désire acquérir sera-t-il déterminé en francs d'or ? Autrement dit quel sera le change de la piastre en francs ? Nous

menacé d'autre part de tomber sous un étalon déprécié, exactement dans la même situation que s'il était débiteur de l'étranger.

Les cours des changes et les mouvements de numéraire sont ainsi intimement liés et réagissent les uns sur les autres. Tantôt sous l'influence d'une mauvaise situation économique, le change devient défavorable et une exportation de numéraire s'ensuit, tantôt, par l'effet d'une mauvaise situation monétaire, l'exportation du numéraire non déprécié provoque une chute du change.

Au point de vue du remède qui peut être apporté, il est toujours intéressant de savoir si c'est le change défavorable qui entraîne une exportation de numéraire ou inversement, en un mot, s'il est cause ou s'il est effet.

n'avons plus ici de pair, puisqu'il n'y a de pair qu'entre monnaies formées du même métal ; mais le prix de l'effet de commerce restera quand même limité par les frais qu'occasionnerait au débiteur la remise en espèces. Ce prix dépendra donc des difficultés que rencontrera le débiteur à se procurer des piastres et à les rendre disponibles sur Saïgon.

Or, si la frappe des piastres françaises est réservée au Gouvernement et si la Banque de l'Indo-Chine doit se munir d'une autorisation spéciale chaque fois qu'elle en veut faire frapper, au contraire la piastre mexicaine, qui a également cours libératoire en Indo-Chine peut être librement frappée à Mexico. Le débiteur ne payera donc un effet sur Saïgon qu'au maximum ce que lui coûteraient, rendues sur cette place, des piastres qu'il aurait fait frapper au Mexique, après avoir acquis le lingot d'argent nécessaire. D'ailleurs il ne lui sera pas indispensable de s'adresser à Mexico ; la piastre mexicaine est répandue dans tout l'Extrême-Orient et l'importation en Indo-Chine en est libre (1). Inversement un débiteur saïgonnais qui ne pourrait trouver à acquérir un moyen de remise sur France et qui serait réduit à exporter des piastres n'en pourrait tirer en France que leur valeur lingot. C'est dire que le

1. Nous nous plaçons, bien entendu, à l'époque comprise dans la période que nous avons étudiée au chapitre précédent.

change de la piastre, si la frappe en est libre, sera solidaire des cours du métal argent. Le prix de base d'un effet de commerce libellé en piastres, ce sera la valeur en or du poids d'argent fin qu'il représente. Son cours oscillera autour de ce prix de base suivant la situation respective de l'offre et de la demande de remises et suivant que l'argent, monnayé sous forme de piastres, présente une utilité plus ou moins grande sur la place où l'effet est payable.

Ce sont les conséquences qu'a produites sur le commerce tant intérieur qu'extérieur de l'Indo-Chine la solidarité ainsi établie entre le change de la piastre et le cours de l'argent, qu'il importe maintenant d'étudier. Ces conséquences dérivent toutes de la lenteur avec laquelle la valeur en échange de la piastre, son pouvoir d'achat dans les transactions intérieures, viennent se calquer sur sa valeur en or. Depuis 1872, l'argent a subi de la part des peuples occidentaux une sorte de désaffection qui s'est traduite par une baisse énorme de sa valeur relativement à celle de l'or (1). Surtout, les effets de la spéculation et le sentiment que le monde commercial avait de la déchéance de ce métal ont fait que le marché de l'argent a présenté une nervosité, une inégalité extrêmes, avec des

1. On trouvera à la fin de ce volume un tableau indiquant les cours du change de Saïgon sur Paris de 1884 à 1906.

alternatives de hausse ou de baisse soudaines, que n'expliquait pas toujours l'état de la production et de la consommation.

Au début de 1872, le rapport commercial de l'argent à l'or était encore supérieur à celui de la loi monétaire française ; l'once *standard* cotait à Londres 61 d. 1/8 en janvier et la moyenne pour l'année était de 60 d. 5/16. Mais en 1873, l'Allemagne, ayant adopté l'étalon unique d'or, entreprend la démonétisation de ses anciennes monnaies d'argent, dont la vente comme lingots provoque les premières manifestations du phénomène connu sous le nom de dépréciation de l'argent. La baisse, d'abord régulière, s'accroît lorsque la Belgique ferme son Hôtel des Monnaies à la frappe libre du métal blanc et les cours se précipitent à 46 d. 3/4, après le dépôt par M. Léon Say, sur le bureau de la Chambre des Députés, en juillet 1876, du projet de loi tendant à autoriser le Gouvernement français à suspendre ou à limiter par décret la frappe de l'argent à la requête des particuliers. Mais dès le mois de décembre de la même année, la cote de l'once *standard* remontait à 58 d. 1/2. En cinq mois, la valeur de l'argent avait varié de 25 0/0.

La chute reprend presque aussitôt, entrecoupée de soubresauts et de reprises. En mai 1889, on note le cours de 41 d. 15/16, avec une moyenne pour l'année de 42 d. 11/16. C'est à

cette époque que les *Silvermen* entreprennent la campagne qui devait aboutir à l'adoption du *Sherman act* en 1890. Les cours de l'argent bénéficient aussitôt d'une hausse qui atteint son maximum, en septembre 1890, avec le cours de 54 d. 5/8. C'est en quelques mois une nouvelle variation de 29 0/0.

Malgré la clause d'achat du *Sherman act*, la baisse reprend aussitôt extrêmement rapide. Le marché escompte par avance l'obligation où se trouveront les Etats-Unis de l'abroger, si bien, lorsque cette abrogation sera un fait accompli en octobre 1893, qu'aucune baisse nouvelle n'en résultera ; il est vrai que dans l'intervalle, l'Inde avait fermé ses Hôtels des Monnaies le 26 juin 1893. L'argent qui cotait 38 d. 3/4 au commencement de juin, 38 d. le 23 juin et 36 d. le 26, tombait à 30 d. 1/2 le 30 du même mois. Le maximum de la baisse était atteint au mois de mars 1894, pendant lequel on cotait l'once *standard* à 27 d. Depuis le mois de septembre 1890, la chute était donc de plus de 50 0/0.

Le marché cependant se ressaisissait peu à peu pendant les années 1895 et 1896, et les cours étaient revenus osciller autour de 30 d. En mars 1897, le Président Mac-Kinley est autorisé par le Congrès américain à provoquer la réunion d'une conférence monétaire internationale en vue d'assurer un rapport fixe de valeur entre l'or et l'argent dans tous les pays et la frappe

libre des deux métaux suivant ce rapport. La mission Wolcott est envoyée en Europe pour pressentir l'accueil que la proposition Mac-Kinley pourra rencontrer auprès des principaux États étrangers. L'Angleterre refuse pour sa part d'abandonner l'étalon unique d'or et de rouvrir, comme elle en était sollicitée, les Monnaies de l'Inde à la frappe libre. L'échec de la mission Wolcott et l'adoption simultanée par le Japon de l'étalon unique d'or provoquent une nouvelle chute des cours de l'argent, dont l'once *standard* coté en août 1897 23 d. $\frac{3}{4}$.

Bientôt après éclate la révolte des Boxers, suivie de l'expédition internationale de 1900 pour la délivrance des Légations de Pékin. En raison des dépenses des corps expéditionnaires, il se produit une demande plus active de métal blanc; les cours qui oscillaient autour de 27 d. $\frac{7}{16}$ (moyenne de 1899) s'élèvent à 29 et même à 30 d. $\frac{3}{16}$ en octobre 1900. Mais à la suite de ces événements, la Chine doit, en vertu du protocole de Pékin du 7 septembre 1901, payer une forte indemnité de guerre aux puissances européennes ou assimilées. Une grande quantité d'argent est alors jetée sur le marché par le Céleste-Empire amenant une forte dépréciation de ce métal. Presque aussitôt, le Siam et les Philippines prennent des mesures en vue d'assurer une stabilisation du change de leurs monnaies d'argent relativement à l'étalon d'or. Aussi en 1902, le

cours de l'once *standard* s'affaisse-t-il considérablement, jusqu'à atteindre en novembre la cote de 21 d. 11/16. C'est le minimum qu'il ait jamais été donné d'enregistrer.

A la même époque, le change de la piastre, que nous avons vue, sous l'influence de circonstances locales, cotée à 6 fr. 25 en avril-mai 1864, et dont la valeur d'après le 15 1/2 français, serait de 5 fr. 42, était tombé à 1 fr. 95, soit une différence de plus de 68 0/0 entre le cours maximum et le cours minimum, à un tiers de siècle d'intervalle. Malgré cette énorme différence des cours, le long temps écoulé entre l'époque où l'on notait le maximum et celle où le minimum était atteint a permis au commerce de se conditionner suivant les circonstances auxquelles il a été soumis et de s'y adapter. Mais ce que le monde des affaires ne peut que malaisément supporter, ce sont les variations brusques du change de la piastre comme celles qui se sont produites en 1876, 1893, 1897 et 1902-1903.

Il est évident en effet que dans les transactions intérieures, le pouvoir d'achat de la piastre ne peut varier aussi fréquemment et aussi rapidement que sa valeur en or. Si ce pouvoir ne reste pas identique, du moins ne se modifie-t-il que lentement et, pour certaines marchandises, d'une façon presque insensible, si bien qu'on entend parfois affirmer que la piastre en Indo-Chine a conservé le même pouvoir d'achat qu'autrefois.

Ayant baissé relativement à l'or, sa valeur n'aurait pas diminué au regard des autres marchandises quelconques dans le commerce ou du moins de celles qui, produites sur place, ne donnent lieu qu'à des transactions entre indigènes. Ces affirmations se produisent d'autant plus volontiers et trouvent d'autant mieux créance que les variations de la valeur en or de la piastre, qui, d'ailleurs, restent complètement ignorées de la plupart des indigènes, ne sont pas suivies de modifications immédiates et corrélatives du prix des choses. Au surplus, tant de facteurs divers, l'activité des transactions, l'abondance ou la rareté des produits, leur coût de production, la quantité de numéraire en circulation, viennent influer sur le prix des marchandises, qu'il est peu aisé de discerner, dans les variations de prix qu'elles subissent, la part qui peut être due au change (1).

Il est incontestable cependant que la dépréciation de l'argent relativement à l'or a été suivie dans les pays à étalon d'argent d'une hausse

1. Il ne faut pas oublier d'autre part qu'en Indo-Chine, il y a encore une très forte circulation de sapèques et que, surtout au Tonkin, les transactions entre indigènes se font encore en ligatures. Au moment de la rentrée des impôts, qui, nous l'avons vu, ne peuvent être payés qu'en piastres, le change de cette monnaie relativement à la sapèque s'élève quelquefois dans des proportions considérables. Une hausse de la valeur de la piastre en sapèques et une baisse de sa valeur en or peuvent se produire simultanément et contrarier mutuellement leurs effets sur les mouvements des prix.

générale des prix. Pour l'Inde notamment, MM. Fred. J. Atkinson (1) et le professeur Jeremiah W. Jenks (2) ont mis en lumière, par le moyen d'*index numbers*, la hausse des prix qui s'est manifestée en ce pays après la chute du métal blanc. Il n'y a aucune raison de supposer qu'en Indo-Chine, les mêmes causes n'aient pas été suivies des mêmes effets. Il eût été néanmoins d'un grand intérêt qu'un travail analogue à ceux de MM. Jenks et Atkinson pour l'Inde, fût fait pour l'Indo-Chine, de façon à montrer, d'après les prix qu'ont atteint les principales « commodités » sur différents marchés et à différentes époques, l'influence ou au contraire l'indifférence de la valeur en or de la piastre sur le prix des choses.

Nous avons, pour notre part, essayé d'entreprendre un tel travail ; mais, l'influence des cours du change sur le prix des marchandises importées n'étant en général pas niée, nous avons limité nos recherches et nos calculs aux produits d'exportation (3). Nous avons, en consé-

1. *Silver prices in India*, étude publiée dans le *Journal of the Royal statistical Society*, n° de mars 1897.

2. *Report on certain economic questions in the English and Dutch colonies in the Orient*, Washington, Government printing office, 1902, p. 32 et suivantes.

3. Aussi doit-il être bien précisé que nous ne nous sommes pas proposé de mesurer les variations du coût de la vie en Indo-Chine, pas plus que d'obtenir une expression quantitative des variations de la valeur d'échange absolue de la piastre. Nous

quence, relevé dans le *Bulletin de la Chambre de Commerce de Saïgon* les cours atteints sur le marché de Cholon par les principaux produits indigènes et nous avons établi pour chacun d'eux une moyenne annuelle. Nos recherches ayant porté sur les années 1889 à 1906 (1), nous avons divisé ce laps de temps en six périodes triennales, pour chacune desquelles nous avons alors établi une moyenne des prix de chaque produit ainsi que la moyenne des cours de la piastre en traites de banque à vue sur Paris. La période triennale 1889-1891 a été prise comme terme de comparaison et nous lui avons attribué le nombre 100. Nous avons ensuite calculé par quels nombres s'exprimeraient comparative-ment les prix moyens des autres périodes, à cha-

avons pu, par conséquent, négliger de tenir compte et du taux des salaires, et des prix des loyers, et de l'estimation des biens fonciers, etc. Notre objet, plus restreint, a été simplement de rechercher si, oui ou non, les variations du change de la piastre ont influencé, et dans quelle mesure approximative, les prix des marchandises produites dans le pays même.

Nous ne pensons pas que le procédé des *index numbers* puisse être critiqué, si on limite à un objet aussi restreint les indications qu'on en veut tirer.

1. Nous aurions voulu prendre comme terme de comparaison une période antérieure à la baisse de l'argent. Malheureusement les mercuriales insérées au *Bulletin de la Chambre du commerce de Saïgon* pour les années antérieures à 1873 ne concernent qu'un nombre trop restreint de marchandises. Enfin la Bibliothèque de l'Office Colonial, où nous avons consulté ledit Bulletin n'en possède la collection que pour les années 1869 à 1876 et 1889 à 1906.

cune desquelles nous avons finalement attribué une moyenne générale (1).

Nous consignons les résultats que nous avons obtenus dans le tableau ci-dessous, dans lequel nous faisons également figurer les moyennes de quelques produits particuliers.

1. On nous reprochera peut-être de ne pas avoir tenu compte, pour le calcul de cette moyenne générale, de l'importance relative dans le commerce d'exportation des diverses marchandises dont nous avons relevé les cours et de ne pas avoir attribué à chacune d'elles un coefficient variable d'après le chiffre d'affaires que représentent sa production et le commerce auquel elle donne lieu. Nous n'avons pas cru devoir recourir à ce procédé parce qu'il comporte fatalement une part d'arbitraire. Nous avons également négligé volontairement de corriger les moyennes que nous obtenions pour tel ou tel produit suivant que la récolte en avait été plus ou moins abondante. Il nous a semblé qu'une indication suffisante ressortirait de nos moyennes, puisque, d'une part, chacune d'elles représente les variations de la piastre et des prix par période de trois ans et que d'autre part, elle est la résultante de calculs portant sur un nombre assez élevé de marchandises. De fait nous avons suivi les mouvements des prix pour plus de 20 produits divers, savoir : le paddy, le riz cargo, le riz blanc, les bois de construction, la cardamone, les cornes, le coprah, le coton égrené, le coton non égrené, la gomme gutte, la gomme laque, la noix d'arec, l'ivoire, les peaux de buffles, les peaux de bœufs, les poissons secs, le poivre noir, la soie grège de Cochinchine (Tanchau), celle de l'Annam, celle du Tonkin, les frisons et les cocons percés et non percés.

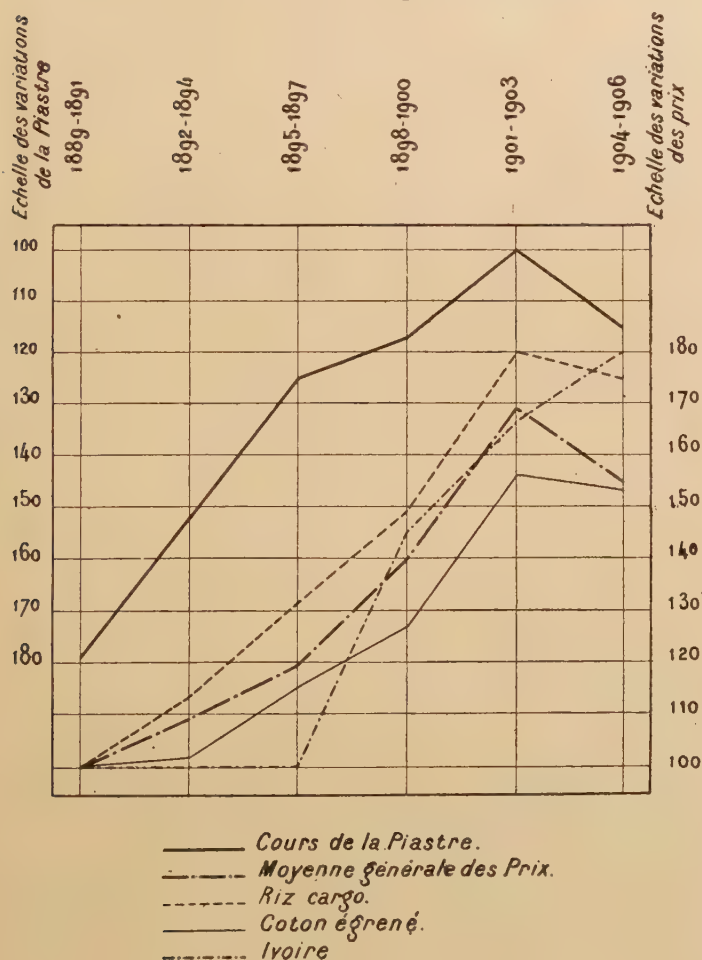
Mr. Atkinson a établi ses *index numbers* après avoir relevé les cours de cent marchandises diverses, tant d'importation que d'exportation, et auxquelles il a attribué des coefficients variables. Il a pris l'année 1871 comme terme de comparaison.

Mr. Jenks a pris l'année 1873 comme année témoin ; il ne s'est occupé que des prix des céréales et du taux des salaires. Ses recherches ont porté sur la période décennale 1891-1900.

Périodes	Change de la piastre	Moyenne triennale des prix	Moyennes triennales de quelques marchandises particulières							Observations	
			Paddy	Riz cargo	Riz blanc	Coton égrené	Coton non égrené	Arec	Ivoire		Poivre
1889-1891	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	Nous n'avons pas tenu compte des prix du poivre pour l'établissement de notre moyenne générale. La hausse considérable de ce produit est due à la loi douanière métropolitaine. Tant que la production indochinoise a été inférieure à la consommation de la métropole, les prix ont augmenté. Ils baissent depuis que les poivres cochinchinois doivent s'écouler en partie sur d'autres marchés que ceux du Havre et de Bordeaux.
1892-1894	78,6	109	107	113	107	102	102	100	100	128	
1895-1897	64,7	119	119	132	112	115	109	100	100	150	
1898-1900	61,4	140	153	149	119	127	119	100	145	276	
1901-1903	55,8	169	200	180	152	157	147	100	167	266	
1904-1906	60,7	155	183	175	135	153	162	100	180	185	

Ces résultats peuvent servir à l'établissement d'un diagramme qui, pour rendre plus tangible la corrélation existant entre la hausse des prix et la baisse du change de la piastre, a été dressé en échelles renversées et après avoir rendu comparables l'échelle des variations de la piastre et celle des variations des prix.

Variations des cours de la piastre et des prix des marchandises d'exportation.



Il résulte en somme des indications fournies par nos calculs (1), que les variations des prix sont beaucoup plus lentes à se manifester que celles du change de la piastre et qu'elles se produisent d'une façon très inégale suivant les marchandises. Sur l'un des produits dont nous avons relevé les prix, les noix d'arec, dont les Annamites tirent le bétel, les variations de la valeur or de la piastre sont restées absolument sans influence, vraisemblablement parce que le commerce de ce produit reste absolument intérieur et spécial aux indigènes. Il semble également que les cours de l'ivoire n'aient varié que du jour où ce produit a donné lieu à un commerce d'exportation. Enfin, plus que ceux de toutes autres marchandises, les prix des riz paraissent sensibles aux variations du change de la piastre ; or ils constituent justement les produits qui donnent lieu au mouvement d'affai-

1. Nous regrettons que le manque de documents ne nous ait pas permis de rechercher l'influence des cours de la piastre sur le taux des salaires agricoles ou industriels. En ce qui concerne les salaires agricoles, nous n'aurions d'ailleurs pu aboutir à des résultats intéressants, parce que ces salaires sont souvent en Indo-Chine fixés en ligatures de sapèques, ou même en nature dans le cas du métayage. On s'accorde généralement à dire, dans tous les cas, que les salaires restent assez stables et que la baisse de la piastre a été à peu près sans influence sur leur fixation. C'est ce maintien des salaires aux taux anciens qui explique pourquoi, dans notre tableau, la hausse des prix, consécutive à la baisse de la piastre, est généralement moindre sur les riz blancs que sur les cargos et sur les cargos que sur les paddys.

res le plus important de l'Indo-Chine et à l'exportation de beaucoup la plus considérable. Il faudrait inférer de ces constatations que les prix en argent des produits du crû se modifient sous l'influence des variations du change, lorsque la vente vient à en être effectuée en partie sur les marchés extérieurs. Leur exportation les fait entrer, si l'on peut ainsi parler, dans l'orbite de l'étalon d'or et, petit à petit, pour ces produits, leur prix en piastres n'est plus qu'une traduction de leur prix en or.

Enfin si la hausse des prix est d'une façon générale plus lente que la baisse du change et si elle reste généralement insuffisante pour les maintenir à leur ancien niveau relatif, il n'en faut pas moins constater qu'elle tend toujours à devenir équivalente à la baisse. Si après une chute brusque et rapide, le change réussit à nouveau à se stabiliser, les prix finissent par s'élever jusqu'à absorber presque toute la marge laissée par le recul du change (1), et cela, avec une rapidité d'autant plus grande pour les divers produits que leur commerce est plus actif et leur exportation plus considérable. Inversement une hausse du change amène une baisse des prix plus ou moins rapide et générale.

En somme, même à l'intérieur de l'Indo-Chine,

1. L'écart ne disparaît jamais entièrement à cause des variations journalières du change qui obligent les commerçants à se prémunir contre les risques de hausse subite.

le pouvoir d'achat de la piastre tend à se régler sur la valeur or de cette monnaie, ce qui revient à dire que les prix en Indo-Chine tendent à se fixer sur la base de l'or. Un tel résultat ne doit pas étonner. C'est une conséquence de la loi économique suivant laquelle la loi de l'offre et de la demande amène un nivellement général des prix sur un même marché et, depuis le développement des moyens de transport qui a rendu solidaires les différents marchés, sur le marché mondial. Les prix doivent donc se régler sur le métal étalon international qui est l'or.

Mais comme le pouvoir d'achat de la piastre se modifie plus lentement que sa valeur or et d'une façon inégale pour les diverses « commodités », il résulte de cette dissociation, sur la production et la circulation des richesses en Indo-Chine, des conséquences qu'il convient de déterminer.

Au point de vue de la production, il importe de distinguer entre l'agriculture et l'industrie. D'une façon générale, on peut dire que la production agricole a trouvé dans le système monétaire de la colonie un adjuvant dont l'influence a pu être considérable. Etant donné, en effet, que, dans l'ensemble, les variations du change se sont traduites par une baisse de plus en plus forte de la valeur or de la piastre, l'Annamite a pu tirer de ses récoltes, toutes choses égales d'ailleurs, un nombre croissant de piastres sans que le coût de

la vie ait augmenté pour lui dans les mêmes proportions ; sans doute, une grande partie des bénéfices de change a dû rester entre les mains des commissionnaires à l'exportation ; et cela d'autant plus légitimement que ce sont eux qui, en fait, subissent les risques journaliers du change ; mais il n'est pas douteux que par l'effet de la concurrence, le cultivateur annamite en ait également pris sa part. En définitive la vente des produits du sol s'est donc effectuée à des prix de plus en plus rémunérateurs.

En ce qui concerne la production industrielle, qu'elle s'applique à l'extraction des matières premières ou à leur utilisation dans les manufactures, la dépréciation de la piastre a été un stimulant actif en sa faveur, parce que les frais généraux et surtout les salaires sont restés à peu près stables, tandis que la valeur en piastres des produits vendus est allée en augmentant.

Par contre, la baisse de la piastre et l'incertitude du change ont eu des effets funestes sur la production tant agricole qu'industrielle, en la privant d'un facteur important, le capital. Les risques courus par un capitaliste qui a fait un placement dans un pays à change aussi instable que celui des nations à étalon d'argent sont énormes. Un capitaliste, un colon, ont engagé en Indo-Chine en 1891 une somme de 100.000 fr. ; la piastre valait à cette époque environ 4 francs, et ce capital représentait 25.000 piastres. Si en

1894, soit trois années seulement plus tard, le capitaliste a voulu rapatrier son placement, si le colon a dû réaliser ses capitaux engagés, la piastre étant alors tombée à 2 fr. 65, ils ont subi une perte de 33.750 francs, soit plus de 30 0/0 du capital initial. Il est bien évident que, dans ces conditions, un capitaliste ne consentira à commanditer une entreprise indo-chinoise que si l'emprunteur s'engage à lui rembourser des francs. Mais dans cette combinaison, les aléas du change ne sont que déplacés. Ils ne sont plus courus par le capitaliste, mais ils le sont par l'emprunteur. Le colon indo-chinois ainsi commandité risquera de voir la charge annuelle des intérêts qu'il doit servir à son bailleur de fonds, absorber le plus clair de ses bénéfices annuels ; et à chaque baisse de la piastre, il devra accroître dans son bilan le montant de la somme qui représente le capital à lui prêté. On conçoit aisément combien dans de telles conditions se trouvent aggravés en Indo-Chine les risques inhérents à toute entreprise, et il apparaît clairement que l'incertitude du change est de nature à faire obstacle à l'apport des capitaux dans la colonie. Aussi bien, malgré les heureux effets de la baisse de l'argent que nous avons signalés tout à l'heure, l'industrie s'est-elle peu développée en Indo-Chine et la culture extensive, faute de capitaux, y est-elle seule pratiquée.

Sur le commerce, la baisse de la piastre a eu des effets différents suivant qu'il s'agit du commerce d'exportation ou de celui d'importation. L'exportation s'est trouvée favorisée par la chute des cours du change, comme la production elle-même, et pour les mêmes raisons. La hausse des prix n'étant pas aussi rapide que la baisse de la valeur or de la monnaie locale et ne lui étant pas équivalente, il en résulte un avantage considérable pour les exportateurs. Un commissionnaire en marchandises se procure, lorsque le change de la piastre est à 4 francs, une certaine quantité de riz moyennant 3 piastres le picul et la revend ensuite à raison de 16 francs soit 4 piastres, en s'assurant un bénéfice d'une piastre par picul. Mais lorsqu'il présente à l'escompte sa traite documentaire, le change de la piastre est tombé à 3 fr. 50. L'exportateur se trouvera avoir vendu son riz non pas 4 piastres le picul, mais 4 piastres 57. La baisse de l'argent agit donc comme une véritable prime à l'exportation.

Petit à petit, d'ailleurs, si la baisse du change s'accroît ou simplement se maintient, les bénéfices ainsi réalisés par le commissionnaire passeront, sous l'effet de la libre concurrence, entre les mains du producteur. Leur conséquence immédiate sera en effet d'amener une accentuation de la demande qui, à son tour, entraînera une augmentation des prix. La prime

à l'exportation ira donc en s'affaiblissant de plus en plus, sans toutefois, nous l'avons vu, disparaître complètement, et la baisse de la piastre se traduira en dernière analyse par le relèvement des prix sur le marché intérieur.

La dépréciation de la piastre aboutit à des résultats inverses sur le commerce d'importation. Un commerçant saïgonnais, Pierre, a acheté moyennant 100 francs des soieries de Lyon qu'il trouve à vendre couramment 30 piastres. Au moment où il a conçu son opération et conclu son marché, la piastre était à 4 francs ; il a par conséquent tablé sur un prix de revient de 25 piastres, laissant pour les bénéfices une marge de 5 piastres. Mais lorsque la traite du commerçant Lyonnais arrive à échéance, le change est tombé à 3 fr. 50, et pour l'acquitter, Pierre doit déboursier non pas 25, mais 28 piastres 57. Il se trouve donc dans l'alternative ou de hausser à l'avenir ses prix de vente et de courir le risque de voir ses articles invendus, ou de voir ses bénéfices considérablement diminués. Aussi en Indo-Chine, dans la plupart des magasins, les articles d'importation européenne sont-ils tarifés en francs, les piastres remises par les acheteurs étant prises au taux officiel du jour. De cette façon, l'importateur se couvre contre tout risque de change. Mais il n'échappera à personne qu'un tel mode de vente est de nature à singulièrement entraver la diffusion des produits européens

parmi la clientèle indigène. La tarification de ces produits en piastres aurait d'autre part pour conséquence d'en faire fixer les prix à un niveau très élevé, car les commerçants seraient obligés de se couvrir contre les risques de change. Les acheteurs supporteraient, dans ce cas, les risques de baisse de la piastre, que cette baisse se produisit ou non.

Enfin si l'on considère les conséquences de la dépréciation de la piastre en tant qu'elle favorise ou au contraire qu'elle contrarie les relations commerciales de l'Indo-Chine avec sa clientèle étrangère, on s'aperçoit qu'elle aboutit également à des effets inverses suivant qu'il s'agit de l'importation ou de l'exportation. La hausse des prix des marchandises d'exportation est provoquée, nous l'avons vu, par l'entrée en scène sur le marché intérieur des acheteurs des pays à circulation normale. Comme ils peuvent consentir à acheter les produits locaux, sans qu'il leur en coûte aucun sacrifice, à des prix bien supérieurs à ceux offerts par leurs concurrents des pays à étalon déprécié, il n'est pas douteux qu'au bout de peu de temps, toutes choses égales d'ailleurs, ils ne parviennent à évincer leurs rivaux et à devenir, pour le commerce d'exportation, les seuls clients du pays à étalon d'argent.

Le phénomène inverse se produit pour l'importation. Reprenant l'exemple que nous avons choisi plus haut, supposons qu'un commerçant

ait pu trouver en Chine des soieries similaires à celles que Pierre a fait venir de Lyon et qu'il les ait achetées 18 taëls de Canton, soit 25 piastres, au change de 72 taëls pour 100 piastres (1). Ce commerçant ne pourra attendre que d'heureux effets d'une baisse de la piastre. Il pourra à son choix maintenir son prix de vente de 30 piastres et s'assurer néanmoins un bénéfice de cinq piastres, ou bien adopter comme ses concurrents le mode de vente en francs et vendre son produit automatiquement d'autant plus cher que le change sera plus bas.

La baisse du change de la piastre agit donc ici comme une prime à l'importation des produits en provenance des pays à étalon d'argent et si les commerçants de ces pays sont placés dans une situation défavorable vis-à-vis de leurs concurrents lorsqu'il s'agit d'acheter en Indo-Chine, ils retrouvent au contraire tous leurs avantages lorsqu'il s'agit d'y vendre. Si la baisse du change est rapide et importante, elle pourra constituer à leur profit un avantage assez sérieux pour qu'ils puissent venir concurrencer les vendeurs de produits métropolitains, malgré les barrières douanières, jusque sur le marché privilégié que constitue pour ces produits notre grande colonie asiatique. En supposant que deux articles similaires, fabriqués l'un en Chine et l'autre à Mar-

1. C'est le pair.

seille, trouvent marchands au même prix en Indo-Chine, toute baisse survenant dans le change de la piastre devra être compensée par une taxe frappant l'article chinois à son entrée dans la colonie si l'on veut maintenir aux deux produits des conditions au moins égales sur le marché de Saïgon. Lorsque la piastre est tombée de 5 francs à 4 francs par exemple, si, par ailleurs, les frais de fabrication en Chine ne se sont pas accrus, c'est exactement comme si les produits chinois avaient bénéficié d'une détaxe de 25 0/0 *ad valorem*.

La prime à l'importation que la baisse du change constitue au profit des produits en provenance des pays ayant même étalon monétaire que l'Indo-Chine finit d'ailleurs par s'atténuer. L'importateur chinois profitera de ses avantages pour élever ses prix de vente ; le négociant marseillais s'efforcera d'introduire en Indo-Chine des articles meilleur marché, et le mouvement des affaires reprendra, rendu plus ou moins difficile par l'appréhension d'une crise nouvelle.

Nous ne nous étendrons pas d'autre part sur les inconvénients qui peuvent résulter des variations du change de la piastre en ce qui concerne l'accumulation des richesses. Ces inconvénients sont faciles à discerner. Si un colon indo-chinois consacre à l'agrandissement, au développement de son entreprise les bénéfices qu'elle lui fait réaliser, il ne fait qu'augmenter les pertes

qu'il risque de subir, s'il doit un jour liquider sa situation après une baisse du change. Inversement, s'il fait fructifier ses économies par des placements dans un pays à étalon d'or, une hausse du change lui causera des pertes plus ou moins sensibles si à ce moment il veut faire appel, pour les consacrer à son entreprise, aux réserves qu'il s'est constituées à l'étranger (1).

Il ne faut pas oublier en effet que si la baisse du change de la piastre n'est pas régulière, elle n'est pas non plus constante. Elle est parfois interrompue par des hausses brusques que rien

1. Un exemple de pertes ainsi provoquées par la hausse du change nous est offert en ce moment même par le budget général de l'Indo-Chine. Ce budget, comme ceux de toutes nos colonies, a été doté d'une caisse de réserve et de prévoyance destinée à recevoir les reliquats des exercices ou au contraire à parer à leur insuffisance de recettes. L'avoir des caisses de réserve peut être employé en achats de titres de rente ou de valeurs du Trésor. L'Administration de l'Indo-Chine a ainsi consacré à des achats de titres de rente, pour le compte de la Caisse de réserve du budget général, une somme de 5.250.000 piastres en trois prélèvements de 2.000.000 piastres à 2 fr. 65, 2.000.000 à 2 fr. 40 et 1.250.000 à 2 fr. 15 qui ont par conséquent fourni une somme de 12.787.500 francs à un taux moyen de 2 fr. 43. Le cours moyen d'achat des titres a été de 100 fr. 15. Or la situation financière étant en 1906 telle que des prélèvements absorbant tout l'avoir de la caisse de réserve paraissaient inévitables, si le Gouvernement général de l'Indo-Chine avait dû en novembre, par exemple, réaliser le portefeuille de la caisse, il n'eût recouvré, la rente étant tombée à 96 francs et la piastre s'étant élevée à 2 fr. 90 que 12.257.000 francs et 4.227.000 piastres environ. La perte eût été de plus de 1 million de piastres, soit près du cinquième du capital initial.

ne peut faire prévoir. Ainsi, c'était un sentiment général en Indo-Chine que la fin de la guerre russo-japonaise serait vraisemblablement suivie d'une chute des cours et c'est le contraire qui est arrivé, pour des causes encore mal définies. Le maintien et même la hausse du change de la piastre ont donc pu occasionner aux commerçants, qui avaient pris des dispositions en vue d'une baisse, des pertes ou au moins des manques à gagner sensibles. Le commerce indo-chinois comporte ainsi une part de spéculation qui en constitue précisément l'élément le plus dangereux pour ceux qui s'y livrent. C'est uniquement à l'instabilité du change qu'est due l'introduction dans les affaires de cet élément peu compatible avec le développement de l'industrie et du commerce, et partant de la richesse générale. Que la piastre tombe de 4 francs à 3 francs ou 2 fr. 50, et qu'elle se maintienne ensuite à ce taux, peu importe au demeurant : le mouvement des affaires subira sans doute, pendant la chute du change, un temps d'arrêt, un malaise plus ou moins durables, mais il reprendra ensuite son cours et le commerce finira par s'adapter au changement survenu dans la valeur relative de l'or et de l'argent. Mais ce que le commerce ne peut que très difficilement supporter, c'est que le change soit pendant un mois à 2 fr. 50 et le mois suivant à 2 fr. 25. C'est ce qui faisait dire

à la Chambre de commerce de Hong-Kong (1), à une époque où les commerçants de cette colonie n'avaient pas encore compris que la situation monétaire de leur place était forcément liée à celle de la Chine : « Peu importe que le change soit bas, pourvu qu'il soit stable ». Ce sont les variations du change et l'incertitude qui en résulte, qui pèsent lourdement sur les transactions, car l'appréhension d'une baisse indéterminée produit des effets pires que la baisse elle-même. Et c'est contre ces variations du change plus que contre sa chute que le commerce a besoin d'être garanti.

1. Assemblée générale de la Chambre de Commerce de Hong-Kong, du 19 novembre 1892.

DEUXIÈME PARTIE

**Les réformes proposées et les mesures prises
en vue d'une stabilisation éventuelle du change
indo-chinois.**

CHAPITRE PREMIER

DE QUELQUES PROJETS DE RÉFORME DU SYSTÈME
MONÉTAIRE INDO-CHINOIS ANTÉRIEURS A 1903

Comme il faut s'y attendre et comme on l'a vu du reste dans les chapitres qui précèdent, les inconvénients et les charges que le régime monétaire de l'Indo-Chine fait peser sur les finances publiques et sur le commerce de la colonie n'ont pas manqué de faire surgir tant de la part de l'Administration que des commerçants, des projets de réforme plus ou moins complète de ce régime. Le premier en date et celui auquel l'Administration est le plus volontiers revenue,

consiste à placer l'Indo-Chine sous le système monétaire français.

Nous avons retracé les premières tentatives faites par le Gouvernement des Amiraux, en 1864, en vue d'introduire dans la circulation l'écu français, à raison de 90 centièmes de piastre ; nous avons également exposé les efforts de M. Filippini en 1887 pour imposer à la colonie, à défaut de pièces d'or françaises et de billets de la Banque de France, la même pièce de cinq francs. Ces deux essais ont abouti à de lamentables échecs, et nous en avons indiqué les causes. Nous n'y reviendrons pas.

Malgré ces précédents malheureux, on a vu reparaître, lors de la crise du métal-argent de 1902, des projets analogues, émanant de commerçants, d'anciens fonctionnaires et tendant en définitive à l'application à notre colonie d'Extrême-Orient du système monétaire métropolitain.

C'est ainsi qu'à l'époque dont il s'agit, M. J. Rueff a préconisé, avec plus de conviction que de succès, le remplacement dans la circulation indo-chinoise, de la piastre tant mexicaine que française par l'écu de cinq francs (1). La

1. V. *La question du métal argent*, par J. Rueff, Paris, 1902, et les n^{os} de décembre 1902, janvier et février 1903 du *Journal des Chambres de commerce* ; V. aussi le compte rendu des séances des 16, 23 et 20 janvier 1903 de la Société d'économie industrielle et commerciale.

frappe de la piastre française eût été suspendue, les piastres mexicaines réexportées ; de son côté, le Trésor eût constitué une encaisse importante de pièces de cinq francs et, après une période transitoire pendant laquelle on eût fixé pour les piastres françaises et mexicaines un taux de conversion fixe, les écus eussent été lancés dans la circulation à la suite des pièces de 40, 20 et 10 sous, envoyées d'abord en éclaireurs.

Bien que M. Rueff ait déclaré à maintes reprises, lors des discussions auxquelles son projet donna lieu, qu'aucun argument sérieux ne pouvait lui être opposé, il est permis cependant d'avoir des doutes sur la réussite de son plan, s'il avait été adopté. L'exportation des piastres mexicaines eût pu être facilement accomplie ; il suffisait de les déprécier légalement, relativement au cours qu'elles avaient sur les places voisines, d'une somme supérieure aux frais de leur transport sur ces places pour qu'elles en prissent toutes le chemin. Mais ce brusque afflux de piastres n'eût pas manqué d'y être suivi d'une forte dépréciation de cette monnaie, alors déjà si avilie, et c'eût été imposer cette perte, en outre de la dépréciation légale, à tous les porteurs de piastres. Ou bien sans recourir à ce procédé on pouvait compter simplement sur le jeu naturel des échanges pour assurer l'exportation des piastres pendant la période transitoire précédant le retrait du cours légal.

Il eût alors fallu qu'une autre monnaie vînt immédiatement prendre la place des piastres exportées, sans quoi la colonie se fût trouvée en proie à une crise monétaire. C'est à ce moment sans doute, M. Rueff n'ayant jamais précisé, qu'on eût fait donner le bataillon léger des pièces de 40 sous et de 20 sous, et que le taux fixe de conversion eût fonctionné, ce qui veut dire que les piastres encore en circulation eussent été admises à l'échange contre la monnaie française sur la base du taux fixe. Or, de deux choses l'une : ou bien ce taux eût été établi au-dessus du cours réel et le Trésor — car seul le Trésor pouvait se permettre de faire l'échange dans ces conditions — eût dû subir une perte qui, portant sur toutes ses piastres encore en circulation et présentées à l'échange, eût pu atteindre des proportions considérables (1) ; ou bien le taux de conversion eût été fixé aussi près que possible du cours commercial, — de fait, M. Rueff proposait de le fixer à 2 francs — et il fallait alors admettre que l'Annamite se serait prêté de bonne grâce à une combinaison suivant laquelle il eût versé 2 piastres 50, c'est-à-dire 67 gr. 1/2 d'argent au titre monétaire pour recevoir 5 francs, c'est-à-dire 25 grammes

1. Il ne faut pas évaluer à moins de 45 millions de piastres le montant de la circulation métallique en Indo-Chine en 1902, en ne tenant compte ni des piastres mexicaines ni des piastres françaises de l'ancien type de 27 gr. 215.

au même titre. M. Rueff s'est contenté d'affirmer qu'une telle opération serait certainement comprise des indigènes, déjà habitués au change des sapèques et des billets de banque contre des piastres ; mais il est permis, au risque de paraître douter de l'intelligence des Annamites, de ne pas partager sur ce point son bel optimisme et de croire qu'au moins dans certaines provinces reculées, la substitution de l'écu à la piastre ne serait pas allée sans difficultés ni méfiances.

D'autre part, M. Rueff ne s'est jamais expliqué sur le point de savoir par quel procédé le Trésor pourrait se constituer en Indo-Chine une encaisse d'au moins 150 millions de francs en écus français, prêts à être mis en circulation au fur et à mesure de la disparition des piastres. Comment la colonie pourrait-elle constituer cette encaisse par ses propres moyens ? Serait-ce au contraire une avance de la Métropole, avance dûment autorisée par le Parlement ? Enfin comment ce stock eût-il pu être répandu dans la circulation ? Les paiements budgétaires sont limités et d'ailleurs compensés par des perceptions en général équivalentes ou même supérieures. Il eût, par conséquent, fallu admettre que les recettes fussent, comme dans le système de M. Filipini, effectuées en piastres et les dépenses en écus. La substitution de la monnaie nouvelle à la piastre ne pouvait donc être faite que lente-

ment, à moins de prévoir la substitution par voie d'échange à guichet ouvert. Enfin, comme il était entendu qu'il ne devait pas être fait de frappes nouvelles ni en écus, puisqu'on se proposait de diminuer le stock qu'en possède la France, ni en piastres puisqu'elles étaient démonétisées, le Trésor eût dû supporter tous les risques de change sur son encaisse de piastres jusqu'au moment de leur négociation.

Supposons cependant toutes ces difficultés aplanies. Les piastres mexicaines ont été réexportées et les piastres françaises retirées de la circulation ; l'écu, facilement accepté par les indigènes, est devenu en fait l'unité monétaire que le franc d'or constitue en droit. Au moins la colonie à ce moment possèdera-t-elle un change stable à l'égard des pays à étalon d'or ? Autrement dit les ventes et achats de remises sur Saïgon se feront-ils sur la base de l'or ? Oui, incontestablement. En effet, l'acheteur de remise sur Saïgon ne pourra se libérer envers son créancier indochinois qu'en se procurant en France, de préférence au moyen de traites sur l'Europe, le numéraire ayant cours légal dans la colonie, et il ne pourra l'y acquérir, puisque la frappe libre des écus y est suspendue, que sur la base de 5 francs d'or pour un écu. Inversement le vendeur de remises pourra, s'il fait encaisser sa traite, réexporter vers France les écus qui lui auront été comptés et s'y procurer de l'or en

échange. Le change de ou sur Saïgon sera donc maintenu autour d'un pair avec l'or, mais entre des *gold points* très distants de ce pair en raison de l'éloignement du lieu de ravitaillement.

Mais, de deux choses l'une : ou bien la balance des comptes sera favorable à l'Indo-Chine ou bien elle lui sera défavorable. Dans le premier cas, les acheteurs de remises sur Saïgon seront exposés à ne pouvoir régler qu'à grands frais leurs opérations, puisque le change pourra s'élever jusqu'à équivaloir aux frais de transport, d'assurance et pertes d'intérêts du numéraire puisé en France (1). Il est difficile d'imaginer que le commerce puisse s'accomoder aisément de charges aussi lourdes venant peser sur les transactions ; le commerce indo-chinois d'exportation en subirait inévitablement un contre-coup douloureux. La situation serait pire encore si la balance était défavorable à la colonie. La réexportation vers France des écus échangés contre de l'or ou des remises sur les pays créanciers de l'Indo-Chine pourrait amener assez rapidement une crise monétaire ; le ravitaillement, qui devrait se faire aux frais de la Colonie, pourrait

1. En fait il n'est pas probable que des importations de pièces de cinq francs soient faites en Indo-Chine par les débiteurs de la colonie ; ils préféreront remettre en traites sur l'Europe, mais ces traites pourront subir une dépréciation égale aux frais qu'eût entraînés la remise en écus, ce qui revient au même pour notre raisonnement.

à la fin lui occasionner des dépenses importantes. Enfin il est absurde *a priori* de faire de Paris qui se trouve à 25 jours de Saïgon et à un mois de Haiphong la place sur laquelle viendrait en définitive se liquider la balance des comptes de l'Indo-Chine, et c'est cependant ce à quoi aboutirait l'adoption du plan proposé par M. Rueff, puisque c'est en France que se trouverait l'organe des assignats métalliques dont la circulation de l'Indo-Chine serait uniquement composée.

Quant à espérer qu'une circulation effective d'or pourrait avant longtemps se substituer en Indo-Chine aux pièces de cinq francs et diminuer ainsi les inconvénients que nous venons de signaler, c'est une éventualité qui n'est même pas désirable en l'état actuel des choses en Extrême-Orient. Non seulement il serait à craindre que l'or français ne fût transformé en bijoux par les Annamites, mais encore il est malheureusement trop certain qu'une grande partie en serait drainée vers la Chine. Dans aucun pays d'Extrême-Orient, et particulièrement dans ceux qui sont habités par de nombreux Chinois, l'or n'a pu être maintenu dans la circulation. L'or qui avait été introduit aux Philippines sous la domination espagnole en a complètement disparu et ce fait est en général attribué à l'exportation provoquée par les Chinois, qui emportent avec eux tout ce qu'ils possèdent, lorsqu'ils

retournent dans leur pays d'origine (1). Pas plus qu'aux Philippines, l'or n'a pu se maintenir à Java, bien qu'il en soit cependant en droit le métal étalon (2). La Métropole frappe pour sa colonie une monnaie d'or de commerce, le ducat (3), mais on ne peut en trouver trace dans la circulation (4). Il n'y a pas lieu de supposer que les nombreux Chinois habitant la Cochinchine et le Cambodge agiraient autrement que

1. Selon un banquier Philippin, Mr. Edwin H. Warner, les Chinois auraient exporté des Philippines jusqu'à 800.000 dollars d'or par an. V. Charles A. Conant, *A special report on coinage and banking in the Philippine Islands made to the Secretary of War*, Washington, 1904, p. 30.

2. Le système monétaire de Java est le même que celui de la Métropole. L'unité monétaire est le florin d'or ; mais la circulation se compose uniquement de billets de la Banque de Java, de pièces d'argent de 2 guilder $1/2$, ayant cours légal illimité, et de monnaies de bronze. Sur la côte est de Sumatra, il y a en outre un grand nombre de dollars des Détroits en circulation.

3. Environ 5 fl. 68, soit 11 fr. 837. Les frappes de ducats de 1872 à 1905 se sont élevées à 745.264 pièces, qui ont presque toutes été dirigées sur les Indes néerlandaises. V. Administration des Monnaies et Médailles, *Rapp. au Ministre des Finances*, année 1906, p. 242.

4. On estime même que les Chinois qui viennent en grand nombre travailler dans les plantations de la côte Est de Sumatra emportent avec eux, à l'expiration de leur engagement, un grand nombre de British dollars. Pour diminuer cette exportation et pour favoriser le retour des coolies dans leur pays, les planteurs ont coutume de délivrer à leurs engagés des traites payables sans frais en Chine. L'Association des Planteurs, qui représente 74 plantations, aurait à elle seule délivré de 1889 à 1901 pour 1.912.945 piastres 88 de ces traites. V. Jeremiah W. Jenks, *op. cit.*, p. 25.

leurs congénères des Colonies ou Etats voisins. D'ailleurs, il n'est même pas besoin de supposer que l'or circulant en Indo-Chine serait exporté par des Chinois rentrant dans leur patrie, car l'exode de l'or se ferait avec tant de facilité par la longue frontière de terre commune entre la Chine et notre colonie, que ce métal ne pourrait en aucune façon avoir une circulation effective en Indo-Chine. Tout l'or qui y serait envoyé de France serait jeté dans un gouffre sans fond.

Et nous n'avons pas encore parlé des bénéfices que réaliseraient les contrefacteurs de nos écus en introduisant dans la circulation des pièces de bon aloi et de poids droit. Il n'est pas certain que l'Union latine n'est pas victime de spéculateurs se livrant à l'opération très simple qui consiste à fabriquer une pièce de cinq francs correcte comme poids et comme titre et à l'écouler au pair dans un des pays de l'Union. Que serait-ce en Indo-Chine, étant données les habitudes des peuples Extrême-Orientaux et la situation géographique de la colonie ! On répond que les écus seraient souvent mal imités et que les sonneurs de piastres sont merveilleusement habiles à discerner dans une pile de vingt ou trente pièces celle qui présente une paille. Cela prouve seulement que les écus mal fabriqués seraient difficiles à écouler dans les banques et les caisses publiques. D'ailleurs il est incontesté que

les pièces de 2 guilder $1\frac{1}{2}$ (1) de Java sont ainsi contrefaites. D'après un état dressé par M. Reysenbach, Directeur de la Banque de Java, il n'a été retiré de la circulation par cette banque de 1895 à 1901 que 10.540 pièces de 2 florins $1\frac{1}{2}$, 2.953 florins et 17 demi-florins (2). Mais il est évident que les possesseurs de pièces douteuses se gardent bien de les porter à la banque. L'Indo-Chine serait à coup sûr victime de fraudes du même genre, rendues plus faciles encore par la longue frontière terrestre de la colonie.

Enfin y a-t-il lieu de supposer que les Annamites, habitués à compter en piastres et même en réalité en ligatures, pourraient, du jour au lendemain, adopter le mode de computation en francs alors qu'on voit encore des paysans français compter par écus, par livres et par lieues ? Il faudrait tout au moins que l'unité monétaire nouvelle présentât avec l'ancienne un rapport commode et simple. Mais, même dans ce cas, il est certain que par le changement profond qu'elle apporterait dans les habitudes du pays, la substitution complète d'une circulation monétaire sur la base du franc à celle de la piastre ne pourrait manquer d'amener avec elle des perturbations durables dans les relations entre indigènes et entre indigènes et européens.

1. La pièce d'argent de 2 $1\frac{1}{2}$ guilder ou florins pèse 25 gr. au titre de 0,945.

2. Jeremiah W. Jenks, *op. cit.*, p. 25.

Il semble, dans ces conditions, -- encore que le projet de M. Rueff eût été présenté sous une forme séduisante, puisqu'à entendre ses défenseurs, l'Indo-Chine eût ainsi permis à la France d'écouler au pair le trop plein de monnaie d'argent qui encombre les caves de sa Banque d'émission -- il semble qu'il convienne de s'applaudir du peu de succès avec lequel ce projet fut accueilli. Sans qu'on puisse affirmer d'une façon absolue que le plan proposé eût été inévitablement voué à la faillite et à l'insuccès, il offrait du moins de telles difficultés d'application que seuls « des esprits hardiment simplistes » (1) pouvaient s'attacher à le défendre.

*
* *

Un autre projet, peu connu, de réforme du système monétaire de l'Indo-Chine, fut formé en 1897. Il émane de l'Administration de la colonie, alors placée sous la direction de M. Doumer.

On sait dans quelles conditions l'ancien Ministre des Finances du cabinet Bourgeois prit en mains le Gouvernement général de l'Indo-Chine. La situation financière du Protectorat de l'Annam-Tonkin était alors critique et préoccupait à juste titre le Gouvernement de la Métropole. A

1. *La baisse de la piastre en Indo-Chine*, article de M. Eug. Etienne, paru dans la *Dépêche coloniale* du 25 janvier 1903.

peine terminée la période de conquête, le Protectorat avait été par la mère patrie abandonné à ses seules forces et son budget était en proie au déficit chronique ; de loin en loin des subventions arrachées à un Parlement mal disposé permettaient de solder les arriérés budgétaires. Après plusieurs liquidations provisoires, l'Etat avait enfin, avec mauvaise grâce, accordé sa garantie au Protectorat pour lui permettre de contracter l'emprunt de liquidation de 1896 (1), et cet emprunt, émis avec un médiocre succès, n'avait d'ailleurs pas mis fin à l'ère des déficits.

A peine arrivé dans la colonie, M. Doumer s'était appliqué à porter remède à cette situation ; il avait fait au Tonkin un effort vigoureux pour remettre les finances du Protectorat en bon état et parer au déficit qui était inévitable, si le budget de 1897 avait été exécuté dans les conditions primitives. Quelques réformes fiscales exécutées dans le courant de l'année et rendues applicables dès le mois de juin (2), une grande prudence apportée dans l'engagement des dépenses avaient permis de trouver plus de deux millions de francs de ressources supplémentaires, qui auraient rendu l'équilibre certain et durable, si la baisse énorme et brusque de la piastre de 1897 n'était venue compromettre cet heureux résultat.

1. V. *suprà*, p.

2. V. *Rapport sur la situation de l'Indo-Chine, 1897-1901*, p. 7 et suivantes, et 385 et suivantes.

Le budget primitif avait été dressé et équilibré avec un taux de conversion de la piastre, pour les recettes et les dépenses en francs, fixé à 2 fr. 70, coïncidant exactement avec le taux officiel applicable depuis le 1^{er} janvier. Mais, en mars, ce taux descendait progressivement à 2 fr. 60, en mai à 2 fr. 50, et s'affaissait brusquement dans le courant du mois d'août à 2 fr. 30. L'équilibre budgétaire, encore si instable et si péniblement acquis, ne pouvait résister à pareille secousse.

M. Doumer n'était pas homme à se laisser arracher le fruit de ses efforts ni à se résigner à voir indéfiniment reculé le but qu'il s'était proposé d'atteindre. Dès le mois de juillet, il annonçait au Département des Colonies qu'il « étudiait un remède général à l'instabilité budgétaire » ? Il ne pouvait en effet se résoudre à rétablir toutes les dépenses en piastres avec la piastre pour base, à cause de l'accroissement considérable des charges que ce système eût entraîné pour la colonie. Dans ce système, nous le savons, tous les fournisseurs et entrepreneurs à qui l'on impose des marchés en piastres, se couvrent nécessairement de la baisse possible, l'escomptent largement et majorent leurs prix en conséquence. La colonie subit sans compensation le dommage résultant de la baisse et quelque chose en plus, que cette baisse doive se produire ou non. Il n'est pas juste d'autre part de fixer en

piastres les traitements des fonctionnaires, qui doivent laisser pour leur famille restée en France des sommes comptées naturellement en francs et qui, se fournissant en outre dans la colonie de nombreux produits européens, les achètent sur la base du franc. Pas plus M. Doumer ne pouvait-il se montrer partisan de la perception des impôts en francs à cause des inconvénients et même des dangers qui en résultent, notamment pour les impôts directs perçus sur rôles.

D'ailleurs, le Gouverneur général ne se souciait pas seulement des conséquences de l'instabilité du change sur l'équilibre des budgets ; les doléances des commerçants et des colons ne pouvaient le laisser indifférent. Et comme il n'était guère dans son tempérament de se contenter de demi-mesures, il lui apparut que la solution de la difficulté résidait dans un changement de système monétaire.

En conséquence, suivant le projet qu'il faisait parvenir au Département des Colonies le 2 septembre 1897 (1), le franc d'or serait devenu l'unité monétaire de l'Indo-Chine et les monnaies d'or françaises auraient eu cours dans la colonie. Mais, justement préoccupé de tenir compte des habitudes prises par la population et des dangers résultant d'une démonétisation absolue des piastres, M. Doumer prévoyait que la piastre fran-

caise et ses subdivisions, dont la frappe devait être réservée au Gouvernement général de l'Indo-Chine, deviendraient les monnaies d'argent du système : une valeur de 2 fr. 50 serait accordée à la piastre. Quant à la piastre mexicaine, il ne s'en préoccupait, sans d'ailleurs la nommément désigner, que pour en prohiber l'importation et pour l'exclure des caisses publiques, comme toutes autres monnaies d'argent non indo-chinoises, ces mesures paraissant suffisantes pour assurer leur disparition de la circulation.

Malheureusement, dans ce projet d'établissement de l'étalon d'or en Indo-Chine (1), il ne manquait qu'une chose, mais essentielle, l'or. La suspension de la frappe libre de l'argent n'a pas par elle-même la vertu de donner aux monnaies d'un pays un change stable avec l'or ; elle n'est que la condition préalable à l'abri de laquelle pourra se stabiliser le change si d'autres conditions sont réalisées et parmi celles-ci, en première ligne, l'échange des pièces d'argent contre de l'or suivant le rapport de valeur adopté. Tous les pays, l'Autriche, la Russie, le Japon, qui ont adopté une réforme analogue à celle que proposait M. Doumer, s'y sont préparés longtemps à l'avance par la constitution de fortes réserves d'or en vue de répondre aux demandes de ce

1. Ou plutôt de bimétallisme restreint.

métal qui seraient présentées en échange de pièces d'argent. En effet si la balance des comptes appelle une exportation de numéraire, il sera puisé dans la circulation du pays une certaine quantité d'espèces, or ou argent. Dans le premier cas, la stabilité du change est assurée, du moins à l'intérieur des *gold points*. Dans le cas contraire, le change subira toutes les fluctuations du métal argent. Or, M. Doumer ne s'était nullement préoccupé d'assurer ces réserves d'or, la balance commerciale de l'Indo-Chine alors favorable à la colonie lui ayant paru indiquer qu'il n'y aurait pas exportation de numéraire.

Enfin la fixation de la valeur de la piastre à 2 fr. 50 présentait un grave danger. Si la valeur intrinsèque de cette monnaie venait à dépasser ce taux, il était à prévoir que toutes les piastres quitteraient la colonie où elles seraient légalement dépréciées et seraient attirées vers les pays voisins où leur valeur réelle leur serait attribuée. Or, après avoir oscillé pendant toute l'année 1896 entre 30 et 32 pence, l'once *standard* avait en mars 1897 valu 29 d., était descendue progressivement jusqu'à 22 d. $\frac{5}{8}$ dans la seconde quinzaine d'août, mais était remontée en septembre jusqu'à 27 d. $\frac{1}{4}$. Il suffisait que l'once dépassât 28 d. $\frac{1}{4}$ pour qu'à la parité de cours, la valeur intrinsèque de la piastre de commerce fût portée au-dessus de 2 fr. 50.

Dans ces conditions, une commission inter-

ministérielle, nommée par les Ministres des Finances et des Colonies pour examiner les propositions du Gouverneur général (1), n'eut pas de peine à montrer que l'application du plan de M. Doumer était presque à coup sûr vouée à l'insuccès.

D'une part, en effet, il était impossible sans réserve d'or, d'élever progressivement les cours réels du change de la piastre jusqu'au taux de conversion fixé par le décret projeté ; dans tous les cas, il était vain d'espérer pouvoir les y maintenir, à moins que la *balance des comptes* ne fût nettement et pendant une certaine durée constamment favorable. Or les statistiques accusaient bien, pour la *balance commerciale*, un excédent d'exportations de 26,5 millions de francs en 1892, de 25,2 millions en 1893, de 36,6 en 1894 ; mais ces excédents étaient tombés à 7 millions de francs en 1895 et à 7,5 millions en 1896. D'ailleurs il était téméraire d'accorder une foi entière aux indications puisées dans ces statistiques (2) et dans tous les cas ces indications n'étaient pas

1. Cette commission était composée de MM. Charles Laurent, Directeur général de la Comptabilité publique, Bénac, conseiller d'Etat, Directeur du Mouvement général des Fonds du Ministère des Finances, H. Jolly, Directeur de la Comptabilité et des services pénitentiaires, E. Roume, conseiller d'Etat, Directeur des Affaires d'Asie, d'Amérique et d'Océanie, du Ministère des Colonies, et A. de Foville, Directeur de l'Administration des Monnaies et Médailles.

2. L'Indo-Chine n'a pas d'institution analogue à notre Commission des valeurs en douane.

suffisantes pour qu'on pût prévoir dans quel sens se produirait le courant des changes.

Par contre, si la valeur intrinsèque de la piastre était venue à dépasser 2 fr. 50, il eût été extrêmement difficile, pour ne pas dire impossible, d'empêcher une crise monétaire de sévir en Indo-Chine, car le Trésor n'aurait pu assurer, par des frappes exécutées à perte, le remplacement des piastres exportées. Il eût fallu ou bien relever le taux fixe de conversion, et c'était retomber dans les errements précédemment suivis, ou bien la crise monétaire, consécutive à la hausse de l'argent, eût non moins infailliblement assuré l'échec du système.

*
* *

Est-ce à dire cependant qu'une amélioration du régime monétaire de l'Indo-Chine ne puisse être cherchée sans qu'on se heurte aussitôt à des objections décisives ? Est-il donc impossible de trouver un système permettant d'assurer la stabilisation du change de la piastre relativement aux monnaies d'or ? Quel peut être ce système ? Résultera-t-il d'ententes internationales ou bien au contraire sera-t-il d'une application purement locale ?

Autant de questions que nous allons examiner dans les chapitres qui vont suivre. Nous aurons d'abord à exposer comment, à la suite de la baisse du métal blanc de 1902-1903, un cer-

tain nombre de pays à étalon d'argent ou producteurs de ce métal ont cherché à assurer la fixité relative des cours de l'argent lui-même et, par voie de conséquence, des changes des monnaies d'argent et nous dirons ce qu'il est advenu des négociations qu'ils ont entreprises dans ce but. Nous verrons enfin dans quelle voie, à la suite d'autres pays comme l'Inde et les Philippines, l'Indo-Chine s'est à son tour engagée et à quel point elle est arrivée dans sa marche vers une réforme de son système monétaire.

CHAPITRE II

LE PROJET DE CONFÉRENCE MONÉTAIRE DE 1903 *.

Nous avons signalé dans un chapitre de la partie qui précède, la chute énorme de la valeur de

* **Documents.** — COMMISSION ON INTERNATIONAL EXCHANGE OF THE UNITED STATES OF AMERICA. — *Memoranda presented to the Government of France*, 25 juin 1903, Paris, 1903, Clarke et Bishop (en anglais et en français). — *Report on the introduction of the gold exchange standard into China and other silver-using countries*, Washington, 1903, Government printing office (en anglais).

COMISION DE CAMBIOS INTERNACIONALES DE LA REPUBLICA MEXICANA. — *Memoranda*, Paris, 1903, Société Kugelmann (en français). — *Estudio sobre la plata en sus relaciones con los sistemas monetarios*, Mexico, 1903 (en espagnol), traduit en français sous le titre d'*Etude sur l'argent dans ses rapports avec les systèmes monétaires*, Berlin, 1903, H. S. Hermann. — *Stability of exchange*. — *Steadiness of the price of silver bullion*. — *Silver currency on the gold standard*. Londres, 1903, Albert E. Bailey (en anglais). — *Rapport de la délégation monétaire mexicaine sur ses travaux aux conférences de Londres, Paris, La Haye, Berlin et St-Petersbourg*, inséré dans le *Diario oficial de la Republica Mexicana* du 25 septembre 1903. — *Datos estadísticos preparados por la secretaria de Hacienda y Credito publico, especialmente para el estudio de la cuestion monetaria*, Mexico, 1903.

Ouvrages à consulter. — R. LAFARGE, *La politique*

l'argent qui s'est produite à la fin de l'année 1902 et nous en avons également rappelé les raisons. Les puissances ayant pris part à l'expédition de Chine, après les événements dont Pékin avait été le théâtre pendant la révolte des Boxers, avaient imposé au Céleste Empire le paiement d'une indemnité considérable. La dépréciation du métal blanc consécutive à l'annonce de cette décision avait amené les plus grandes perturbations dans les relations commerciales entre les pays à étalon d'or et ceux à étalon d'argent. Les mesures mêmes de défense que quelques-uns de ceux-ci se proposaient de prendre, comme la suspension de la frappe libre de leurs monnaies, avaient encore contribué à accentuer la chute des cours de l'argent, qui, en novembre 1902, sur le marché de Londres s'étaient précipités à 21 d. 11 16 l'once standard. Telle avait été la rapidité de la

monétaire des pays producteurs d'argent et les campagnes bimétallistes en Europe, ch. III, dans les *Questions monétaires contemporaines*, par divers auteurs, Paris, 1905, Larose et Tenin. L. POLIER, *La production de l'argent*, également dans les *Questions monétaires contemporaines*.

Articles de presse. — *La question de l'argent et la proposition du Mexique*, par PAUL LEROY-BEAULIEU, dans l'*Economiste français* du 14 mars 1903, p. 343. — *La fixation du cours du change dans les pays à étalon d'argent*, par RAPHAËL-GEORGES LÉVY, dans l'*Economiste français* du 21 novembre 1903, p. 703. — *Le projet de conférence monétaire*, articles divers dans l'*Economiste européen*, 24^e vol., 2^e sem. 1903, pp. 100, 133 et 516. — *Les pourparlers monétaires entre les Etats-Unis, le Mexique et la Chine*, dans le *Journal des Economistes* du 15 avril 1903, p. 20.

chute que le monde des affaires n'avait pu, si même il en avait pressenti l'étendue, en éviter les conséquences, et les relations commerciales avec les pays à étalon d'argent étaient à peu près interrompues.

Partout on se préoccupait de cette situation et l'on cherchait les mesures propres à y remédier. En France, à la demande de M. Deloncle, député de la Cochinchine, les Ministres des Finances et des Colonies, par un arrêté du 1^{er} décembre 1902, avaient nommé une Commission interministérielle chargée d'étudier la répercussion de la baisse de la valeur de l'argent sur la situation économique et financière de l'Indo-Chine et, pour marquer l'intérêt que le Gouvernement prenait aux travaux de cette Commission, M. Doumergue, alors Ministre des Colonies, en avait pris lui-même la présidence. Beaucoup d'autres gouvernements, notamment celui du Mexique, celui des Etats-Unis de l'Amérique du Nord pour sa récente colonie des Philippines, faisaient étudier les moyens de ramener quelque fixité dans le change des pays à étalon d'argent. Le Mexique était pour sa part décidé à réformer sa législation monétaire, mais il redoutait, pour ses industries minières, les conséquences des mesures qui seraient prises en vue d'assurer cette stabilité des changes et il cherchait à se concerter avec d'autres puissances afin d'arrêter, d'un commun accord, certaines dispo-

sitions lui paraissant de nature à empêcher une dépréciation ultérieure du métal blanc.

Son but était de « coordonner les systèmes monétaires des pays qui employaient alors l'argent comme monnaie courante » (1) et d'arriver par voie d'ententes internationales, à établir et à maintenir un rapport fixe entre les monnaies des pays à étalon d'or et les monnaies des pays à étalon d'argent. •

A cet effet, il s'adressa tout d'abord au Gouvernement des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, et lui fit remettre par son ambassadeur un mémorandum où étaient exposées les mesures par lesquelles il lui apparaissait possible d'arriver au but poursuivi. Le Gouvernement de Washington était tout disposé à entrer dans le rôle de conseiller monétaire qu'il était sollicité de remplir. Elargissant aussitôt le débat, il l'avait étendu à tout l'Extrême-Orient et en particulier à la Chine, qui venait justement de manifester le désir d'instituer chez elle un système monétaire. Dans un message spécial du 29 janvier 1903 (2) au Sénat et à la Chambre des Représentants, le Président Roosevelt recommanda à l'attention du Congrès les propositions

1. Note de M. Azpirros, Ambassadeur des Etats-Unis du Mexique à M. John Hay, Secrétaire d'Etat à Washington, du 15 janvier 1903, annexée au message du Président Roosevelt au Congrès des Etats-Unis du 29 janvier suivant.

2. 57^e Congrès, — 2^e session. — Document n° 449.

d'entente internationale formulées par le Mexique et la Chine. Le Sénat qui discutait à cette époque le bill relatif à la circulation monétaire des Philippines, vota un article additionnel autorisant le Président des Etats-Unis à convoquer à Washington une conférence monétaire internationale (1), mais la Chambre des Représentants pensa qu'il était préférable de ne pas confondre les deux questions et il fut finalement convenu entre les deux Chambres du Congrès qu'un crédit de 25.000 dollars serait mis à la disposition du Gouvernement pour permettre au Président de s'entendre par telles négociations qu'il jugerait convenables avec le Mexique, la Chine, le Japon et autres pays, en vue de préparer la réunion de cette conférence (2).

Les trois Gouvernements de Washington, Mexico et Pékin décidèrent que des délégués seraient simplement envoyés auprès de divers pays étrangers, en vue de sonder les autorités de ces pays sur les moyens qui leur paraîtraient les plus propres à prévenir les fluctuations excessives du change dans les relations commerciales que les pays à étalon d'or entretiennent avec les contrées à monnaies d'argent. C'est seulement au cas où il eût été constaté, à la fin de cette tournée d'études, qu'un accord fût possible entre

1. Proposition du Sénateur Patterson, séance du 16 fév. 1903.

2. Loi de finances du 3 mars 1903.

les différents Etats intéressés que les deux puissances américaines eussent songé à réunir la conférence projetée.

Les délégués désignés par le Mexique furent MM. Enrique C. Creel, Président de la Banque centrale Mexicaine, Luis Camacho, Agent financier du Mexique à Londres, Eduardo Meade, Président de la Banque de San Luis de Potosi, auxquels M. Edward Brush, Vice-Président de la *American Smelting and Refining C^o*, était adjoint comme conseiller technique. Ceux des Etats-Unis furent MM. Hugh H. Hanna, banquier à Indianapolis, Charles A. Conant, Trésorier de la *Morton Trust C^o* de New-York et Jeremiah W. Jenks, Professeur à l'Université Cornell (1). Ces délégués devaient, ensemble ou séparément, se rendre à Londres, Paris, Berlin, Pétersbourg, Pékin et Mexico.

Les négociations qu'ils allaient entreprendre paraissaient particulièrement délicates. Plusieurs fois déjà, divers gouvernements avaient tenté de soutenir les cours de l'argent à l'aide d'accords internationaux, tendant notamment à l'adoption par tous les Etats d'un système monétaire basé sur la frappe libre de l'or et de l'argent. L'agitation en faveur du bimétallisme universel avait abouti à la réunion des conférences moné-

1. A la délégation américaine étaient adjoints en qualité de secrétaires MM. Jules Guthridge et Othon G. Guerlac.

taires de Paris en 1878 et 1881 et de Bruxelles en 1892. Aucune n'avait été suivie de résultats pratiques. Même il devait être désormais admis que la plupart des Etats monométallistes or, notamment l'Angleterre et l'Allemagne, ne renonceraient à aucun prix à leur système monétaire et refuseraient nettement de seconder les vues du Gouvernement mexicain, si elles tendaient au relèvement des cours de l'argent par l'adoption d'un accord international à conclure sur les bases suivantes : libre monnayage de l'or et de l'argent ; fixation d'un rapport fixe de valeur entre les deux métaux. Les représentants de l'Allemagne et de l'Angleterre avaient, à la conférence de 1892, fait de trop catégoriques déclarations à ce sujet (1) pour qu'un espoir, si léger qu'il fût, pût être gardé qu'une agitation bimétalliste nouvelle pourrait être couronnée de succès. D'ailleurs la mission Wolcott en 1897 avait également abouti à un échec par suite du refus de l'Angleterre de rouvrir les monnaies de l'Inde à la frappe libre de l'argent.

D'autre part, une campagne était alors menée dans certains pays pour qu'il fût permis à la Chine de se libérer envers les puissances par des paiements effectués au taux de l'argent à la date du protocole de Pékin du 7 septembre 1901,

1. Conférence monétaire internationale, 1892. Bruxelles, Hayez, 1892, p. 32 et 98.

de telle façon que la baisse survenue depuis cette époque dans la valeur de l'argent fût sans influence sur le nombre de taëls à verser par le Céleste Empire. Si les négociations que les délégués mexicains et américains se proposaient d'engager, pouvaient paraître destinées peu ou prou à assurer le succès de cette campagne, il est fort probable que peu de cabinets européens se fussent montrés disposés à prendre en considération les propositions des délégués.

Aussi avant même de commencer leurs visites auprès des divers gouvernements, les délégués mexicains et américains avaient-ils déclaré catégoriquement qu'il n'entrait pas dans les intentions de leurs gouvernements respectifs de demander à aucun Etat d'apporter une modification quelconque à son système monétaire, pas plus qu'ils n'avaient le désir de faire prévaloir telle ou telle interprétation du protocole de Pékin.

Malgré ces déclarations, le succès des négociations projetées restait très douteux. Dans la presse périodique ou quotidienne, divers économistes européens ne cachaient pas le scepticisme avec lequel ils en envisageaient la réussite (1). Les missions américaine et mexicaine devaient d'autant plus craindre un échec que certains milieux officiels semblaient peu disposés à

1. V. notamment un article de M. Leroy-Beaulieu, dans *l'Economiste français* du 14 mars 1903, p. 343.

seconder les vues des délégués. Interrogé par le correspondant du *Temps* (1) sur le point de savoir si la Russie se ferait représenter à la conférence projetée, M. Witte avait déclaré que si on réunissait une conférence et que le Gouvernement russe y fût invité, il s'y ferait représenter par un délégué, « car la Russie possède, comme les autres pays, des économistes capables de discourir autour d'un tapis vert et de participer à des banquets », mais que la réunion d'une conférence dans le but indiqué par le Gouvernement mexicain lui paraissait une puérilité.

Quelles étaient donc en fait les vues des délégués américains et mexicains ? Telles qu'ils les exposèrent aux délégués français avec lesquels ils furent mis en rapport (2), dans un mémorandum succinct dont on trouvera la traduction à la fin de ce volume (3), elles étaient présentées

1. Numéro du 10 avril 1903.

2. V. annexe VII. Ce mémorandum n'a pas été imprimé.

3. La délégation française était composée de MM. G. Pallain *président*, Yves Guyot, Bénac, de Liron d'Airoles, Arnauné, Maurice Bloch, R. Vasselle, Raphaël-Georges Lévy et Simon ; Atthalin, *secrétaire*. Les réunions des délégués étrangers et français n'eurent à aucun moment le caractère d'une véritable conférence et il fut entendu notamment qu'aucun procès-verbal n'en serait dressé. A Londres au contraire, il fut tenu des procès-verbaux et le protocole de la dernière séance des commissions, dans lequel furent résumés les points sur lesquels l'accord avait paru pouvoir s'établir, fut signé par les délégués des quatre puissances représentées, Etats-Unis, Mexique, Chine et Inde.

sous forme de vœux sur lesquels le sentiment des principaux Etats européens était demandé et se ramenaient à cinq propositions ayant trait d'une part, aux mesures à prendre pour stabiliser les cours du métal argent, et d'autre part, aux mesures relatives à l'adoption dans les pays à étalon d'argent d'un système monétaire ayant pour base une monnaie d'argent à cours légal illimité, mais sans frappe libre, et ayant une valeur fixe en or.

En ce qui concerne les mesures à prendre pour rendre plus stables les cours du métal argent, l'exposé oral ou par mémorandums des vues des délégués américains et mexicains pouvait se résumer ainsi :

Depuis une dizaine d'années la production de l'argent reste à peu près stationnaire ; si elle a augmenté au Mexique, elle a diminué dans les autres pays (1). La consommation est à peu près égale à la production, ce que démontre l'absence de stock disponible.

D'autre part, il est établi que les $\frac{3}{4}$ environ de l'argent produit dans le monde sont fournis par des mines qui extraient d'autres métaux, tels que l'or, le cuivre, le plomb, le zinc, etc., et pour lesquelles l'argent n'est qu'un sous-produit. Les quatre septièmes environ des 175 millions d'onces qui forment le total de la produc-

1. Nous présentons dans le tableau ci-contre les chiffres

tion mondiale, arrivent sur les marchés, quel que soit le prix du métal argent ; dès lors, les cours du cuivre, du zinc et du plomb sont les facteurs principaux de l'augmentation ou de la restriction de la production de ces mines. Suivant que le prix de l'argent est plus ou moins haut, ceux des métaux dont il est le sous-produit s'abaissent ou s'élèvent. En fait, on constate que,

fournis par la Commission mexicaine dans son *Etude sur l'argent, etc.*, p. 39 et 40.

Années	Production de l'argent dans le monde entier à l'exclusion du Mexique	Production de l'argent au Mexique
	<i>onces troy</i>	<i>onces troy</i>
1893	122.062.527	43.410.094
1894	118.870.721	45.739.673
1895	122.151.886	45.349.074
1896	109.026.637	47.934.733
1897	110.376.216	50.044.866
1898	113.933.938	55.121.315
1899	111.370.277	56.967.176
1900	118.415.589	55.175.775
1901	112.595.262	58.403.311
1902	112.053.667	56.944.906

	Onces troy
Production moyenne annuelle de 1890-1901.	159.455.567
Consommation moyenne annuelle de 1890-1901.	158.954.425
Consommation inconnue	501.142
Détieux	14

dans les dernières années, l'abaissement du prix de l'argent a été accompagné par un relèvement du prix du cuivre, du plomb, du zinc, etc.

Si, dans ces conditions, l'argent baisse, cette situation provient, dans l'opinion des délégués américains et mexicains, de la manière dont fonctionne le marché de l'argent, étroitement concentré entre les mains d'un petit nombre d'intermédiaires qui disposent des cours. Environ 110 millions d'onces, c'est-à-dire les 11/17 de la production mondiale, se vendent tous les ans sur le marché de Londres, par l'intermédiaire de quatre maisons de courtiers. Près des 3/4 de cette quantité proviennent d'une seule fonderie des Etats-Unis d'Amérique, qui a adopté le système de vendre régulièrement chaque jour sa production au cours du marché, sans donner aucune limite de prix. L'expérience lui a en effet prouvé que chaque fois qu'elle a voulu suivre une marche différente, c'est-à-dire laisser les stocks s'accumuler dans ses mains en prévision d'une hausse, ou forcer au contraire les ventes lorsqu'elle s'attendait à une baisse, elle a subi des pertes. Cette fonderie n'a d'ailleurs aucun intérêt à la hausse de l'argent, attendu qu'elle facture au cours du jour les métaux extraits par elle du minerai qui lui est expédié par les mines, et que son seul bénéfice consiste dans une somme fixée à forfait par tonne de minerai traité.

Cette situation a inspiré aux délégués l'idée de proposer aux différents gouvernements européens qui ont de l'argent à acheter, de s'entendre pour répartir également sur les douze mois de l'année les achats d'argent qu'ils effectuent pour les besoins de leur frappe ; ils s'engageraient les uns vis-à-vis des autres à opérer ces achats pour une quantité minima, sans toutefois être tenus d'y procéder, si le prix du métal s'élevait au-delà d'un cours maximum, que les délégués indiquaient comme pouvant être celui de 28 d. l'once standard.

Il parut aux délégués français que ces propositions soulevaient des objections de divers ordres et qu'il n'y avait pas lieu de les appuyer. En effet, sans s'arrêter à ce qu'il y aurait d'anormal dans la réunion des acheteurs en syndicat ayant pour objectif d'élever les prix de la marchandise dont ils ont besoin, les délégués français ne considérèrent pas qu'il fût bien établi que la baisse de l'argent ait été due au mode de vente exposé par les délégués étrangers. Ce n'est pas seulement le produit apporté sur le marché qui agit sur les prix, c'est aussi le stock que le producteur serait en mesure d'y jeter éventuellement. Or, l'argent ne vient pas seulement des mines où il n'est qu'un sous-produit, mais aussi, dans une certaine proportion, de mines d'argent proprement dites, qui pourraient

vraisemblablement accroître leur production si les prix augmentaient.

En tout cas, si des mesures quelconques devaient être prises pour régulariser le prix de ce métal, il semblait que ce fût du côté des vendeurs et non pas du côté des acheteurs qu'il convînt de se retourner. Comment les pays consommateurs pourraient-ils s'engager à régulariser la demande, alors que les pays producteurs se déclarent hors d'état de régulariser l'offre ? Il paraissait d'ailleurs que les mesures proposées par les délégués étrangers, qui, suivant eux, n'avaient d'autre but que de régulariser l'action des lois naturelles, pouvaient au contraire avoir une tout autre portée et viser à soutenir artificiellement les cours de l'argent. L'expérience des Etats-Unis devait détourner de toute tentative de cette nature, dont l'inanité avait été alors démontrée. Enfin comment un Gouvernement eût-il pu s'engager à acheter, ne fût ce que pour une période très courte, une quantité déterminée de métal argent ?

Les délégués américains et mexicains parurent en dernier lieu, renoncer à demander aux Gouvernements européens, de prendre aucun engagement de la nature de celui qu'ils avaient exposé et le Mexique suggéra l'idée que certains Gouvernements pourraient au moins favoriser les emplois industriels de l'argent en réduisant les taxes de vérification et d'essai ; au cours de

85 francs le kilogramme d'argent, ces taxes représentaient en France un impôt de 25 0/0 *ad valorem*.

Sous réserve des considérations budgétaires que pouvait soulever cette question, il parut aux délégués français qu'il n'y aurait pas d'inconvénient à s'associer à ce vœu.

Enfin, en ce qui concerne les réformes monétaires à adopter par les pays à étalon d'argent en vue de donner à leurs monnaies un change fixe en or, les commissions américaine et mexicaine recommandaient d'une façon générale aux pays à étalon d'argent d'adopter le système monétaire suivant : emploi de monnaies d'argent à force libératoire illimitée, mais sans frappe libre, et auxquelles une valeur fixe serait assignée par rapport à l'or. C'était vraisemblablement celui que le Mexique avait l'intention d'adopter pour son propre compte et celui également qui était recommandé à l'Empire chinois.

Les délégués français estimaient qu'un pareil système, alors en voie d'organisation aux Philippines, n'avait en soi rien d'impraticable, encore que le maniement en fût délicat. Mais pour que la stabilisation du change pût être considérée sans réserve comme favorable aux intérêts des pays à frappe libre d'argent, ils pensaient qu'il était désirable qu'elle fût simultanément réalisée dans toutes les contrées à monnaie blanche, à commencer par la Chine.

L'adhésion du Céleste Empire à une politique de réforme monétaire, était particulièrement souhaitable et on ne pouvait en principe que s'associer aux vues des délégués étrangers en ce qui concernait l'accession de ce pays à la civilisation monétaire.

La Commission américaine avait dressé tout un plan détaillé pour aider la Chine à surmonter les difficultés de la réforme monétaire que, par l'édit du 22 avril 1903 (1), le Gouvernement de Pékin avait manifesté le désir d'entreprendre. Mais en présence des considérations d'ordre politique que ce projet soulevait, notamment en raison de l'institution d'une commission de contrôle international, les délégués français estimaient que le Département des Affaires Etrangères avait seul qualité pour apprécier si une entente internationale entre les puissances intéressées était de nature à se produire et à en permettre l'adoption.

Enfin, parmi les recommandations que les délégués américains et mexicains avaient formulées, se trouvait celle d'adopter, pour la frappe des pièces nouvelles d'argent destinées à alimenter la circulation des pays qui adopteraient le système préconisé, le rapport de 1 à 32 environ.

Mais la Commission française ne voyait

1. L'édit dont il s'agit a paru dans la *Gazette de Pékin* du 22 avril 1903, mais il est naturellement un peu antérieur à cette date.

aucune raison essentielle de souhaiter que le même rapport fût imposé à tous les pays. Les monnaies d'argent devant être réduites à un rôle de circulation intérieure sur la base d'une valeur fixe en or, il importait peu qu'il y eût une légère différence dans leur valeur intrinsèque.

Les conclusions de la Commission française furent que le Gouvernement français devait réserver son opinion jusqu'à ce qu'il lui ait été possible de procéder à un échange de vues avec les autres puissances intéressées et notamment avec l'Angleterre, qui est le grand centre commercial du monde.

A Londres, où les commissions américaine et mexicaine avaient séjourné d'abord, les délégués anglais avaient adopté dans le protocole final de leurs séances un texte se rapprochant de la rédaction des cinq propositions soumises à la délégation française, mais le Gouvernement de la Grande-Bretagne était resté complètement en dehors des discussions et n'avait pas fait connaître son avis.

Suivant le rapport adressé de Paris le 20 août 1903 par la commission mexicaine au Ministre des Finances du Mexique (1), les conférences tenues à Paris et à Saint-Pétersbourg ne furent

1. Paru dans le *Diario oficial de la Republica Mexicana* du 25 septembre 1903.

suivies d'aucune décision, les Gouvernements français et russe ne devant faire connaître qu'ultérieurement à ceux du Mexique et des Etats-Unis leurs résolutions définitives, d'après les rapports de leurs commissions.

A Londres, Berlin et La Haye, aux dires des délégués, les conférences amenèrent un accord de vues, sur les points suivants :

I. — L'adoption de l'étalon d'or sur la base d'une monnaie d'argent de cours légal illimité, avec une valeur fixe en or, faciliterait beaucoup le développement des pays qui ont l'étalon d'argent et activerait leurs relations commerciales avec ceux qui possèdent déjà l'étalon d'or, sans compter qu'elle multiplierait les débouchés pour les placements du monde.

II. — L'établissement d'un système de monnaie nationale pour l'Empire de Chine, consistant en monnaie d'argent, ayant cours forcé dans tout l'Empire, serait à désirer et, dès que ce serait réalisable, des dispositions devraient être prises pour que la Chine pût établir une relation fixe entre l'unité d'argent et l'or.

III. — Une uniformité approximative serait désirable dans le rapport légal entre l'or et les monnaies d'argent des pays qui désormais adopteraient l'étalon d'or.

IV. — S'il n'y a pas ultérieurement de changements sérieux dans le prix de l'argent lingot il serait désirable que le rapport légal entre l'or

et les pièces d'argent des pays à monnaie d'argent qui adopteraient le système de change fondé sur l'or, fût fixé à environ 1 à 32.

V. — Les fluctuations dans la valeur de l'argent lingot seraient évitées, jusqu'à un certain point, par une régularité prudente dans les achats d'argent nécessités par chaque Gouvernement pour ses besoins réels de frappe ; une régularité de ce genre serait désirable et devrait être adoptée autant qu'il est possible dans chaque pays, dans la mesure qui pourrait s'accorder avec les nécessités et les convenances de son système monétaire.

Les délégués mexicains observaient d'ailleurs que les propositions agréées en principe par les commissions anglaise, allemande et hollandaise, n'engageaient nullement les Gouvernements de Londres, Berlin et La Haye, pas plus que le Gouvernement mexicain lui-même.

Quoi qu'il en soit, seuls, les Etats-Unis firent connaître qu'ils étaient disposés à prendre l'engagement d'acheter chaque année, pendant trois ans, une quantité de métal argent déterminée, calculée d'après leurs besoins annuels moyens. Aucun autre Etat ne voulut prendre un engagement du même genre et il fallait renoncer à l'espoir d'éviter les variations des cours de l'argent par voie d'accords internationaux tendant à régulariser la consommation de ce métal. Le projet

de conférence monétaire fut en, conséquence abandonné.

Une amélioration des changes des pays à étalon d'argent ne pouvait donc plus résulter que des dispositions particulières qu'il appartenait à ces pays de prendre, chacun pour son compte, et ils ne devaient plus attendre que d'eux-mêmes et des mesures appropriées qu'ils sauraient ordonner le remède aux inconvénients dont ils se plaignaient. Il ne leur restait qu'à examiner quels seraient les moyens les plus pratiques, pour assurer cette stabilité du change. A l'exemple du Japon, ils pouvaient se placer sous le régime de l'étalon unique d'or, ou bien, comme l'Inde, adopter une sorte de bimétallisme restreint ou encore, à la suite des Philippines, s'engager dans la voie que recommandait la délégation mexicaine pour la Chine et le Mexique lui-même.

En ce qui concerne l'Indo-Chine en particulier, on s'accordait à reconnaître que le régime de l'étalon unique d'or lui était interdit à la fois par son voisinage de la Chine et par sa situation économique et sociale. Dans un pays où passe pour être une coupure trop forte la sapèque de bronze française, qui vaut un demi-centime lorsque la piastre est cotée 2 fr. 50, on ne saurait raisonnablement songer à adopter un système monétaire suivant lequel, seul, l'or aurait cours légal et pouvoir libératoire illimité, les pièces

d'argent étant réduites au rôle de monnaies d'appoint.

Aussi bien semblait-il possible d'éviter de recourir à ce moyen suprême et, tout en conservant à l'argent le cours légal illimité, d'assurer la stabilité du change par des mesures analogues à celles que l'Inde avait su prendre en 1893 et 1899 ou encore par les moyens qu'adoptaient les Philippines à l'époque même où nous plaçons. C'est dans cette voie que la plupart des économistes recommandaient à l'Indo-Chine de s'engager (1).

Nous allons dans le chapitre qui suit essayer d'indiquer en quoi a consisté la réforme effectuée dans l'Inde et à quels procédés les Etats-Unis ont eu recours pour stabiliser le change philippin.

1. V. notamment les articles de M. Paul Leroy-Beaulieu dans les numéros de l'*Economiste français* des 27 décembre 1902, 3 janvier 1903, p. 1 et 17 janvier 1903, p. 65. V. aussi les comptes-rendus des séances de la Société d'Economie politique des 3 janvier et 3 février 1903, insérés dans les numéros de l'*Economiste français* des 10 janvier 1903, p. 42 et 28 février, p. 282.

CHAPTIRE III

LA RÉFORME MONÉTAIRE DE L'INDE ET L'EXEMPLE

PHILIPPIN

Le premier système monétaire de l'Inde semble avoir consisté, selon la règle généralement

* **Documents.** — *Report of the commission appointed to inquire into the Indian currency (Lord Herschell's committee)*, Londres, 1893. — *Report of the committee appointed to inquire into the Indian currency (Sir Henry Fowler's committee)*, Londres, Eyre and Spottiswood, 1898-1899.

Financial statement of the Government of India with the discussion in the Legislative Council (annuel). — *Financial and Commercial Statistics of British India* (annuel). — *Statistical Abstract for British India* (annuel).

CHARLES A. CONANT, *A special report on coinage and banking in the Philippine Islands*, Washington, Government printing office, 1901.

Administration des Monnaies et Médailles. Rapport au Ministre des Finances (annuel), depuis 1896 ; V. notamment année 1905, annexe XXXIX, p. 241 et année 1906, annexes XXXIX, p. 241 et LVI, p. 278.

Ouvrages à consulter. — *The Statesman's Year-book* (annuel), Londres et New-York, Macmillan and Co.

P. ALGLAVE, *La question monétaire en Extrême-Orient*, dans *Les Questions monétaires contemporaines*, par divers auteurs,

observée, en simples poids de métal fin, or, argent ou cuivre ; l'argent était le métal le plus abondant. L'or a cependant joué dans la circulation monétaire, particulièrement dans le Sud, un rôle considérable et il existait de nombreuses pièces de ce métal, notamment la pagode, dont le type le plus répandu, la pagode à étoile, renfer-

Paris, Larose et Tenin, 1905. — ARNAUNÉ, *op. cit.*, ch. IV, § 6, et *Le Bimétallisme français et le Bimétallisme indien*, extrait du compte-rendu de la séance du 28 mars 1903 de l'Académie des sciences morales et politiques, Paris, Alphonse Picard, 1903. — R. CHALMERS, *A history of currency in the British Colonies*. Londres, 1903. — JEREMIAH W. JENKS, *Report on certain economic questions in the English and Dutch colonies in the Orient*, Washington, Government printing office, 1902.

Revue et bulletins. — *Bulletin de statistique et de législation comparée* : *Le budget indien et la question de l'argent*, livraison d'avril 1893, p. 441 ; *Le nouveau régime monétaire de l'Inde anglaise*, livraison de juillet 1893, p. 117 ; *L'histoire monétaire de l'Inde*, *ibid.*, p. 125 ; *La situation financière de l'Inde*, livraison de novembre 1895, p. 547 ; *Le régime monétaire de l'Inde anglaise*, livraison de décembre 1900, pp. 658 et 663 ; *Le régime monétaire de l'Inde (loi du 2 mars 1906)*, livraison d'octobre 1906, p. 523.

Bulletin économique de l'Indo-Chine : *Le régime monétaire de l'Inde*, n° 8, nouvelle série, février 1899, p. 615.

Presse périodique. — *Journal des Economistes* : *La réforme monétaire dans l'Inde*, par G. FRANÇOIS, n° du 15 octobre 1903, p. 25. — *Economiste français* : *La réforme monétaire aux Indes. Le principe de l'étalon d'or*, par PIERRE LEROY-BEAULIEU, n° du 2 septembre 1899, p. 339 ; *Le régime de la roupie aux Indes*, n° du 9 septembre 1899, p. 374 ; *La réforme monétaire aux Indes. L'exécution de la réforme et l'introduction de l'or dans la circulation*, par PIERRE LEROY-BEAULIEU, n° du 30 septembre 1899, p. 473. — *Economiste européen* : *Le régime monétaire de l'Inde anglaise*, par E. THÉRY, n° du 18 juillet 1902.

maît réglementairement 42 grains 048 d'or fin (1), et le mohur, qui depuis 1800, était uniformément frappé au poids de 180 grains et au titre de 11/12. C'est surtout dans la présidence de Madras que l'or circulait intensément. La monnaie d'or y était de beaucoup « le principal élément de la circulation, la monnaie d'échange et la mesure d'après laquelle on calculait généralement la paye des troupes ». Mais dans le reste de l'Inde, l'argent était bien, en fait, le véritable étalon, la vraie mesure de la valeur des choses, si bien que la Compagnie des Indes, convaincue, comme elle le dit elle-même, par la fameuse lettre de Lord Liverpool (2), qu'il ne devait y avoir dans un pays qu'un seul étalon monétaire, décida en 1806 que cet étalon serait l'argent.

Jusqu'à cette époque, il avait existé de nombreux types de monnaies d'argent, ayant dans l'Inde, une plus ou moins large circulation. Sans parler de la multitude de roupies locales frappées pour le compte des princes indigènes et ayant chacune son poids et son alliage, il existait trois types principaux de roupies anglaises : la roupie *sicca* dans le Bengale (3), la roupie *surat*

1. Rappelons que le grain *troy* pèse 6 centigrammes 1/2, ou plus exactement 0 gr. 06479895. Il y a 480 grains à l'once et 12 onces à la livre.

2. *A treatise on the coins of the Realm in form of a letter to the King*, par le comte de Liverpool, Londres, 1805.

3. Elle pesait environ 180 grains dont 176 grains d'argent fin.

à Bombay (1) et la roupie *arcot* à Madras (2).

Ce n'est qu'en 1835 qu'une roupie d'argent uniforme fut choisie comme unité monétaire pour l'ensemble de l'Inde anglaise. Le Gouvernement de la Métropole ayant ordonné, en 1806 que la monnaie étalon de Madras serait la roupie d'argent pesant 180 grains dont 165 de fin, et Bombay ayant, depuis 1824, adopté l'étalon de Madras, ce fut la roupie de 180 grains au titre de 11/12 qui devint la nouvelle roupie de la Compagnie (3). La fabrication de la roupie *sicca* fut en conséquence interrompue à partir de 1836 et le cours légal lui fut retiré à partir du 1^{er} janvier 1838. La frappe de la pagode d'or avait été, d'autre part, définitivement supprimée par une proclamation du 7 janvier 1818. Quant au mohur, dont la valeur en argent avait été fixée successivement à 14 roupies *sicca* (1766), à 15 roupies *arcot* (1800), et à 16 roupies *arcot* (1818) et qui avait parfois perdu le caractère de monnaie légale (Bengale, 1803), la loi de 1835, tout en lui attribuant une valeur nominale de 15 roupies nouvelles et en continuant à en autoriser la frappe pour le compte des particuliers, lui avait enfin retiré le cours légal, suivant les principes adoptés en 1806, dans

1. Elle pesait 179 grains et contenait environ 165 grains de fin.

2. Il existait de nombreuses roupies *arcot*. Celle de Madras même renfermait 166 grains 477 d'argent fin.

3. C'est, on le voit, le poids et le titre du mohur.

l'étendue des territoires de la Compagnie des Indes Orientales, comme d'ailleurs à toute autre monnaie d'or.

Toutefois, une proclamation du 13 janvier 1841 avait postérieurement autorisé les trésoriers à recevoir les monnaies d'or pour leur valeur nominale, telle qu'elle avait été déterminée par la loi de 1835, soit, pour le mohur dont la frappe restait seule autorisée, au taux de 15 roupies d'argent pour un mohur. Mais lorsqu'après 1850, le rapport commercial entre l'or et l'argent tomba au-dessous de 1 contre 15, les mineurs de la Californie et surtout de l'Australie inondèrent l'Inde de métal jaune et à la fin de 1852, 50 *lakhs* (1) d'or s'étaient accumulés dans les trésoreries du Gouvernement. Pour se protéger contre l'invasion du métal jaune et contre les pertes qui en résultaient, le Gouvernement décida, par une proclamation du 22 décembre 1852, qu'à partir du 1^{er} janvier suivant « aucune monnaie d'or ne serait reçue en paiement de sommes dûes ou à devoir au Gouvernement, dans les trésoreries des territoires de la Compagnie » et, s'il était encore possible pour les particuliers d'apporter de l'or aux monnaies pour la frappe, du moins le certificat remis par la Monnaie aux déposants ne pouvait-il plus être remboursé qu'en or et ce

1. La roupie se divise en 16 annas, l'anna en 8 pice et en 12 pie. 100.000 roupies forment un *lakh* et 100 *lakhs* forment un *crore*.

certificat n'était-il plus accepté dans aucune trésorerie publique.

Mais en 1864, par une proclamation du 23 novembre, le Gouvernement de l'Inde faisait connaître que les souverains et demi-souverains, frappés dans une Monnaie royale autorisée d'Angleterre ou d'Australie, seraient, jusqu'à nouvel avis, reçus dans toutes les trésoreries de l'Inde anglaise en paiement des sommes dûes au Gouvernement, comme représentant 10 et 5 roupies respectivement, et que ces souverains et demi-souverains seraient donnés au même taux à toute personne qui consentirait à les recevoir. Peu de temps après, en 1866, la Chambre de Commerce de Calcutta recommandait l'adoption d'une circulation d'or et une commission instituée par le Gouvernement pour faire une enquête sur le système monétaire de l'Inde, la commission Mansfield, invitait le Gouvernement à répondre « au vœu général du pays », et à attribuer cours légal aux monnaies d'or suivant un rapport de valeur avec l'argent de 1 contre 15. Le Gouvernement reçut en conséquence à partir de 1868 les souverains et demi-souverains anglais et australiens, en paiement des sommes à lui dûes, comme équivalant à 10 roupies 4 annas et à 5 roupies 2 annas.

Bien qu'en prenant cette décision, le Gouvernement se fût proposé d'introduire l'or dans la circulation monétaire avec pouvoir libératoire

entre particuliers, l'*Indian coinage act* du 6 septembre 1870 maintint cependant le régime de l'étalon unique d'argent et la hausse relative de l'or sur l'argent, qui s'accusa dès 1873, fit abandonner la question de l'introduction de l'or dans la circulation.

Néanmoins la politique généralement favorisée par le Gouvernement de l'Inde semblait être de faire passer l'Empire du monométallisme argent au bimétallisme, pourvu qu'un rapport fixe entre l'argent et l'or fût établi par un arrangement international, général ou simplement limité. Toutefois une motion, présentée par la Chambre de Commerce du Bengale le 15 juillet 1876, en faveur de l'étalon d'or n'avait pas été accueillie par le Gouvernement de Simla et les délégués de l'Inde à la conférence monétaire internationale de 1881 avaient déclaré que leur Gouvernement ne s'engageait nullement à adopter le système bimétallique.

En s'accroissant, la baisse de l'argent rendait chaque jour plus aiguë la question de savoir quel régime monétaire il convenait d'adopter dans l'Inde, sans que le Gouvernement, favorable tantôt au bimétallisme, tantôt au monométallisme or, se résolût à prendre un parti. Le change de la roupie qui, jusqu'en 1870, s'était maintenue autour de 2 shillings, soit 24 pence, était progressivement tombé à 19 d. 308 pendant l'année fiscale 1884-1885, à 17 d. 441 en 1886-1887 et à

16 d. 379 en 1888-1889. En même temps, les dépenses du budget indien payées dans la métropole, soit pour le service de la dette en or, soit pour les traitements de congé ou les retraites des fonctionnaires et anciens fonctionnaires, s'accroissaient d'année en année et le nombre de roupies nécessaire pour y faire face suivait une progression rapidement ascendante. Les traites que l'*India office* de Londres tirait sur le Trésor de l'Inde, ou *India Council bills* (1), pour couvrir ces dépenses, se négociaient à un taux de plus en plus faible, 1 s. 7,9 d. en 1881-1882, 1 s. 7,31 d. en 1884-1885 ; 1 s. 5,43 d. en 1886-1887 ; 1 s. 4,38 d. en 1888-1889 et 1 s. 2,98 d. en 1892-1893. Les dépenses provenant du change, qui s'étaient élevées en 1884-1885 à 35 millions de roupies environ, étaient rapidement montées à 56 millions en 1886-1887, à 64 millions en 1888-1889, et à 72 millions en 1891-1892, pour atteindre enfin près de 103 millions en 1892-1893 (2).

D'autre part, les doléances des fonctionnaires, dont la solde était fixée en roupies, étaient fort vives. Depuis longtemps, les officiers jouissaient de la faveur d'un cours privilégié pour leurs

1. Le gouvernement de l'Inde se procure la majeure partie des fonds qui lui sont nécessaires à Londres en vendant des traites. Ces traites, libellées en roupies, sont les unes à vue, transmissibles par la poste, les autres télégraphiques.

2. Ministère des Finances. *Bulletin de statistique, etc.*, livraison de novembre 1895, p. 556.

envois de fonds destinés à leurs familles et l'on se demandait s'il n'y avait pas lieu d'accorder une semblable faveur aux fonctionnaires civils. La crainte seule d'imposer de lourdes charges au *Home Government* empêchait de leur en étendre le bénéfice. Mais on avait dû finalement substituer à l'ancien système une « indemnité de change », accordée à tous les agents civils et militaires et consistant en une allocation supplémentaire calculée de manière à porter au taux de 1 s. 6 d. par roupie la moitié du traitement de chaque fonctionnaire ou officier (1).

Une ligue, composée surtout de fonctionnaires et de commerçants, l'*Indian currency association* (2), menait dans l'Inde une campagne obstinée et énergique en faveur d'une réforme monétaire. Seuls, le relèvement des cours de l'argent provoqué par le vote du *Sherman act* en 1890 et la réunion prochaine de la Conférence de Bruxelles faisaient tenir en suspens le règlement de la question monétaire.

Enfin, dans une dépêche du 21 juin 1892, le Vice-Roi de l'Inde fit connaître au Gouvernement anglais son intention bien arrêtée, si la Conférence de Bruxelles n'aboutissait pas et si l'on

1. Ministère des Finances. *Bulletin de statistique, etc.*, livraison d'octobre 1893, p. 534. Cf. *infra*, Ch. IV, § 2.

2. Ses membres les plus marquants étaient le major général Walker, sir Alexandre Miller, le général Lockhart, les colonels Pritchard, Le Messurier, Mortimer, Campbell, Robertson, etc.

n'arrivait point à une convention directe entre l'Inde et les Etats-Unis, de fermer les Monnaies de l'Inde à la libre frappe de l'argent et de poursuivre la substitution de l'étalon d'or à l'étalon d'argent. Une commission extra-parlementaire qui porte dans l'histoire le nom de son président, Lord Herschell (1), et qui comprenait M. Léonard Courtney, sir Thomas Farrer (depuis Lord Farrer), sir Reginald Welby, M. Arthur Godley, sir Richard Strachey et M. Bertram W. Currie fut instituée, le 21 octobre 1892, pour délibérer sur cette grave question. Ce comité commença aussitôt ses travaux, les suspendit pendant la réunion de la Conférence monétaire de Bruxelles (novembre et décembre 1892), les reprit ensuite sans grand empressement, et présenta enfin son rapport le 31 mai 1893. Mais les conclusions n'en furent connues que vers la fin du mois de juin, au moment même où le Conseil législatif de l'Inde, auquel elles avaient été télégraphiées, venait de se les approprier.

Le 26 juin, ce Conseil, réuni d'urgence à Simla, recevait communication d'un projet de loi tendant à modifier l'*Indian coinage act* de 1870 et ce projet était voté le même jour. La réforme monétaire qu'il consacrait était immédiatement promulguée dans l'Inde par un numéro extraor-

1. *Lord Herschell's committee* ; Lord Herschell était le Lord Chancelier d'Angleterre.

dinaire de la *Gazette officielle* et à Londres, la nouvelle en était aussitôt portée par Lord Kimberley à la Chambre des Lords et par M. Gladstone à la Chambre des Communes.

Conformément aux conclusions du rapport du comité Herschell, l'*act* du 26 juin 1893 fermait les Monnaies de l'Inde à la frappe libre de l'argent, la frappe de la roupie étant désormais réservée au seul Gouvernement indien. La roupie conservait force libératoire illimitée et les particuliers pouvaient s'en procurer contre de l'or à raison d'une roupie d'argent pour 16 d. ou 1 s. 4 d. Par une rencontre heureuse, l'*anna* indien se trouvait ainsi assimilé au *penny* anglais (1 roupie = 16 annas = 16 pence). Le souverain devait s'échanger contre 15 roupies (16 d. $\times$ 15 = 240 d. = 20 s. = 1 liv. st.) et il était prévu qu'il serait admis à ce taux par les caisses publiques en paiement de toutes sommes dûes au Trésor.

Le taux de 1 s. 4 d. qui avait été choisi par le Comité de Lord Herschell et adopté par le Conseil législatif de l'Inde était supérieur, au taux réel du change alors pratiqué, tombé pendant l'année fiscale 1892-1893 à 1 s. 3 d., mais il était inférieur à celui que le Gouvernement de l'Inde s'était proposé tout d'abord d'adopter et qui eût été de 1 s. 6 d. Le Comité Herschell avait craint, en accédant aux propositions du Gouvernement de Simla, que la fer-

meture des Hôtels des Monnaies n'eût pour conséquence de faire monter le change de la roupie jusqu'au taux de 1 s. 6 d., soit de 13 roupies 1/3 pour un souverain, et il voulait précisément éviter que la réforme monétaire fût suivie d'un relèvement brusque et considérable du change, lui-même suivi d'un abaissement des prix dans l'Inde (1). Cette baisse, suivant l'intervention gouvernementale comme l'effet suit la cause, eût pu émouvoir l'opinion et rendre la situation critique.

Or il fallait s'attendre à ce que la fermeture des monnaies produisît un double effet, la hausse brusque des valeurs payables en roupies et la baisse subite de l'argent en lingots. En fixant à 1 s. 6 d. le taux suivant lequel les particuliers eussent pu se procurer des roupies, c'était laisser au change de cette monnaie^{*} la possibilité de s'élever jusqu'à ce taux, ce qui eût été une hausse trop considérable. Outre l'avantage que présentait le taux de 1 s. 4 d. d'assimiler l'*anna* au *penny* et de créer un rapport commode entre la roupie et le souverain, il avait également celui d'être approximativement calqué sur la moyenne des changes effectifs des cinq années précédentes. Le choix de ce taux ne comportait d'ailleurs, aux yeux du Comité Herschell, aucun caractère définitif et le rapport de ce Comité avait bien précisé que le taux de 1 s.

1. V. *suprà*, première partie, chapitre III, paragraphe 2.

4 d. pourrait être ultérieurement relevé, si les circonstances rendaient cette modification opportune ou même nécessaire.

Les effets de la loi du 26 juin 1893 furent d'abord tels qu'ils avaient été prévus par le Comité Herschell ; du 26 au 27 juin, en trente heures, les transferts télégraphiques sur l'Inde montèrent à Londres de 1 s. 3. d. 3/16 à 1 s. 4 d. 1/32. La situation du marché ne justifiait pas ce cours élevé et peu de jours après, les soumissions à 1 s. 3 d. 7/8 étaient acceptées. La baisse menaçant de s'accroître, le Secrétaire d'Etat pour l'Inde décidait que provisoirement il ne serait plus adjugé de traites sur le Trésor de l'Inde (*India Council drafts*) à moins de 1 s. 3 d. 1/4, soit 15 d. 8/32. Il y eut en conséquence peu de ventes de traites entre le 6 juillet 1893 et le 24 janvier 1894. Pendant cette période d'ailleurs, les importations dans l'Inde, notamment de cotonnades, avaient beaucoup augmenté, ce qui diminuait la demande de remises sur ce pays. Enfin lorsqu'on avait vu que les travaux du Comité Herschell touchaient à leur terme, la spéculation avait lancé vers l'Inde de grandes quantités de métal blanc. Tant qu'ils n'étaient pas absorbés, ces arrivages d'argent rendaient évidemment de nouvelles remises superflues. Mais lorsque furent rapportées les clauses d'achat du Sherman act, le Secrétaire d'Etat pour l'Inde vendit des traites à n'importe quel prix. En

mai 1894, le taux de la roupie tomba à 12 d. 25/32 et le 23 janvier 1895, on put enregistrer des ventes de *Council bills* au taux de 12 d. 13/32, soit à 3 d. 1/2 au-dessous du taux adopté pour la stabilisation du change.

Dans le même temps, la frappe des roupies avait été à peu près complètement suspendue dans les Monnaies de l'Inde. Tandis qu'il était sorti de leurs presses 131.634.740 roupies en 1890-1891, 55.539.740 en 1891-1892, 126.915.260 en 1892-1893 et seulement 48.125.000 en 1893-1894, il n'avait été frappé en 1894-1895 aucune roupie entière et seulement 945.950 roupies en demis et huitièmes de roupies.

A ce moment, la réforme entreprise semblait vouée à un échec inévitable. L'avenir paraissait très incertain et les capitaux se retiraient de l'Inde. Non seulement aucune fixité dans le change avec les pays à étalon d'or n'avait été obtenue, mais encore elle avait été perdue dans les relations avec les pays à étalon d'argent. Les transactions avec l'Europe restaient très difficiles ; quant au commerce avec les pays d'Extrême-Orient, Singapour, Indo-Chine, Hong-Kong, Chine, il avait été gravement atteint par la réforme entreprise, particulièrement le gros commerce qui se fait sur ordre, comme celui de l'opium.

On sait que la culture du pavot à opium fait aux Indes l'objet d'un monopole analogue à

celui de la culture du tabac en France. L'opium, préparé dans les manufactures du Gouvernement, est ensuite vendu mensuellement aux enchères publiques. Or la plupart des achats d'opium aux ventes du Gouvernement indien se font par ordre. Les Gouvernements de l'Indo-Chine ou des Indes néerlandaises donnent ordre d'acheter à ces ventes, au mieux de leurs intérêts, certaines quantités d'opium livrables en général quinze jours après l'adjudication. Des marchands de Calcutta se portent aussi acquéreurs à ces mêmes ventes de stocks, qu'ils envoient, après certains délais, sur les marchés de Singapour et de Chine.

Mais pour acheter et savoir si leurs achats leur constitueront un bénéfice, il leur est nécessaire de savoir, au moment de l'achat, le taux de change qui leur sera fait quinze jours plus tard par les banques, lorsqu'au moment de leurs expéditions, ils présenteront à l'escompte leurs traites documentaires. Jusqu'à la loi du 26 juin 1893, le change sur les pays d'Etrême-Orient était forcément peu variable (1), les banques indiquaient le taux ferme demandé pour quinzaine et les achats se faisaient facilement. Mais au moment de la fermeture des Monnaies de l'Inde, le change sur les pays à étalon d'argent présenta de grandes variations, même journa-

1. En général 224 roupies pour 100 dollars ou piastres.

lières, et d'autant plus accentuées, au début, qu'à la hausse de la roupie dans l'Inde correspondait une baisse de l'argent dans le monde entier. A la vente du 3 juillet 1893, qui fut la première effectuée après la promulgation de la loi du 26 juin, les acheteurs apprirent par télégramme, au moment où il allait être procédé aux enchères, que le jour même les 100 dollars de Hong-Kong valaient 165 roupies au lieu de 217 qu'ils valaient à la vente précédente et les banquiers interrogés sur le taux qu'ils feraient au moment de la remise des traites répondirent qu'ils ne pouvaient indiquer de taux pour quinzaine. Par suite, les achats furent presque nuls. Quelques caisses furent seulement adjugées à 900 et 935 roupies, alors qu'à la vente précédente les prix, quoique peu élevés, avaient cependant varié entre 1.250 et 1.300 roupies la caisse (1).

La situation devint par la suite moins critique, mais longtemps encore les variations du change alourdirent le marché et ralentirent le mouvement des affaires à la fois avec la Métropole et avec l'Extrême-Orient. Si l'on ajoute que le resserrement monétaire consécutif à la suspension effective de la frappe des roupies commençait, à la fin de 1895, à se faire durement sentir, on

1. *The Englishman*, n° du 4 juillet 1893, aux rubriques « *Monetary* » et « *Money market and commercial intelligence* ». Le prix moyen de la caisse d'opium remonta à 1155 roupies à la vente d'août et revint à 1049 en septembre.

s'étonnera peut-être que le Gouvernement de Simla ait décidé de persévérer dans la ligne de conduite qu'il s'était tracée et peut-être ne se défendra-t-on pas d'une certaine admiration pour une semblable fermeté dans les desseins. A partir de 1895 toutefois, le change commença à s'améliorer, encore que bien faiblement. Le taux moyen de la vente des *Cills* (1) à Londres pendant l'année fiscale 1894-1895 n'était encore que de 13 d. 101 ; depuis ce moment il ne cessa de se relever progressivement, atteignant 13 d. 638 en 1895-1896, 14 d. 451 en 1896-1897, 15 d. 354 en 1897-1898. Dans l'Inde, la frappe des roupies entières restait complètement suspendue en 1895-1896 (2) et 1896-1897.

Plus que jamais décidé à poursuivre la politique qu'il avait adoptée, le Gouvernement indien refusait, le 16 septembre 1897, de rouvrir les Monnaies de l'Inde au libre monnayage des roupies, bien que cette réouverture se fût faite, d'après les propositions dont il était saisi par la mission américaine Wolcott, après une entente avec la France et les Etats-Unis. En vue toutefois de remédier aux effets de la contraction monétaire que la suspension de la frappe de la roupie avait produite, un *act* du 21 janvier 1898 autorisait l'émission de billets contre dépôt d'or

1. *Council bills*.

2. Sauf une frappe de 1320 roupies.

au Secrétariat d'Etat pour l'Inde à Londres à raison de 1 roupie pour 7,53344 grains d'or, soit 1 s. 4 d., et ces dispositions, d'abord édictées pour six mois seulement, étaient ensuite prorogées pour une nouvelle période de deux ans par un second *act* de 1898.

Enfin, le 3 mars de la même année, le Vice-Roi de l'Inde saisissait le Gouvernement de la Métropole d'un projet destiné à assurer d'une façon définitive l'établissement de l'étalon d'or dans l'Inde. Le relèvement du change qui s'était produit à partir de 1895 devait être attribué, selon lui, à la contraction monétaire provoquée par la suspension effective de la frappe. En persévérant à ne pas effectuer de frappes nouvelles, on devait arriver à porter le taux du change de la roupie au « specie point » de 16 d. En vue, toutefois, d'abrégier la période transitoire, le Gouvernement de Simla proposait d'accentuer le resserrement monétaire en retirant des roupies de la circulation. Il demandait en conséquence à contracter sur la place de Londres un emprunt de 20 millions sterling au maximum ; sur cet emprunt, 5 millions de livres seraient immédiatement envoyés dans l'Inde et, si le change restait au-dessous de 1 s. 4 d., le Gouvernement prendrait des roupies à son crédit, les fondrait, vendrait le métal en provenant (à une perte qu'on présumait devoir être de 40 0/0) et se rembourserait de ces pertes au moyen de prélè-

vements sur les 5 millions sterling mis à sa disposition. Le retrait et la fonte des roupies continueraient jusqu'à ce que soit atteint le taux de 1 s. 4 d. par roupie dans le cours du change. L'or ne pourrait être lancé dans la circulation que lorsque ce taux serait bien établi et seulement dans un lointain avenir.

Ces propositions furent soumises par le Secrétaire d'Etat pour l'Inde, Lord George Hamilton, à l'examen d'un Comité, institué le 29 août 1898, et qui comprenait, sous la présidence de Sir Henry Fowler, M. P. (1), ancien Secrétaire d'Etat pour l'Inde, Lord Balfour of Burleigh, Sir John Muir, Sir Francis Mowatt, Sir David Barbour (2), Sir Charles Crosthwaite, M. F. C. Le Marchant, M. Everard A. Hambro, M. W. H. Holland, M. P., M. Robert Campbell et Sir Alfred Dent. Ce Comité déposa son rapport entre les mains du Secrétaire d'Etat pour l'Inde le 9 juillet 1899.

Il estimait que la hausse du change n'était pas seulement due au resserrement de la circulation, mais que beaucoup d'autres causes avaient dû la provoquer, notamment les gros emprunts faits à Londres pour compte indien, la diminution du montant des *Council bills* aux ventes hebdomadaires de ces traites, ce qui restreignait les offres

1. Membre du Parlement britannique.

2. Ancien Ministre des Finances du Gouvernement de l'Inde en 1893.

de remises sur l'Inde, l'augmentation des exportations indiennes dans la Métropole, etc. Ce qui le prouvait d'ailleurs, c'est qu'avant même qu'aucune mesure du genre de celles préconisées par le Vice-Roi de l'Inde eût été prise, le change s'était de lui-même élevé jusqu'à 1 s. 4 d., et n'oscillait plus autour de ce point que pour des raisons commerciales et dans la limite des points d'entrée et de sortie des espèces.

De fait, depuis 1898, le change de la roupie s'était beaucoup amélioré et une première réserve d'or avait commencé à se constituer soit dans l'Inde, soit à Londres pour le compte indien. Au 31 mars, la couverture métallique des billets de crédit (*currency notes reserve*) comprenait 2.000.000 de livres sterling en or; au 1^{er} juillet, cette somme s'était élevée à 2.378.609 livres sterling (1). Le Comité eût été d'avis de laisser simplement les choses en l'état, s'il n'eût craint qu'après les discussions soulevées par sa réunion, la non-adoption immédiate de l'étalon d'or n'eût fait perdre confiance dans le caractère définitif de la réforme entreprise en 1893 (2). Il estimait d'ailleurs que l'étalon d'or possédé en fait par l'Inde devait avoir pour suite normale et logique une circulation effective d'or et il proposait, en conséquence, que le cours légal fût

1. *Report of the Indian currency committee*, § 39 (Il s'agit du rapport final).

2. *Ibid*, § 41.

attribué au souverain et au demi souverain, sans toutefois que le pouvoir libératoire illimité fût retiré à la roupie (1). Le droit de frapper des roupies nouvelles resterait exclusivement réservé au Gouvernement, qui devait continuer à donner des roupies en échange d'or, mais en s'abstenant lui-même d'en faire frapper, tant que la proportion d'or dans la circulation ne semblerait pas excéder les besoins et les demandes du public. Enfin le Comité recommandait que les bénéfices réalisés sur la frappe des roupies fussent complètement réservés et mis à part à la fois des recettes budgétaires annuelles et de la réserve de la circulation fiduciaire, de façon à constituer une réserve d'or spéciale (2).

Certains membres du Comité, M. Robert Campbell et Sir John Muir, étaient d'avis d'abaisser à 1 s. 3 d. ou même 1 s. 2 d. le taux auquel des roupies seraient données en échange d'or, estimant que l'expérience des six années précédentes ne justifiait pas le taux de 1 s. 4 d. Les autres membres du Comité ne partagèrent pas leur opinion. Un abaissement du « specie point » aurait été suivi, sans doute, d'un relèvement dans les prix, mais la richesse générale n'en eût été aucunement accrue, puisque ce relèvement aurait eu pour cause unique la déprécia-

1. *Report of the Indian currency committee*, § 54.

2. *Ibid.*, § 60.

tion de l'instrument monétaire. Quant aux avantages que l'exportation eût pu retirer de l'abaissement du taux de la roupie, ils n'auraient pas présenté un caractère permanent, et comme, d'autre part, on se proposait, en adoptant l'étalon d'or, de fixer les impôts sur la base de l'or, l'abaissement du change de la roupie eût augmenté les charges des contribuables. Pour ces motifs, le Comité Fowler concluait au maintien du taux de 1 sh. 4 d., adopté provisoirement en 1893 pour le change de la roupie (1).

Conformément aux propositions de la Commission, le Gouvernement indien promulgua, le 15 septembre 1899, une loi reconnaissant le souverain comme monnaie légale dans l'Inde, au taux de 15 roupies ; toutefois les Monnaies de l'Inde n'ayant pas été déclarées succursales de

1. *Report, etc*, §§ 66 et 67. — Au rapport du Comité, M. E. A. Hambro fit ajouter une note dans laquelle il signalait que la création dans l'Inde d'une banque analogue à la Banque d'Angleterre ou à la Banque de France serait de nature à faciliter le succès des mesures préconisées par le Comité. De son côté, M. W. H. Holland demandait, sans toutefois refuser de signer avec ses collègues le rapport général, le maintien pur et simple du *statu quo*. Enfin MM. Campbell et Holland et Sir John Muir, dans une déclaration particulière également annexée au rapport, se déclarèrent opposés à tout emprunt en livres sterling, soit pour l'établissement, soit pour le maintien de l'étalon d'or, qui, à leur avis, ne devait pas avoir d'autre soutien que le commerce. Le Comité avait été d'ailleurs unanime à recommander à l'Inde de ne pas accroître l'étendue de ses engagements en or.

la Monnaie royale (1), les souverains ne peuvent pas encore y être frappés.

Le Gouvernement de Simla avait continué à suspendre la frappe des roupies en 1897-1898 et 1898-1899 (2). La réserve d'or détenu tant dans l'Inde qu'en Angleterre (3), en garantie de la circulation de billets (*currency notes reserve*) ne cessait des'accroître. Des 2.000.000 de livres sterling, qui en représentaient le total au 1^{er} avril 1899, elle s'était progressivement élevée à 2.378.609 livres sterling au 1^{er} juillet suivant, à 6.257.872 livres sterling au 15 janvier 1900, et à 8.569.800 livres sterling au 7 mars de la même année.

Cette accumulation rapide d'or n'avait pas été sans surprendre le Gouvernement de l'Inde, qui se trouvait obligé de donner des roupies en échange de l'or qui lui était présenté. A partir du moment où la réserve avait dépassé 5 millions de livres sterling, il avait voulu

1. Seules les Monnaies coloniales, dites succursales de la Monnaie de Londres, peuvent frapper des souverains. Ces Monnaies sont celles de Sydney (1853), Melbourne (1869) et Perth (1897). La Monnaie royale, *the Mint*, frappe le souverain dit à l'écu (*with shield*), tandis que les Monnaies australiennes frappent le souverain dit au dragon (*with dragon*). En raison d'une légère différence d'alliage, le souverain d'Angleterre est préféré au souverain australien par les fabricants de bijoux. Le souverain australien a cours même en Angleterre.

2. Environ 9 millions de roupies seulement avaient été frappés pendant ces deux années, mais le métal provenait de la refonte d'anciennes roupies de Bhopal et de Cachemire.

3. L'or détenu en Angleterre en représentation de billets (*currency notes*) l'est en vertu de l'*act* du 21 janvier 1898, dont nous avons parlé plus haut.

employer l'excédent à ses paiements, de manière à remplacer autant que possible par de l'or les roupies qui faisaient défaut dans la circulation. Mais la demande de roupies fut toujours supérieure à la demande de souverains et, en dépit de ses efforts, le Gouvernement ne put faire accepter l'or dans la circulation. Il dut se résoudre à faire frapper des roupies. Sur 13.019.000 pièces fabriquées en 1899-1900, 12.800.000 le furent pour son compte ; en 1900-1901, la frappe totale s'éleva à 171 millions et demi de roupies, et elle atteignait encore 49 millions et demi en 1901-1902. Depuis lors, la frappe annuelle n'a cessé d'osciller entre 108 millions et demi (1904-1905, minimum) et 196 millions (1905-1906, maximum). Le Gouvernement indien est obligé de réexporter vers Londres l'or qui lui est présenté en échange de roupies et de l'employer en achats d'argent qu'il fait ensuite monnayer. Aucune circulation effective d'or n'a pu encore se maintenir dans l'Inde, contrairement aux prévisions du Comité Fowler.

Mais le change de la roupie n'en reste pas moins stable et n'oscille autour du pair fixé par les lois de 1893 et de 1899 que pour des raisons purement commerciales et dans la limite des *gold points*. Depuis l'année fiscale 1899-1900 (1), le change de la roupie n'a varié qu'en-

1. C'est à partir de l'année fiscale 1899-1900 que le budget de l'Inde fut dressé en livres sterling.

tre 15 d. 973 en 1900-1901 (minimum) et 16 d. 06 en 1899-1900 (maximum). « Il y a donc bien réellement un *pair* du change entre l'Angleterre et l'Inde, tout comme si la roupie, au lieu d'être une monnaie d'argent, était, de même que le souverain anglais, une pièce d'or » (1).

Comment cela peut-il se faire ? Cela tient à l'action combinée des deux causes suivantes : la suspension du libre monnayage de la roupie et la situation créditrice de l'Inde à l'égard de l'étranger et notamment de l'Angleterre. En effet, pour que le change de la roupie puisse se maintenir autour de 16 pence dans la limite des *gold points*, il faut évidemment que le règlement de la balance des comptes de l'Inde, avec l'étranger ne nécessite pas à un moment donné une exportation de roupies, sinon le change de cette monnaie tomberait immédiatement à la parité de l'argent, puisqu'elle ne serait acceptée par les créanciers étrangers que pour sa valeur lingot. C'est pourquoi le comité Fowler avait recommandé la constitution d'une réserve d'or destinée à parer à toute éventualité. Dans le cas où le cours du change eût annoncé une exportation prochaine de numéraire, le Gouvernement eût puisé l'or nécessaire dans la réserve et eût fait en même temps restreindre les tirages

1. Arnauné, *Le Bimétallisme français et le bimétallisme indien*, p. 14.

de *Council bills* par le Secrétaire d'Etat (1). L'or ne manque pas à l'Inde pour maintenir son change au pair. Le Gouvernement, nous l'avons vu, a institué deux caisses de réserve, l'une, la *currency reserve* (2) pour gager la circulation des billets, l'autre, la *gold reserve fund*, destinée précisément à soutenir le change en cas de tendance à la baisse au-dessous du « specie point ». D'ailleurs, si la balance des comptes n'est défavorable que d'une façon absolument momentanée, il est possible que le change ne subisse de ce fait aucune atteinte ; quelques tirages à découvert effectués par les banquiers, une restriction opportune des ventes de *Council bills*, suffiront à soutenir les cours sans même qu'une exportation d'or soit rendue nécessaire. Néanmoins en prévision d'une crise éventuelle, le Gouvernement de Simla s'est efforcé d'accroître le plus possible le montant de ses réserves d'or. D'après les *Financial statements of the Government of India* des années 1905-1906 et 1906-1907, les deux réserves s'élevaient respectivement (3) :

1. *Report, etc.*, § 59.

2. La *currency reserve* ne se compose pas uniquement d'or, mais aussi de roupies, ce qui est naturel, puisque ce qu'elle gage, c'est le remboursement des billets en roupies. Depuis 1905, cette réserve peut être tenue en totalité indifféremment à Londres ou dans l'Inde, à la seule condition que la réserve de roupies soit toujours dans l'Inde.

3. Seuls, les fonds de la *Currency reserve* sont en or monnayé ou en roupies, en lingots d'or ou en barres d'argent. Au con-

Années fiscales	Montant du <i>Gold reserve fund</i>	Or dans la <i>Currency reserve</i>
—	liv. sterl.	liv. sterl.
1900-1901	3.031.000	3.778.000
1901-1902	3.454.000	7.023.000
1902-1903	3.811.000	9.859.000
1903-1904	6.544.000	10.789.000
1904-1905	8.478.000	10.984.000
1905-1906	12.262.700	11.575.400

Malgré l'importance de ces réserves, elles ne sauraient suffire à maintenir le cours du change, si la balance des comptes de l'Inde avec l'étranger lui était fortement défavorable plusieurs années de suite, car elles se trouveraient rapidement épuisées. Elles ne peuvent que parer à des fluctuations temporaires de la balance. Mais depuis longtemps, la balance commerciale de l'Inde, qui constitue le principal élément de la balance de ses comptes avec l'étranger, lui est particulièrement favorable ainsi que le montrent les chiffres suivants :

Années	Moyenne annuelle des importations.	Moyenne annuelle des exportations
—	Roupies.	Roupies.
1882-1883 à 1888-1889	72,76,82,400	89,30,02,560
1889-1890 à 1895-1896	87,55,63,720	111,29,56,970
1896-1897 à 1902-1903	99,37,79,448	121,18,86,033
1903-1904	132,72,15,076	169,78,94,230

traire, les fonds du *gold reserve fund* sont placés en valeurs sterling, en Consolidés, en *National war loan*, en fonds garantis du Gouvernement du Transvaal, en *Local loans* et pour partie en *Treasury bills*. Les arrérages de ces placements, soit 245.400 livres pour l'année 1905-06, sont capitalisés et s'ajoutent annuellement au fonds de réserve.

L'excédent des exportations sur les importations se serait ainsi élevé, année moyenne, à 16 *crores* 54 *lakhs* pendant la première période, à 23 *crores* 74 *lakhs* pendant la seconde, à 21 *crores* 81 *lakhs* pendant la troisième et jusqu'à 37 *crores* 6 *lakhs* en 1903-1904, soit 370.600.000 roupies, ou 24.700.000 livres sterling. L'Inde est ainsi, grâce à ses exportations, beaucoup plus créditrice de l'étranger qu'elle n'en est débitrice et, notamment, les sommes dont elle est créancière excèdent toujours celles que le Trésor indien doit lui-même remettre dans la Métropole pour le service de la dette, les retraites, soldes de congé, achats de matériel, etc. Bien loin d'être obligée d'exporter du numéraire, l'Inde est au contraire en posture d'en recevoir, puisque les offres de remises sont inférieures aux besoins des acheteurs. Ceux-ci, pour se soustraire aux exigences des vendeurs de change sur l'Inde, n'ont d'autre ressource que d'y envoyer de l'or. Et comme cet or ne peut en fait s'infiltrer dans la circulation, puisque ce sont des roupies que les indigènes préfèrent, force est bien aux débiteurs de l'Inde de se procurer cette monnaie, ce qu'ils ne peuvent faire qu'à raison de 7,53344 grains d'or, soit 1 s. 4 d., par roupie. En un mot, la balance des comptes de l'Inde est telle, que les mouvements du numéraire sont provoqués, en général, non par la baisse du change au dessous du « *specie point* », mais au contraire par sa tendance

à s'élever au delà du point d'entrée de l'or.

Enfin, comme la monnaie d'or n'existe pas dans la circulation, comme, d'autre part, le Gouvernement, qui donne des roupies contre de l'or, ne s'est pas engagé à faire l'opération inverse et qu'ainsi fait défaut un des moyens de maintenir la parité de la roupie, à savoir son échange à volonté et en toute circonstance contre la monnaie d'or, pour qu'à l'intérieur de l'Inde même, la roupie ne fasse pas une prime ou ne subisse pas une perte sur le taux adopté pour la stabilisation du change extérieur, il faut que la mise en circulation des roupies nouvelles et leur absorption par les « courants du commerce » se balancent et s'égalisent. Le stock de roupies en circulation doit ainsi s'adapter rigoureusement aux besoins des échanges et de l'épargne. Les frappes nouvelles de roupies ne présentent aucun inconvénient qu'autant qu'elles répondent à des besoins constatés. Si la roupie venait à être l'objet d'un mouvement de défaveur de la part des indigènes et que le stock circulant continuât à s'accroître, il pourrait se faire que, par l'effet de la surabondance de roupies, cette monnaie vînt à subir une « déprime » relativement à son pair et le change extérieur pourrait être affecté par cette situation, si la surabondance des roupies était assez considérable pour provoquer, suivant la loi de Gresham, une expulsion de l'or. Mais, en fait, le Gouvernement serait

averti du moment où la circulation de roupies menacerait d'être redondante parce que, bien avant de chasser l'or, les roupies seraient refoulées vers ses caisses, l'or viendrait prendre leur place et une circulation effective d'or s'établirait concurremment avec celle des roupies. Le stock de monnaie blanche se règle ainsi automatiquement sur les besoins réels de la circulation.

Il ne semble pas d'ailleurs que le moment soit prochain où l'Inde sera saturée de roupies. Le taux moyen des salaires des indigènes, l'état de leurs besoins, leur *standard of life*, en un mot, ne permettent pas l'emploi dans la circulation d'une monnaie de valeur relative aussi élevée que la monnaie d'or, et, comme les ryots ne connaissent pas encore d'autre moyen d'épargne que l'entassement ou l'enfouissement, dans les années de bonnes récoltes et de fortes exportations, la demande et l'absorption des roupies sont considérables. Assiégé de demandes de monnaie blanche, le Gouvernement, bien loin d'en craindre la surabondance, a dû se prémunir contre des demandes se produisant de façon imprévue. A cet effet, il a constitué une réserve de barres d'argent suffisante pour monnayer 3 crores de roupies et alimenter la fabrication des Monnaies de Calcutta et de Bombay pendant un mois, c'est-à-dire pendant la durée que mettraient à parvenir dans l'Inde et à être frappés

en roupies les lingots qui seraient achetés à Londres.

En outre, la situation de la balance des comptes de l'Inde avec l'étranger et la préférence des indigènes pour les roupies ont produit ce phénomène curieux et déjà signalé, que l'or importé dans l'Inde, ne trouvant pas d'exutoire dans la circulation, vient s'accumuler dans les caisses du Trésor indien et qu'il doit finalement être réexporté pour être consacré à des achats d'argent.

Le Gouvernement de l'Inde n'a pas manqué de se préoccuper de ces mouvements inutiles de numéraire et il a cherché à en éviter les frais. Il lui a paru que le meilleur moyen était d'augmenter les tirages des *Council bills* et d'accroître ainsi l'offre de moyens de remise sur l'Inde. Tandis que les tirages du Secrétaire d'Etat à Londres se sont élevés, année moyenne, à 17.430.000 livres sterling de 1893-1894 à 1898-1899, et à 17.650.000 livres de 1899-1900 à 1902-1903, la moyenne des ventes annuelles a été, au contraire, de 26.620.000 livres de 1903-1904 à 1905-1906 et l'on prévoyait que pour l'année 1906-1907 les ventes atteindraient 31.576.300 livres. Les tirages budgétaires étant loin de nécessiter une semblable émission de traites, le surplus a servi à payer les achats d'argent, à fournir le capital nécessaire aux constructions de chemin de fer ou encore à renforcer la réserve d'or détenue en Angleterre en garantie de la circulation fiduciaire.

Enfin, toujours dans le désir d'éviter les mouvements inutiles de numéraire, le Secrétaire d'Etat pour l'Inde a créé à Londres une caisse de la circulation fiduciaire, la *Currency Chest*, correspondante de la caisse analogue existant dans l'Inde. Nous avons eu déjà l'occasion de dire (1) que le *Paper currency act* de 1905, modifiant les *acts* de 1898 et de 1900 relatifs au même objet, avait autorisé le dépôt à Londres de la totalité du fonds de réserve conservé en garantie de la circulation fiduciaire, ou du moins de la partie de ce fonds composée de monnaies ou de lingots d'or. C'est avec cette partie de la réserve que le Secrétaire d'Etat a créé la *Currency Chest*, qui a reçu de l'Inde en 1905-1906, 7.045.000 livres sterling en or. Cette somme a été déposée à la Banque d'Angleterre au compte du Secrétaire d'Etat pour l'Inde.

Cette *Currency Chest* de Londres est destinée à remplir des rôles multiples :

1° Elle doit servir notamment, et c'est là son rôle primordial, à gager le remboursement des billets dans l'Inde. Ces billets étant remboursés en roupies, la Caisse fournit simplement l'or nécessaire aux achats d'argent dont le monnayage serait désirable, mais elle permet de faire ces achats avec rapidité et sans la publicité inhérente à une expédition d'or de l'Inde.

1. V. *suprà*, p. 245, note 2.

2° Enfin, et ceci n'est pas son rôle le moins intéressant, la *Currency Chest* peut servir à maintenir le taux du change sans mouvements de numéraire de la façon suivante. Si la balance créditrice de l'Inde venait à diminuer d'importance et que la demande de remises sur l'Inde vînt à faiblir, le cours des *India Council bills* aux ventes hebdomadaires pourrait tomber bien au-dessous du « specie point ». Le Secrétaire d'Etat pour l'Inde serait à même dans ce cas de restreindre les émissions de traites en effectuant les paiements à faire dans la Métropole pour le compte du Trésor indien à l'aide de fonds puisés dans la *Currency Chest* de Londres. Simultanément, dans l'Inde, le Trésor ferait un transfert équivalent soit d'or, soit de roupies, au profit de la *Currency reserve* locale. Inversement, si le papier privé sur l'Inde et si les tirages budgétaires sur le Trésor ne constituaient pas des offres de remises suffisantes pour satisfaire aux demandes, il serait possible au Secrétaire d'Etat d'accroître l'émission des *Cills*. Le produit de ces tirages supplémentaires serait versé à la *Currency Chest*, ce qui rendrait disponible dans la Caisse indienne correspondante une somme équivalente de roupies, qui serait précisément employée au paiement de ces traites supplémentaires.

Tel est le mécanisme ingénieux, mais simple, par lequel l'Inde arrive, grâce à un heureux

concours de circonstances et tout en réduisant au minimum les mouvements de numéraire, à maintenir au pair avec l'or le change de la roupie, sans circulation effective d'or et sans même s'interdire, comme l'a fait l'Union latine, la frappe nouvelle de monnaies d'argent à pouvoir libératoire illimité. La réussite du système, subordonnée à la réalisation de trois conditions absolument indispensables, à savoir la suppression de la frappe libre de l'argent, une balance des comptes favorable et une demande intérieure de roupies constante, est d'autant plus intéressante à constater qu'elle est uniquement due à l'action simultanée et combinée de ces trois causes, sans avoir été préparée par la constitution préalable d'une réserve d'or. Il est permis de penser que si cette réserve avait été constituée, par exemple au moyen d'un emprunt extérieur, ou bien si les années qui ont suivi la fermeture des Monnaies de Bombay et de Calcutta avaient été plus favorables, la période d'incertitude qui s'est écoulée de 1893 à 1898 eût été considérablement abrégée et le change plus rapidement stabilisé. Les conditions dans lesquelles a été poursuivie et accomplie la réforme monétaire de l'Inde n'en sont d'ailleurs que plus intéressantes à observer.

On peut discuter, et l'on n'a pas manqué de le faire, sur le point de savoir s'il était opportun ou non pour l'Inde de s'engager dans la voie qu'elle

a suivie. Un reproche particulièrement a été adressé au Gouvernement indien à l'occasion de sa politique monétaire. On a fait valoir que, depuis des temps immémoriaux, les indigènes avaient l'habitude de puiser dans le stock circulant l'argent dont ils fabriquaient leurs bijoux. Lorsque la frappe des roupies était libre, le métal ainsi distrait de la circulation pouvait être remonnayé à peu de frais et, à poids égal, la valeur de l'argent lingot et celle de la monnaie étaient à peu près identiques. Il n'en est plus de même depuis que le change a été stabilisé sur la base de l'étalon d'or. Toutes les roupies sont devenues légalement des roupies d'or valant un quinzième d'une livre sterling. L'argent lingot a, par contre, perdu la qualité de mesure de la valeur et il est devenu une simple marchandise à l'égard de l'argent monnayé. La stabilisation de la roupie aurait eu ainsi pour conséquence de faire percevoir aux indigènes, de façon tangible, la baisse de l'argent qu'ils avaient pu jusque-là ignorer pratiquement.

Il est possible, en effet, qu'au début, la suppression de la frappe libre de l'argent ait été pour les indigènes la source de quelque déconvenue, mais il ne faut pas oublier que les prix de toutes choses dans l'Inde, même les taux des salaires, tendaient à se régler sur la base de l'or. Le rapport conventionnel de valeur adopté entre l'argent monnayé et l'or étant à peu

près égal au rapport commercial du jour de la réforme et le premier étant resté invariable, depuis lors, malgré les changements du second, on peut dire, au contraire, que la réforme de 1893 1899 a laissé les indigènes insensibles, parce qu'ignorants, à la baisse et aux variations de l'argent survenues par la suite. Dans quelque mesure, du reste, que soit fondé le reproche que nous venons d'exposer, il est certain, en tout cas, qu'il ne saurait avoir d'importance qu'à l'égard d'un pays dont le stock d'argent non monnayé est considérable, ce qui est, à la vérité, le cas de l'Inde (1), mais ce qui peut n'être pas celui de beaucoup d'autres pays à étalon d'argent et notamment de l'Indo-Chine (2).

Au surplus, il ne s'agit pas pour le moment de savoir si la réforme indienne a eu ou n'a pas eu d'inconvénients, puisqu'aussi bien le problème de la stabilisation du change extérieur peut se poser pour d'autres pays dans des conditions différentes ; il ne s'agit même pas de savoir si la somme des avantages l'emporte dans l'Inde sur celle des inconvénients. Ce qu'il importe, c'est de

1. Le stock d'argent non monnayé de l'Inde était évalué en 1900 par les statistiques anglaises et américaines à 12 millions 1/2 de kilogrammes.

2. Lorsque les matières d'or et d'argent étaient acceptées aux caisses du Trésor indo-chinois en paiement des impôts, malgré la valeur conventionnellé, supérieure à leur valeur commerciale, qui leur était attribuée, les versements furent sans importance. V. *suprà*, 1^{re} partie, chapitre II.

constater si le Gouvernement indien, ayant voulu, à tort ou à raison, introduire l'étalon d'or dans l'Inde, a réussi dans son entreprise, dans quelle mesure, par quels moyens et à la faveur de quelles circonstances. C'est le seul but que nous avons à nous proposer, et nous avons aussi à mettre en évidence comment le Gouvernement indien a dû, sous la pression des faits, modifier son plan primitif, notamment en renonçant à introduire une circulation effective d'or, et se résoudre, pour réduire les mouvements du numéraire, à imaginer un système permettant de rendre disponible dans l'Inde une somme quelconque de roupies sans transfert effectif d'espèces métalliques.

La création de la *Currency Chest* et son fonctionnement sont d'autant plus dignes de remarque que le Comité Fowler avait été saisi en 1898 d'un projet qui tendait précisément au maintien du change extérieur sur la base de l'étalon d'or, sans circulation d'or et même, en principe, sans mouvements de numéraire, et que le Comité avait écarté ce projet, comme tout autre analogue, dans la crainte que le défaut de circulation d'or visible ne soulevât de la défiance.

Suivant le projet dont il s'agit et qui émanait d'un membre de l'Institut des Banquiers de l'Inde, M. A. M. Lindsay, de la Banque du Bengale à Calcutta, de cinq à dix millions sterling eussent été empruntés à long terme à Londres et

déposés, sous le nom de « réserve de l'étalon d'or » (1), à l'*India office* ou à la Banque d'Angleterre. Un bureau chargé de surveiller l'emploi de ce fonds de réserve, eût été créé à Londres sous le nom d'« Office de Londres de l'étalon d'or » (2). Il eût été annoncé que ce bureau était prêt à vendre à tous requérants des traites libellées en roupies pour des sommes de 15.000 roupies et au-dessus contre de l'or, au taux de 1 s. 4 1/16 d. par roupie. Ces traites eussent été tirées sur deux offices à créer sous le nom d'« Offices indiens de l'étalon d'or », soit dans les Monnaies de l'Inde, soit dans les offices de la circulation fiduciaire des Présidences de Calcutta et de Bombay. Les traites eussent été tirées payables à présentation tant qu'il y aurait eu des roupies disponibles dans les offices indiens. Si les roupies étaient venues à y manquer, les traites eussent été tirées payables à une échéance calculée d'après le temps nécessaire pour la frappe de l'argent acheté à Londres avec la monnaie sterling de l'office londonien (3).

Il eût été annoncé, d'autre part, que les offices indiens de l'étalon d'or étaient prêts à vendre à tous requérants des traites sur l'office de Lon-

1. *Gold-standard reserve.*

2. *London gold-standard office.*

3. Soit à échéance d'environ cinq semaines, savoir trois semaines à un mois pour le transport des barres d'argent dans l'Inde et onze jours pour le monnayage.

dres, payables à présentation, libellées en or par sommes de 1.000 £ et au-dessus, contre des roupies, au taux de 1 s. 3 3/4 d. par roupie. Toutes les roupies versées aux offices indiens eussent été tenues en réserve pour payer les traites de roupies tirées par l'office de Londres. Quant à l'or reçu dans l'Inde en vertu de la loi du 26 juin 1893, il eût été versé, sur leur réquisition, aux offices indiens et envoyé par eux à l'office de Londres.

Si la réserve de l'étalon d'or avait diminué au point d'être menacée d'un prochain épuisement, ce fait eût indiqué que le stock de roupies en circulation dans l'Inde était surabondant et il eût été du devoir du Gouvernement de le réduire. Une partie des réserves de roupies des offices indiens eût été vendue et l'or obtenu eût renforcé la réserve de l'étalon d'or de Londres. La perte subie sur l'opération n'eût pas été nécessairement définitive, car elle eût pu être, par la suite, compensée par une opération inverse.

Si les ventes d'argent eussent été insuffisantes pour préserver de l'épuisement la réserve de l'étalon d'or, il eût été nécessaire de la réapprovisionner au moyen d'un nouvel emprunt temporaire.

La mise à exécution de ce projet eût commencé pendant la saison des exportations, en janvier ou février, c'est-à-dire au moment où les remises sur l'Inde sont le plus demandées et elle n'eût pas fait obstacle à ce que fussent continuées les

ventes de *Council bills* pour les besoins budgétaires de l'Inde.

Ce projet, ingénieux et séduisant, écarté par le comité Fowler comme étant de nature à inspirer de la défiance et aussi parce que les responsabilités découlant de la convertibilité absolue des roupies en monnaie sterling étaient trop grandes, devait faire fortune... en Amérique.

*
* *

Les Etats-Unis étaient devenus par le traité de paix du 10 décembre 1898, conclu entre eux et l'Espagne, les maîtres de l'Archipel des Philippines, où la piastre mexicaine était alors le principal instrument des échanges. A plusieurs reprises, le Gouvernement espagnol avait tenté, sans grand succès, faute de soutenir ses efforts par des mesures appropriées, d'établir dans la colonie un système monétaire distinct et spécial. Lorsque le rapport commercial de la valeur de l'argent à l'or était tombé au-dessous de 15 1/2 à 1 l'or était devenu l'étalon monétaire dans l'archipel et des pièces d'or spéciales avaient été frappées pour les Philippines. A partir de 1880, les effets de la baisse de l'argent s'étaient fait sentir, entraînant l'exportation de l'or par grandes quantités ; en peu de temps, ce métal avait complètement disparu de la circulation, ne laissant que la monnaie d'argent comme instrument d'échange et comme étalon monétaire. La dispa-

rition de l'or et la multiplicité des types de monnaies d'argent en usage avait amené le Gouvernement espagnol à émettre, en 1897, un peso philippin spécial qui, bien que frappé au titre de 0,835 seulement, était parvenu à s'introduire dans la circulation concurremment avec la piastre mexicaine. Son faible titre l'avait garanti contre l'exportation, tandis que la piastre affluait ou disparaissait suivant la demande qui en était faite dans les autres pays d'Extrême-Orient. Néanmoins le peso hispano-philippin ne constituait qu'une faible partie du stock monétaire circulant, qui se trouvait surtout composé de piastres.

En prenant des mains du Gouvernement espagnol l'administration des Philippines, le Gouvernement de Washington, justement préoccupé de l'avenir économique de la nouvelle colonie de l'Union, soucieux de resserrer les liens qui pouvaient la rapprocher de sa Métropole nouvelle comme aussi de favoriser l'essor des relations commerciales entre l'archipel et les Etats-Unis, avait considéré que l'adoption par les Philippines d'un système monétaire analogue à celui de l'Union serait de nature à seconder utilement et de la façon la plus heureuse le développement des échanges entre San-Francisco et Manille. Dès le début de l'occupation américaine, les premiers colons avaient adopté le dollar des Etats-Unis comme base de leurs transactions. L'Administration avait de son côté choisi, sans que

cependant la mesure fût générale, la même unité monétaire comme monnaie de compte. C'était notamment en monnaie des Etats-Unis qu'étaient tarifés les droits de douane, les peines pécuniaires, les cautions, etc. Mais c'était en monnaie locale que se faisaient en réalité les paiements. Dans les magasins, elle était acceptée au cours du jour des banques et dans les caisses des Trésoreries, au taux officiel du Gouvernement. Les inconvénients du système furent les mêmes à Manille qu'à Saïgon et, en peu d'années, l'Administration américaine apprit à les connaître tous.

Au début de l'occupation, la Commission civile des îles Philippines avait adopté un taux officiel *ne varietur* fixé à 50 cents du dollar américain, ce qui facilitait considérablement la comptabilité de l'Administration. Mais dès l'année 1900 apparaissaient les premiers dangers du système. Par suite de la campagne de Chine, les piastres mexicaines avaient acquis en ce pays pendant l'automne 1900 une valeur supérieure au taux officiel philippin, ce qui avait amené leur exportation de l'archipel. En moins de trois mois, plus de trois millions de piastres furent exportés des Philippines et la ville de Manille, ainsi que les autres places commerciales, étaient à ce point démunies de monnaie, qu'il n'en existait même pas assez pour les transactions journalières. Plus tard, lorsque les puissances réduisirent les effectifs de leurs corps expéditionnaires, le

cours de la piastre mexicaine commença à baisser et tomba bientôt à 47 cents. Le taux officiel, ayant été maintenu aux Philippines à 50 cents, les piastres affluèrent rapidement dans les îles et en chassèrent l'or américain qui avait pu y être introduit. Ce fut après ces événements que les Américains se décidèrent à faire suivre au taux officiel les variations du cours commercial. Mais la valeur de l'argent était alors si instable, que des « Ordres Exécutifs » devaient modifier presque chaque semaine le taux du Gouvernement, d'où une grande incertitude pour l'acquittement des droits tarifés en or.

Dès 1900, dans son rapport annuel au Département de la Guerre, la Commission civile des Philippines préconisait la substitution aux piastres mexicaines et aux pesos hispano-philippins d'une monnaie dont le change serait maintenu stable en dollars des Etats-Unis ; elle suggérerait l'idée que le dollar américain ou bien un peso théorique d'or philippino-américain, de la valeur d'un demi-dollar, analogue au yen d'or théorique du Japon, pourrait devenir l'étalon monétaire des Philippines. Un peso d'argent philippino-américain, d'un titre inférieur à celui de la piastre mexicaine, pour en empêcher l'exportation, serait réellement frappé et composerait la circulation effective. Ce peso d'argent pourrait être accepté dans les transactions intérieures comme l'équivalent d'un

demi-dollar des Etats-Unis, sa parité étant maintenue par sa convertibilité en monnaie américaine.

L'année suivante, le Secrétaire de la Guerre chargeait M. Charles A. Conant de faire une enquête sur la question monétaire et le commerce de banque aux Philippines et de faire, en vue d'une solution satisfaisante de ces deux questions, des propositions qui pussent être soumises au Congrès des Etats-Unis. Le rapport de M. Conant est daté du 21 novembre 1901 et a été annexé au rapport de la Commission civile des Philippines pour la même année. M. Conant s'y déclarait hostile à l'adoption par les Philippines du système monétaire des Etats-Unis. En admettant même qu'il fût compris des indigènes, particulièrement de ceux qui n'avaient pas encore été en contact avec les nouveaux maîtres du pays, qu'une pièce américaine de 50 cents pût équivaloir à une piastre mexicaine pesant le double, il était à craindre que les commerçants au détail ne réduisissent pas leurs prix de moitié. Ce fait s'était produit à Porto-Rico et il y avait tout lieu de croire qu'il en serait de même aux Philippines. L'adoption du système monétaire des Etats-Unis eût donc été suivie d'une hausse des prix et vraisemblablement aussi des salaires. Enfin la valeur nominale du dollar américain étant de beaucoup supérieure à sa valeur intrinsèque, les

dangers de sa contrefaçon, dans un pays où la main-d'œuvre est bon marché, étaient considérables.

D'autre part, le maintien de la piastre mexicaine comme unité monétaire ne paraissait pas désirable. M. Conant voyait un danger plutôt qu'un avantage dans ce fait qu'elle avait cours dans tout l'Extrême-Orient, car tous les pays où elle servait d'instrument d'échange étaient exposés à s'en trouver démunis, sans pouvoir parer aux inconvénients de son exportation par des frappes immédiates ; la communauté de leur système monétaire les soumettait tous à subir le contre-coup de tout ce qui pouvait troubler la circulation d'un seul d'entre eux.

L'adoption de la piastre mexicaine aboutissait d'ailleurs à maintenir les Philippines sous le régime de l'étalon d'argent, ce qui paraissait contraire aux intérêts bien entendus de la colonie. S'il est vrai que la chute du change des pays à étalon d'argent favorise leurs exportations, il est incontestable, en tout cas, que jamais l'accroissement de celles-ci n'est correspondante à celle-là. Quant aux profits que retirent les exportateurs de la dépréciation de l'argent, ou bien ils ne sont pas durables, si les salaires s'élèvent, ou bien c'est aux dépens des salariés qu'ils sont réalisés. Enfin les variations du change des pays à étalon d'argent font que la spéculation tient toujours une grande place dans le com-

merce de ces pays et que les affaires y sont constamment troublées.

Au contraire l'étalon d'or attire les capitaux, comme le prouve l'exemple de la Russie en 1896 et du Japon en 1897. C'est celui de la grande majorité des nations commerçantes, c'est aussi celui du commerce international. Enfin, à un point de vue plus particulier, c'est celui qui est le plus propre à favoriser le commerce américain avec les Philippines.

M. Conant concluait à l'adoption, comme unité monétaire dans l'archipel, d'une pièce d'argent qui serait spécialement frappée et mise en circulation par le Gouvernement des Philippines. Son poids serait de 25 grammes et son titre de 0,835 seulement, pour diminuer les dangers de son exportation en cas de hausse de l'argent. Sa valeur en or serait fixée à 50 cents du dollar américain et il serait au pouvoir du Gouvernement philippin de maintenir cette parité par des moyens appropriés.

Ces moyens, selon M. Conant, sont au nombre de deux, savoir la limitation du stock monnayé et l'interchangeabilité du métal le moins cher avec le métal étalon au taux fixé par la loi. « C'est l'action efficace de ces deux influences qui, aux Etats-Unis, a maintenu au pair avec l'or un stock circulant dont la valeur intrinsèque est de beaucoup inférieure à sa valeur nominale.... La sensibilité du stock monétaire à la loi de l'offre et de la demande fut démontrée en 1890, lorsque la

quantité de monnaie d'argent commença à excéder les besoins du commerce. Le trop plein de la circulation commençait à être exporté sous forme de monnaie d'or ; l'Union fut menacée d'être précipitée sous le régime de l'étalon d'argent et de la rupture de la parité entre sa monnaie d'argent et son métal étalon. L'expérience de 1893 n'avait pas été le premier signe avant-coureur du péril. Un danger analogue à celui alors couru avait déjà menacé le Trésor des Etats-Unis en 1885 et il n'avait été écarté que grâce à l'autorisation donnée par le Congrès d'émettre des *silver certificates* de la valeur de 1,2 et 5 dollars. La demande considérable de ces petites coupures en avait assuré la rapide diffusion et la vision des dangers résultant de l'existence d'un stock d'argent supérieur à ce qui pouvait en être absorbé dans les canaux du commerce fut retardée jusqu'à la crise de 1893.

« La limitation de la quantité de toute circulation met en jeu la même loi qui gouverne la valeur des autres « commodités », la loi du monopole ou de la raréfaction. C'est grâce à elle qu'il a été possible aux Etats-Unis de maintenir au pair avec l'or 500 millions de dollars d'argent et c'est aussi grâce à elle que l'Inde a pu en 1893 donner une valeur fixe en or à la roupie. Si l'expérience indienne n'a pas réussi entièrement, cela tient seulement à l'excessive quantité d'argent qui était en circulation dans l'Inde. Le

Gouvernement de Simla a du moins réussi, en suspendant la frappe libre de l'argent, à donner une valeur artificielle à la roupie, dont le cours s'est élevé au-dessus de sa valeur intrinsèque sans cependant atteindre la valeur fixée par le Trésor Indien. Ces expériences, complètement ou partiellement couronnées de succès, démontrent que la loi de l'offre et de la demande gouverne les cours du change. Combinée avec la faculté d'échanger à volonté les pièces d'argent contre de l'or au taux légal, cette loi pourra maintenir la valeur de la monnaie philippine à l'abri des fluctuations de l'argent lingot. Il est seulement nécessaire que la quantité des pièces mises en circulation soit déterminée avec discernement ».

Bien que l'adaptation du volume de la circulation aux besoins du commerce doive être de nature à contribuer pour beaucoup au maintien de la valeur de la monnaie, le rapporteur prévoyait qu'il pourrait être fait appel, pour maintenir la parité, à l'aide d'autres mesures, dont la plus essentielle serait la création d'une réserve d'or. Cette réserve, qui serait employée au rachat des monnaies d'argent au pair et à la réduction du montant du stock circulant lorsqu'il serait redondant, serait constituée au moyen des bénéfices réalisés sur la frappe. Ces profits, s'élevant à 10 ou 15 pour cent de la valeur nominale des frappes fourniraient, pour 40 millions de pesos,

une réserve de 4 à 6 millions de pesos, soit de 2 à 3 millions de dollars, qui devait être suffisante, selon M. Conant, pour maintenir la parité d'une pareille émission. Si la circulation devenait surabondante, il se produirait des demandes d'or en échange d'argent ; l'argent serait versé dans la réserve et l'or obtenu serait exporté. « Ainsi, sous la décisive influence du change étranger, le stock circulant serait réduit et réajusté aux besoins du commerce. Si un changement dans les conditions des affaires créait un besoin de monnaie, le remède à cette situation résiderait dans une importation d'or et dans sa présentation à la *currency reserve* en échange de monnaie d'argent. Le système agirait avec la même automatique précision que les libres mouvements d'or sous l'influence de la balance du commerce et du change dans les pays à étalon d'or ».

Enfin dans le but de donner pleine confiance dans la sécurité du système proposé, le pouvoir serait donné au Gouvernement philippin, pour en user en cas de besoin, de vendre des traites d'or, de transférer temporairement des fonds du Trésor dans la *currency reserve*, d'émettre des *certificates of indebtedness* à court terme, et d'acheter des monnaies d'or ou des lingots. Mais il serait bien rare que le Gouvernement philippin fût obligé de recourir à ces pouvoirs exceptionnels. « Le seul fait qu'il en serait nanti serait

suffisant à lui éviter la nécessité de les exercer, tout comme la nation dont la défense est le mieux préparée est aussi la plus sûre d'être à l'abri d'une attaque ». Si même il était nécessaire, pour accroître la réserve d'or, de contracter un emprunt d'un ou deux millions de dollars, dont les intérêts seraient une charge supplémentaire pour le budget des Philippines, ce ne serait pas payer trop cher la sécurité apportée au commerce et la confiance donnée aux capitalistes, puisque le résultat serait le développement de la matière imposable et l'augmentation des recettes budgétaires.

Enfin M. Conant recommandait de mettre promptement la Monnaie de Manille en état de fabriquer les nouveaux pesos, dont la frappe sur place permettrait leur livraison rapide en cas de besoin.

Le projet Conant fut transformé en projet de loi par le Gouvernement américain et soumis au Congrès de Washington. Malgré un rapport favorable de la commission à laquelle il avait été renvoyé, la Chambre des Représentants le repoussa et y substitua un projet de loi en vertu duquel l'étalon d'or eût été établi aux Philippines. Mais le Sénat, craignant que l'introduction de l'étalon d'or n'amenât une grande perturbation dans les affaires commerciales de l'archipel, se refusa complètement à accepter le principe voté par la Chambre et revint au projet de la

commission de la Chambre des Représentants, projet qui avait l'appui du Gouvernement des Philippines et du Gouvernement américain.

Il vota, le 16 février 1903, un texte nouveau, dans lequel fut inséré l'article, dont nous avons parlé (1), autorisant le Président Roosevelt à accueillir les demandes formulées par le Mexique et la Chine et à convoquer une Conférence monétaire internationale chargée d'étudier les questions soulevées par la dépréciation croissante de l'argent.

Le projet revint ainsi de nouveau à la Chambre et la commission, en face d'un vote qui concordait avec ses recommandations premières, se hâta de déposer un nouveau rapport favorable dans lequel elle demandait toutefois que l'article relatif à la conférence monétaire disparût de la loi en préparation.

La Chambre vota cette fois le projet de sa commission et le Sénat ayant à son tour ratifié ce vote, la loi fut approuvée par le Président Roosevelt le 2 mars 1903 (2).

Aux termes de cette loi, l'unité monétaire aux Philippines devait être un peso d'or contenant 12 grains $9/10$ d'or et $1/10$ d'alliage. Cette pièce deviendrait l'unité de valeur lorsque le Gouver-

1. Voir chapitre précédent.

2. N° 137. — *An Act To establish a standard of value and to provide for a coinage system in the Philippine Islands.* Cet act est aussi connu sous le nom de *bill Lodge*.

nement des Philippines aurait fait frapper et serait prêt à mettre en circulation pour 5 millions au moins de pesos d'argent sur le chiffre que la même loi l'autorisait à frapper.

La monnaie d'or des Etats-Unis aurait cours légal au taux de 1 dollar pour 2 pesos (1) pour le paiement de toutes dettes publiques et privées aux Philippines.

En outre de la frappe que le Gouvernement de l'Archipel était déjà autorisé à faire en vertu d'une loi précédente du 1^{er} juillet 1902 (2), il pourrait faire frapper pour une somme qui n'excéderait pas 75 millions de pesos des pièces d'argent de 1 peso, pesant 416 grains à 1/10 d'alliage de cuivre (3).

Ce nouveau peso serait *legal tender* pour le paiement de toutes dettes publiques et privées, sauf convention contraire des parties.

Il serait frappé des pièces de monnaie divisionnaires de la valeur de 50, 20 et 10 centavos.

Le Gouvernement des Philippines avait pouvoir d'édicter telles mesures qui lui paraîtraient nécessaires pour maintenir un rapport fixe de

1. Ce qui donne au peso la valeur de 2 fr. 58. Le rapport de valeur adopté entre l'or et l'argent est donc de 1 à 32.

2. *An Act temporarily to provide for the administration of the affairs of civil government in the Philippine Islands, and for other purposes.*

3. Soit 26 grammes 956. Le dollar d'argent des Etats-Unis ne pèse que 412 1/2 grains, soit 26 gr. 729. La piastre mexicaine pèse 27 gr. 073.

valeur entre le peso d'or et le peso d'argent et afin de maintenir cette parité, il pouvait émettre des certificats temporaires dits *certificates of indebtedness*, portant un intérêt ne pouvant excéder 4 0/0 l'an, à échéance de trois mois au moins et d'un an au plus. Ces certificats d'une valeur de 25 dollars ou 50 pesos ou de quelque multiple de cette somme devaient être rachetables en monnaie d'or des Etats-Unis ou en monnaie légale des Philippines et leur montant en circulation à un moment donné quelconque ne pouvait dépasser 10 millions de dollars ou 20 millions de pesos. Leur produit devait être exclusivement employé à maintenir la parité de la monnaie philippine avec l'or et à cet usage seul, sauf pourtant qu'une somme qui ne pourrait, à un moment donné quelconque, excéder 3 millions de dollars, pourrait être affectée à l'achat de lingots d'argent.

Jusqu'à une date à fixer par le Gouvernement de l'Archipel, mais qui ne pouvait être antérieure au 1^{er} janvier 1904, la piastre mexicaine et les pesos hispano-philippins seraient reçus en paiement par les caisses publiques à un taux fixé périodiquement par le Gouverneur civil, mais la préférence devait toujours être donnée par les agents du Trésor aux nouveaux pesos. Les pièces mexicaines ou espagnoles qui paraîtraient fausses pouvaient être refusées.

Le Trésor des Philippines pouvait, moyennant

le dépôt de pesos d'argent pour une somme d'au moins 20 pesos, émettre des billets de banque de deux pesos au moins et de dix pesos au plus. Ces billets seraient reçus en paiement dans les caisses publiques et pourraient être compris dans la réserve légale des banques.

La promulgation de cette loi fut accueillie avec enthousiasme par la colonie américaine de Manille, avec méfiance par les commerçants européens, avec indifférence par les indigènes.

Dès le 23 mars, la Commission civile des Philippines autorisait l'émission de deux millions de dollars en *certificates of indebtedness*, et cette somme était portée à 3 millions de dollars le 30 juin suivant. Le montant de ces émissions était affecté aux achats de lingots d'argent nécessaires pour la frappe des nouveaux pesos. Le 8 août, un nouveau million de dollars était consacré à l'achat du métal pour la monnaie divisionnaire.

La nouvelle monnaie fit son apparition à Manille en mai 1903 et fut aussitôt baptisée du nom de son promoteur. Le peso « Conant » ne circula d'abord qu'entre Américains ou parmi ceux qui avaient coutume de se servir du dollar ou pour leurs transactions commerciales ou leurs besoins personnels. Les petits trafiquants indigènes et les Chinois refusaient de lui accorder une valeur supérieure à celle de la piastre

mexicaine ou espagnole. Certains Chinois même ne voulaient point l'accepter.

Le 10 octobre 1903, la Commission civile créa une « Caisse spéciale de l'étalon d'or » à la Trésorerie insulaire, ayant pour objet de maintenir la parité du peso philippin avec le peso théorique d'or. Cette caisse reçoit tous les profits réalisés par le Gouvernement de l'Archipel sur le monnayage, ainsi que tous les bénéfices de change qui peuvent être faits ; les fonds qu'elle renferme ne peuvent servir qu'aux opérations auxquelles donnent lieu la mise en circulation et le maintien au pair de la nouvelle monnaie.

Le bureau chargé de ce soin doit délivrer sur demande présentée à la Trésorerie insulaire pour des sommes offertes en monnaie philippine d'au moins 10.000 pesos, ou pour des sommes offertes en monnaie des Etats-Unis d'au moins 5.000 dollars, des traites payables en or sur les fonds appartenant à la Caisse de l'étalon d'or déposés aux Etats-Unis ou ailleurs, en prenant une commission de 0,75 0/0 pour les traites et une commission de 1 1/8 0/0 pour les transferts télégraphiques. Réciproquement le bureau dépositaire aux Etats-Unis des fonds de la Caisse doit délivrer, moyennant la même commission, des traites payables en pesos dans l'Archipel et qui lui sont demandées contre versement de dollars. La commission prélevée sur ces opérations peut être réduite ou augmentée par un ordre du

Ministre des Finances et de la Justice du Gouvernement insulaire.

Le bureau de Manille doit également échanger, au pair, avec l'approbation du Ministre des Finances et de la Justice philippin, les divers billets ayant cours aux Etats-Unis en monnaie philippine et réciproquement ; dans les mêmes conditions, il peut échanger aussi, en billets ou pesos philippins, de l'or américain monnayé ou en barres, mais la somme ne doit pas être inférieure à 5.000 dollars ou 10.000 pesos et la commission prélevée sur ces échanges doit couvrir le prix du fret de New-York à Manille.

La monnaie philippine ainsi que la monnaie américaine versée dans la caisse du bureau de Manille doit y rester déposée pour satisfaire aux demandes d'échange qui peuvent se présenter.

Il est facile de reconnaître dans l'institution philippine la mise en pratique du projet que M. Lindsay avait formulé pour l'Inde en 1898 (1). Son efficacité pour le maintien du change autour du pair a été ainsi démontrée. Les plus grosses difficultés que les Américains ont dû vaincre, pour implanter le système nouveau aux Philippines, sont venues de la coexistence avec la monnaie nouvelle de la monnaie ancienne.

Il avait été prévu, dans l'*act* du Congrès de

1. Avec cette modification, toutefois, que le cours légal a été donné aux monnaies d'or américaines.

Washington du 2 mars 1903, que l'ancienne monnaie locale ne serait plus admise dans les caisses publiques à une date qui ne saurait être antérieure au 1^{er} janvier 1904 et le peso philippin devait devenir la monnaie légale pour toutes les transactions et obligations publiques ou particulières, avec cette restriction que les dettes, contractées avant le 31 décembre 1903, pourraient encore être payées dans la monnaie qui avait pouvoir libératoire avant cette époque.

Dans le courant du mois de novembre 1903, les maisons de commerce commencèrent à annoncer que leurs prix seraient fixés en « Conants », les uns à partir du 1^{er} décembre 1903, les autres à partir du 1^{er} janvier 1904. Le taux officiel du peso était alors de 1,15 mexicain et les banques et quelques spéculateurs avaient accaparé l'or américain et la nouvelle monnaie philippine. Les acheteurs n'avaient donc à leur disposition que les piastres mexicaines et les pesos hispano-philippins et comme la plupart des négociants, en tarifiant leurs marchandises en « Conants », avaient fait cette modification en prenant 1 peso pour 1 piastre, l'introduction de la monnaie nouvelle apparaissait aux Philippines comme aboutissant à une dépréciation de 15 0/0 de la monnaie ancienne. Le bénéfice réalisé par les commerçants, qui avaient en fait haussé leurs prix, était d'autant moins justifié et d'autant plus critiquable qu'eux-mêmes continuaient à payer

en piastres leurs employés et leurs fournisseurs indigènes. De leur côté, les propriétaires demandaient pour prix de leurs loyers autant de pesos philippins qu'ils demandaient auparavant de piastres mexicaines.

Le seul remède à une telle situation était la disparition de l'ancienne monnaie et la circulation exclusive de la nouvelle. Le public demandait que le Gouvernement opérât le rachat des piastres et des pièces espagnoles peso pour piastre, mais celui-ci s'y refusa. Il se borna à interdire, le 14 janvier 1904, l'importation aux Philippines de toute monnaie ne reposant pas sur l'étalon d'or et à frapper les contrevenants d'un emprisonnement ne pouvant dépasser une année et d'une amende de 10.000 pesos au maximum ou de l'une des deux peines seulement.

Enfin le 27 du même mois, la Commission civile, pour accélérer la disparition de la monnaie ancienne, prit un acte très important, en vertu duquel elle en autorisait le rachat par les trésoriers et percepteurs à la valeur du métal, fixée par le Trésorier Général insulaire. Des taxes spéciales étaient créées pour l'enregistrement des conventions ou contrats, desquels devait découler l'obligation pour une des parties de payer une somme d'argent évaluée en ancienne monnaie ; l'acquisition d'une licence spéciale, en outre de la patente ordinaire, était exigée de toute personne, firme ou société, qui annonçait

son intention de continuer à régler ses affaires, en tout ou en partie, en piastres ou en monnaie espagnole. Toutes les fois que le règlement d'une dette contractée en monnaie ancienne ou l'exécution d'une obligation stipulée dans la même monnaie nécessitait l'intervention de la justice, la Cour ou le Tribunal devaient obligatoirement évaluer en monnaie philippine la dette de la partie perdante. La faculté était en outre donnée à tout débiteur de se libérer envers son créancier, en lui offrant l'équivalent en nouvelle monnaie philippine de la somme stipulée en monnaie mexicaine ou espagnole.

Enfin l'acte du 27 janvier 1904 frappait des droits suivants l'usage de l'ancienne monnaie, à partir du 1^{er} octobre 1904 : tout chèque, billet à ordre, lettre de change, etc., payable, en tout ou en partie, en ancienne monnaie, devait être revêtu d'un timbre spécial, par les soins des fonctionnaires du « Revenu Intérieur », moyennant un *advalorem* de 1 0/0 (monnaie philippine) sur la somme stipulée en monnaie locale. Le droit était porté à 2 0/0 du 1^{er} au 30 novembre 1904, à 3 0/0 pendant le mois de décembre et à 5 0/0 après le 1^{er} janvier 1905.

Quant aux tarifs des licences exigées des négociants, firmes ou sociétés, qui continuaient à faire leur commerce en ancienne monnaie, ils étaient fixés à 10.000 pesos pour la première classe, 5.000 pour la seconde, 1.000 pour la troi-

sième et 500 pour la quatrième. Bien entendu, le paiement de ces licences n'était pas exigé des négociants qui achetaient l'ancienne monnaie en vue de son exportation (1).

Ces mesures permirent l'établissement définitif de la circulation nouvelle qui, dès le mois de juillet 1904, commença à se répandre dans des proportions considérables et qui a fini par être la seule en usage. Au 30 juin 1905, les frappes exécutées aux Etats-Unis pour les Philippines s'élevaient suivant le Rapport de l'Administration des Monnaies et Médailles pour l'année 1906, (2) aux chiffres suivants :

		Nombre de pièces
Argent	/ Pesos	25.406.729
	\ 50 centavos . . .	6.127.889
	\ 20 centavos . . .	7.997.139
	\ 10 centavos . . .	11.356.928
Nickel	5 centavos	9.999.258
Bronze	{ 1 centavos	37.844.658
	{ 1/2 centavo	17.752.258

On voit maintenant comment le système philippin diffère de la réforme indienne. Pour son

1. D'après un rapport de M. Levet, vice-consul de France à Manille, paru dans le *Bulletin économique de l'Indo-Chine*, n. 35, n. s. (novembre 1904), p. 1213, sous le titre : *L'établissement de l'étalon d'or aux Philippines*.

2. *Rapport au Ministre des Finances*, onzième année, 1906, annexe LVI, p. 284.

promoteur, M. Conant, le maintien au pair avec l'or d'une circulation d'argent dérive seulement de trois causes : la limitation de cette circulation, son adaptation exacte aux besoins du commerce et la possibilité d'échanger la monnaie d'argent contre de l'or au taux fixé par la loi. La monnaie dépréciée est une marchandise dont la valeur est soumise aux variations qui peuvent résulter de sa plus ou moins grande abondance. Elle a un rôle déterminé et précis et il importe de limiter l'offre qui en est faite aux besoins réels de la circulation et des échanges. Si l'on parvient à adapter exactement le volume du stock circulant à ces besoins, on aura fait ce qui importe le plus pour le maintien de ce stock au pair que l'on a adopté.

Cette théorie comporte incontestablement une part de vérité. Si la quantité de monnaies d'argent à pouvoir libératoire illimité vient à excéder celle que réclament les besoins des échanges, l'excès en circulation en est d'abord refoulé vers les caisses du Trésor et les guichets des banques d'émission. C'est ce qui se produit en France (1). Et si, négligeant de tenir compte de

1. Les tentatives faites par la Banque de France et par le Ministère des Finances pour mettre en circulation une quantité de pièces de 5 francs plus grande que celle actuellement répandue dans le public ont toujours échoué. A peine sortis des caves de la Banque ou des caisses du Trésor, les écus y ont été refoulés immédiatement.

l'indication fournie par le reflux de la monnaie blanche vers ses caisses, un gouvernement laissait exécuter des frappes nouvelles, nul doute que le change extérieur ne soit affecté, plus ou moins immédiatement, par ces émissions ultérieures de monnaie dépréciée. L'argent finirait par subir, relativement au pair légal, une déprime qui entraînerait, suivant la loi de Gresham, une exportation de l'or et le change tomberait au-dessous du point de sortie du métal jaune. C'est ce qui s'est produit aux Etats-Unis en 1893.

L'adaptation exacte aux besoins réels de la circulation du stock de monnaie dépréciée à maintenir au pair avec l'or est donc d'une importance qui ne saurait être contestée. Et c'est un point évidemment fort délicat que de savoir, une fois que la stabilisation du change a été décidée et que la liberté de la frappe a été suspendue pour les particuliers, dans quelles limites un gouvernement pourra se permettre à lui-même de faire des émissions nouvelles de monnaie blanche.

Mais la quantité de monnaie dépréciée en circulation n'est pas le facteur unique qui vienne influencer sur les cours du change. Contrairement à ce qu'affirme M. Conant, ce n'est pas seulement la trop grande abondance de roupies qui, dans l'Inde, de 1893 à 1899, a empêché le change d'atteindre le pair. C'est aussi et surtout la mauvaise situation économique de cette colonie, qui, durant cette période, par suite de récoltes défi-

citaires, n'avait pas trouvé dans ses exportations une contre-partie suffisante pour balancer la somme de ses engagements vis-à-vis de l'étranger.

Ce n'est donc pas uniquement à une pléthore de monnaie blanche que pourra être dûe la rupture de la parité adoptée entre elle et l'or. La chute du change au *gold point* de sortie pourra être également provoquée, et même ce sera le cas le plus fréquent, par le défaut d'équilibre, durable ou momentané, des comptes créditeurs et débiteurs du pays à circulation d'argent, lorsque les seconds l'emporteront sur les premiers, ou, si l'on préfère, les apports de monnaie dépréciée aux bureaux d'échange auront aussi pour cause l'insuffisance des offres de remises sur l'étranger.

Cependant M. Conant ne semble pas se préoccuper de cette cause d'exportation de l'or. Pas une ligne de son rapport n'y est consacrée. Le rôle de la réserve d'or semble être uniquement, dans son système, de permettre le rachat de la monnaie dépréciée en excès, de façon à en réduire le volume en circulation et c'est d'après le montant total du stock de monnaie d'argent qu'il évalue la somme que cette réserve doit atteindre. On pourrait croire ainsi qu'avec une réserve d'or permettant, suivant les évaluations de M. Conant, de réduire le stock de monnaie dépréciée d'un dixième à un septième, il serait possible, dans tous les cas, de maintenir au pair

le change de tout pays à circulation d'argent.

Mais le rôle de la réserve d'or ne consiste pas seulement dans celui que lui assigne M. Conant ; c'est même, dans un pays où la monnaie blanche est la monnaie préférée, celui que vraisemblablement elle remplira le moins souvent. Son rôle primordial, essentiel, sera, au contraire, de parer aux insuffisances de moyens de remises sur l'étranger, en cas de balance des comptes défavorable. Autrement dit, elle permettra de maintenir le change au point d'or de sortie, lorsque la situation débitrice exigera une exportation de numéraire, parce que ce numéraire sera l'or qui y sera puisé.

Encore que la situation créditrice d'un pays à circulation d'argent vis-à-vis de l'étranger ne soit pas ainsi, dans le système philippin, une condition absolument essentielle pour la stabilisation de son change, puisque l'existence préalable de la réserve d'or permettrait d'en empêcher la chute à la parité du métal, l'examen de la balance de ses comptes n'en reste pas moins d'un grand intérêt. Outre, en effet, que la réserve d'or doit être suffisante pour permettre le règlement de la balance la plus fortement débitrice, il importe également que la stabilisation soit décrétée au moment de l'année où la situation vis-à-vis de l'étranger est généralement le plus favorable. Enfin, si la balance des comptes était longtemps contraire, la contraction prolongée

de la circulation qui en résulterait, ne serait pas sans présenter de graves inconvénients.

Aussi bien, si la stabilisation aux Philippines n'a donné lieu, jusqu'à ces temps derniers, à aucune difficulté, en dehors de celles très graves qui sont résultées du remplacement total de la circulation, cela tient-il à ce que, comme dans l'Inde, les conditions aux quelles toute stabilisation du change nous semble subordonnée, à savoir la suppression de la liberté de la frappe de l'argent, une balance des comptes généralement favorable et une demande intérieure d'argent monnayé s'y sont trouvées réalisées. La balance du commerce de l'Archipel, qui constitue le principal élément de la balance de ses comptes avec l'étranger, s'établit comme suit (1):

	1901 U. S. dollars	1902 U. S. dollars	1903 U. S. dollars	1904 U. S. dollars
Importations .	30.462.000	33.342.166	35.099.835	34.327.481
Exportations .	24.503.000	28.671.904	39.674.328	37.033.185

Ce tableau montre, si l'on admet que la balance commerciale représente à peu près la balance des comptes, pourquoi il eût été difficile aux Américains de stabiliser le change philippin sans avoir au préalable constitué une réserve d'or.

Il n'en faut pas moins constater que presque

1. On remarquera que le passage de l'étalon d'argent à l'étalon d'or ne semble pas avoir nui au développement des exportations.

tous les pays à circulation d'argent qui ont stabilisé leur change ont adopté tôt ou tard un système analogue à celui des Philippines. En dehors des ventes de *Council bills*, l'Inde a la *Currency Chest* de Londres dont nous avons expliqué le fonctionnement. Le Siam vient de mettre à part, sur le produit de son dernier emprunt, une somme de 3.000.000 de livres sterling qu'il a déposés à son crédit dans des banques de Londres ; c'est sur cette réserve que sont tirées les traites qu'il délivre contre versement de ticaux, à un taux qu'on voudrait plus stable.

Le Mexique enfin nous offre l'exemple d'une application très pure du système Lindsay-Conant. Il y a été créé un « fonds régulateur de la circulation monétaire », doté de 10 millions de piastres, somme qui peut être portée éventuellement à 15 millions. Ce fonds reçoit en outre tous les bénéfices résultant de la frappe, des opérations de change, etc. Une partie en est remise en dépôt à l'extérieur dans des banques de premier ordre et la partie conservée dans le pays est déposée en qualité de « dépôt confidentiel » à la Banque nationale du Mexique. Toute monnaie d'argent qui entre dans ce fonds n'en peut sortir qu'en échange d'or au taux légal ou pour l'achat de traites sur l'étranger payables en or ou pour l'exportation.

Mais il n'est pas indifférent de constater aussi que tous ces pays sont précisément beaucoup

plus exportateurs qu'importateurs et que la balance de leurs comptes avec l'étranger leur est fortement favorable. La question reste donc entière de savoir comment se comporterait le système Conant dans le cas d'une situation fortement ou longtemps débitrice.

Quoi qu'il en soit le système philippin leur offre du moins les avantages suivants :

1° La constitution préalable d'une réserve d'or à l'étranger et les tirages qu'elle rend possibles permettent d'éviter la longue crise par laquelle l'Inde a passé de 1893 à 1899 ;

2° Dans un pays où les exportations ne sont pas réparties également pendant tous les mois de l'année, cette réserve permet de soutenir le change pendant la morte saison aussi sûrement que les tirages anticipés des banquiers ;

3° Le système philippin permet de connaître le moment précis où la mise en circulation de monnaies d'argent nouvelles est rendue nécessaire et il en limite l'émission aux besoins réels.

4° Il supprime les mouvements inutiles de numéraire et permet de régulariser les cours du change aussi sûrement que les ventes des *Council bills* pour l'Inde à Londres.

CHAPITRE IV

L'HISTOIRE MONÉTAIRE DE L'INDO-CHINE DEPUIS 1902 *.

Les années 1902 et 1903 ont été marquées en Indo-Chine, au point de vue monétaire, par deux crises très graves qui ont atteint à la fois et les finances publiques de la colonie et sa vie

* **Documents officiels.** — *Journal officiel de l'Indo-Chine française.*

Procès-verbaux des séances de la Commission instituée par arrêtés du Gouverneur général de l'Indo-Chine en date des 4 novembre et 14 décembre 1903.

Procès-verbaux des séances de la Commission interministérielle instituée par arrêté du Ministre des Colonies en date du 3 décembre 1902.

Procès-verbaux des séances de la Commission instituée par arrêté du Gouverneur général de l'Indo Chine, en date du 8 octobre 1905.

Administration des Monnaies et Médailles. Rapports au ministre des Finances, notamment années 1904, 1905 et 1906.

Rapport sur le budget annexe des Monnaies et Médailles pour l'exercice 1903, par M. BOUCTOT, député, J. O. R. F., Chambre des Députés, 2^e séance du 6 décembre 1902, *Doc. parl.*, n. 600, p. 591.

Rapport sur le budget annexe des monnaies et médailles pour l'exercice 1904, par M. CHASTENET, député, J. O. R. F., Chambre des Députés, séance du 4 juillet 1903, *Doc. parl.* n. 1190, p. 1205.

Documents non officiels. — *Comptes-rendus des séances*

économique. D'une part la dépréciation considérable de l'argent survenue après la campagne de Chine et la chute, l'effondrement du change de la piastre en francs, qui en est résulté, ont affecté profondément l'équilibre budgétaire et les relations commerciales de la colonie avec les pays à étalon d'or et par conséquent avec la Métropole, particulièrement en ce qui concerne le commerce d'importation. D'autre part, les transactions intérieures et les échanges entre indigènes ont été, surtout au Tonkin, gênés et entravés par une véritable crise de la sapèque qui s'est fait sentir à cette époque d'une façon particulièrement sensible.

des Chambres de commerce de Marseille (séance du 21 avril 1903), Dunkerque (séance du 23 mai 1903), Paris (séance du 31 mai 1903), Rouen (séance du 27 juin 1903), Le Havre (séance du 3 juillet 1903), etc.

Revues, bulletins et périodiques. — *Bulletin du Comité de l'Asie française*, année 1903.

Bulletin économique de l'Indo-Chine, n. 37, n. s. (janvier 1905), p. 34 ; *La nouvelle sapèque tonkinoise* (*Décret et rapport de la commission*).

La crise de l'argent en Indo-Chine, par M. LE MYRE DE VILERS, dans les *Questions diplomatiques et coloniales*, année 1903.

La Quinzaine coloniale, année 1903 et notamment les numéros des 10 et 25 janvier et 10 février 1903.

La question monétaire en Indo-Chine, dans l'*Economiste Européen*, année 1903, 1^{er} sem., 23^e volume, pp. 36, 68, 100, 260, 676, 708 et 772.

Quotidiens. — *La Dépêche coloniale*, année 1903 et notamment n° du 2 janvier 1903. — *La Politique coloniale*, année 1903. — *La République française*, n° du 21 février 1903 : *La baisse de la piastre et la situation économique et financière de l'Indo-Chine*, par M. Jules MÉLINE.

Ce sont les mesures que l'Administration coloniale a prises pour parer aux inconvénients résultant de cette double crise que nous allons exposer dans le présent chapitre. Nous parlerons d'abord des sapèques.

§ 1^{er}. — La question de la sapèque.

Depuis l'occupation française, la fabrication des sapèques indigènes est presque interrompue. Une seule sapèquerie, installée en 1894 à Ben-Thuy dans la province de Thanh-hoa en Annam, en a continué la production (1), encore n'a-t-elle fabriqué que des sapèques de cuivre, quelques-unes au chiffre de Gia-Long et presque toutes au chiffre de Thanh-Thaï, l'Empereur d'Annam actuel. Les pièces sorties de cette sapèquerie sont, soit des sapèques de cuivre ordinaires, valant 6 sapèques de zinc, soit des sapèques plus lourdes, valant 10 sapèques de zinc. En raison de l'élévation des prix de revient de la monnaie fabriquée par cet atelier, sa production a toujours été peu importante ; de 1894 à 1898, 15 ligatures seulement de pièces au

1. Elle remplaçait les sapèqueries de Hanoi et de Hué, qui seules subsistaient à notre arrivée au Tonkin et en Annam, et qui avaient été fermées, la première après la prise de la ville, et la seconde en 1887.

chiffre de Gia-Long et 60.470 de pièces au chiffre de Thanh-Thaï ont été fondues et mises en circulation. Cette quantité est insuffisante pour alimenter même la circulation de l'Annam proprement dit où, du reste, en fait, elles circulent exclusivement.

Les sapèques de zinc, qui ne sont plus fabriquées et dont il disparaît chaque année une quantité assez considérable par suite de bris ou d'oxydation, tendent à devenir de plus en plus rares. En Cochinchine, l'Administration française a cherché à écarter les inconvénients pouvant résulter de la disparition d'une monnaie à laquelle les indigènes sont depuis longtemps accoutumés et dont la valeur infime permet la plupart de leurs transactions journalières. Elle a fait fabriquer et a mis en circulation à partir de 1880 la pièce en bronze de 1/500 de piastre, qualifiée du nom de sapèque française et à laquelle la valeur théorique de 6 sapèques de zinc indigènes a été attribuée.

Malgré des efforts persévérants pour en implanter l'usage et en répandre la circulation, cette pièce a été mal accueillie par la population qui ne l'accepte que difficilement. Son prix de revient n'a pas cessé d'ailleurs de s'accroître, par suite de la hausse des métaux, et dépassait assez fortement, pour les dernières frappes, sa valeur nominale. Le kilogramme de sapèques valant une piastre (le cinq-centième pesant 2 gr.,

1.kilogramme = 1 piastre) coûtait à Paris et livré à Marseille (1) :

	Paris	Marseille	Change moyen de la piastre
1892. .	3 ^f 85	4 ^f 008	3 ^f 59
1893. .	3 85	4 008	3 25
1894. .	3 73	3 888	2 67
1897. .	3 88	4 038	2 475
1898. .	4 04	4 198	2 44
1899. .	{ 4 60 4 57	4 758 4 728	{ 2 49
1900. .	4 68	4 838	2 555
1901. .	{ 4 63 4 68	4 788 4 838	{ 2 45
1902. .	4 63	4 788	2 17

Le coût de la matière première entrant pour 1 fr. 32 dans le prix de 1892 et pour 2 fr. 10 dans celui de 1902. Cette élévation du prix de revient, bien que rendant plus dispendieuse pour le Trésor la mise en circulation de ces sapèques, n'en eût aucunement arrêté l'émission si le succès et la faveur du public avaient accueilli les premières frappes. Mais le contraire s'est produit, la sapèque française circule peu et son usage par les indigènes a été presque abandonné.

1. Il n'y a pas lieu de compter le prix du fret de Marseille à Saïgon, les transports de monnaies pour le compte du Gouvernement devant être effectués gratuitement, suivant la convention passée avec la Compagnie des Messageries Maritimes.

La fabrication du cinq-centième par la Monnaie de Paris est en conséquence interrompue depuis 1902.

La disparition progressive de la sapèque indigène en Cochinchine ne semble pas y avoir eu des inconvénients bien graves, en raison sans doute de l'aisance relative des habitants et de leurs nombreux rapports avec les Européens auprès de qui ils ont appris à se servir de plus en plus de la piastre et de ses coupures pour leurs transactions journalières.

Il n'en a pas été de même au Tonkin où les anciennes coutumes se sont mieux conservées et où l'habitude de compter par ligatures et de se servir de sapèques est restée intacte parmi les indigènes. Moins riche que l'Annamite de Cochinchine, le Tonkinois semble avoir aussi plus besoin que lui d'une coupure monétaire de valeur infime, qui corresponde mieux à son genre de vie économique et sociale. La destruction progressive du stock de sapèques de zinc a eu pour conséquence au Tonkin une hausse du change de la ligature relativement à la piastre, hausse du change que favorisait en outre la circulation de plus en plus répandue de la piastre et la diminution de son pouvoir d'achat. De huit ligatures, le change de la piastre en *quan* tomba progressivement au Tonkin à 6 ligatures, 4 ligatures et demie et même 3 ligatures dans certaines provinces, où la rareté des sapèques

était particulièrement grande (1). A tort ou à raison, on attribuait à cette hausse relative de la sapèque le renchérissement général des marchandises de production indigène, l'accroissement du pouvoir d'achat de cette monnaie n'étant pas proportionnel à l'élévation de son change. D'une façon plus incontestable, en tout cas, cette hausse portait le trouble dans les relations entre employeurs européens et ouvriers indigènes. Le travailleur annamite, surtout au Tonkin, fait tous ses achats, nourriture, vêtements, logement, etc., en ligatures. Si son salaire est fixé et lui est payé en piastres, l'obligation où il se trouve d'échanger cette monnaie contre des sapèques, lui occasionne des pertes d'autant plus grandes que la valeur de la piastre en *quan* est moindre. Si, au contraire, les salaires sont fixés et payés en ligatures, ce qui est le cas le plus général, c'est à l'employeur que la hausse du change de la monnaie indigène porte préjudice. Enfin un certain nombre de fonctionnaires indigènes, dont la solde est fixée en ligatures, sont payés en piastres et ils l'étaient alors au taux fixe de six ligatures pour une piastre.

1. Remarquons en passant combien la piastre dans le système actuel remplit mal un des rôles primordiaux de toute monnaie, qui est de servir de mesure de la valeur des choses ; une qualité indispensable lui manque, c'est une certaine fixité de sa propre valeur aussi bien en ligatures qu'en or. La piastre est un mètre élastique.

La pénurie de sapèques indigènes provoqua l'introduction clandestine dans certaines provinces de sapèques d'origine chinoise que l'Administration du Protectorat n'osait proscrire et dont le Résident Supérieur, tout en refusant de les admettre dans les caisses publiques, finit même par déterminer la valeur en sapèques locales.

Mais cette tolérance dans la circulation des sapèques chinoises, limitée du reste à certaines provinces limitrophes du Céleste Empire, ne pouvait être qu'un palliatif insuffisant au mal qui provoquait les plaintes légitimes des fonctionnaires indigènes et des commerçants européens. Les Chambres de commerce de Hanoï et de Haï-phong multipliaient leurs vœux en faveur de la création d'une sapèque française. De son côté, l'Administration avait, depuis 1895, chargé de nombreuses commissions de trouver le remède aux inconvénients résultant de la disparition de la sapèque indigène, sans que leurs travaux eussent été suivis de résultats pratiques. Les unes avaient recommandé la reprise de la fabrication des sapèques de zinc indigènes, solution écartée en raison du prix de revient considérable de la ligature, d'autres la création de sous-multiples de la piastre, d'autres enfin la mise en circulation de multiples de la sapèque de zinc.

1. V. notamment arrêté du 26 janvier 1890, *Recueil Ganter*, art. *Sapèque*, p. 316.

Cette dernière solution fut notamment recommandée par la Commission nommée par arrêté du Gouverneur Général de l'Indo-Chine en date du 26 décembre 1902 et réunie sous la présidence de M. Groleau, alors Inspecteur des Services Civils de l'Indo-Chine, actuellement Résident Supérieur au Tonkin. Le rapport de cette commission, déposé le 5 janvier 1903, concluait à la nécessité de conserver à la population indigène la ligature comme monnaie de compte et comme monnaie réelle servant de base aux transactions courantes. Comme il était impossible de fabriquer sans perte une sapèque de même valeur que la sapèque de zinc annamite, même en substituant au zinc le métal le moins cher, il avait semblé à la Commission que la création d'un multiple de la sapèque devait être recommandée, comme étant susceptible d'accroître la circulation de ligatures sans entraîner de frais trop considérables pour le budget du Tonkin.

Le multiple à créer, du poids de 2 grammes, n'eût eu naturellement de rapport fixe qu'avec la sapèque de zinc et eût conservé vis-à-vis de la piastre une valeur variable suivant le cours du change. Comme l'ancienne sapèque de cuivre annamite, ce multiple eût valu 6 sapèques de zinc, et la ligature nouvelle se fût composée de 10 tiens de 10 sapèques. Les sapèques indigènes n'eussent plus servi qu'à fournir les appoints nécessaires dans certaines transactions.

Ces conclusions fort sages ne furent suivies d'aucune mesure pratique, pour des considérations d'ordre financier et industriel. Le change de la piastre en or étant alors d'environ 2 francs et le change en ligatures auquel on désirait la ramener étant de 6 ligatures, qui était le taux adopté par le Protectorat pour le paiement de ses fonctionnaires, il fallait que les 600 pièces représentant une piastre fussent d'un prix de revient inférieur à 2 francs, ce qui mettait le prix du kilogramme de la nouvelle monnaie, chaque pièce devant peser 2 grammes, à 1 fr. 667 (1).

Or la commission proposait l'adoption d'un alliage, qu'elle croyait être celui de Calvert et Johnson (2), et dont la composition était la suivante :

Cuivre	17,00 0/0
Zinc.	61,74 0/0
Etain	1,32 0/0
Plomb	19,94 0/0

1. 1 kg. = 500 pièces ; 600 pièces = 1 piastre ; 1 piastre = 2 francs ; $\frac{2 \times 500}{600} = 1 \text{ fr. } 667$.

2. L'alliage de Calvert et Johnson est en réalité le suivant :

Cuivre	6 80
Zinc	69 56
Etain.	12 58
Plomb	11 06
	100 00

L'alliage que proposait la Commission est cristallin et cassant comme du verre ; quant à l'alliage de Calvert et Johnson, il est également cassant, et si dur qu'il ne peut être laminé.

Avec cet alliage, que la commission jugeait économique en raison de la faible proportion des métaux les plus chers (1), le prix de la matière première aurait cependant absorbé 0 fr. 83, suivant les cours alors pratiqués pour le cuivre, le zinc, l'étain et le plomb et il ne serait resté pour couvrir les frais de fabrication, les déchets et les frais de mise en circulation, que 0 fr. 83 par kilogramme. Ce prix n'aurait jamais pu être soumissionné par aucune usine européenne ; quant à la fabrication à Hanoï même, outre qu'elle aurait entraîné l'installation d'un outillage dispendieux, le bas prix de la main d'œuvre y eût été sans doute compensé par une insuffisance de rendement.

Ces considérations firent abandonner la pensée de donner suite aux propositions de la Commission. L'Administration des Monnaies et Médailles, qui en avait été saisie, avait suggéré, puisqu'on se plaignait du change variable de la piastre en ligatures, l'idée de créer un sous-multiple de valeur infime de cette monnaie et avait proposé de fabriquer une pièce de $\frac{1}{1000}$ de piastre en zinc pur, pesant 2 grammes ou 1 gr. 75, et dont la valeur se serait rapprochée

1. Le cours moyen des métaux à Hanoï était alors de 220 francs pour le cuivre, 56 francs pour le zinc, 315 francs pour l'étain et 35 francs pour le plomb.

de celle de la sapèque indigène (1). Le cours du zinc étant de 59 francs les 100 kilog., le prix de revient pour la pièce nouvelle aurait été de :

	Pièces de 2 grammes		Pièces de 1 gr. 75	
	Prix au kilog.	Prix aux 1,000 pièces	Prix au kilog.	Prix aux 1,000 pièces
Métal . . .	0 fr. 59	1 fr. 18	0 fr. 59	1 fr. 033
Fabrication	1 fr. 00	2 fr. 00	1 fr. 025	1 fr. 794
	1 fr. 59	3 fr. 18	1 fr. 615	2 fr. 827

La valeur du métal eût été inférieure à la valeur nominale de la pièce, dont la fonte n'aurait pas été à craindre.

Mais si le change de la piastre s'était maintenu à 2 francs, le prix de revient aurait encore été supérieur à la valeur en francs. Cet inconvénient était inévitable ; il était impossible de fabriquer pour 2 francs 1.000 pièces de zinc pesant 2 grammes ou même 1 gramme 75. Une réduction plus considérable du poids de la pièce n'eût d'ailleurs pas été désirable, car si elle eût diminué les frais d'achat de la matière première, elle eût, par contre, augmenté les frais de façon.

1. Au cours de 5 ligatures pour une piastre, on obtenait les équivalences suivantes :

1 piastre	= 5 ligatures = 3.000 sapèques indigènes.		
50 centièmes	= 2 1/2 lig. = 1.500	»	»
20 centièmes	= 1 ligature = 600	»	»
10 centièmes	= 300	»	»
1 centième	= 30	»	»
1 cinq-centième	= 6	»	»
1 millième.	= 3	»	»

Ces propositions furent transmises au Gouvernement Général de l'Indo-Chine et soumises par lui à l'examen d'une nouvelle Commission également présidée par M. Groleau (arrêté du 4 novembre 1903) et bientôt remplacée par une autre Assemblée, présidée par M. Baille, alors Inspecteur des Services Civils de l'Indo-Chine (1), et dont M. Brenier, Directeur *p. i.* de l'Agriculture des Forêts et du Commerce de l'Indo-Chine était le rapporteur.

Cette Commission écarta d'abord l'idée de revenir à la fabrication de la sapèque de zinc indigène. Fabriquée par la Monnaie de Paris en zinc pur, la ligature serait revenue à un prix tellement élevé (2) qu'il était impossible de songer à ce système ; le procédé de fabrication indigène ne pouvait d'autre part être adopté ; le prix de revient eût bien été réduit, encore que d'une façon insuffisante, mais les sapèques ainsi fabriquées contenant toujours un peu de terre, puisque coulées dans des moules en sable, et rendues ainsi très fragiles, n'auraient pu fournir que des services temporaires.

La Commission concluait, sans même examiner à nouveau la proposition de celle qui l'avait précédée, tendant à la création d'un multiple de la sapèque, qu'il fallait absolument dissocier la

1. Actuellement Résident Supérieur.

2. Près de 2 francs.

pièce nouvelle de la sapèque ancienne et de sa ligature et la rattacher au système de la piastre. Le métal à employer devait être le zinc pur, à cause de son faible prix.

Quant à la fraction de piastre qu'il convenait d'adopter, le $\frac{1}{1000}$ de piastre ne pouvait être recommandé en raison de son prix de revient trop élevé ; l'adoption du $\frac{1}{500}$ eût permis de créer une pièce relativement lourde, et par conséquent différenciée de la sapèque indigène, sans que son prix de revient fût excessif. Mais il parut à la Commission que l'adoption d'une pièce de $\frac{1}{600}$ de piastre se recommandait par le rapport simple qu'elle créait avec le système de l'ancienne sapèque et par la faculté qu'elle offrait de former la ligature de 600 chère aux traditions indigènes. La Commission jugea que cette pièce serait probablement celle que les Annamites accueilleraient avec le plus de faveur, comme cadrant le mieux avec leurs habitudes de numération monétaire.

Pour la différencier le plus possible de la sapèque ancienne et surtout dans le but de faire admettre par les Annamites que sa valeur pût être plus considérable que celle de la pièce indigène, son poids devait être fixé à 2 grammes 5, et la Commission recommandait en outre de lui donner une forme hexagonale.

Enfin pour faciliter la mise en circulation de la nouvelle pièce, il devait lui être accordé force

libératoire dans une limite à déterminer, soit entre particuliers, soit entre les particuliers et l'Etat, pour le paiement d'une part des impôts, d'autre part de la solde des fonctionnaires, de la garde indigène, etc., et des salaires des coolies.

Ces conclusions ont servi de base à la rédaction du décret du 29 novembre 1904, par lequel a été créée, spécialement pour le Protectorat du Tonkin, une pièce de 1/600 de piastre en zinc pur et pesant 2 gr. 5. Cette pièce, percée en son centre comme les sapèques annamites, est de forme ronde, contrairement aux conclusions de la Commission qui recommandait la forme hexagonale. Un décret postérieur, en date du 29 août 1905 (1), a limité le pouvoir libératoire de la monnaie nouvelle à l'appoint de la piastre.

La nouvelle pièce fit son apparition au Tonkin pendant le deuxième semestre de 1905 et l'on comptait que son change se fixerait à 5 sapèques anciennes pour une nouvelle. Mais elle fut fort mal accueillie par la population indigène. Les Annamites ont toujours montré, il est vrai, des sentiments de défiance à l'égard de toute innovation monétaire et les bruits les plus absurdes, répandus à son sujet dans la population, comme celui qui trouva un instant créance auprès de l'élément commerçant indi-

1. *Journal officiel de la République française*, n° du 3 septembre 1905.

gène et suivant lequel l'Administration aurait eu l'intention de retirer les piastres métalliques au fur et à mesure de la mise en circulation de la nouvelle sapèque, ont pu nuire à son succès et à sa diffusion.

On pourrait se contenter de ces explications et les trouver plausibles si l'émission du six-centième était encore toute récente. Mais sa mise en circulation date d'une année et demie, et non seulement l'accueil fait par les indigènes à la nouvelle coupure de la piastre n'est pas devenu plus favorable, mais encore la petite quantité de cette monnaie qui avait pu être échangée, au début de la mise en circulation, grâce à une grande publicité, affichage sur les marchés et dans les rues, etc , a été refoulée vers les caisses du Trésor. On peut dire que le six-centième ne circule presque plus aujourd'hui, malgré le pouvoir libératoire qui lui a été accordé et bien que le Résident Supérieur au Tonkin ait cru devoir faire afficher un avis menaçant de poursuites judiciaires les indigènes qui refuseraient de l'accepter. Dans les villes, les changeurs chinois ne l'acceptent guère que des Européens. Dans les campagnes, les indigènes l'emploient de préférence à toute autre monnaie pour les paiements qu'ils font aux Européens, représentants ou fermiers des Régies ; ceux-ci à leur tour ne peuvent plus s'en défaire qu'en les versant au Trésor.

Un échec aussi complet, venant après la défa-
veur marquée avec laquelle fut accueilli le cinq-
centième, ne peut avoir une simple cause occa-
sionnelle, comme il en a été indiqué pour
expliquer l'insuccès du cinq-centième ; on invo-
quait alors tantôt la maladresse des agents du
Trésor, tantôt la trop grande valeur de la coupure
adoptée. Cette dernière raison s'appliquerait, avec
plus de force encore qu'à la pièce nouvelle, qui
n'a jamais valu nominalement plus de cinq sapè-
ques anciennes, non seulement au cent, mais
encore à la sapèque de cuivre indigène elle-
même, dont le change en sapèques de zinc est
depuis longtemps fixé à six sapèques et surtout
à la sapèque de cuivre fabriquée ces années
dernières à la sapèquerie de Ben-Thuy et dont la
valeur est de 10 sapèques de zinc.

L'insuccès du six-centième, comme celui du
cinq-centième, s'explique, selon nous, par ce
fait que ces pièces ont été rattachées au système
de la piastre. Le change de la piastre en ligatures
étant variable, et les cinq-centième et six-cen-
tième en étant des sous-multiples, ils subissent
eux-mêmes toutes les variations du change de
l'unité et l'indigène ne peut jamais savoir com-
bien la sapèque française vaut exactement de
sapèques anciennes. C'est là une première cause
de la dépréciation considérable qui, a atteint
dès le début de son émission, le six-centième de
piastre au Tonkin. Tandis qu'on aurait voulu voir

son change se fixer à 5 sapèques anciennes, change que la valeur de la piastre en ligatures aurait pu souvent justifier, on a vu au contraire le six-centième s'échanger contre 4, puis 3 sapèques seulement. Du 1^{er} mai au 15 septembre 1906, le taux officiel de la piastre est resté invariablement fixé à 2 fr. 70 et son change en ligatures a présenté sur le marché de Hanoï les oscillations suivantes :

1 ^{er} au 15 mai	4	lig. 6	tiens ou	2.760	sapèq. pour 1	pias.
15 au 31 mai	4	»	8 » »	2.880	»	» »
1 ^{er} au 15 juin	4	»	8 » »	2.880	»	» »
15 au 30 juin	4	»	9 » »	2.940	»	» »
1 ^{er} au 15 juillet	4	»	9 » »	2.940	»	» »
15 au 31 juillet	5	»	1 » »	3.060	»	» »
1 ^{er} au 15 août	5	»	0 » »	3.000	»	» »
15 au 31 août	5	»	0 » »	3.000	»	» »
1 ^{er} au 15 sept.	4	»	9 » »	2.940	»	» »

Pendant ces neuf quinzaines, le change du six-centième en sapèques anciennes aurait donc dû présenter les variations successives suivantes : $1/600 = 4,6$; 4,8 ; 4,9 ; 4,9 ; 5,1 ; 5 ; 4,9 sapèques anciennes.

A cette première cause de dépréciation du six-centième, tirée des variations du change, vient s'en ajouter une seconde, due aux pratiques habituelles des changeurs chinois. Si le changeur donne 5 ligatures, par exemple, pour une piastre entière, il ne faudrait pas en inférer qu'il fera sur la même base le change d'une piastre, représentée par des coupures dont le

total forme 1 piastre. Plus le nombre des fractions nécessaires pour représenter une piastre s'élève, moins est élevé le change de l'unité, sans que d'ailleurs cette dégression soit calculée sur une règle fixe et certaine. Un changeur qui donne 5 ligatures pour une piastre ne donnera pour 5 pièces de 20 cents ou pour 10 pièces de 10 cents que 4 ligatures 9 tiens environ et pour 100 pièces de 1 cent, 4 ligatures 7 tiens 30 sapèques seulement. Encore est-ce là le taux probable qu'il ferait si on lui présentait à l'échange des fractions de la piastre représentant au total l'unité entière, mais le taux serait moindre si on lui demandait de faire le change d'une ou de quelques fractions seulement.

On voit dès lors combien l'introduction dans la circulation métallique du Tonkin d'une coupure nouvelle de la piastre a pu être mise à profit par les changeurs et combien les variations de la valeur du six-centième en sapèques anciennes ont été de nature à nuire à sa diffusion et finalement à en faire rejeter l'usage par les indigènes. L'idée de créer par la pièce de $\frac{1}{600}$ de piastre un lien entre le système de la piastre et celui de la sapèque est évidemment très séduisante ; l'insuccès de la tentative faite n'en est que plus significatif.

Au surplus, il n'est pas bien certain que le besoin d'une coupure nouvelle de la piastre se fit bien sentir. Ce dont se plaignaient les Anna-

mites, c'était de la disparition des sapèques et de la diminution du nombre des ligatures. Comme il n'était pas possible, pour des raisons financières, d'entreprendre la fabrication de la sapèque de zinc, ni par les procédés européens, ni par le procédé indigène, la seule solution rationnelle devait consister, à notre avis, dans la création d'un multiple de cette sapèque, dont le change fût par conséquent lié à celui de la ligature et dont il y eût eu intérêt, bien que la sapèque de cuivre ait peu circulé au Tonkin, à fixer la valeur à 6 sapèques de zinc. La ligature de ces sapèques nouvelles, comme celle des sapèques de cuivre annamites, se fût composée de 10 tiêns et le tiên de 10 pièces seulement, au lieu de 60. Cette solution eût eu l'avantage, en même temps que d'augmenter le nombre des ligatures; d'introduire dans le système de la sapèque la numération décimale.

Il n'a été frappé que pour 100.000 piastres en pièces de 1/600 de piastre et seulement à titre d'essai. La fabrication en est actuellement interrompue et il est vraisemblable que si une crise de la sapèque se faisait à nouveau sentir, c'est par le moyen déjà préconisé par la Commission Groleau, que l'Administration indo-chinoise chercherait à y porter remède.

Il n'est pas sans intérêt, enfin, de remarquer que, si le change de la piastre en ligatures a pu tomber à Hanoï pendant l'hiver 1902-1903 à

4 ligatures 5 tiens, ce fait est peut-être dû plutôt à une baisse de la piastre qu'à une hausse de la sapèque, puisqu'on peut constater, d'après le tableau que nous avons donné plus haut, que le change de la piastre a été ramené en 1906 autour de 5 ligatures. Si la baisse du change de la piastre en ligatures était dûe uniquement à la disparition progressive des sapèques, cette baisse devrait aller toujours en s'accroissant puisqu'il n'a pas été fabriqué de nouvelles sapèques et que la mise en circulation du six-centième n'a pas réussi. Le relèvement, survenu depuis lors, des cours du change de la piastre à la fois en sapèques et en francs montre que la crise de la sapèque n'était, du moins en 1902, qu'une des formes de la crise de l'argent. Il indique aussi, ce que nous avons cherché à démontrer dans le chapitre III de notre première partie, que la valeur en or de la piastre est moins indifférente aux indigènes qu'on ne le dit généralement. A ce compte, la stabilisation du change de la piastre en or serait peut-être la meilleure solution de la question de la sapèque.

§ 2. — La question de la piastre.

A. *Les modifications apportées au régime antérieur.* — C'est après la crise du métal argent de 1902 qu'il fut pour la première fois question de la « stabilisation de la piastre ». Les événements qui

provoquèrent la dépréciation considérable que le métal blanc subit à cette époque, nous sont connus, comme aussi l'émoi que cette crise causa dans le monde entier et les conséquences qu'elle produisit tant sur les finances publiques de l'Indo-Chine que sur ses relations commerciales avec la Métropole. Dès le mois d'avril 1902, le change de la piastre commençait à fléchir ; il tombait alors à 2 fr. 20 environ et se maintenait pendant l'été et l'automne à un taux extrêmement faible oscillant entre 2 fr. 10 et 2 fr. 20. Le commerce d'importation des produits en provenance des pays à étalon d'or et en particulier de la Métropole, souffrait considérablement de cette situation. Pourtant les plaintes des importateurs indo-chinois et les récriminations des commerçants métropolitains ne se fussent pas produites avec autant d'aigreur et n'eussent point peut-être éveillé, auprès des pouvoirs publics, une sympathie aussi vive, si un événement, dénaturé d'ailleurs par la presse quotidienne, n'était venu porter à son comble l'émotion générale. Le 26 novembre 1902, un décret de S. M. Chulalongkorn fermait la Monnaie siamoise à la frappe libre des ticaux et le lendemain, un arrêté du Ministre des Finances fixait le prix de vente des ticaux par le Gouvernement à raison de 17 pour une livre sterling, versée au crédit du Gouvernement siamois chez ses banquiers à Londres. Ces mesures étaient immédiatement présentées par

les journaux quotidiens comme ayant pour conséquence l'adoption de l'étalon d'or par le Siam. Le surlendemain, 29 novembre, le change de la piastre tombait à Saïgon à 1 fr. 925.

Le Gouvernement général de l'Indo-Chine qui, depuis longtemps, se préoccupait des dangers que la baisse du change faisait courir aux finances publiques et au commerce de la Colonie, et considérant que tous les pays d'Extrême-Orient avaient, au point de vue monétaire, des intérêts communs, annonçait aussitôt son intention de réunir à Hanoi, à l'occasion de l'Exposition qui se tenait alors dans cette ville, une sorte de conférence monétaire destinée à permettre un échange de vues entre les représentants de Hong-Kong, de Singapour, de la Chine et d'Indo-Chine.

Cependant la nouvelle de l'adoption de l'étalon d'or par le Siam avait jeté en France la consternation parmi les commerçants français en rapports d'affaires avec l'Indo-Chine et généralement importateurs de produits métropolitains dans la colonie. M. François Deloncle, Député de la Cochinchine, se faisant l'écho de leurs préoccupations et de leurs doléances, en portait l'expression devant le Ministre des Colonies, qui décidait immédiatement de confier à une Commission spéciale l'étude des mesures qu'il convenait de prendre pour parer à la crise qui menaçait nos possessions d'Extrême-Orient. En informant de

sa décision le Gouverneur général de l'Indo-Chine, il lui demandait en même temps de surseoir à la réunion de la Conférence projetée à Hanoi.

Nommée par arrêté du 3 décembre 1902 et présidée par M. Doumergue lui-même, la Commission était composée de MM. Pallain, Gouverneur de la Banque de France, Vice-Président ; de Liron d'Airolles, ancien Directeur du Mouvement Général des Fonds, Sous-Gouverneur de la Banque de France ; Charles Laurent, Conseiller d'Etat, Directeur Général de la Comptabilité publique ; André Bénac, Directeur du Mouvement Général des Fonds ; Arnauné, Directeur de l'Administration des Monnaies et Médailles ; Dubard, Inspecteur Général des Colonies, Directeur du Contrôle au Ministère des Colonies ; Maurice Bloch, Inspecteur des Finances, Conseiller d'Etat, Directeur de la Comptabilité au Ministère des Colonies ; R. Vasselle, Directeur des Affaires d'Asie, d'Amérique et d'Océanie et des Services Pénitentiaires au Ministère des Colonies ; Frézouls, Directeur des Douanes et Régies de l'Indo-Chine ; Guernaut, Sous-Directeur du Mouvement Général des Fonds ; Simon, Directeur de la Banque de l'Indo-Chine ; MM. Laurent Atthalin, Auditeur au Conseil d'Etat, et Colin, Sous-Chef de Bureau au Ministère des Colonies devaient remplir les fonctions de Secrétaires. La première séance de cette Commission

eut lieu le 11 décembre 1902 et la cinquième et dernière, le 28 mars 1903 (1).

Pendant que se poursuivaient ses délibérations, un vif mouvement d'opinion se produisait tant dans la presse que parmi les commerçants métropolitains ayant des intérêts en Indo-Chine, en faveur d'une modification du régime monétaire de la colonie. La plupart des Chambres de Commerce françaises, celles de Paris (2), de Marseille (3), de Lille, de Rouen (4), de Dunkerque (5), du Havre (6), de Bordeaux, de Nantes, la Chambre de Commerce d'exportation (7), le Comité du Commerce extérieur (8), se prononçaient formellement et unanimement en faveur d'une stabilisation du change de la piastre par des procédés imités de la réforme indienne. Toutes ces Compagnies recommandaient l'adoption d'un système, suivant lequel le cours légal serait retiré à la piastre mexicaine; la piastre française dite de commerce, dont la frappe serait

1. Toutefois la Commission n'a pas été dissoute.

2. Rapport de M. Laguionie du 27 mars 1903 et délibération conforme du 31 mai suivant.

3. Rapport de M. Desbief et délibération conforme du 21 avril 1903.

4. Rapport de M. Leverdier et délibération conforme du 27 juin 1903.

5. Rapport de M. Hutter et délibération conforme du 23 mai 1903.

6. Rapport de M. Guillaume Petit et délibération conforme du 3 juillet 1903.

7. Rapport du 5 mars 1903.

8. Rapport de M. A. Max.

réservée au Gouvernement Général de l'Indo-Chine, aurait seule le caractère de monnaie légale dans la colonie ; son pouvoir libérateur serait fixé et stabilisé à 2 fr. 50 ; une réserve d'or, formée en partie avec les bénéfices réalisés sur les futures frappes de piastres, serait constituée pour servir au maintien de la parité.

Les commerçants et les colons indo-chinois, comme il est naturel, se montraient moins unanimement et moins résolument partisans de la fixation du change de la piastre sur la base de l'étalon d'or. Les exportateurs, comme M. Lombard, ancien Président de la Chambre mixte de Commerce et d'Agriculture de l'Annam, ou ceux qui entretenaient de nombreuses relations commerciales avec la Chine, se déclaraient opposés à toute modification du *statu quo*. Au contraire, les importateurs, comme M. Denis, de la maison Denis frères de Bordeaux, ou ceux qui représentaient les intérêts des capitalistes français ayant des fonds engagés en Indo-Chine, comme M. Cornu, Administrateur délégué de la Compagnie des tramways à vapeur de Cochinchine, M. Rueff, Administrateur délégué de la Compagnie des Messageries fluviales de Cochinchine, se trouvaient d'accord pour demander l'adoption de l'étalon d'or. Mais les procédés que les uns et les autres recommandaient, étaient profondément différents. M. Rueff, dont nous avons déjà exposé en détail le programme de réforme, parce

qu'il n'était que la reprise de projets déjà expérimentés en Indo-Chine, recommandait l'introduction dans la colonie de la pièce de cinq francs et sa circulation exclusive. MM. Cornu (1) et Denis (2) préconisaient une réforme imitée de l'exemple de l'Inde, la parité de la piastre devant être maintenue au taux de conversion choisi à l'aide d'une réserve d'or, et ils entrevoyaient que, dans un avenir plus ou moins rapproché, la colonie pourrait adopter une sorte de « bimétallisme mitigé ». D'autres commerçants encore, comme M. Malon, ancien Président de la Chambre de commerce de Haiphong, recommandaient plus simplement de maintenir la fixité du change de la piastre à un taux proche du cours commercial par périodes d'une certaine durée, d'un an par exemple. Mais tous les commerçants et colons indo-chinois, les exportateurs comme les importateurs se retrouvaient d'accord pour demander l'exclusion de la piastre mexicaine.

Quant au Gouverneur Général de l'Indo-Chine, après avoir pensé d'abord que la solution la meilleure consistait à placer la colonie sous le régime de l'étalon d'or, il était revenu sur cette opinion première en présence des relations économiques constantes qui unissaient intimement la colonie à Hong-Kong et à la Chine. Il avait en

1. V. la *Quinzaine coloniale*, nos des 10 et 25 janvier pp. 17 et 44 et 10 février 1903, p. 76.

2. V. la *Quinzaine coloniale*, n° du 10 janvier 1903, p. 13.

conséquence cherché à se renseigner sur l'attitude qu'allaient prendre les pays voisins, et sur la manière dont les autorités, les banquiers et les commerçants y envisageaient la baisse du métal blanc. Son délégué, M. Fetterer, avait pu se convaincre que ni le Gouvernement, ni la Chambre de Commerce de Hong-Kong ne se montraient partisans d'un changement du système monétaire de cette colonie, tant que la Chine ne modifierait pas elle-même le sien, ce dont on l'estimait incapable. Le Gouverneur Général considérait en conséquence que le maintien du *statu quo* était également le meilleur parti à prendre pour la colonie.

Cependant la Commission interministérielle avait commencé ses travaux dès sa nomination. Il lui était apparu tout d'abord que, « chargée d'étudier la répercussion de la baisse de la valeur de l'argent sur la situation *économique* et *financière* de l'Indo-Chine », elle se trouvait en présence de deux questions, connexes sans doute, mais suffisamment tranchées cependant pour pouvoir faire l'objet de travaux séparés, qui seraient confiés à deux sous-commissions. Une première sous-commission devait s'occuper de la question budgétaire, une seconde de la question économique.

Dès le 20 décembre 1902, la première sous-commission déposait son rapport, rédigé par M. Frézouls, et qui concluait à l'établissement

du budget général en francs, les budgets locaux restant établis en piastres. Il avait semblé que le moyen le plus simple de garder les finances publiques contre toutes pertes au change, c'était de fixer en francs tous les revenus et toutes les dépenses budgétaires, ce procédé ayant pour conséquence de faire supporter aux contribuables tous les aléas du change. C'est toujours sur les contribuables, disait-on, que pèsent en dernière analyse les charges des budgets ; la perte au change est une de ces charges et il n'appartient à personne d'en éviter le poids au contribuable indo-chinois. Qu'il la supporte lors de l'accomplissement quotidien des faits qui donnent lieu à des perceptions fiscales ou qu'elle vienne figurer globalement dans un chapitre du budget intitulé « Frais de négociation et de change », c'est toujours lui en définitive qui la paye. Il n'y a donc en jeu qu'une question de procédé.

Or le budget général, étant alimenté par des contributions indirectes, c'est-à-dire par des recettes dont la perception dépend d'actes volontairement accomplis par le contribuable, se prête facilement à la transformation projetée. Les indigènes sont d'ailleurs rompus aux opérations de change, ne serait-ce que par la manière dont ils acquittent leurs impositions directes, qu'ils doivent en piastres et qu'ils paient aux notables en ligatures. De plus, une grande

partie des recettes du budget général, environ les 5/9, est déjà tarifée en francs, et presque toutes ses dépenses, soit les 4/5, sont ainsi liquidées et ordonnancées. La transformation du système de comptabilité n'entraînerait pas, d'autre part, de difficultés plus considérables, puisque les Trésoriers Payeurs suivent déjà en francs les comptes du budget général et des budgets locaux.

Certaines objections furent soulevées dans la Commission plénière ; on opposait les difficultés d'exécution d'un budget entièrement en francs avec une monnaie réelle différente ; on objectait encore que, la baisse de l'argent n'ayant pas seulement des conséquences désastreuses pour les finances publiques, mais introduisant aussi dans les relations commerciales des perturbations d'autant plus graves que les variations des cours sont plus irrégulières, c'était dans une solution satisfaisante du problème monétaire indo-chinois plutôt que dans des modifications de la comptabilité budgétaire et fiscale qu'il fallait chercher le remède aux difficultés présentes. Néanmoins les conclusions de la sous-commission furent approuvées par la majorité des membres de la Commission plénière. Il fut simplement entendu que la solution adoptée pour la question budgétaire n'engagerait en rien la seconde sous-commission, qui resterait libre de préconiser telles mesures qui lui sembleraient utiles ou désirables.

Le résultat des premiers travaux de la Commission interministérielle fut, en conséquence, câblé au Gouverneur Général de l'Indo-Chine, à qui le Ministre demanda de procéder d'urgence à la transformation en francs, sur le taux théorique de 2 francs à la piastre, de la quotité des taxes et tarifs du budget général, en vue de leur perception sur le mode nouveau dès l'exercice 1903. Mais les mesures proposées par la Commission rencontrèrent une vive opposition de la part de l'Administration locale. Le Gouverneur général n'eut aucune peine à démontrer que, contrairement à l'opinion exprimée par la sous-commission, l'adoption du franc comme monnaie de compte budgétaire offrirait de graves inconvénients (1).

1° L'importance relative des recettes du budget général perçues sur la base du franc et des dépenses liquidées en francs était beaucoup moindre que la Commission ne l'avait pensé; puisqu'elle ne s'élevait, pour les recettes, qu'à un tiers des recettes totales au lieu des $\frac{5}{9}$, et pour les dépenses, au $\frac{2}{3}$ des dépenses totales au lieu des $\frac{4}{5}$.

2° La conversion en francs des tarifs et taxes au taux de deux francs à la piastre aboutirait à une augmentation considérable des impôts ;

3° Si la fixation des recettes de douane sur la

1. V. *suprà*, 1^{re} partie, ch. III, § 1^{er}.

base du franc n'entraînait aucun inconvénient, cela tenait seulement à ce que ces impôts étaient en général acquittés par des Européens ou par des commerçants familiarisés avec les variations du change, mais il n'en irait pas de même pour les contributions indirectes perçues par les Régies ;

4° Il était faux que les comptes des budgets général et locaux fussent déjà suivis en francs. Leur comptabilité était en réalité tenue en piastres (1). La transformation du budget général en francs aurait sans doute pour conséquence la suppression des pertes au change sur le recouvrement des produits budgétaires ainsi que sur le paiement des dépenses, mais elle aggraverait les pertes provenant du compte « Frais de négociation et de change ». C'est à ce compte que sont portées les pertes ou les profits réalisés à chaque changement du taux officiel de la piastre sur l'encaisse métallique des comptables. La perte à subir, en cas de baisse, porte seulement sur le montant de la fortune du Trésor métropolitain dans les caisses des comptables communs, puisque seule cette fortune est évaluée en francs. Si au contraire les encaisses totales de tous les comptables devaient être exprimées en francs, la perte à couvrir porterait sur l'ensemble de toutes les encaisses.

1. V. *suprà*, 1^{re} partie, ch. III, § 1^{er}, p.

Or l'encaisse moyenne des principaux comptables de l'Indo-Chine dépassant 20 millions de piastres, une baisse de cinq centimes dans la valeur de la piastre se traduirait par une perte d'un million de francs. Comme on avait enregistré, au cours de l'exercice 1902, neuf baisses de cinq centimes, compensées seulement par deux hausses de même importance, la perte à supporter par le budget, pour cause de dépréciation de son encaisse, se fût élevée à 7 millions de francs. Le système du budget en francs, avec la piastre comme monnaie réelle, était donc peu recommandable, puisqu'il n'avait même pas pour résultat de garder le budget général contre des pertes très considérables en temps de crise.

Les réformes proposées par la sous-commission paraissaient d'ailleurs particulièrement inopportunes à un moment où l'Indo-Chine souffrait d'une crise économique grave, la récolte du riz étant exceptionnellement mauvaise. Le Gouverneur général estimait, en conséquence, que la solution de la question budgétaire devait être, au moins pour l'exercice 1903, cherchée non dans l'augmentation des impôts, mais dans des remaniements de taxes et obtenue par des économies. Ainsi en fut-il décidé.

Restait la question économique. La sous-commission chargée de l'étudier (1) avait confié à

1. Cette Sous-Commission était composée de MM. Bénac,

M. Arnauné le soin de présenter les conclusions auxquelles ses travaux avaient abouti. Le rapport très important de M. Arnauné fut déposé et discuté dans la séance du 5 mars 1903. Dans ce document, le savant rapporteur constatait d'abord que la Commission avait admis comme un point hors de conteste que la monnaie de l'Indo-Chine devait être la piastre d'argent. « C'est avec la Chine, Hong-Kong et Singapore que l'Indo-Chine entretient ses principales relations commerciales. Ainsi qu'en témoigne le cours du change, c'est au regard de ces pays que les dettes et les créances de l'Indo-Chine se balancent par un solde créditeur ; la piastre d'argent, monnaie courante dans les ports de la Chine, à Hong-Kong et à Singapore, est ainsi constamment appelée en Indo-Chine. C'est en piastres que nous sommes payés ; en d'autres termes, les créances et les dettes que compensent les opérations de change, sont évaluées en piastres et les soldes sont également évalués, quand ils ne sont pas matériellement payés, en piastres ». Enfin une circulation d'argent et une unité monétaire telle que la piastre sont exactement adaptées à l'état économique et social du pays.

Mais un système monétaire basé sur l'argent présente des inconvénients dans les relations

président, Arnauné, Dubard, Frézouls, Guernaut et Simon ;
Athalin, secrétaire.

avec les pays à étalon d'or, et cette défectuosité paraît surtout gênante dans les rapports d'une colonie avec sa métropole. Convient-il dès lors de donner suite aux propositions qui ont été émises, soit en vue de l'institution de l'étalon d'or, soit en vue de l'adoption de mesures propres à procurer à notre colonie un taux suffisamment stable de conversion de la piastre en francs ?

M. Arnauné était ainsi amené à examiner dans quelles conditions l'Inde a pu régulariser la valeur de la roupie en monnaie sterling. Il constatait d'abord que si le cours légal a été accordé au souverain britannique, la monnaie d'argent est restée la monnaie principale de l'Inde et que, les arrangements pour le monnayage du souverain étant restés en suspens, on ne peut dire que l'Inde soit à l'étalon d'or, ni législativement, ni en fait.

Le fait que l'or et l'argent s'échangent cependant selon le rapport fixé par les lois de 1893 et de 1899, soit à raison de 1 souverain pour 15 roupies ou de une roupie pour 16 pence s'explique par l'existence de causes, les unes permanentes, les autres occasionnelles.

Parmi les causes occasionnelles, on peut citer la préférence du public pour les roupies. La demande intérieure constante de cette monnaie tend en effet à en soutenir le cours.

« Mais la régularisation du taux de conver-

sion de la roupie en monnaie sterling a une autre cause. Pour parler plus exactement, elle était subordonnée à une condition d'un autre ordre, mais essentielle. La raréfaction relative de la roupie n'aurait pu avoir pour conséquence de stabiliser le change entre l'Angleterre et l'Inde, si l'Inde n'avait pas eu le moyen de régler en or ses dettes payables en or. Le pair du change suppose l'équilibre entre les dettes et les créances, les unes et les autres étant rapportées à la même monnaie ; il suppose aussi que cette monnaie est réellement disponible pour le paiement des soldes. Si pour compenser ses dettes vis-à-vis de l'Angleterre, qui sont évaluées en or, l'Inde n'avait pas des créances également évaluées en or, si, pour régler ses balances aux époques où elles sont débitrices, elle ne disposait pas de monnaie d'or, si, en fin de compte, la somme de ses créances en or n'égalait pas la somme de ses dettes en or et qu'elle dût offrir en compensation des créances payables en argent ou régler ses soldes en argent, le change indien ne serait pas au pair.

« Il est difficile d'admettre que l'Indo Chine puisse compenser ses dettes en or par des créances également en or. La statistique des importations et des exportations, qui ne composent évidemment pas à elles seules le bilan de la colonie, mais qui en constituent une partie importante et significative, donne à ce sujet

des indications. On y voit très clairement que notre colonie indo-chinoise a pour principaux clients, la Chine, Hong-Kong, les Straits Settlements. C'est là que sont ses acheteurs de riz. La majeure partie des exportations, les trois quarts en 1900, sont à destination des pays à étalon d'argent, tandis que les exportations de l'Inde vers les pays à étalon d'or représentent plus des 60 centièmes de ses exportations totales. D'un autre côté, les importations de France et d'Europe en Indo-Chine ont représenté les 42 centièmes des importations totales. La proportion est montée en 1901 aux environs de 50 0/0.

« On peut supposer que dans l'avenir, les exportations à destination de l'Europe et de la Métropole se développeront, que, par contre, les importations de France seront moindres ; la période de construction des chemins de fer et d'organisation économique de la colonie une fois passée, c'est à ce moment, lorsque l'équilibre se sera établi entre les dettes et les créances évaluées en or de l'Indo-Chine, qu'il pourra être question d'imiter la réforme indienne. Il serait vain de l'essayer tant que l'Indo-Chine n'aura pour payer le solde en or qu'elle doit à l'Europe que le solde en argent qui lui est dû par l'Extrême-Orient (1) ».

1. Nous avons cité textuellement ce long et très important passage en vue de la discussion ultérieure que nous devons en faire.

Une réserve d'or serait un remède insuffisant, parce que passer seulement, à une telle situation. Si la situation que l'on veut corriger devait avoir de la durée, les avances puisées dans la réserve finiraient par l'épuiser et si l'on ne se sert pas de la réserve pour faire des avances, le change n'est pas modifié.

« Mais si l'établissement d'un taux fixe de conversion de la piastre en francs est forcément retardé jusqu'au jour où l'équilibre sera établi entre les dettes et les créances en or de l'Indo-Chine, des mesures sont à prendre immédiatement pour que, ce jour venu, la réforme soit possible et que la situation monétaire ne fasse pas alors obstacle à la régularisation du change. Tant que la circulation monétaire de l'Indo-Chine sera ce qu'elle est aujourd'hui, la stabilisation du cours de la piastre sera impossible ».

M. Arnauné proposait en conséquence de donner à l'Indo-Chine sa monnaie propre, ayant seul le cours légal. Si la frappe pour l'Indo-Chine n'est pas libre à Paris, elle l'est à Mexico, puisque la piastre mexicaine a cours légal dans la colonie. Les choses se passent comme si la frappe de la piastre française était libre, et les cours de la piastre et ceux de l'argent lingot sont ainsi rendus solidaires. « Si l'on veut donner quelque stabilité au cours de la piastre, il est d'abord nécessaire de rompre le lien qui l'attache au métal. Ce lien, c'est l'assimilation

de la piastre mexicaine à la piastre française au point de vue du cours légal ».

Toutefois il ne pouvait s'agir de retirer brusquement à la piastre mexicaine son pouvoir libérateur. Des mesures transitoires, des ménagements devaient être pris. Il convenait tout d'abord de rendre possible l'élimination des piastres étrangères en supprimant le droit de sortie de 3 0/0 *ad valorem* institué par le décret du 29 décembre 1898, et absolument prohibitif.

L'interdiction de l'exportation de la piastre française serait de nature à maintenir cette monnaie en Indo-Chine et à faciliter l'exportation des piastres mexicaines pour le règlement des opérations commerciales. Mais ce serait faire aux espèces nationales une situation moins bonne qu'aux espèces étrangères. Une des qualités d'une bonne monnaie, c'est d'être exportable et, en cherchant à la retenir par la prohibition de son exportation, on ne réussit qu'à la déprécier.

On pouvait également accélérer la disparition des piastres mexicaines en rendant leur échange possible contre des piastres françaises. Mais on manquait d'un élément essentiel à connaître avant de prendre une mesure de ce genre. On ignorait quelle pouvait être l'importance, même approximative, non seulement du stock de piastres mexicaines en circulation ou thésaurisées, mais encore du nombre de piastres fran-

caises qui étaient restées dans le pays. On ne pouvait, dans ces conditions, proposer de démonétiser la piastre mexicaine par voie d'échange. D'ailleurs la piastre française faisant prime dans certains ports d'Extrême-Orient, où elle est employée comme monnaie de commerce concurremment avec la piastre mexicaine, il serait à craindre, si l'échange avait lieu unité pour unité, que se produisissent des importations de piastres mexicaines en vue de l'échange et des sorties de piastres françaises.

Interdire, d'autre part, l'introduction des piastres mexicaines serait dangereux, car cette prohibition pourrait avoir pour effet de faire hausser le change sur l'Indo-Chine. La faculté laissée au commerce d'importer le numéraire mexicain devait servir de frein à une hausse possible du change en cas d'insuffisance de moyens de remise et de numéraire français.

Or il existait un moyen de hâter l'élimination de la piastre mexicaine sans la démonétiser, c'était de décider que cette piastre n'aurait plus cours que pour 99 centièmes de la piastre française. Cette dépréciation légale, supérieure aux frais de transport du numéraire de l'Indo-Chine en Chine, à Hong-Kong et aux Straits Settlements, aurait pour conséquence de faire exporter la piastre mexicaine vers ces places étrangères. Il appartiendrait au Gouverneur Général de l'Indo-Chine d'apprécier et de fixer le délai qui

devrait séparer l'annonce de la mesure de sa mise à exécution. Le meilleur moment pour l'appliquer semblait être, dans tous les cas, celui où les paiements de l'Indo-Chine à l'étranger dépassent ses encaissements, c'est-à-dire la saison morte au point de vue des exportations.

La réduction du pouvoir libératoire de la piastre mexicaine à 99 centièmes préparerait la suppression définitive de son cours légal. En attendant, le Gouverneur Général aurait à apprécier les quantités de piastres françaises qu'il conviendrait de faire frapper, en vue d'abord de donner à la colonie un stock monétaire suffisant aux besoins des échanges et, par voie de conséquence, de faciliter l'exode des piastres mexicaines. Il était à craindre, en effet, que, si la circulation de la piastre française n'était pas suffisante, l'exportation des piastres étrangères ne fût entravée, malgré leur dépréciation. C'est ainsi qu'en France la circulation des monnaies divisionnaires d'argent et même des monnaies de bronze italiennes a été longtemps favorisée par l'insuffisance des espèces similaires nationales.

La sous-commission et son rapporteur proposaient en conséquence, en vue de substituer la piastre française à la piastre mexicaine en Indo-Chine, d'adopter la marche à suivre ci-après résumée :

1° Suppression du droit d'exportation sur les piastres ;

2° Réduction, après un certain délai de préavis, du pouvoir libératoire de la piastre mexicaine à 99 centièmes de la piastre française ;

3° Enquête sur les moyens de circulation de l'Indo-Chine et, s'il y a lieu, émission de piastres françaises en remplacement des mexicaines ;

4° Suppression complète du cours légal de la piastre mexicaine.

M. Arnauné ajoutait que « quand cette dernière mesure aurait été réalisée, l'Indo-Chine serait placée dans la même situation que l'Inde en 1893, après la suppression de la frappe libre de la roupie ».

Ces conclusions, soumises à la Commission plénière, furent adoptées dans leur ensemble. Toutefois certains membres de la Commission pensaient que si un droit d'importation sur les piastres mexicaines était institué, cette mesure serait de nature à concourir utilement à l'amélioration de la circulation monétaire. En effet, si une importation de numéraire était rendue nécessaire par la situation de la balance des comptes créditeurs et débiteurs de la Colonie, et que le droit d'importation sur les piastres mexicaines fût plus élevé que les frais de transport des piastres françaises de Paris en Indo-Chine, les banques auraient intérêt à s'adresser à la Monnaie de Paris, pour acheter des piastres françaises, plutôt qu'à importer du numéraire mexicain.

D'autres membres de la Commission firent

observer que si l'importation des piastres mexicaines restait libre, elle pourrait laisser place à des spéculations pendant les périodes de préavis et ils insistèrent pour que cette importation fût purement et simplement interdite. Enfin il y avait lieu de prendre des mesures spéciales en ce qui concernait la circulation fiduciaire. Il était à craindre que les porteurs de billets de la Banque de l'Indo-Chine ne les présentassent aux guichets des succursales ou agences, soit pendant, soit après les périodes de préavis, pour en demander le remboursement en piastres françaises. Certains membres de la Commission préconisaient, en conséquence, la création de bons de monnaie permettant d'attendre la frappe de piastres françaises et d'éviter toute perte d'intérêts. Ces bons ne seraient délivrés que par grosses coupures, de 5.000 piastres par exemple.

Après cet échange d'observations, la Commission arrêta ses conclusions dans les termes suivants (séance du 28 mars 1903) :

I. — Suppression du droit d'exportation sur les piastres.

II. — Frappe immédiate de piastres de commerce, dans la mesure nécessaire pour assurer les besoins de la circulation.

III. — Diminution progressive, après période de préavis, du pouvoir libératoire de la piastre mexicaine par rapport à la piastre de commerce.

IV. — Prendre les mesures nécessaires pour

pouvoir, au besoin, interdire l'entrée de la piastre mexicaine pendant les périodes de préavis.

V. — Faculté pour le Trésor de délivrer, pendant les périodes de préavis, des bons de monnaie d'une valeur minimum de 5.000 piastres, en échange des piastres mexicaines versées dans les caisses publiques.

VI. — Entente avec la Banque de l'Indo-Chine pour ne plus remettre en circulation les piastres mexicaines.

VII. — Suppression du cours légal de la piastre mexicaine, lorsque le moment en sera venu.

Ces conclusions furent tenues secrètes comme l'avaient été les travaux mêmes de la Commission. Elles furent portées à la connaissance du Gouverneur général de l'Indo-Chine par la voie du câble dès le 3 avril 1903 ; toute latitude était laissée à ce haut fonctionnaire en ce qui concerne la fixation des délais qu'il estimerait nécessaires pour assurer la mise à exécution du programme arrêté par la Commission et il restait juge également de l'utilité ou de la non opportunité de passer par les diverses étapes préparatoires qui étaient recommandées.

La première des résolutions arrêtées à Paris, qui passa dans le domaine des réalités, fut celle qui concernait la suppression du droit à l'exportation, institué par le décret du 29 décembre 1898, sur le numéraire et les matières d'or et d'argent.

Un décret du 3 juin 1903 supprima le droit de 3 0/0 *ad valorem* dont il s'agit.

D'autre part, des commandes importantes de piastres, dont la livraison devait être effectuée dans les plus courts délais, furent faites à la Monnaie de Paris (1). Malgré l'introduction de ce nouveau stock de piastres françaises en Indo-Chine, le Gouverneur général ne jugea pas que la circulation des espèces nationales fût suffisante pour lui permettre de provoquer l'émigration des piastres mexicaines sur les places voisines, en leur enlevant, selon les recommandations de la Commission, une partie de leur pouvoir libératoire. Les livraisons de la Monnaie lui permirent du moins de prononcer, sans crainte d'une pénurie possible de numéraire, l'interdiction absolue de toute importation nouvelle de piastres mexicaines. Cette prohibition, qui n'avait pas été recommandée par la Commission interministérielle, avait été rendue nécessaire par la démonétisation successive de ces piastres aux Philippines et dans les Straits Settlements et par l'interdiction de leur réimportation au Mexique. Il était à craindre qu'une grande partie du stock en circulation en Extrême-Orient ne refluat vers l'Indo-Chine et que l'expulsion ultérieure de cette monnaie ne fût rendue

1. Deux commandes, l'une de 5.200.000 pièces, l'autre de 5.000.000, furent faites en 1903 par le Gouvernement Général.

difficile et onéreuse. Un second décret du 3 juin 1903 prohiba en conséquence l'importation dans la colonie des monnaies d'argent étrangères.

Mais il ne suffisait pas d'interdire, pour l'avenir, l'entrée de la Colonie aux espèces mexicaines, Il fallait aussi assurer la disparition de celles qui y avaient été déjà introduites. Le Gouvernement Général pensa atteindre ce but en passant avec la Banque de l'Indo-Chine une entente en vertu de laquelle cet établissement ne devait plus remettre en circulation les piastres mexicaines qui seraient présentées à ses guichets. La Banque était en outre chargée de négocier sur les places voisines, notamment à Hong-Kong, en profitant de toutes les circonstances favorables, celles de ces piastres qui rentre- raient dans les caisses du Trésor. Le Gouverne- ment Général de l'Indo-Chine estimait que, grâce à l'entente ainsi intervenue, la plus grande partie des piastres mexicaines pourrait être exportée peu à peu, au mieux des intérêts de la colonie et sans que la circulation du pays fût troublée. Cette manière de procéder permettait, aussi sûrement que la domination du pouvoir libératoire de la piastre mexicaine et avec moins d'inconvénients, de préparer le retrait définitif du cours légal accordé à cette monnaie. Le relè- vement des cours du métal argent, survenu à partir de 1904 par suite de la guerre russo-japo-

naise, rendait d'ailleurs moins urgente une solution de la question monétaire.

La demande de piastres provoquée par les besoins des belligérants, et qui s'était traduite au commencement de 1905 par une hausse plus forte de cette monnaie à Hong-Kong qu'en Indo-Chine, favorisait du reste la sortie des espèces à destination de la colonie anglaise. Il importait seulement que les piastres françaises ne prissent pas, elles aussi, le chemin de l'étranger, sinon l'Indo-Chine se fût trouvée en proie à une crise monétaire. Le Gouverneur Général dut, en conséquence, interdire, par un arrêté du 30 janvier 1905 (1), l'exportation des piastres françaises ainsi que des barres et lingots d'argent. Au cas où les sorties de numéraire eussent été provoquées, par la suite, par une hausse, au-delà du *silver point* de sortie, du change sur Hong-Kong ou la Chine, on laissait seule possible, en étendant la prohibition aux lingots, l'exportation des piastres mexicaines. La mesure toutefois souffrait deux exceptions. L'exportation des piastres françaises restait libre à destination de Battambang et du Yunnan.

L'ancienne province cambodgienne de Battambang avait, bien que siamoise, la même circulation que l'Indo-Chine ; c'était avec le Cambodge et la Cochinchine qu'elle entretenait ses

1. *Journal Officiel de l'Indo-Chine* du 3 février 1905, p. 183.

relations commerciales les plus importantes. On avait considéré qu'interdire les sorties de piastres françaises vers cette province, alors que l'entrée des piastres mexicaines en Indo-Chine était déjà prohibée d'autre part, eût abouti pratiquement à rendre impossible le mouvement des échanges entre la province et l'Indo-Chine. Au contraire, l'exception faite en sa faveur contribuait à la garder dans la dépendance économique du Cambodge et de la Cochinchine et à maintenir dans la direction de Pnom-Penh et du Mékong un courant commercial qui, autrement, se fût sans doute dirigé vers Bangkok et le golfe du Siam.

L'exception faite en faveur du Yunnan se justifiait mieux encore. L'exportation du numéraire à destination de cette province chinoise est dûe, pour la plus grande part, aux travaux de construction du chemin de fer de Laokay à Yunnansen, dont la concession par la Chine à la France a été rétrocédée à la Compagnie des chemins de fer de l'Indo-Chine et du Yunnan. Les travaux entrepris en vue de la construction de la voie ferrée nécessitent l'emploi d'une grande quantité de monnaie d'argent, pour le paiement de la main d'œuvre chinoise, et la Société de Construction du chemin de fer, entrepreneur général de la Compagnie concessionnaire, s'est adressée pour la fourniture de cette monnaie à la Banque de l'Indo-Chine, qui la lui fournit en espèces françaises, toujours préférées des coolies et sou-

vent même les seules acceptées. Or le Gouvernement Général lié par des contrats à la Compagnie du chemin de fer en vue de l'exécution dans un délai déterminé des travaux à elle confiés, au prompt achèvement desquels s'attache d'ailleurs un intérêt politique et économique primordial pour la colonie, ne pouvait songer à entraver ou même simplement à gêner la bonne marche d'une entreprise, dont le succès soulagera les finances de l'Indo-Chine(1). On ne voyait du reste que des avantages à ce que les provinces chinoises limitrophes, que la colonie s'efforce d'attirer dans sa zone d'influence, se servissent de la monnaie indo-chinoise. Au surplus, les exportations de numéraire vers le Yunnan étaient, de toutes façons, rendues nécessaires, puisque l'Indo-Chine, se fournissant dans cette province d'opium et d'étain, y achète beaucoup plus qu'elle n'y vend ; les effets de commerce y étant presque inusités, le règlement des échanges ne s'y fait que par des remises d'espèces métalliques. Enfin l'existence de ce numéraire ne peut que favoriser le commerce de transit des provinces méridionales de la Chine par la voie du Fleuve Rouge. Pour ces raisons diverses, on jugea bon de comprendre le Yunnan parmi les pays à destination desquels l'exportation des piastres françaises restait permise.

1. Voir *suprà*, 1^{re} partie, chapitre 3, § 1^{er}.

Cependant les plénipotentiaires russes et japonais s'étaient réunis à Portsmouth pour traiter des préliminaires de paix et l'on pouvait redouter que la fin des hostilités et le retrait des troupes du théâtre de la guerre ne fussent de nature à provoquer une baisse de la piastre. La valeur de l'argent allait-elle à nouveau s'effondrer ? Allait-on revoir la piastre à deux francs, comme en 1902 ? Il était nécessaire que la colonie fût prête à parer à toute éventualité, même, au besoin, en prenant des mesures décisives en vue de la stabilisation du change. Le retrait du cours légal à la piastre mexicaine s'imposait dès lors de toute urgence. On pensait d'ailleurs que la quantité de dollars mexicains encore en circulation en Indo-Chine devait être peu importante, grâce aux mesures prises en juin 1903 et janvier 1905. La Banque de l'Indo-Chine n'en possédait plus que 100.000 dans ses caves, et le Trésor seulement 40.000. Il devait en rester très peu entre les mains des indigènes au Tonkin et une quantité un peu plus forte, mais faible néanmoins, en Cochinchine, au Cambodge et en Annam, en tout 100.000 pièces peut-être, dont la présentation à l'échange n'offrirait aucune difficulté. Le retrait définitif du cours légal à la piastre mexicaine ne provoquerait donc aucun trouble dans la circulation. Un arrêté du 3 octobre 1905 prononça, en conséquence, la démonétisation du dollar mexicain à

dater du 1^{er} janvier suivant. Un délai d'un trimestre devait ainsi séparer la prise de la mesure de sa mise à exécution.

D'autre part, le Gouverneur Général, par un arrêté du 8 octobre 1905, nommait une Commission « à l'effet d'étudier les questions relatives au régime monétaire de l'Indo-Chine, les modifications qu'il pourrait être opportun d'y apporter et notamment la stabilisation de la valeur de la piastre ». Cette commission était composée de MM. le Directeur du Contrôle financier de l'Indo-Chine, Président, le Trésorier général ou son délégué, Gage, négociant, Président de la Chambre de Commerce de Haiphong, Destenay, Administrateur des Services Civils, chef du Service Administratif au Secrétariat général de l'Indo-Chine, Fetterer, Chef du Service Commercial à la Direction de l'Agriculture des Forêts et du Commerce, et Mayer, Directeur de la succursale de la Banque de l'Indo-Chine à Haiphong ; M. Vérignon, Rédacteur au Secrétariat général de l'Indo-Chine, remplissait les fonctions de Secrétaire.

Cette Commission tint ses séances les 14 novembre 1905 et 4 janvier 1906. Elle constata d'abord que le programme arrêté par la Commission interministérielle de 1903 avait pu être exécuté, sans que la circulation fût troublée et sans qu'il fût nécessaire de recourir, pour chasser le dollar mexicain, à une diminution pro-

gressivité de son pouvoir libératoire ni à l'émission de bons de monnaie. La circulation de l'Indo-Chine était désormais épurée, puisque seule y avait cours légal une piastre qui lui était propre. La question se posait donc utilement de savoir s'il y avait lieu de prendre les mesures définitives en vue de la stabilisation du change de cette monnaie, pour en empêcher la dépréciation ultérieure. La Commission était unanime à penser que la stabilisation était désirable, les avantages résultant pour les transactions commerciales d'une monnaie à cours fixe ne pouvant être contestés. Mais elle constatait aussitôt que la circulation de piastres françaises n'avait pas encore atteint son volume normal.

Les exportations de piastres à destination du Yunnan avaient absorbé une quantité considérable de numéraire français, environ 2.200.000 pièces en 1903-1904, et 4 millions au moins en 1905, et il était à prévoir que, les travaux de construction du chemin de fer devant être très activement poussés, l'exportation de piastres serait encore plus forte en 1906. Ces sorties de numéraire avaient allégé très considérablement la circulation intérieure de l'Indo-Chine. Les piastres mexicaines présentées à l'échange pendant la période transitoire précédant le retrait de leur cours légal, s'étaient élevées à un chiffre beaucoup plus important qu'on ne l'avait prévu, lorsqu'avait été pris l'arrêté du 3 octobre. A la fin

de l'année 1905, plus de 700.000 pièces avaient été apportées à la Banque de l'Indo-Chine ; elles provenaient, pour la plus grande partie, de l'Annam, et la Cour de Hué, à elle seule, en avait échangé plusieurs centaines de mille, composant la cassette royale. La Banque était à ce point démunie de piastres françaises qu'elle avait obtenu du Gouvernement général l'autorisation de comprendre provisoirement les pièces mexicaines dans sa réserve légale. Il y avait donc lieu, avant tout, de faire à la Monnaie de Paris des commandes importantes de piastres et les quantités à frapper ne devaient pas être inférieures, tant que dureraient les travaux du Yunnan, à 10 millions de pièces annuellement ; il était tout au moins nécessaire de porter à ce chiffre la commande à exécuter en 1906.

La Commission constatait ensuite que si la stabilisation était désirable, elle n'était possible que si la balance des comptes était favorable à l'Indo-Chine. Elle chargeait en conséquence un de ses membres, M. Fetterer, d'établir cette balance, et de rechercher quel serait le moyen le plus pratique d'arriver à la stabilisation.

Dans son rapport annexé au procès-verbal de la séance du 4 janvier 1906, M. Fetterer montrait tout d'abord que la stabilisation de la piastre ne pouvait être obtenue que si, sous l'influence de la balance des comptes créditeurs et débiteurs de l'Indo-Chine avec l'étranger, la monnaie

indo-chinoise se trouvait plus demandée qu'offerte. Tout en faisant les plus expresses réserves sur le résultat de ses calculs, faute d'éléments sûrs et suffisants, il évaluait à dix millions de francs, en moyenne, le solde dont l'Indo-Chine était annuellement créancière de l'étranger. Le rapporteur examinait ensuite quel taux de conversion en francs il convenait d'adopter pour la piastre stabilisée. Un cours bas était impraticable par suite des dangers d'exportation du numéraire en cas de hausse de l'argent. La stabilisation à un cours élevé permettait d'éviter ce risque et de constituer en outre une réserve d'or suffisante grâce aux bénéfices réalisés sur la frappe. Le taux à adopter ne devait donc pas être inférieur à 2 fr. 75 ou 3 francs (1). Quant au moyen à choisir pour arriver à la stabilisation, M. Fetterer estimait que le système philippin était le plus pratique et il en recommandait l'adoption au cas où la Commission jugerait la stabilisation possible et désirable.

Après discussion, cette manière de voir fut adoptée et la Commission conclut que la stabilisation pouvait être faite à un taux qui ne saurait être inférieur à 2 fr. 75 et qu'un système basé sur le plan philippin serait le moyen le plus pratique de l'assurer.

1. Le cours de la piastre oscillait alors entre 2 fr. 35 et 2 fr. 40.

Cependant, contrairement aux prévisions qu'avait fait naître la fin de la guerre russo-japonaise, le cours de la piastre qui n'avait cessé de s'élever à partir de 1904, se maintenait pendant la plus grande partie de l'année 1905 entre 2 fr. 35 et 2 fr. 40. Le mouvement d'opinion qui s'était traduit en Indo-Chine par des vœux en faveur d'une stabilisation prochaine formulés par les Chambres de Commerce et par le Conseil Supérieur à ses sessions de 1903, 1904 et 1905, tendait à s'apaiser. Le Département des Colonies, tenu au courant des travaux et des conclusions de la Commission locale, et laissé juge de la question de savoir s'il y avait lieu ou non de prendre les mesures décisives en vue de la stabilisation n'osait se résoudre à prendre un parti, en présence du mouvement ascensionnel des cours du métal argent, et de la situation économique de la colonie rendue franchement mauvaise par les récoltes désastreuses de 1903, 1904 et 1905.

A la fin de 1905, la hausse des cours de l'argent s'accrut et elle a continué pendant toute l'année 1906. L'année 1905 s'est terminée sur le cours de 2 fr. 60 et pendant tout le premier semestre de 1906, le taux officiel a pu être maintenu à 2 fr. 65 et 2 fr. 70. Comme la baisse avait provoqué des récriminations de la part des commerçants, la hausse en provoqua de la part des fonctionnaires, qui voyaient diminuer chaque

mois la somme de piastres représentant leur solde mensuelle en francs. Pour ceux d'entre eux, qui, ayant une solde peu élevée, en consumaient la plus grande partie sur place, la hausse de la piastre n'était pas sans amener quelque gêne. Le Gouverneur Général pensa qu'il serait « équitable » d'atténuer le préjudice qui leur était causé, en abondant la solde des employés et agents jouissant d'un traitement de 5.000 francs et au-dessous de la somme correspondante à la différence entre le cours officiel et celui de 2 fr. 50. C'est ce que décida un arrêté du 27 juillet 1906 (1). Les maisons de commerce et les Sociétés financières de la colonie payaient d'ailleurs leurs employés européens, dont les appointements ou salaires étaient fixés en francs, en comptant la piastre à un taux bien moins élevé encore.

Pendant le second semestre de 1906, le cours de la piastre a continué de s'élever progressivement. Le maximum de la hausse fut atteint en novembre avec le cours, que la piastre ne connaissait plus depuis longtemps, de 2 fr. 94. Il faut remonter jusqu'à l'année 1893 pour retrouver un cours égal ou supérieur. Depuis lors, le cours de la piastre a un peu fléchi, mais il se maintient encore aux environs de 2 fr. 80.

Avec le retour de ces heureux jours, le nom-

1. *Journal Officiel de l'Indo-Chine*, du 9 août 1906, p. 1904.

bre des personnes qui jugent détestable le système monétaire de l'Indo-Chine a naturellement beaucoup diminué et les récriminations de celles qui s'en plaignent encore n'éveillent aucun écho. Cependant la question de la stabilisation de la piastre n'a rien perdu de son intérêt actuel et présent. Il est notamment du devoir de l'Administration de ne pas perdre de vue qu'un jour elle pourra se trouver obligée, sous la pression de l'opinion ou des événements, de prendre des décisions qu'elle regrettera peut-être de n'avoir pas prises en un temps plus opportun. Il est juste d'ajouter qu'elle ne paraît pas, jusqu'à présent, avoir oublié que la réforme entreprise dans l'Inde, aux Philippines, au Mexique, pourrait s'imposer un jour à l'Indo-Chine. La Commission interministérielle de 1903 vient précisément d'être réunie à nouveau pour examiner s'il est ou non opportun de l'entreprendre. Ses premières séances ont eu lieu les 27 et 30 avril derniers.

B. *Examen critique.* ¶ Les mesures prises en Indo-Chine depuis 1903 ont seulement tendu à assurer l'assainissement de la circulation monétaire et à doter la colonie d'une monnaie qui lui fût propre. Si la nécessité d'adopter cette politique, pour rendre la stabilisation possible, ne saurait être contestée, on peut cependant regretter que toutes les précautions n'aient pas été prises pour éviter certains inconvénients qui pouvaient

résulter de la démonétisation de la piastre mexicaine.

Depuis 1903, l'Administration s'efforce, sans y parvenir aussi bien qu'il serait désirable, d'adapter aux besoins réels de la colonie le volume du stock métallique en circulation. L'enquête sur les besoins monétaires de l'Indo-Chine, si justement recommandée par M. Arnauné dans son rapport de 1903, n'a pas été faite. La quantité de piastres françaises qu'il était nécessaire de mettre en circulation pour remplacer les dollars mexicains est ainsi restée inconnue ; inconnue également, la quantité dont l'Indo-Chine, bon an, mal an, accroissait son stock métallique pour les besoins de ses échanges. Il ne faut pas oublier d'autre part que, par le retrait du cours légal à la piastre mexicaine, la colonie ne peut plus se fournir de sa monnaie légale qu'à la Monnaie de Paris, et il s'écoule un intervalle de plusieurs mois entre le moment où le besoin de numéraire se fait sentir et celui où arrivent dans la colonie les piastres nouvelles. Or les besoins de monnaie métallique peuvent se produire brusquement, au moment des achats de paddy, et avec beaucoup d'acuité en cas de bonne récolte. L'Administration, obligée ainsi de prévoir long temps à l'avance les quantités de piastres dont la frappe peut être nécessaire, et chargée seule en fait jusqu'à l'année présente d'approvisionner la colonie de numéraire, n'a pas toujours su préser-

ver la colonie des crises monétaires. En 1905-1906 et surtout en 1906-1907, l'insuffisance du stock métallique a été vivement ressentie. La réserve légale de la Banque de l'Indo-Chine est tombée bien au-dessous de la limite statuaire ; quant aux banques étrangères, elles ont été récemment complètement démunies de piastres métalliques.

En 1903, les représentants du commerce indochinois entendus par la Commission interministérielle, estimaient à 80 millions de piastres environ le montant total de la circulation métallique de la colonie (1). Nous ignorons sur quelles bases ils avaient fondé leurs calculs. Quoi qu'il en soit, en tenant cette estimation pour exacte et cette quantité pour suffisante aux besoins de la colonie, il est facile de se rendre compte que la circulation actuelle serait largement déficitaire. De 1879 à 1902, il a été frappé à la Monnaie de Paris environ 60 millions de piastres (2). Sur ce chiffre, 13 millions sont à l'ancien type de 27 gr. 215, que l'on peut considérer comme disparu de la circulation. Restent 47 millions de piastres nouveau type, auxquels

1. Soit environ 4 piastres par tête d'habitant, si l'on admet que la population de l'Indo-Chine s'élève à 20 millions d'individus. Ce serait bien peu, étant donné l'importance déjà grande de la colonie européenne. Dans l'Inde pourtant, le stock métallique monnayé ne représente, suivant les estimations anglaises en 1904 que moins de 6 roupies par tête.

2. V. annexe II.

sont venus s'ajouter, depuis 1903 jusqu'au 31 mars 1907, environ 31.600.000 pièces. Mais il est certain que, sur les 47 millions antérieurs à 1903, une quantité difficile à évaluer a été exportée de l'Indo-Chine vers Hong-Kong et la Chine ; on reste certainement au-dessous de la réalité en estimant à 5 millions le nombre des piastres ainsi exportées. D'autre part, depuis 1903, les seules exportations à destination du Yunnan ont absorbé une quantité qui n'est guère inférieure à 14 millions de pièces (1). Dans ces conditions, le stock circulant de piastres françaises ne se serait accru depuis cette époque que de 17 millions de pièces, soit environ 4 millions par an, représentant les piastres mexicaines expulsées et l'absorption annuelle ! Il est donc difficile d'évaluer à plus de 60 millions de pièces le montant total du stock circulant de l'Indo-Chine, soit 3 piastres par tête d'habitant.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la colonie qui a commandé de 1903 à 1906, 32.200.000 piastres à Paris, vienne à nouveau, en présence de la pénurie de numéraire révélée par l'encaisse de la Banque de l'Indo-Chine pendant la saison dernière, de faire une nouvelle commande de 5 millions de pièces et que l'autorisation ait été donnée à la Banque d'en faire frapper de son côté 3 millions.

1. Savoir 400.000 en 1903 ; 1.800.000 en 1904 ; 4.000.000 en 1905, 6.000.000 en 1906 et 1.500.000 jusqu'au 31 mars 1907.

Les exportations de piastres au Yunnan, tolérées par l'arrêté du 30 janvier 1905, n'ont pas seulement l'inconvénient de priver la colonie de la monnaie qui lui est nécessaire, elles peuvent avoir aussi pour effet de compromettre le succès de la stabilisation du change de la piastre, si on décide d'entreprendre cette réforme. On estime qu'aucune des pièces françaises expédiées au Yunnan ne fait retour dans la colonie. Ce numéraire serait acheminé, généralement sous forme de lingots vers l'Inde, la Birmanie et le Houpé. Mais il n'est donné à personne de dire quelles quantités ont pu être ainsi fondues. Un stock, difficile à évaluer, peut avoir été tout simplement thésaurisé, et l'on conçoit le trouble que pourrait apporter dans l'exécution de la réforme monétaire de l'Indo-Chine, le retour de cette quantité de numéraire. Or ce retour ne manquerait pas de se produire, si la stabilisation du change de la piastre en maintenait le cours bien au-dessus de sa valeur commerciale. A ce point de vue, l'exportation des piastres françaises au Yunnan est donc très dangereuse.

Les quantités de piastres non fondues n'y sont probablement pas très nombreuses à l'heure présente ; mais si les mesures propres à assurer la stabilisation du change ne sont pas prises prochainement, ce stock pourra devenir considérable. Et si, plus tard, la stabilisation vient à s'imposer, l'Indo-Chine pourra se trouver obligée de

modifier son coin et de remplacer complètement son stock de monnaie métallique ; outre que la colonie perdrait ainsi le bénéfice des mesures qu'elle a prises depuis 1903, qui auraient constitué une gêne inutile, le problème de la stabilisation se compliquerait encore de difficultés nouvelles, que l'exemple des Philippines et de Singapour montre comme étant considérables.

D'ailleurs, s'il est exact que ces piastres soient toutes fondues, on peut se demander où est l'intérêt « politique » qui commande d'autoriser l'exportation des piastres françaises au Yunnan, puisqu'elles n'y doivent pas conserver l'effigie de la République, puisqu'elles n'y doivent pas rester les piastres « congai » (1). Comment aussi le transit par le Fleuve Rouge peut-il se trouver favorisé par la sortie de nos piastres au Yunnan, si elles y sont transformées en lingots ? Enfin il a été signalé à diverses reprises, notamment par notre consul à Yunnansen, que, dans certaines parties de la province chinoise, les 100 piastres françaises cotaient seulement 69 taëls de Canton, au lieu du pair de 72 que cote la piastre chinoise, celle du Houpé par exemple (2). Dans ces con-

1. C'est le nom que les Annamites donnent quelquefois à la piastre française, à cause de la tête de femme représentant la République que l'on voit à l'avvers.

2. D'où provient cette perte ? A-t-elle pour cause le fait que la piastre française ne pourrait être utilisée dans certaines parties du Yunman que sous forme de lingots, ou bien correspond-elle aux frais de retour en Indo-Chine ?

ditions, où est l'intérêt « économique » que la sortie de nos piastres vient satisfaire ?

Pour ces diverses raisons, il semble que l'Administration de la Colonie, sans interdire encore d'une façon absolue les exportations de piastres françaises au Yunnan, doive obtenir de la Compagnie concessionnaire que sa Société de Construction fasse, dès à présent, la plus grande partie de ses paiements, soit en piastres mexicaines, soit en dollars chinois du Houpé ou du Sé-tchouen ou même en dollars de la Monnaie que le Vice-Roi du Yunnan vient précisément de créer dans sa bonne ville de Yunnansen. Aussi bien, si l'on stabilise, faudra-t-il que les paiements des coolies soient ainsi effectués. Une agence de la Banque de l'Indo-Chine, simplement temporaire au besoin, pourrait enfin être installée à Mongtzé, aussitôt que les moyens de communication rendraient cette installation possible. Cette création rendrait moins impérieuse la nécessité des envois de numéraire français au Yunnan et faciliterait le rapatriement des piastres françaises.

Il est remarquable, d'autre part, que l'application de l'arrêté du 30 janvier 1905 qui a interdit l'exportation de l'Indo-Chine des piastres françaises et des barres et lingots d'argent, sauf les deux exceptions que l'on sait, n'ait pas présenté plus d'inconvénients et n'ait pas soulevé de plaintes de la part du commerce indo-chinois.

Ce fait tendrait à prouver que les exportations de numéraire à destination des pays voisins de l'Indo-Chine ne sont pas rendues nécessaires par la situation de la balance des comptes de la colonie avec ces pays. Autrement le prix des remises sur Hong-Kong, par exemple, pourrait s'élever bien au delà du *silver point* de sortie, au détriment des acheteurs de change. De fait, le change de Saïgon ou de Haiphong sur Hong-Kong a présenté des variations beaucoup plus grandes qu'autrefois, depuis qu'ont été prises les diverses mesures interdisant l'importation des dollars mexicains et la sortie des piastres françaises et prononçant la démonétisation définitive des piastres mexicaines. Cette situation ne semble pas avoir provoqué de plaintes de la part du commerce pour la raison que nous avons énoncée plus haut, et sans doute aussi parce que si les écarts du change de la piastre à Hong-Kong et à Saïgon ont montré que les cours de cette monnaie sur les deux places étaient maintenant indépendants, ces écarts n'ont cependant jamais été bien considérables.

Nous n'aurions rien à dire enfin de la mesure prise par le Gouverneur Général de l'Indo-Chine le 27 juillet 1906, si nous ne voulions signaler combien il est piquant de voir la hausse de la piastre justifier l'octroi d'indemnités aux fonctionnaires. Le cas est évidemment nouveau : c'est un « précédent ». Cet arrêté du 27 juillet aboutit

en fait à l'adoption d'un taux fixe pour le paiement des soldes inférieures ou égales à 5.000 francs. Il équivaut donc à une conversion en piastres de ces soldes au taux de 2 fr. 50 à la piastre. La mesure présente en outre cette particularité que la conversion est seulement applicable lorsqu'elle est favorable aux fonctionnaires. On peut ajouter que l'abondement institué par l'arrêté du 27 juillet, destiné à diminuer les inconvénients que la hausse de la piastre cause aux fonctionnaires ayant une solde peu élevée, ne devrait pas être proportionnel aux traitements abondés ; ce système aboutit en effet à gratifier d'une indemnité plus forte le fonctionnaire jouissant d'une solde de 5.000 francs que celui dont le traitement n'est que de 3 000 francs. La pure « équité » eût au contraire commandé de rendre la bonification inversement proportionnelle aux traitements abondés.

Tel est le régime monétaire actuel de l'Indo-Chine. Contrairement à l'affirmation finale du rapport de M. Arnauné à la Commission interministérielle, suivant laquelle l'Indo-Chine se trouverait, lorsque le cours légal aurait été retiré à la piastre mexicaine, dans la même situation que l'Inde en 1893, les deux situations présentent de notables différences. Si la situation actuelle de l'Indo-Chine ressemble à celle de l'Inde en 1893, avant la fermeture des Monnaies de ce pays, parce que l'Indo-Chine a maintenant sa monnaie pro-

pre, elle en diffère en ce que la frappe de la roupie était absolument libre et on n'en peut dire autant de la frappe de la piastre ; si elle ressemble d'autre part à la situation de l'Inde, après le 26 juin 1893, en ce que la frappe libre est suspendue dans les deux pays, il y a cette différence notable que le Gouvernement de l'Inde s'était en outre interdit à lui-même les frappes de roupies à moins qu'il ne lui fût fait des versements d'or au taux de 1 s. 4 d. par roupie demandée et le Gouvernement Général de l'Indo-Chine ne s'est pas fait à lui-même semblable défense.

Le système, qui est présentement appliqué dans notre colonie d'Extrême-Orient, est essentiellement un régime de transition. Il ne saurait à aucun titre se justifier, s'il ne doit pas avoir pour aboutissement logique et prochain la stabilisation du change de la piastre. Car à quoi bon avoir imposé à l'Indo-Chine l'expulsion de la piastre mexicaine, à quoi bon lui avoir causé une crise monétaire permanente depuis 1905, pourquoi lui faire subir les inconvénients d'une contraction de la circulation, tout comme dans le système de la stabilisation, si on ne doit pas lui procurer les avantages de ce système ? Pourquoi porter le trouble dans ses rapports avec Hong-Kong et la Chine, si on ne doit pas lui donner en échange la sécurité dans ses relations avec les pays à étalon d'or ?

Le programme dont la Commission intermi-

nistérielle de 1903 estimait l'accomplissement indispensable avant qu'il put s'agir de procéder à la stabilisation du change de la piastre, est désormais réalisé. La question se pose donc maintenant utilement de savoir si l'Indo-Chine doit accomplir la réforme qu'elle a préparée et c'est de l'examen de cette question que nous ferons la conclusion de notre étude.

TROISIÈME PARTIE

L'Indo-Chine doit-elle stabiliser le change de la piastre ? — Conclusions.

L'Indo-Chine doit-elle stabiliser le change de la piastre, c'est-à-dire doit-elle par des mesures appropriées, maintenir au pair avec l'or, pair qu'il conviendra de déterminer, le change de sa monnaie d'argent ? Ce qui revient à se demander si l'Indo-Chine doit, tout en conservant une circulation intérieure d'argent, se placer, pour ses relations commerciales avec l'étranger, dans la même situation que si elle avait l'étalon d'or. La question est éminemment complexe et plusieurs autres doivent être préalablement résolues avant qu'une réponse puisse y être faite. La première question qui se pose est celle de savoir si cette stabilisation est désirable, puis si elle est possible et enfin il conviendra d'examiner dans quelles conditions et par quel procédé elle pourrait être faite. Ce sont ces diverses questions que nous allons nous poser successivement.

La stabilisation est-elle désirable ? — Cette question se pose elle-même doublement. On peut se demander en effet pourquoi l'Indo-Chine n'adopterait pas purement et simplement l'étalon d'or et d'autre part si le maintien du *statu quo* ne serait pas préférable. Cette dernière question particulièrement réclame l'examen, mais nous nous garderons de nous livrer à son sujet à une discussion académique des mérites respectifs de l'étalon d'or et de l'étalon d'argent. Nous n'avons pas à nous demander si la valeur de l'un de ces deux métaux est plus stable que celle de l'autre, ni par conséquent si l'or, ou l'argent, est plus digne que son rival de devenir l'étalon monétaire, c'est-à-dire de servir de mesure commune de la valeur des choses. Cette question ne se pose plus, puisque l'or est devenu en fait l'étalon monétaire du marché mondial et que c'est sur lui que se règlent les prix mondiaux. Il s'agit donc simplement de savoir si, étant données, d'une part, les variations brusques et profondes qui affectent la valeur de l'argent relativement à celle de l'or et, d'autre part, les relations commerciales que la colonie entretient avec les pays à l'un et à l'autre étalon, l'Indo-Chine a intérêt à garder l'étalon d'argent.

Deux arguments principaux peuvent être et sont invoqués en faveur du maintien du *statu quo*. D'une part le système actuel serait favorable aux exportations et d'autre part il présenterait l'avan-

tage d'être le même que celui des principaux clients de l'Indo-Chine.

Du premier de ces arguments nous savons ce qu'il faut penser. La baisse du change ne constitue pas dans les pays à étalon d'argent une prime permanente à l'exportation. Cette prime est bientôt compensée par une hausse des prix et des salaires exprimés et fixés en monnaie dépréciée. Si cette hausse ne se produit pas, les bénéfices des exportateurs sont réalisés aux dépens des producteurs et des salariés, dont les intérêts sont tout aussi respectables et dont le pouvoir d'achat se trouve diminué. S'il était vrai d'ailleurs que la baisse du change constitue une prime certaine, permanente, aux exportations, il faudrait admettre à l'inverse que la hausse les entrave. Or, depuis 1903, le cours de la piastre n'a cessé de monter, et cependant les exportations de l'Indo-Chine n'ont également cessé de s'accroître passant de 120,4 millions de francs en 1903, à 156,4 millions en 1904 et à 168,7 en 1905. Depuis longtemps, le taux de la piastre n'a pas été aussi élevé que pendant l'hiver dernier, c'est-à-dire à l'époque même où se traitaient les achats de paddy en vue de l'exportation. Si cette hausse a amené quelque gêne au début de la saison, elle n'a pas cependant empêché les marchés et les ventes de se conclure. Les cargos, en ce moment même, se succèdent sans arrêt et se pressent dans le port de Saïgon et

chargent jour et nuit le riz qui y a été apporté de l'intérieur. Inversement c'est en 1902-1903 que le taux de la piastre a été le plus faible et cependant les exportations de l'Indo-Chine en 1903 n'ont été que de 120,4 millions, alors qu'elles avaient été respectivement en millions de francs de 127,5 — 137,9 — 155,6 — 160,6 — 185,2 en 1898, 1899, 1900, 1901 et 1902. Pas plus que la hausse de la piastre n'a entravé les exportations en 1906, année de bonne récolte, pas plus la baisse ne les a-t-elle développées en 1903, année de récolte mauvaise.

Pour que l'étalon d'argent favorisât les exportations, il faudrait que la baisse du métal blanc fût constante, puisque c'est seulement dans ce cas que les producteurs voient s'accroître leurs profits. Mais ils ne bénéficient nullement des petites variations journalières du change. La vérité n'est pas de dire que l'étalon d'argent favorise les exportations, mais bien qu'il accroît les profits de quelques exportateurs ; ce n'est pas du tout la même chose. Qu'on le remarque d'ailleurs, ces profits, les exportateurs les réalisent même si la baisse de l'argent ne se produit pas, car en raison des variations possibles du change, les prix se règlent sur une valeur en or de la piastre toujours inférieure à son change réel. Ce sont les exportateurs qui bénéficient de la différence. Nous ne voulons pas dire que, dans l'état actuel des choses, ces bénéfices ne

soient pas légitimes ; nous les trouvons au contraire parfaitement justifiés, car il est rationnel que, courant les risques des petites variations journalières du change, les exportateurs prélèvent à ce titre une rémunération. C'est le système même qui aboutit à ce que les producteurs s'ils ne sont pas eux-mêmes exportateurs, ce qui est le cas le plus général, soient frustrés d'une partie de leurs gains. La colonie peut avoir intérêt à garder l'étalon d'argent, mais elle lui paie tribut.

Mais, dira-t-on, peu importe que l'étalon d'argent ne favorise pas les exportations, du moins la colonie a-t-elle ainsi le même système monétaire que les pays avec lesquels elle entretient ses principales relations commerciales. S'il est vrai en effet que la Chine et Hong-Kong soient les principaux clients de l'Indo-Chine, il est incontestable que la colonie a intérêt à conserver le même étalon monétaire que le Céleste Empire et le grand entrepôt d'Extrême-Orient, et cela, à un double titre, d'abord pour conserver leur clientèle et ensuite pour faciliter ses règlements avec eux. L'étalon monétaire étant le même en Chine qu'en Indo-Chine, le change sur Hong-Kong et sur les places chinoises reste absolument stable, puisqu'il se trouve maintenu autour d'un pair entre des *silver points*. Les mesures prises depuis 1903 ont peut-être eu pour effet de rendre plus sensibles les écarts que le prix

d'une remise sur ces places peut présenter au-dessus ou au-dessous du pair, dont les *silver points* sont maintenant plus distants, mais ce pair, elles ne l'ont pas totalement supprimé. Si, au contraire, on stabilise le change de la piastre en francs, si autrement dit, l'on donne et l'on maintient à la piastre un pair par rapport à l'or, on lui donnera du même coup un change instable relativement au taël et au british dollar. Et tous les inconvénients que provoque le système actuel dans les relations de la colonie avec les pays à étalon d'or, le système futur en fera peser le poids sur les rapports commerciaux de l'Indo-Chine avec ses clients d'Extrême-Orient.

Mais est-il vrai que la Chine et Hong-Hong soient les principaux clients de l'Indo-Chine ? C'est là une question de fait qu'il est facile de résoudre en consultant les statistiques coloniales, dont nous donnons ci-dessous un tableau résumé.

Importations
(millions de francs)

Années	Chine et Japon (1)	Hong-Kong	Importations totales des pays à étalon d'argent	Importations totales	Pour- centage
1901	18,8	65,7	86,5	202,4	41,7
1902	23,3	64,3	87,6	215,1	40,7
1903	21,8	54,9	76,8	204,2	37,6
1904	14,1	51,4	65,6	185	35,4
1905	36,8	61,8	98,8	254,5	38,7

1. Les statistiques commerciales de l'Indo-Chine confondent dans la même rubrique le mouvement des importations et des exportations de ou pour la Chine et le Japon.

Exportations

(millions de francs)

1901	6,2	52,5	58,7	160,6	36,5
1902	11,1	62,8	73,9	185,2	39,9
1903	14,2	47,8	62	120,4	51,4
1904	12,6	54	66,6	156,3	42,6
1905	12,4	42,6	55	168,7	32,6

Ainsi pendant le lustre qui comprend les années 1901 à 1905 (les dernières dont les résultats aient été publiés), la moyenne générale des importations en Indo-Chine venant des pays à étalon d'argent aurait été de 38,8 0/0 des importations totales (1) et celle des exportations vers les mêmes pays de 40,6 0/0. Notons que, dans ces chiffres, est compris le mouvement d'affaires avec le Japon, qui est à l'étalon d'or et que d'autre part, dans le mouvement du commerce avec Hong-Kong, figurent certainement des exportations et des importations à destination de pays à étalon d'or, importations et exportations qui, peut-être, seraient expédiées en droiture si le régime monétaire de l'Indo-Chine et celui de Hong-Kong étaient différents.

1. Depuis 1900, l'Indo-Chine a entrepris la construction de chemins de fer, pour lesquels elle a fait venir de la Métropole un matériel considérable, payé sur fonds d'emprunt. Cette augmentation plus ou moins passagère des importations de France diminue le pourcentage des importations en provenance des pays à étalon d'argent, mais elle est sans influence sur le chiffre des exportations.

Ajoutons enfin qu'il ne doit pas être accordé une foi entière à ces statistiques. La colonie en effet ne possède pas d'institution analogue à notre Commission des valeurs en douane et l'Administration locale n'hésite pas à donner du volume au commerce extérieur par un grossissement artificiel des évaluations douanières. En admettant que ce grossissement soit toujours le même, notre pourcentage ne serait pas modifié. Mais il est une autre cause d'erreurs, inhérente au système même suivant lequel les évaluations sont faites. Le régime douanier métropolitain étant applicable à l'Indo-Chine, la plupart des taxes qui sont perçues en douane sont des droits spécifiques et non des droits *ad valorem*; l'indication de la valeur est donc faite arbitrairement, et comme d'autre part les valeurs sont indiquées en francs, la conversion des piastres en monnaie française est une nouvelle source d'inexactitudes. C'est ainsi que les importations venant des pays à étalon d'argent et les exportations de la colonie semblent diminuer de valeur quand le taux de la piastre est faible et augmenter quand il s'élève; mais ce résultat apparent ne correspond pas d'une façon absolue à la réalité; il est dû pour partie à la multiplication qui est faite des prix en piastres ou en taëls par le taux en francs du taël ou de la piastre. Pour les exportations, en effet, comme pour les importations des pays à étalon d'argent,

les indications fournies par les statistiques ne sont qu'une traduction, et l'on connaît le proverbe italien...

Quoi qu'il en soit et ces réserves faites, en tenant pour exactes les indications fournies par les statistiques, on voit que les relations commerciales de la colonie avec les pays à étalon d'argent représenteraient moins de 40 0/0 du montant total de son mouvement commercial. La question se pose dès lors de savoir si l'Indo-Chine doit sacrifier à la sécurité que présentent ses relations avec Hong-Kong et la Chine le désir, la possibilité d'acquérir une sécurité pareille dans ses rapports avec les pays à étalon d'or, parmi lesquels figure justement sa métropole.

On peut trouver que la part prise dans le commerce total de l'Indo-Chine par Hong-Kong et la Chine est encore trop forte pour que la colonie puisse entreprendre la réforme qu'ont réalisée avec un succès inégal l'Inde, le Siam, les Philippines, le Mexique et les Straits Settlements. Au surplus, l'intérêt de l'Indo-Chine à garder le même étalon monétaire que Hong-Kong ne se mesure pas seulement à l'importance des échanges qui se font entre les deux colonies. Hong-Kong, entrepôt commercial, est aussi la place sur laquelle tous les pays d'Extrême-Orient, et notamment notre colonie asiatique, trouvent le papier de commerce qui leur est nécessaire pour

le règlement des soldes débiteurs de leurs comptes. Elle est la place intermédiaire sur laquelle se font les tirages qui permettront d'équilibrer les dettes et les créances réciproques des pays d'Extrême-Asie, et son rôle à cet égard est à peu près le même que celui joué par Londres pour l'Occident et le monde entier. La force des liens qui rattachent le sort de l'Indo-Chine à celui de la colonie anglaise, l'intérêt qu'elle a à ne pas rompre la solidarité monétaire qui l'unit à sa voisine, ne sont pas ainsi seulement déterminés, évalués par les constatations des douaniers. Il est entre les deux colonies une communauté d'intérêts, des relations journalières que les registres de l'Administration des Douanes et Régies ne peuvent pas mentionner et dont l'importance lui échappe.

Sans méconnaître la valeur de ces considérations, on peut faire observer que le rôle joué par Hong-Kong pourrait l'être par Singapour, dont le change est maintenant stabilisé. Au surplus, il n'est pas sûr du tout que Hong-Kong ne pourrait continuer, après la stabilisation de la piastre, à jouer le même rôle qu'à présent et puisque ce que l'Indo-Chine va y chercher, c'est du papier sur l'Europe, la fixité du change de sa piastre ne pourrait, même à ce point de vue, que lui être profitable.

Il n'est pas à craindre d'autre part que la stabilisation fasse perdre à l'Indo-Chine la clien-

tèle de la Chine et de Hong-Kong. Il s'est créé entre ces pays des courants commerciaux dont la force résisterait à une différenciation de leur régime monétaire. Aussi bien, où voudrait-on que la Chine et Hong-Kong allassent chercher ce qu'elles tirent de l'Indo-Chine, si ce n'est dans des pays à étalon d'or ou à étalon d'argent stabilisé ? L'Indo-Chine ne serait pas, en tout cas, dans une situation pire que celle de ces pays et elle conserverait toujours sur eux l'avantage des moindres frets.

Enfin, si l'intérêt du commerce et des échanges entre la Chine et Hong-Kong, d'une part, et l'Indo-Chine, d'autre part, commande de conserver à la colonie l'étalon d'argent, c'est là une chose dont il eût fallu s'aviser en 1903. A cette époque non seulement Hong-Kong et la Chine, mais tout l'Extrême-Orient étaient à l'étalon d'argent. L'intérêt qu'il y avait alors à conserver le régime de la frappe libre était autrement puissant qu'à présent, puisqu'en dehors de la Chine, dont Hong-Kong est en somme partie intégrante, seule l'Indo-Chine n'a pas stabilisé son change sur la base de l'or. Pourquoi, si l'on estime que l'étalon d'argent est indispensable à la vie économique de l'Indo-Chine, avoir prescrit à la colonie toutes les mesures qu'elle a prises depuis 1903 ? Pourquoi lui avoir imposé l'usage exclusif d'une monnaie dont la frappe n'est pas libre et qui, cette frappe le fût-elle,

revient à 1 0/0 plus cher que la piastre mexicaine en raison de l'éloignement du lieu de fabrication et des pertes d'intérêts et frais de transport qui en résultent ? Pourquoi, si l'on pense que les relations avec Hong-Hong doivent présenter la plus grande sécurité, avoir précisément porté le trouble dans ces relations par l'adoption du régime actuel ?

Du reste, nous ne disons pas qu'un changement de régime monétaire n'irait pas sans léser des intérêts respectables et sans susciter des préoccupations légitimes. Il convient seulement de donner à tous les intérêts en présence l'importance et la valeur qui doivent leur être équitablement accordées. Il convient donc, en regard des arguments qui militent en faveur du maintien du *statu quo*, de placer ceux qui peuvent justifier l'adoption d'un autre système monétaire.

Ici encore nous devons remarquer que les statistiques commerciales ne donnent pas une appréciation exacte des intérêts auxquels une stabilisation du change de la piastre donnerait satisfaction. La première intéressée à un changement de régime monétaire est l'Administration elle-même. C'est en or qu'ont été contractés les emprunts indo-chinois, dont une grande partie a été transformée et utilisée en piastres ; toute baisse du change postérieure à cette conversion aboutit à une perte sèche pour les bud-

gets indo-chinois, puisqu'ayant reçu un certain nombre de piastres, ils en doivent rembourser une quantité plus considérable.

Les sommes qui ont été ainsi transformées et utilisées sont du reste relativement peu importantes, la plus grande partie du produit des emprunts ayant servi à payer des achats, dans la métropole, de matériel de chemin de fer, ponts, etc., tous achats payés en or directement en France.

Mais les sommes nécessaires pour assurer le service des intérêts et de l'amortissement de ces emprunts étant naturellement fixées en or, toute baisse du change se traduit par une augmentation des versements en piastres, que les budgets indo-chinois doivent effectuer pour assurer le paiement des porteurs de titres. En outre, la dette de l'Indo-Chine ne représente pas le montant total des engagements en or contractés par les budgets de la colonie. C'est en francs que sont fixées les soldes de tous les fonctionnaires européens, en francs que sont conclus de nombreux marchés de fournitures ou de travaux publics, en francs qu'est fixée la contribution versée à la métropole en remboursement des dépenses effectuées par elle pour assurer la défense de sa colonie. L'intérêt que présente pour les finances publiques la fixation du change de la piastre ne saurait donc être nié et n'est d'ailleurs pas contesté.

Il est à peine besoin, d'autre part, de signaler les avantages qu'une stabilisation du change de la piastre offrirait aux importateurs indo-chinois et métropolitains. Quant aux exportateurs, ils auraient tort de croire que la défense de leurs intérêts leur commande de s'opposer à l'adoption de l'étalon d'or ou d'un système équivalent. Si le régime actuel leur procure certains bénéfices, il ne laisse pas d'autre part de présenter aussi pour eux certains inconvénients. A l'heure présente ils doivent payer très cher les capitaux dont ils ont besoin. Le taux de l'escompte est en Indo-Chine de 8 0/0, même entre Européens et pour les maisons de premier ordre, et il s'élève parfois jusqu'à 12 0/0. Il ne saurait être contesté que l'incertitude, qui résulte des variations actuelles du change de la piastre, ne contribue puissamment à porter à un prix aussi élevé le loyer des capitaux dans notre grande colonie d'Extrême-Orient. A ce titre, les exportateurs sont intéressés, tout comme les autres commerçants, à un changement du régime monétaire.

Nous ne rappellerons que pour mémoire combien les variations actuelles du change, et l'insécurité qui en est la conséquence, sont de nature à faire obstacle aux placements de capitaux en Indo-Chine. Or si le capital constitue un facteur essentiel de la production, n'est-ce pas surtout dans un pays neuf, dont tant de

richesses restent inexploitées, que son rôle revêt une importance considérable ?

Enfin s'il est vrai, comme nous croyons l'avoir montré, que les prix en Indo-Chine tendent à se régler sur la base de l'or pour les principales marchandises d'exportation, n'y a-t-il pas intérêt à ce que la monnaie dans laquelle ces prix sont exprimés ait elle-même une valeur fixe en or ? Nous n'ignorons pas les objections qui ont été présentées sur ce point. On a dit que dans l'Inde, les prix avaient présenté des variations beaucoup plus brusques et beaucoup plus considérables que sous le régime de l'étalon d'argent, depuis que l'étalon d'or y avait été adopté. Sans vouloir entrer dans l'examen des circonstances locales et particulières qui ont pu causer ces variations, il nous suffira de répondre que pour nombreux que soient les facteurs qui, dans les pays à étalon d'or, viennent influencer sur la détermination des prix, abondance ou rareté des produits, coût de production, volume du stock monétaire, etc., il y en a toujours un de plus dans les pays à étalon d'argent et cet élément supplémentaire, c'est la valeur en or de la monnaie dans laquelle les prix sont, nous ne dirons pas exprimés, mais traduits. Il semble donc *a priori* que la stabilisation du change en or de cette monnaie doive avoir pour conséquence logique une moindre variabilité des prix.

Pour toutes ces raisons, nous croyons que

l'Indo-Chine a incontestablement intérêt à donner à sa monnaie un change fixe en or. Un seul point peut, selon nous, rester en discussion, c'est la question de l'opportunité des mesures à prendre.

Mais, dira-t-on, s'il est vrai que l'Indo-Chine doive donner à sa monnaie une valeur fixe en or, pourquoi n'adopterait-elle pas l'étalon d'or ? Pourquoi chercher dans « l'étalon d'argent stabilisé » le remède aux inconvénients qui résultent du système actuel ?

L'utilité de conserver en Indo-Chine une monnaie d'argent à pouvoir libératoire illimité et à laquelle un change stable en or est seulement donné, tient uniquement à des circonstances de fait. Pour qu'il y ait étalon d'or en fait et en droit, il faut non seulement que l'or constitue la seule monnaie à frappe libre et à cours légal illimité, mais encore que ce métal soit en fait le plus abondant dans la circulation. Par quel coup de baguette magique l'Indo-Chine pourrait-elle, en un temps relativement court, se donner cette circulation d'or ? Il semble bien d'ailleurs que l'étalon d'or corresponde à un degré de richesse et à un stade dans le développement économique que l'Indo-Chine ne paraît pas encore avoir atteints. Il y a, d'autre part, un grand intérêt à respecter certaines habitudes prises par la population annamite. On a dit avec humour que si les blancs aimaient la monnaie jaune, les jaunes

préféraient la monnaie blanche, et l'exemple de l'Inde où, malgré les efforts du gouvernement, une circulation effective d'or n'a pu encore se maintenir, est absolument caractéristique à cet égard. Or les Annamites sont habitués à la piastre et, pour employer la forte expression de M. Cornu, « ils vivent en piastres ». La nécessité s'impose donc d'adopter un système qui, tout en maintenant une circulation plus ou moins exclusive d'argent et en laissant à la colonie les apparences de l'étalon d'argent, permette de lui assurer l'avantage qu'elle retirerait de l'étalon d'or, à savoir un change stable dans ses rapports avec les pays ayant cet étalon. L'« étalon d'argent stabilisé » ne doit être considéré au surplus que comme un acheminement vers le bimétallisme réel, acheminement qui sera plus ou moins rapide suivant que l'or s'introduira plus ou moins vite dans la circulation.

De la détermination du pair de la piastre. — La stabilisation du change de la piastre consistant essentiellement à donner à cette monnaie un pair relativement à l'or, la question se pose immédiatement de savoir quel sera ce pair. Le taux de conversion doit être bas, disent les uns, car il favorise les exportations ; il doit être élevé au contraire, répondent les autres, car les bénéfices réalisés sur la frappe de la monnaie stabilisée permettent de constituer rapidement une réserve d'or qui pourra servir au maintien de la parité.

A notre sens, aucune de ces deux considérations ne peut fournir la raison essentielle, déterminante sur laquelle il y ait lieu de s'appuyer pour la fixation du pair. Il serait vain de croire d'ailleurs que l'on soit absolument libre de choisir arbitrairement tel ou tel taux. Deux considérations primordiales doivent être envisagées : c'est, d'une part, l'intérêt que présente la fixation du pair au-dessus de la valeur intrinsèque de la monnaie dont on veut stabiliser le change et, d'autre part, le désir de ne pas porter le trouble dans les transactions commerciales.

1° Le taux doit être suffisamment élevé pour qu'une hausse ultérieure de l'argent lingot n'ait pas pour effet de donner à la monnaie stabilisée une valeur intrinsèque supérieure à sa valeur légale, parce que la monnaie d'argent, légalement dépréciée, serait exportée. La raréfaction monétaire consécutive à cette exportation aurait d'abord pour effet une hausse du change au-dessus du « specie point » et par voie de conséquence un appel d'or. Ce fait pourrait n'avoir que peu d'inconvénients, si l'or trouvait à s'introduire dans la circulation et venait prendre la place de l'argent exporté ; mais, dans le cas contraire, l'exportation de la monnaie blanche pourrait provoquer une crise de numéraire qui ne pourrait être combattue que par des frappes exécutées à perte.

La hausse récente de l'argent n'a pas été sans

apporter quelque trouble dans le fonctionnement des systèmes adoptés par les pays qui ont stabilisé leur change pendant ou peu après la crise de 1902. Pour s'être trop pressés de consolider en partie la baisse survenue à cette époque dans la valeur de l'argent, ils se sont mis dans l'obligation de trouver des moyens propres à empêcher la fuite de leur monnaie blanche, à moins qu'ils n'aient eu des raisons de s'en féliciter.

Le Siam ne s'est pas beaucoup mis en peine. Depuis qu'il a stabilisé le tical, cette stabilisation n'est pas encore entrée dans le domaine des réalités. Au lendemain de la fermeture de la Monnaie à la frappe libre des ticaux (25 novembre 1902), le taux de vente de cette monnaie par le Gouvernement siamois fut fixé à 17 ticaux pour une livre sterling. Mais devant les protestations unanimes des banques, qui, d'un commun accord fermèrent leurs guichets, le Gouvernement consentit, le 10 décembre 1902, à fixer à 20 ticaux pour une livre sterling le taux de vente de cette monnaie, et il était entendu que jusqu'au 28 février 1903, toutes les variations du change sur la place de Singapour, au-dessus de 1 s. 7 d., entraînerait *ipso facto* une hausse du taux de vente fixé par le gouvernement, sans que la baisse puisse en provoquer la diminution. Grâce à la hausse de l'argent, les taux suivants furent successivement fixés : 20 ticaux, le 10 décembre 1902 ; 19 t. 3/4, le 17 ; 19 1/2, le 18 ;

19 1/4, le 2 mars 1903, 19 le 5 ; 18 3/4, le 11 ; 18 1/4 le 22 ; 18 le 5 août et 17 3/4, le 12.

Le cours de 16 ticaux par livre sterling avait enfin pu être atteint en 1905, ce qui donnait au tical la valeur de 1 s. 3 d., soit 15 pence ou 1 fr. 576. Mais la hausse récente de l'argent ayant eu pour effet de faire monter le prix de revient du tical au-dessus de ce cours (1), le Gouvernement Siamois refusa purement et simplement de délivrer des ticaux au taux adopté et de satisfaire aux demandes de cette monnaie qui lui étaient présentées en échange de remises sur l'Europe ou de monnaie d'or. Cependant, le manque de numéraire ayant eu pour effet d'arrêter presque complètement les affaires, au moment même où se traitaient les achats de riz chez les cultivateurs en vue de l'exportation (2), le Trésor se décida à reprendre la vente des ticaux, mais au taux de 1 s. 6 d. Quelques jours après, nouvelle variation, en baisse cette fois, car en présence du tort que l'élévation du change causait aux usiniers chinois, qui monopolisent l'industrie et l'exportation du riz, le Gouvernement abaissa à 1 s. 4 3/4 d. son taux de vente et, pour favoriser cette

1. Le tical pèse 233 grains 55 ou 15 grammes 13, au titre de 0,902. Son poids de fin est ainsi de 13 gr. 65. Au cours de 120 francs le kilogramme d'argent fin, le prix de revient du tical s'élevait, non compris les frais de monnayage, à 1 fr. 638.

2. L'Indo-Chine, qui n'a pas stabilisé, a souffert d'un mal analogue.

baisse, refusa de vendre des traites sur l'Europe. Il était dernièrement question à Bangkok de stabiliser à 1 s. 6 d. (1).

Le Gouvernement des Straits Settlements a adopté des mesures tout à fait différentes. Par l'ordonnance n° 4 de 1906, en date du 29 janvier 1906, le souverain britannique est devenu *legal tender* dans les Etablissements des Détroits et y a acquis pouvoir libératoire au taux de 7 souverains pour 60 « straits dollars » (2). C'était donner au dollar une valeur en or de 2 s. 4 d. ou 2 fr. 942. La hausse de l'argent du mois de novembre dernier ayant menacé d'en porter la valeur intrinsèque au-delà de ce taux, une ordonnance parut au *Journal officiel* du 23 novembre 1906, qui ramenait le titre du « straits dollar » de 0,900 à 0,800. Mais aucune frappe de dollars à ce titre ne fut exécutée et en février dernier le titre a été fixé à nouveau à 0,900, mais le poids a été diminué d'un quart et ramené par conséquent de 416 grains à 312. Des frappes immédiates du nouveau dollar ont été exécutées (3).

1. D'après un rapport du commissaire du Gouvernement près la Banque de l'Indo-Chine, en date du 26 janvier 1907.

2. Le « straits dollar » était semblable comme poids et comme titre au british dollar.

3. Nous devons ces renseignements à l'obligeance de M. Lacaze, Sous-Directeur de la Banque de l'Indo-Chine, que nous devons remercier ici de l'aimable complaisance avec laquelle il s'est mis à notre disposition pour nous fournir les renseignements dont nous pouvions avoir besoin.

Le Mexique, dont nous avons relaté les efforts pour améliorer le change des pays à étalon d'argent par voie d'entente internationale, a procédé à la stabilisation de sa piastre au taux de 75 centigrammes d'or pour une piastre, ce qui met le pair de la piastre à 2 fr. 58, en vertu des lois des 9 décembre 1904 et 29 mars 1905. « La stabilisation a pu être accomplie sans qu'il se produise le moindre incident et, l'on peut dire, sans que le public s'aperçoive, même, de ce changement radical du régime monétaire » (1). Le Gouvernement mexicain a envisagé sans crainte aucune l'exportation des piastres mexicaines. C'est qu'en effet, ce que le Mexique a poursuivi, c'est moins encore une stabilisation du change que l'adoption d'un bimétallisme effectif et son désir est d'arriver rapidement à l'étalon d'or de fait et de droit. En conséquence, le Gouvernement mexicain ne s'est préoccupé de l'exportation des piastres qu'en raison de la dangereuse contraction de la circulation monétaire qui pouvait en résulter. Mais il ne s'est pas cru le droit d'adopter des mesures dont le résultat eût été d'enlever aux particuliers les moyens de profiter des bénéfices résultant de la hausse du

1. Exposé des motifs du projet de loi déposé le 14 novembre 1906, devenu la loi du 19 du même mois, portant création d'un droit d'exportation de 10 0/0 sur la valeur des piastres exportées. D'après la traduction donnée dans l'*Economiste Européen*, n° du 11 janvier 1907, p. 36.

prix du métal. Dans cet esprit, une loi du 19 novembre dernier a frappé les exportations de piastres d'un droit de sortie de 10 0/0 sur leur valeur *légale*. Sont exempts de ce droit les exportateurs qui, dans le délai d'un mois, justifient qu'ils ont remis pour la frappe à la Commission des Changes et Monnaies une quantité d'or équivalente à la valeur *légale* des piastres exportées. Autrement dit, tout le monde a le droit d'exporter des piastres mexicaines pour les vendre 2 fr. 80 au dehors, moyennant versement d'or de 75 centigrammes par piastre, soit 2 fr. 58. Mais il est juste de constater que l'or introduit dans la circulation au Mexique s'y est maintenu et n'a pas été refoulé, comme dans l'Inde, vers les caisses du Gouvernement ; le stock d'or du Mexique s'élevait déjà au moment du vote de la loi du 19 novembre 1906 à plus de 50 millions de dollars. La hausse de l'argent a donc été une occasion merveilleuse pour le gouvernement mexicain d'acheminer le pays vers l'étalon d'or, avec circulation exclusive de ce métal et de monnaies divisionnaires. Il a été en conséquence frappé pour plusieurs millions de piastres en pièces de 50 centavos au titre de 0,800 (1).

1. V. *Bulletin de statistique et de législation comparée*, janvier 1907, p. 120 et dans le n° 783 du 11 janvier 1907 de l'*Economiste Européen*, p. 36, l'article intitulé *Un droit d'exportation sur les piastres mexicaines*.

La circulation des Philippines a dû être également troublée par la hausse de la valeur de l'argent (1), mais nous ignorons les mesures qui y ont été prises pour en combattre les effets. La situation insulaire de la colonie a sans doute permis d'interdire en fait l'exportation des pesos. Nous croyons savoir cependant qu'il aurait été procédé à une réduction de poids du peso.

On voit à quels mécomptes peut conduire l'adoption d'un taux de conversion trop faible. Il ne saurait en être tiré argument contre la stabilisation, mais seulement contre une stabilisation mal faite. L'Inde n'a pas été troublée par la hausse de l'argent.

Subsidiairement, en faveur d'un taux élevé on peut invoquer l'argument tiré des bénéfices qu'il permet de réaliser sur les frappes de monnaie stabilisée. Spécialement en Indo-Chine, la stabilisation du change de la piastre à un cours élevé aurait pour effet d'éviter ou tout au moins de réduire les pertes possibles sur les sommes provenant des fonds d'emprunts et converties en piastres à un taux élevé.

2° Mais il n'est pas possible de fixer en toute liberté le taux de conversion en or de la monnaie stabilisée. Il serait, en effet, très difficile d'en relever artificiellement le cours bien au-dessus

1. V. *La production et les fluctuations de valeur du métal argent*, par M. Pierre Leroy-Beaulieu, dans l'*Economiste français* du 13 avril 1907, p. 525.

de sa valeur intrinsèque en or et d'autre part, comme c'est en définitive sur la valeur en or qui lui sera attribuée que se régleront les prix, la fixation de son taux de conversion à un cours trop au-dessus des cours pratiqués au moment de la stabilisation, amènerait un abaissement des prix qui porterait le trouble dans les transactions commerciales (1). Ce que nous venons de dire montre qu'à notre sens, le choix d'un taux faible en vue de favoriser le commerce des exportations ne présente aucun intérêt, sinon momentanément, du moins en définitive. Par contre, on peut invoquer, en faveur d'un taux faible, cet argument, qu'il diminue les dangers de contrefaçon de la monnaie stabilisée.

Spécialement en Indo-Chine, le désir de donner à la piastre un rapport simple de valeur avec le franc peut justifier la fixation du taux de stabilisation soit à un cours un peu faible, soit à un cours un peu forcé.

Dans ces conditions, puisqu'il est désirable de ne pas troubler les transactions commerciales par un relèvement arbitraire de la valeur en or

1. La fixation du prix de vente des roupies peu au-dessus des cours pratiqués en 1893 était une recommandation du comité Herschell, de crainte que la diminution des prix, suivant l'intervention gouvernementale comme l'effet suit la cause, les mesures prises par le Gouvernement ne devinssent impopulaires. Une stabilisation idéale serait celle qui ne portant aucun trouble dans la circulation, serait effectuée sans même que la population s'en aperçût.

de la monnaie à stabiliser, relèvement d'ailleurs difficile à obtenir et que d'autre part il importe d'éviter les risques d'une élévation des cours du métal au-dessus du pair adopté, il faut conclure qu'on doit choisir, pour procéder à une stabilisation, le moment où se manifestent les premiers symptômes de baisse qui suivent un mouvement ascensionnel important des cours du métal blanc. A ce titre, la stabilisation de la piastre indo-chinoise ou plutôt les mesures propres à l'assurer, étant admis par ailleurs qu'elle fût jugée désirable, pourraient être très opportunément décrétées en ce moment. Le taux de 3 francs à la piastre, qui n'a jamais été atteint, mais qui a été approché (2 fr. 94 en novembre), eût permis de fixer un rapport simple de valeur entre le franc et la piastre (1).

Du procédé à adopter pour stabiliser le change de la piastre. — Les seuls procédés qui aient été jusqu'à présent employés par les divers Etats, à circulation d'argent, qui ont stabilisé leur change,

1. Au taux de 3 francs à la piastre, le rapport de valeur adopté entre l'or et l'argent serait de 1 à 27,9. Ce rapport est de 15 1/2 en France, 16 aux Etats-Unis, 21,9 dans l'Inde, 32,6 au Mexique. La valeur intrinsèque de la piastre deviendrait supérieure au pair lorsque le prix du kilog d'argent dépasserait 123 fr. 45. Il est actuellement à 112 fr. 50, et a atteint en novembre dernier 122 francs. Les frappes de piastres au Mexique et de pesos aux Philippines sont exécutées à perte lorsque le kilog. d'argent dépasse 106 francs et les roupies, lorsqu'il dépasse 157 francs.

relèvent seulement de deux types : le système indien et le système philippin.

Théoriquement, dans le système indien, l'intervention des pouvoirs publics a consisté uniquement dans la fermeture des hôtels des Monnaies à la frappe libre de l'argent pour les particuliers et dans la fixation du prix en or contre versement duquel des roupies neuves pourraient être délivrées et mises en circulation. A l'abri de cette interdiction, le libre jeu des lois économiques a assuré la stabilisation du change de la roupie, stabilisation qui s'est établie d'elle-même sous l'influence d'une balance des comptes favorable. Nous savons que depuis lors, le fonctionnement du système indien a été modifié par la création à Londres de la *Currency Chest*, correspondante de la Caisse indienne de réserve de la circulation fiduciaire. Cette création permet au Secrétariat d'Etat pour l'Inde de délivrer et de vendre des traites de roupies à Londres contre versement d'or à la *Currency Chest* et de limiter l'offre de ces traites dans la mesure nécessaire au maintien des cours du change. Le fonctionnement de la Caisse reste absolument dans la main du Gouvernement de l'Inde et notamment, s'il est possible d'acquérir, à Londres, des traites de roupies sur l'Inde, si, dans l'Inde, le Trésor délivre des roupies contre versement d'or au taux de 1 s. 4 d. par roupie, le Gouvernement Indien ne s'est pas engagé à délivrer des

traites d'or contre versement de roupies. Le gouvernement est resté juge de l'opportunité d'effectuer en or ses propres remises, lorsque les cours du change menacent de tomber au-dessous du « specie point ». En pratique, il serait paré aux baisses du change au-dessous du « specie point » par une simple restriction des mises en vente de *Council bills* et au besoin par le paiement en numéraire, effectué à l'aide des fonds de la *Currency Chest*, des dépenses que le Gouvernement Indien doit faire dans la Métropole.

Tout autre est le fonctionnement du système philippin. Dans ce système, le Gouvernement délivre à toute demande, à New-York, des traites en pesos contre versement d'or et, à Manille, de l'or ou des traites d'or contre versement de pesos. C'est seulement par les variations du taux de la commission qu'il prélève sur ces délivrances de traites, que le Gouvernement influe sur les demandes qui lui sont présentées. Le maintien de la parité est assuré par l'existence préalable de la réserve d'or, qui permet la délivrance des traites libellées en monnaie d'or, lorsque la balance des comptes créditeurs et débiteurs ou la redondance de la monnaie blanche en circulation font que l'argent est présenté à l'échange. Il ne résulte aucun danger de la délivrance d'or ou des traites d'or à toute demande contre versement d'argent, parce que la monnaie stabilisée présentée à l'échange aux guichets du Trésor est soigneuse-

ment retirée de la circulation. Dès lors si les demandes d'or affluent et se précipitent au Trésor, la raréfaction, le resserrement de la circulation d'argent qui en résultent, mettent un frein aux demandes d'or, si même l'élévation de la commission perçue sur la délivrance des traites n'a pu suffire à les restreindre.

C'est entre ces deux manières de faire que l'Indo-Chine aura le choix lorsqu'elle voudra procéder à la stabilisation du change de la piastre. Mais il est clair que le système indien ne pourrait être adopté que si la balance des comptes était fortement favorable à la colonie ou devait l'être d'une façon constante plusieurs années de suite après la stabilisation. Or l'Indo-Chine, pays intertropical et de monoculture, est exposée, en cas de récolte de riz déficitaire, à voir sa situation vis-à-vis de l'étranger devenir fortement débitrice ; en tout cas, tandis que les importations s'y répartissent à peu près également pendant tous les mois de l'année, la saison des exportations y est au contraire très nettement marquée par les deux récoltes du riz et c'est au moment de ces récoltes que l'Indo-Chine devient créditrice de l'étranger. L'adoption du système philippin lui permettrait donc d'éviter le danger de voir, pendant la saison morte, son change tomber au-dessous du *gold point* de sortie et peut-être revenir à la parité du métal.

Ce n'est pas toutefois que nous jugions abso-

lument exacte la théorie sur laquelle M. Conant a appuyé son système. Si la raréfaction de la circulation dépréciée a un effet incontestable sur les cours du change, du moins l'influence qu'elle peut avoir est-elle subordonnée à celle, plus décisive, de la balance des comptes. La raréfaction n'est jamais que relative aux besoins de règlement qui se produisent, puisque le numéraire n'est lui-même qu'un moyen de règlement. Si la balance est créditrice, la circulation sera rare relativement ; si elle est débitrice, c'est exactement comme si la circulation était redondante. C'est la situation des comptes créditeurs et débiteurs qui, en définitive, déterminera les demandes d'or qui se produiront en vue des règlements à l'extérieur. Evaluer par conséquent, comme le fait M. Conant, la réserve d'or nécessaire pour assurer le maintien du pair d'après le montant de la circulation totale, dire *a priori* que cette réserve sera très probablement suffisante pour satisfaire à toutes les demandes d'or qui pourront se présenter, si elle permet de réduire au besoin la circulation d'argent de 10 à 15 0/0, c'est peut-être exact empiriquement, mais il nous paraîtrait plus sage, pour notre part, d'évaluer la réserve d'or d'après le montant du solde débiteur le plus élevé que la situation des comptes ait pu présenter dans les dernières années précédant la stabilisation.

Des banques et de la circulation fiduciaire. —

Dans le système philippin, le maintien du change autour du pair est assuré par la délivrance de traites d'or faite par le Gouvernement à toute demande, au taux de conversion adopté. Or la vente de traites sur l'étranger rentre essentiellement dans les attributions des banquiers. L'adoption du système philippin va-t-elle conduire le Gouvernement de l'Indo-Chine à usurper le rôle des banques ?

Il n'y aurait aucun intérêt à enlever aux banques un rôle dont elles s'acquittent à la satisfaction du public, et l'intervention gouvernementale, pour assurer le maintien au pair des cours du change, doit être réduite au minimum. En portant à un chiffre assez élevé le montant des traites dont la délivrance est faite à toute demande, on en réserverait pratiquement la vente aux seuls banquiers, et le Gouvernement, en fixant d'autre part à un taux convenable la commission prélevée sur les échanges qui lui sont demandés, réduirait son rôle à fournir aux banquiers les traites qui leur seraient nécessaires pour couvrir leurs propres tirages, lorsqu'ils ne trouveraient pas à acquérir sur la place, à un moindre prix, le papier privé suffisant. Le Gouvernement ne serait ainsi que le banquier des banquiers. Mais si, par hasard, une banque s'avisait de refuser sa coopération raisonnable au maintien du nouveau régime, la pensée que

le Gouvernement serait à même de vendre lui-même des traites directement au public serait de nature à la détourner bientôt d'adopter une telle politique.

Dans presque tous les pays qui ont stabilisé leur change, le droit d'émettre des billets payables au porteur et à vue, ayant le caractère de monnaie légale, appartient au Gouvernement seul. Dans quelques-uns même, le montant de la circulation fiduciaire ne peut venir en augmentation de la circulation métallique, parce que les émissions de billets ne peuvent correspondre qu'aux sommes en espèces retirées de la circulation. Les émissions de billets n'ont donc pas pour effet d'accroître le volume de la circulation.

Il n'en est pas ainsi en Indo-Chine. La Banque de l'Indo-Chine y jouit du privilège d'émettre des billets de banque et elle peut en émettre dans les limites du triple de son encaisse. Le montant de la circulation fiduciaire est ainsi complètement indépendant de celui de la circulation métallique et la circulation totale peut se trouver augmentée dans des proportions indéterminées. Or l'adaptation du volume de la circulation aux besoins réels, sa limitation aux quantités que nécessitent les règlements étant une condition indispensable au maintien du change, le système actuellement pratiqué en Indo-Chine pourrait aboutir, en cas de circula-

tion trop considérable de billets, à faire tomber les cours du change au-dessous du « specie point ». Ce fait provoquerait les demandes d'or en échange d'argent ou, autrement dit, les billets émis en excédent des besoins équivaldraient à des tirages sur la réserve d'or du Gouvernement.

La stabilisation du change de la piastre nécessiterait donc une modification du privilège de la Banque de l'Indo-Chine. Il suffirait, selon nous, de fixer un maximum au-delà duquel les émissions de billets ne pourraient être faites selon les conditions présentes. Suivant le rapport du Conseil d'Administration de la Banque à l'Assemblée générale des actionnaires du 9 mai 1906, la circulation de billets au porteur, pour les deux succursales de Saïgon et de Haiphong, s'élevait au 31 mai 1905 (maximum de l'année) à 44.840.000 francs environ. Le maximum, au-delà duquel les émissions ne devraient pas être faites suivant les règles actuellement suivies, pourrait être fixé à 45 millions de francs, par exemple, soit une somme de 15 millions de piastres, si la stabilisation était faite au taux de 3 francs. Au delà de ce chiffre, les émissions ne pourraient correspondre qu'à des retraits équivalents d'espèces métalliques de la circulation ou contre versement d'or à raison de 3 francs ou 0 gr. 8709 d'or pur par piastre. Rien ne s'opposerait d'ailleurs à ce que la Banque pût utiliser en dehors de l'Indo-Chine une partie de cette

réserve d'or, dans une proportion à déterminer.

L'Indo-Chine peut-elle stabiliser le change de la piastre ? — Dans le système indien, ce qui a fait monter le cours du change de la roupie jusqu'au delà du *gold point* d'entrée et l'a ensuite maintenu autour du pair, c'est l'insuffisance des moyens de remise offerts aux débiteurs de l'Inde, insuffisance qui ne leur laissait, pour se libérer, que la faculté d'importer de l'or et d'acheter des roupies au Gouvernement. La situation de la balance des comptes présente évidemment moins d'intérêt dans le système philippin, puisque ce qui assure le maintien de la parité, c'est l'échange possible de l'argent contre l'or au taux adopté, combiné avec le retrait de la circulation de l'argent présenté à l'échange, retrait qui n'est lui-même que le corollaire de la limitation de la frappe.

Mais à notre sens, il serait dangereux de se lancer dans la voie de la stabilisation du change, même par le procédé philippin, sans s'être assuré au préalable que la balance des comptes est généralement favorable. Un tel examen est nécessaire pour se rendre compte de l'importance que doit avoir la réserve d'or et pour s'assurer si les soldes débiteurs ne sont ni trop élevés ni trop fréquents : ni trop élevés, parce que, tant que les bénéfices sur les frappes ne sont pas venus renforcer la réserve d'or et la porter à un total

important, c'est à l'aide d'avances faites par le Gouvernement que la réserve serait maintenue ; ni trop fréquents parce qu'une longue période de contraction monétaire ne serait pas souhaitable et ses inconvénients doivent être autant que possible évités.

L'intérêt pratique que présente l'examen de la balance des comptes de l'Indo-Chine vis-à-vis de l'étranger ne saurait donc être contesté. Mais avant de procéder à cet examen, nous devons tout d'abord apprécier une théorie suivant laquelle une stabilisation ne serait possible que si le pays stabilisateur dispose pour payer ses dettes en or de créances également en or en quantité suffisante. Ce qu'il faudrait examiner, par conséquent, avant de procéder à une stabilisation, ce n'est pas si la balance générale des comptes lui est favorable, mais seulement si sa situation vis-à-vis des pays à étalon d'or est créditrice ou débitrice. La stabilisation ne serait possible que dans le premier cas.

Cette théorie semble bien avoir été celle de M. Arnauné, dans son remarquable rapport de 1903 au nom de la Commission interministérielle (1). Après avoir dit que « le pair du change suppose l'équilibre entre les dettes et les créances, les unes et les autres étant rapportées à la même monnaie » et que la stabilisation dans

1. V. le passage textuel et complet au chapitre précédent.

l'Inde n'a été possible que parce que ce pays dispose de monnaie d'or pour régler ses balances aux époques où elles sont débitrices, toutes choses absolument incontestables, M. Arnauné ajoute, parlant toujours de l'Inde : « ... Si en fin de compte, la somme de ses créances en or n'égalait pas la somme de ses dettes en or et qu'elle dût offrir en compensation des créances payables en argent ou régler ses soldes en argent, le change indien ne serait pas au pair.

« Il est difficile d'admettre que l'Indo-Chine puisse compenser ses dettes en or par des créances également en or... Il serait vain de l'essayer (la stabilisation) tant que l'Indo-Chine n'aura pour payer le solde en or qu'elle doit à l'Europe que le solde en argent qui lui est dû par l'Extrême-Orient ».

Quelle que soit la grande autorité qui s'attache à une opinion émise par le rapporteur de la Commission interministérielle de 1903, qu'il nous soit permis de dire que cette opinion ne saurait être la nôtre. Puisque M. Arnauné prend soin de rappeler lui-même que le pair du change suppose l'équilibre des dettes et des créances, les unes et les autres étant rapportées à la même monnaie, il semble bien qu'une confusion se soit glissée dans son raisonnement, étant données les conclusions auxquelles il aboutit, lorsqu'il ajoute que « la somme des créances en or doit égaler la somme des dettes en or » ; la confu-

sion se glisse, à notre avis, dans ces seuls mots « la somme des créances en or » qui sont mis pour « la valeur en or de la somme des créances » ; et ce n'est pas jouer sur les mots. Etant admis que les dettes de l'Indo-Chine *contractées* en or sont supérieures aux créances qui lui sont dûes en or, comment la colonie pourrait-elle faire la compensation de la différence si ce n'est en ajoutant des créances d'argent dont la somme *évaluée* en or vienne rétablir l'équilibre ? Il ne s'agit donc pas de savoir si « la somme des créances en or égale la somme des dettes en or », mais bien si la somme des créances, *évaluée* en or, compense la somme des dettes, également *évaluée* en or, si, autrement dit et pour s'exprimer comme M. Arnauné lui-même, il y a équilibre entre les dettes et les créances, les unes et les autres étant rapportées à la même monnaie. C'est donc bien la balance générale des comptes créditeurs et débiteurs, tous étant évalués en or, qu'il y a lieu d'établir avant de procéder à une stabilisation.

Si cette balance est favorable à l'Indo-Chine, la stabilisation du change de la piastre ira sans difficulté, surtout par le procédé philippin, parce que les cours du change, en s'élevant au-dessus du *gold point* d'entrée, assureront le maintien des réserves d'or. Mais il n'est pas nécessaire que ce soit le change sur les pays à étalon d'or qui soit favorable à la colonie. Et notamment les dettes

de l'Indo-Chine vis-à-vis de la France étant supérieures à ses créances, le change de Saïgon sur France ne sera pas au pair. Mais stabilisation n'a jamais voulu dire « maintien du change au pair », cela veut dire « maintien du change d'une monnaie d'argent autour d'un pair dans la limite des *gold points* ». Pour prendre un exemple concret, si l'on stabilisait la piastre à 3 francs, le change de Saïgon sur France pourrait être à 3 fr. 02 ou 3 fr. 03 ; il n'y en aurait pas moins stabilisation réelle et effective. Cette situation indiquerait seulement que l'or ne nous viendrait pas de France, et que nous serions au contraire en passe de lui en envoyer. Mais peu importe, si le change sur Manille, le pair étant de 116,27, est à 115 1/2, peu importe, si l'or nous vient de nos débiteurs d'Extrême-Orient ! Car si nous stabilisons, ce n'est pas du tout des créances d'argent que nous aurons à exercer contre eux, comme l'indique le passage de M. Arnauné que nous rappelions tout à l'heure, ce seront des créances d'« argent stabilisé », c'est-à-dire, par hypothèse même, des créances d'or.

Il serait vain d'objecter que ces pays n'auront pas à leur disposition l'or nécessaire pour nous régler. Est-ce que l'absence de monnaie d'or en Chine empêche cet Empire de régler sa balance fortement débitrice vis-à-vis du Japon ? La Chine n'aurait-elle pas, au surplus, à nous offrir les créances qu'elle peut faire valoir sur

la France même, et qui l'emportent de beaucoup sur ses dettes vis-à-vis de notre pays ?

Quelle est donc la balance des comptes de l'Indo-Chine ? C'est ce que nous avons cherché à établir, sans que le résultat de nos recherches nous ait pleinement satisfait. Il doit être tenu compte de tant d'éléments divers pour dresser avec quelque exactitude le bilan d'un pays que la tâche est certes des plus délicates. Encore que l'Indo-Chine ait peu ou point de rentiers et que le souci d'évaluer avec précision leurs revenus n'ait pas été notre préoccupation dominante, la balance de ses comptes ne laisse pas que d'être fort compliquée. Nous avons dû nous résigner à négliger certains éléments susceptibles de la modifier, non pas que nous les ayons jugés sans importance, mais faute de renseignements suffisants pour les évaluer avec une approximation satisfaisante. C'est ainsi qu'au débit, nous n'avons pas fait figurer les sommes payées en France par l'Indo-Chine pour les retraites de ses anciens fonctionnaires, ou pour les soldes de congé, ni celles que nécessite le service des emprunts municipaux de Hanoï et de Saïgon, ces dernières d'ailleurs très peu importantes. Par contre, au crédit ne figurent pas les intérêts des sommes placées en France par la Caisse locale des Retraites, ni ceux des fonds d'emprunt non encore employés, ni les intérêts des titres de rente dont se compose le portefeuille des

Caisses de réserve, ni surtout les apports de capitaux effectués par les sociétés qui se sont fondées en France en vue de l'exploitation dans la colonie d'entreprises agricoles, commerciales ou industrielles.

Nous pensons toutefois que le tableau ci-contre donnera une indication suffisante et nous l'avons fait suivre, encore que ce moyen de contrôle soit peu sûr, du tableau du mouvement du numéraire.

La balance créditrice générale ne serait ainsi pour les 6 années 1900 à 1905 que de 19,8 millions, soit un peu plus de 3 millions par an en moyenne. Mais il faut faire remarquer que dans la période pour laquelle nous avons essayé d'établir la balance des comptes, figurent trois années particulièrement mauvaises, les années 1903, 1904 et 1905.

La balance débitrice annuelle la plus forte serait de 34 millions et demi de francs, nécessitant une réserve d'or de 40 millions au maximum. Il est d'ailleurs vraisemblable qu'il n'eût pas été puisé dans la réserve en 1903 une somme de 34 millions, car ce que représente ce total, c'est un solde dont le règlement n'est pas forcément immédiat.

Quoi qu'il en soit, on pourra penser que dans ces conditions, la stabilisation serait sinon impossible, du moins extrêmement délicate et que le moment semble peu opportun pour l'entrepren-

BALANCE DES COMPTES CRÉDITEURS ET DÉBITEURS DE L'INDO-CHINE EN MILLIONS DE FRANCS

Eléments de la balance des comptes	1900		1901		1902		1903		1904		1905	
	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit
Importations		186		202,4		215,4		204,2		184,9		254,5
Annuités de l'emprunt de 80 millions.		3		3		3		3		3		3
Annuités de l'emprunt de 200 millions.		2		2		2,9		4,6		4,6		7,6
Annuités de l'emprunt du Yunnan		»		»		3		3		3		3
Contribut. versée par la Colonie à la Métropole.		8		9,5		41,5		12,4		12,7		43
Exportations.	156,6		160,6		185,2		120,4		156,3		168,7	
Prélèvements sur l'emprunt de 80 millions.	5		5		3		2		»		4	
Prélèvements sur l'emprunt de 200 millions	4,7		21		26,4		27,8		48		31	
Prélèvements sur l'emprunt du Yunnan	»		0,6		3		2,5		17,8		32,4	
Dépenses de l'Etat en Indo-Chine.	40		40		40		40		40		40	
Totaux.	205,3	199	227,2	216,9	237,3	235,5	192,7	227,2	232,1	208,2	273,1	281,1
Soldes annuels.			+ 40,3		+ 21,8			- 34,5	+ 23,9			- 8
Balance générale								+ 49,8				
Mouvements du numéraire	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.
Millions de francs	32,2	5	34,5	2,8	17,2	3,6	» (A)	» (A)	10,7	8,5	2,4 (B)	14,6
Différence en faveur des importations.						+ 57,5						

(A) Les statistiques de 1903 ne donnent aucun renseignement sur le mouvement du numéraire.

(B) Cette indication est manifestement inexacte, puisque les frappes exécutées à la Monnaie de Paris en 1903 se sont élevées à elles seules à plus de 3 millions et demi de piastres.

dre. Les cours de la piastre actuellement pratiqués ne présentent que des avantages pour les finances publiques. Ils font réaliser aux budgets indo-chinois des bénéfices importants et la fixation du taux prévisionnel budgétaire de la piastre au-dessous des taux probables, est une garantie suffisante contre une baisse éventuelle. L'intérêt budgétaire pourrait d'ailleurs être sauvegardé en cas de crise par une réduction des dépenses en francs. Pour que les finances publiques ne soient pas atteintes par la baisse, il n'est pas nécessaire que les budgets soient établis entièrement en francs ou entièrement en piastres; il suffit que les bénéfices réalisés en cas de baisse de la piastre sur les recettes en francs viennent compenser les pertes sur les dépenses en or, ou autrement dit que les recettes tarifées en francs soient approximativement équivalentes aux dépenses faites dans la même monnaie. Ce résultat pourrait être atteint, puisqu'il n'est pas désirable d'accroître les recettes de francs, en réduisant les dépenses en or et notamment en fixant en piastres la contribution payée par la colonie à la métropole, ce qui serait logique, puisque l'Indo Chine ne possède que des piastres. Les risques de change seraient ainsi supportés par l'Etat dont les finances seraient certainement moins troublées, en cas de crise de l'argent, que celles de la colonie.

D'autre part, le relèvement des cours de la

piastre a fait taire toutes les plaintes qui se produisaient il y a quelques années ; l'opinion publique est calme et ne réclame pas de changement. Pourquoi dès lors venir porter le trouble dans les transactions commerciales, risquer de compromettre la solidité des finances et de ruiner le crédit de la colonie par l'application d'un système au mécanisme délicat et dont la réussite serait au moins douteuse ? Pourquoi se presser de réaliser une réforme aussi importante, gênante pour les affaires, alors que la colonie vient de subir une période de crise économique et financière ? Laissons-la d'abord panser ses plaies et nous verrons ensuite.

Ces considérations ont évidemment beaucoup de valeur. Elles ne nous convainquent pas cependant que le *statu quo* doive être maintenu. Sans doute la stabilisation du change est toujours une opération difficile et délicate. et nous ne disons pas que si la stabilisation était ordonnée, il n'en résulterait aucun trouble dans les transactions. Il devrait se faire une nouvelle adaptation des prix qui pourrait causer une gêne d'une certaine durée. Mais cette réadaptation des prix, le système actuel l'impose à chaque variation du change.

Il faut prévoir aussi qu'il résultera incontestablement de la contraction monétaire une certaine entrave pour le commerce ; mais l'opinion publique doit en être avertie, et d'ailleurs, cette

contraction monétaire, l'Indo-Chine la subit depuis 1905. Préfère-t-on que ce soit en pure perte? Ce qui importe, c'est que le trouble apporté dans les échanges soit réduit au minimum et que la gêne passagère inévitable au début de l'application du système soit compensée par la sécurité ultérieure apportée dans les transactions.

Que les variations des cours de la piastre donnent aux recettes budgétaires une grande élasticité, soit, mais la stabilisation à un taux élevé leur en donnerait plus encore, et les jours heureux de 1907 ne doivent pas faire oublier que si pendant la crise financière de 1905 et de 1906, la piastre, au lieu de monter, se fût au contraire effondrée, nous aurions pu assister à une véritable débâcle financière en Indo-Chine.

Si d'autre part l'opinion publique est actuellement satisfaite, ce n'est pas une raison pour que l'Administration le soit. Administrer, c'est prévoir. Il est du rôle de l'Administration de rechercher en toute indépendance, et sans se laisser émouvoir par les mouvements d'opinion, le système monétaire qui doit être donné à la colonie et de prendre, dans ce but, les mesures nécessaires. Ce n'est pas lorsque l'opinion publique se plaindra qu'il sera temps d'agir ; on ne pourra alors que constater que l'occasion favorable est passée. Si la piastre doit connaître à nouveau des cours de ruine, la stabilisation qui intervien-

draît en temps de crise devrait forcément consolider en partie la baisse qui serait survenue, et l'on serait exposé, par les risques de hausse ultérieure, à tous les inconvénients qui ont fait de la stabilisation siamoise la réforme la plus instable qui soit. Les cours actuels de l'argent, bien loin de servir d'argument contre la stabilisation, constituent au contraire la raison la plus forte qui milite en sa faveur.

Nous avons la bonne fortune de voir les cours commerciaux de l'argent porter la piastre à un taux inespéré, et tel qu'il faut remonter jusqu'en 1893, aussitôt après la fermeture des Monnaies de l'Inde, pour en rencontrer de supérieurs. Il se trouve que, dès à présent, les prix ont commencé de se régler sur cette base. Par une coïncidence heureuse, l'Indo-Chine, surtout la Cochinchine, vient de faire une récolte particulièrement abondante. Les cours actuels de la piastre ne l'ont pas empêchée de la vendre à ses clients habituels, auprès de qui, d'ailleurs, elle ne pourrait être concurrencée, que par des pays comme le Siam et la Birmanie, dont le change est stabilisé et sur lesquels elle conserverait toujours l'avantage des moindres frets. Il serait enfin si avantageux de consolider la hausse actuelle de l'argent que toutes ces circonstances réunies compensent, à notre avis, ce que peut avoir de fâcheux la faiblesse des soldes créditeurs de l'Indo Chine. Mais ce fait indique

seulement que le système philippin devait être adopté et d'ailleurs, il suffit que, *dans le passé*, la balance des comptes montre que la stabilisation n'est pas impossible. Et si c'est un truisme de dire que c'est la balance des comptes de demain qui assurera le succès de la stabilisation, cela ne doit pas moins être dit. Cette balance, à quelque époque que nous décidions de stabiliser, nous ne la connaissons jamais et cette ignorance pourra toujours être invoquée comme une excellente raison de laisser les choses en l'état.

Nous nous rendons bien compte que si la piastre était en ce moment à 2 francs au lieu d'être à 2 fr. 85, les arguments invoqués en faveur de la stabilisation acquéreraient une force singulière. Il faut évidemment plus de courage pour se lancer dans un inconnu, somme toute, redoutable, lorsqu'on goûte la douceur du temps présent. Aussi bien, ce courage, c'est à l'Administration qu'il appartient de le montrer ; ce n'est pas maintenant qu'un mouvement d'opinion se produira en faveur d'un changement de régime et il serait vain d'espérer que les commerçants viendront à l'heure actuelle réclamer la stabilisation du change. Les jours heureux qu'ils vivent présentement leur ont fait oublier les tempêtes et les orages qu'ils subirent naguère. Mais l'Administration doit avoir plus de mémoire. Le niveau actuel des cours de l'argent lui permet justement d'envisager le problème

monétaire avec calme et sérénité et de déterminer en toute indépendance d'esprit la politique qu'elle décidera de suivre.

Si la stabilisation qui nous apparaît à nous-même comme particulièrement opportune en ce moment, ne lui semble pas désirable, qu'elle réserve du moins l'avenir. La politique monétaire écartée aujourd'hui, demain l'imposera peut-être ; des circonstances nouvelles pourront faire reviser le jugement d'hier. S'il est vrai que « l'étalon d'argent stabilisé » soit un stade par lequel l'Indo-Chine doit passer dans sa marche vers la civilisation monétaire, que du moins elle reste dans la voie qui peut y conduire.

VU :

Le Président,
C. PERREAU.

VU :

Le Doyen,
Ch. LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

ANNEXE I

MONNAIES LÉGALES INDO-CHINOISES

Métal	Dénomination des pièces	Diamètre des pièces	Titre		Poids		Pouvoir libératoire des pièces
			Titre droit	Tolérance	Poids droit	Tolérance au-dessus et au-dessous	
		millimètr.	millièmes		grammes	millièmes	
Argent	1 piastre	39	900	{ 3 millièmes au-des- sus et 2 millièmes au-dessous.	27.000	3	Illimité.
	50/100 de piastre.	29			13.500		
	20/100 de piastre.	26	835	{ 3 millièmes au-des- sus et au-dessous.	5.400	5	
	10/100 de piastre.	49			2.700		
Bronze	1/100 de piastre .	27,5	Cuivre	950	{ Cuivre 40 Etain 5 Zinc 5	{ 40 45	Limité à 2 piastres.
	1 sapèque	20	Etain	40			
				Zinc			
Zinc	1/600 de piastre .	25	Zinc pur.	{ Minimum de pureté : 980 millions.	2.500	50	Limité à 1 piastre

ANNEXE II

MONNAIES D'ARGENT FRAPPÉES POUR L'INDO-CHINE FRANÇAISE
A L'HOTEL DES MONNAIES DE PARIS

Années	1 piastre	50/100 de piastre	20/100 de piastre	10/100 de piastre	Total
	piastres	piastr.	piastres	piastres	piastres
1879-1885	799.544	415.000	390.000	295.000	1.599.000
1886	3.215.774	»	»	»	3.215.774
1887	3.076.410	»	50.000	»	3.126.410
1888	947.615	»	»	100.000	1.047.615
1889	4.239.884	50	20	10	4.239.964
1890	6.108	»	»	»	6.108
1891	»	»	»	»	»
1892	»	»	40.000	20.000	60.000
1893	794.723	»	40.000	60.000	894.723
1894	4.308.437	50.000	50.000	50.000	4.458.437
1895 (anc. type.	4.782.012	50.000	60.000	60.000	4.952.012
(n. type (A)	3.798.452	»	50.000	30.000	3.878.452
1896	11.858.048	55.000	60.000	65.000	12.038.048
1897	2.511.128	»	60.000	90.000	2.661.128
1898	4.303.953	»	(B) 50.000	(B) 50.000	4.403.953
1899	4.681.244	»	410.000	410.000	5.501.244
1900	13.318.856	50	350.020	360.010	14.028.936
1901	3.450.000	»	275.000	295.000	3.720.000
1902	3.326.554	»	705.000	705.000	4.736.554
1903	10.076.893	»	135.000	130.000	10.341.893
1904	5.750.712	»	»	»	5.750.712
1905	3.560.882	»	»	»	3.560.882
1906 (1 ^{er} sem.) (C)	4.716.320	»	»	»	4.716.320
Tot. (1879-1906)	84.223.483	270.100	2.725.040	2.720.020	89.938.643

(A) Aux termes d'un décret du 8 juillet 1895, le poids des pièces d'argent de l'Indo-Chine française a été réduit, savoir : piastre, de 27 gr. 215 à 27 grammes ; 50/100 de piastre, de 13 gr. 607 à 13 gr. 5 ; 20/100 de piastre, de 5 gr. 443 à 5 gr. 4 ; 10/100 de piastre, de 2 gr. 721 à 2 gr. 7. Le titre de toutes ces pièces restait fixé à 900 millièmes.

(B) Un décret du 14 avril 1898 a abaissé le titre des pièces de 20/100 et 10/100 de piastre de 900 à 835 millièmes. C'est à ce titre qu'ont été fabriquées les pièces de cette nature émises à partir de 1898.

(C) Les frappes de piastres entières pendant le second semestre 1906, se sont élevées à 5.477.440 pièces, portant la fabrication totale de l'année à 40.494.060. Du 1^{er} janvier au 31 mars 1907, il a été frappé 1.987.550 piastres.

ANNEXE III

MONNAIES DE BRONZE ET DE ZINC FRAPPÉES POUR L'INDO-CHINE
FRANÇAISE A LA MONNAIE DE PARIS

Années	Monnaies de bronze		Monnaies de zinc	Totaux
	1/100 de piastre	Sapèques	1/100 de piastre	
	piastres	piastres	piastres	piastres
1879-1885	46.174 59	40.000 »	»	86.174 59
1886.	18.825 41	»	»	18.825 41
1887.	23.623 88	10.000 »	»	33.623 88
1888.	25.644 48	10.000 »	»	35.644 48
1889.	15.734 64	»	»	15.734 64
1890-1891	»	»	»	»
1892.	26.476 80	3.271 54	»	29.748 34
1893.	18.523 20	1.728 46	»	20.251 66
1894.	4.650 »	5.000 »	»	9.650 »
1895.	2.897 47	»	»	2.897 47
1896.	(A) 36.902 62	»	»	36.902 62
1897.	110.549 91	5.657 07	»	116.206 98
1898.	50.000 »	4.342 93	»	54.342 93
1899.	80.000 »	10.000 »	»	90.000 »
1900.	30.001 »	5.313 23	»	35.314 23
1901.	97.500 »	9.686 97	»	107.186 97
1902.	60.500 »	5.000 »	»	65.500 »
1903.	80.000 »	»	»	80.000 »
1904.	»	»	»	»
1905.	»	»	100.000 »	100.000 »
1906 (1 ^{er} semestre). . .	20.000 »	»	»	20.000 »
Totaux (1879-1906) . .	748.001 »	110.000 20	100.000 »	958.001 20

(A) Le décret du 8 juillet 1895 a réduit le poids des pièces de 1/100 de piastre de 10 grammes à 7 gr. 5.

	1884	1885	1886	1887	1888	1889	1890	1891	1892	1893	1894	1895
1 ^{re} quinzaine .	4 ^f 69	4 ^f 48	4 ^f 48	4 ^f 20	3 ^f 94	3 ^f 79	3 ^f 90	4 ^f 30	3 ^f 88	3 ^f 43	2 ^f 87	2 ^f 52
2 ^e —	4 63	4 48	4 44	4 18	»	3 80	3 94	4 35	3 78	3 45	2 86	2 50
3 ^e —	4 60	4 46	4 47	4 12	3 94	3 80	3 90	4 27	3 80	3 45	2 77	2 50
4 ^e —	4 60	4 43	4 12	4 09	3 93	3 80	3 90	4 17	3 73	3 44	2 65	2 50
5 ^e —	4 60	4 40	4 17	4 02	3 93	3 78	3 90	3 95	3 72	3 43	2 54	2 50
6 ^e —	4 58	4 45	4 17	3 94	3 84	3 78	3 88	4 05	3 72	3 40	2 51	2 55
7 ^e —	4 58	4 48	4 16	3 83	3 80	3 74	3 91	4 »	3 65	3 41	2 65	2 68
8 ^e —	4 57	4 40	4 16	3 90	3 80	3 74	3 97	4 »	3 58	3 42	2 60	2 72
9 ^e —	4 61	4 45	4 16	3 88	3 81	3 76	4 »	4 »	3 56	3 48	2 71	2 67
10 ^e —	4 64	4 47	4 15	3 90	3 80	3 80	4 05	4 05	3 56	3 43	2 65	2 72
11 ^e —	4 65	4 45	4 10	3 84	3 74	3 81	4 10	3 98	3 68	3 44	2 66	2 72
12 ^e —	4 65	4 45	4 11	3 87	3 78	3 80	4 05	3 93 1/2	3 62	3 45	2 69	2 71
13 ^e —	4 65	4 45	4 07	3 87	3 80	3 81	4 20	4 »	3 69	3 20	2 69	2 67
14 ^e —	4 65	4 45	4 06	3 87	3 80	3 82	4 25	4 08	3 64	3 23	2 68	2 73
15 ^e —	4 65	4 45	3 97	3 92	3 77	3 81	4 40	4 10	3 60	3 20	2 67	2 70
16 ^e —	4 65	4 46	3 90	3 92	3 77	3 79	4 48	4 09	3 54	3 20	2 66	2 69
17 ^e —	4 65	4 47	3 78	3 95	3 76	3 78	4 55	4 05	3 49	3 22	2 72	2 70
18 ^e —	4 66	4 44	3 80	3 97	3 77	3 80	4 72	4 06	3 50	3 14	2 73	2 73
19 ^e —	4 66	4 38	3 84	3 97	3 85	3 80	4 74	4 06	3 48	3 15	2 73	2 73
20 ^e —	4 67	4 34	3 85	3 97	3 84	3 85	4 57	4 02	3 49	3 12	2 72	2 78
21 ^e —	4 65	4 35	3 98	3 95	3 80	3 85	4 43	4 »	3 52	3 11	2 67	2 78
22 ^e —	4 63	4 34	4 »	3 95	3 82	3 88	4 34	3 99	2 57	2 97	2 66	2 78
23 ^e —	4 58	4 32	4 07	3 93	3 82	4 05	4 31	3 92	3 51	2 99	2 62	2 78
24 ^e —	4 54	4 28	4 18	3 93	3 83	4 05	4 08	3 88	3 48	2 96	2 57	2 79
25 ^e —	4 52	4 20	4 16	3 93	3 80	4 »	4 30	3 89	3 51	2 94	2 57	2 67
26 ^e —	4 48	4 12	4 21	3 96	3 78	3 95	4 50	3 88	3 41	2 88	2 54	2 71
27 ^e —	»	»	4 15	»	»	»	»	»	3 43	»	»	»
Plus haut cours.	4 69	4 48	4 21	4 20	3 94	4 05	4 74	4 35	3 88	3 48	2 87	2 79
Plus bas cours.	4 48	4 12	3 78	3 83	3 74	3 74	3 88	3 88	3 41	2 88	2 51	2 50
Cours moyen.	4 58	4 40	4 06	3 956	3 82	3 82	4 20	4 04	3 59	3 25	2 67	2 67

FRANCE DE 1884 A 1906

7	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906
	2 ^f 42 1/2	2 ^f 49	2 ^f 50	2 ^f 64	2 ^f 35 1/2	1 ^f 99	2 ^f 32	2 ^f 37 1/2	2 ^f 61 1/2
	2 41	2 48	2 50	2 60	2 33	1 97 1/2	2 255	2 40 1/2	2 63
	2 35	2 48	2 50 1/2	2 32 1/2	2 32 1/2	1 97 1/2	2 39	2 41	2 63
	2 34	2 49	2 49	2 54 1/2	2 31 1/2	1 98 1/2	2 35	2 38	2 65
	2 34	2 48	2 48 1/2	2 53 1/2	2 30 1/2	2 00 1/2	2 325	2 37	2 66 1/2
	2 36	2 48	2 51	2 53 1/2	2 27 1/2	2 02 1/2	2 27	2 34 1/2	2 65 1/2
	2 35	2 48	2 51 1/2	2 51	2 24	2 04 1/2	2 195	2 30	2 65
	2 38	2 48	2 52	2 52 1/2	2 21	2 17	2 25	2 33	2 64 1/2
	2 38 1/2	2 49 1/2	2 52	2 53	2 14	2 12 1/2	2 27	2 34	2 67
	2 40	2 52	2 51	2 53	2 11	2 12 1/2	2 265	2 38	2 68
	2 42	2 52 1/2	2 51	2 51	2 14	2 08 1/2	2 26	2 37	2 69
	2 43	2 52	2 51	2 51	2 17 1/2	2 09 1/2	2 28	2 38	2 68
	2 42	2 52	2 51 1/2	2 50 1/2	2 19 1/2	2 10	2 31	2 36	2 66
	2 42 1/2	2 52	2 55	2 50	2 16 1/2	2 16 1/2	2 325	2 36	2 66
1/2	2 38 1/2	2 52	2 55	2 46	2 19 1/2	2 21	2 33	2 35	2 67 1/2
	2 41	2 52	2 57 1/2	2 46	2 19	2 29 1/2	2 325	2 34 1/2	2 66 1/2
	2 41	2 52 1/2	2 58 1/2	2 45	2 19	2 36 1/2	2 275	2 36	2 68
	2 44	2 50	2 60	2 46 1/2	2 19	2 37 1/2	2 295	2 38 1/2	2 68 1/2
	2 45	2 47	2 63	2 46	2 17	2 32	2 315	2 39 1/2	2 72
	2 44 1/2	2 47	2 63	2 45 1/2	2 14	2 32	2 31	2 42	2 76
	2 43 1/2	2 44	2 63 1/2	2 44 1/2	2 12	2 35	2 31	2 45	2 79
	2 45	2 44 1/2	2 64	2 41 1/2	2 10 1/2	2 29 1/2	2 315	2 48	2 84
	2 46	2 45	2 63 1/2	2 40 1/2	2 08 1/2	2 23 1/2	2 34	2 60	2 94
	2 46	2 49 1/2	2 63 1/2	2 39	2 02	2 18	2 365	2 65	2 89
	2 49	2 50	2 62 1/2	2 29 1/2	1 95	2 16	2 375	2 61	2 83
	»	2 51 1/2	2 62	2 34 1/2	2 03	2 18	2 39	2 61	2 85
	»	»	»	»	1 99	»	»	»	»
	2 49	2 52 1/2	2 64	2 64	2 35 1/2	2 36 1/2	2 39	2 65	2 94
	2 34	2 44	2 48 1/2	2 29 1/2	1 95	1 97 1/2	2 25	2 30	2 61 1/2
1/2	2 44	2 49	2 55 1/2	2 45	2 17	2 16	2 31	2 41 1/2	2 73 1/2

ANNEXE V

TAUX OFFICIEL DE LA PIASTRE EN INDO-CHINE

Dates	Taux officiel de la piastre en francs	Dates	Taux officiel de la piastre en francs
1862. — 10 avril . . .	5 ^f 55	1891. — 1 ^{er} janvier . .	4 ^f 25
1863. — 5 mars. . .	5 37	21 février . .	4 »
1 ^{er} octobre . .	5 55	1 ^{er} décembre . .	3 90
1864. — janvier . .	6 10	1892. — 1 ^{er} février . .	3 80
23 février . .	6 25	1 ^{er} avril . .	3 60
8 mai. . .	6 20	1 ^{er} septemb. . .	3 55
25 juin . . .	6 15	1 ^{er} octobre . .	3 50
24 juillet . .	6 05	1 ^{er} novembre . .	3 55
31 août . . .	5 85	1 ^{er} décembre . .	3 50
20 septembre . .	5 55	1893. — 1 ^{er} janvier . .	3 45
1876. — 1 ^{er} décembre . .	5 35	1 ^{er} avril. . .	3 40
1882. — 1 ^{er} janvier . .	4 68	1 ^{er} juin. . .	3 45
1883. — 1 ^{er} avril . .	4 56	1 ^{er} juillet . .	3 30
1 ^{er} décembre . .	4 65	1 ^{er} août. . .	3 25
1884. — 1 ^{er} mai. . .	4 60	1 ^{er} octobre . .	3 20
1 ^{er} octobre . .	4 65	1 ^{er} novembre . .	3 15
1885. — 1 ^{er} janvier . .	4 55	1894. — 1 ^{er} janvier . .	3 10
1 ^{er} mars . . .	4 45	17 février . .	3 »
1 ^{er} octobre . .	4 40	1 ^{er} mars . . .	2 95
1 ^{er} décembre . .	4 30	1 ^{er} avril . . .	2 85
1886. — 1 ^{er} janvier . .	4 20	16 juillet . .	2 75
1 ^{er} juin. . .	4 10	1 ^{er} septemb . .	2 80
21 juillet . . .	4 »	16 octobre. . .	2 75
11 août . . .	3 85	1 ^{er} novembre . .	2 80
1 ^{er} octobre . .	3 95	1 ^{er} décembre . .	2 75
1 ^{er} novembre . .	4 »	1895. — 1 ^{er} janvier . .	2 70
21 novembre. .	4 20	1 ^{er} février . .	2 65
1887. — 15 mars. . .	4 15	16 février . .	2 60
1 ^{er} mai. . .	4 »	1 ^{er} avril . . .	2 65
1 ^{er} juillet . .	3 90	1 ^{er} mai. . .	2 70
1 ^{er} septemb. . .	3 95	1 ^{er} juin. . .	2 75
1888. — 1 ^{er} avril. . .	3 85	1 ^{er} août . . .	2 70
1 ^{er} juin. . .	3 80	1 ^{er} septemb. . .	2 75
1 ^{er} octobre . .	3 85	1896. — 16 mars. . .	2 80
1889. — 1 ^{er} mai. . .	3 80	1 ^{er} août. . .	2 75
1 ^{er} novembre . .	3 85	1 ^{er} septemb. . .	2 70
21 novembre. .	4 »	21 septembre . .	2 65
1890. — 21 février . .	3 90	1897. — 1 ^{er} janvier . .	2 70
11 mai. . .	4 05	12 mars. . .	2 65
1 ^{er} juin. . .	4 10	19 mars. . .	2 60
21 juin. . .	4 15	8 avril . . .	2 55
21 juillet . .	4 30	14 mai. . .	2 50
1 ^{er} septemb. . .	4 70	1 ^{er} août. . .	2 45
1 ^{er} octobre . .	4 45	10 août . . .	2 40
1 ^{er} novembre . .	4 25	22 août . . .	2 35
1 ^{er} décembre . .	4 15	1 ^{er} septemb. . .	2 30

Dates	Taux officiel de la piastre en francs	Dates	Taux officiel de la piastre en francs
1897. — 15 septembre.	2 ^{fr} 35	1903. — 23 juillet. . .	2 20
22 septembre.	2 40	10 août . . .	2 25
1 ^{er} octobre. . .	2 45	18 août . . .	2 30
18 octobre. . .	2 40	1 ^{er} septemb.	2 30
23 octobre.	2 45	17 septembre	2 25
5 décembre.	2 50	9 novembre.	2 30
1898. — 30 janvier. . .	2 45	16 novembre.	2 25
15 février . . .	2 40	30 novembre.	2 20
1 ^{er} mars . . .	2 35	1904. — 1 ^{er} janvier .	2 15
24 avril . . .	2 40	6 janvier. . .	2 20
12 juin . . .	2 45	10 janvier. . .	2 30
10 août . . .	2 40	27 janvier. . .	2 25
7 septembre	2 45	11 février . . .	2 30
16 décembre.	2 50	15 février . . .	2 40
1899. — 4 mai . . .	2 55	29 février . . .	2 35
5 septembre	2 50	21 mars. . .	2 30
16 décembre.	2 55	5 avril . . .	2 25
1900. — 18 janvier. . .	2 50	13 avril . . .	2 20
28 mars. . .	2 55	23 avril . . .	2 25
27 juillet . . .	2 60	10 mai . . .	2 30
10 septembre	2 65	6 juillet . . .	2 35
1901. — 25 janvier. . .	2 60	22 août . . .	2 30
5 février . . .	2 55	26 septembre	2 35
6 avril . . .	2 50	25 novembre.	2 40
26 avril . . .	2 55	1905. — 23 janvier. . .	2 45
5 juillet. . .	2 50	25 février . . .	2 40
20 octobre. . .	2 45	23 mars. . .	2 35
28 novembre.	2 40	10 avril . . .	2 30
14 décembre.	2 35	18 avril . . .	2 35
1902. — 8 janvier. . .	2 40	18 mai . . .	2 40
25 janvier. . .	2 35	12 octobre. . .	2 45
12 mars. . .	2 30	1 ^{er} novembre	2 50
15 avril . . .	2 25	15 novembre.	2 55
25 avril . . .	2 20	20 novembre	2 60
5 mai. . .	2 15	1 ^{er} décembre	2 65
25 mai. . .	2 20	8 décembre.	2 50
6 octobre. . .	2 15	13 décembre.	2 55
12 novembre.	2 10	17 décembre.	2 60
22 novembre	2 05	1906. — 20 janvier. .	2 65
27 novembre	2 »	8 mai . . .	2 70
1903. — 1 ^{er} avril . . .	2 05	16 septembre	2 75
26 avril . . .	2 10	18 octobre. . .	2 80
28 avril . . .	2 15	25 octobre. . .	2 85
1 ^{er} mai. . .	2 20	2 novembre.	2 90
4 mai . . .	2 15	30 novembre.	2 80
31 mai. . .	2 10	17 décembre.	2 85
17 juillet. . .	2 15		

ANNEXE VI

PROJET DE RÉFORME MONÉTAIRE DE M. DOUMER EN 1897

Projet de décret.

Le Président de la République Française,
Sur le rapport du Ministre des Colonies et du Ministre des Finances ;

Vu l'article 18 du Sénatus-Consulte du 3 mai 1854 ;

Vu la loi du 17 Germinal an XI et le décret du 3 mai 1848 déterminant les conditions de la fabrication des monnaies nationales ;

Vu ensemble les articles 2 et 3 du décret du 5 juillet 1881 et l'article 1^{er} du décret du 10 décembre 1887, relatifs au taux de la piastre ;

Vu le décret du 8 juillet 1895, déterminant les conditions de la fabrication de la piastre française de commerce et de ses subdivisions ;

Vu le décret du 21 avril 1891, fixant les pouvoirs et les attributions du Gouverneur Général de l'Indo-Chine ;

Décète :

Article premier. — L'unité monétaire, en Indo-Chine, est le franc d'or, tel qu'il est déterminé par les lois et décrets qui régissent en France, la fabrication et la circulation des monnaies nationales.

Article 2. — Les monnaies d'or françaises ont cours en Indo-Chine.

Article 3. — Les monnaies d'argent indo-chinoises sont la piastre française de commerce et ses subdivisions, fabriquées dans les conditions de titre, de poids, de tolérance et de diamètre, fixées par le décret du 8 juillet 1895.

Article 4. — La piastre française vaut deux francs cinquante centimes (2 fr. 50).

Article 5. — Les monnaies d'or françaises, la piastre française d'argent et ses subdivisions sont reçues dans les caisses publiques de l'Indo-Chine à l'exclusion de toutes autres.

Article 6. — Le Gouvernement de l'Indo-Chine a seul le droit de faire frapper, pour les besoins de la circulation, les monnaies d'argent prévues à l'article 3 du présent décret.

Article 7. — L'entrée en Indo-Chine des monnaies d'argent, autres que la piastre française et ses subdivisions, est prohibée.

Article 8. — Sont abrogées toutes les dispositions des décrets antérieurs, qui sont contraires à celles du présent décret.

Article 9. — Le Ministre des Colonies et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République française*, et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin Officiel du Ministère des Colonies*.

ANNEXE VII

MÉMORANDUM DES VUES DES COMMISSIONS DU CHANGE INTERNATIONAL DES ÉTATS-UNIS ET DU MEXIQUE PRÉSENTÉ A L'APPRECIATION DES DÉLÉGUÉS DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS.

1° L'adoption, dans les pays à monnaie d'argent, d'un système monétaire fondé sur un change d'or consistant en pièces d'argent de cours légal illimité avec une valeur fixe en or, contribuerait dans une large mesure au développement de ces pays et stimulerait le commerce entre ces pays et les pays en possession de l'étalon d'or sans compter qu'elle multiplierait les débouchés pour les placements du monde.

2° Un système monétaire national pour l'Empire chinois consistant en pièces d'argent qui auront cours légal illimité dans l'Empire tout entier et auront un rapport fixe avec l'or est désirable et praticable ; et des mesures devraient être prises immédiatement par la Chine pour l'établissement d'un pareil système.

3° Une uniformité approximative est désirable dans le rapport légal entre l'or et les monnaies d'argent des pays qui désormais adopteraient un système de change fondé sur l'or ; et s'il n'y a pas ultérieurement des changements sérieux dans le prix de l'argent lingot, il est désirable que le rapport légal entre l'or et les pièces d'argent des pays à monnaies d'argent qui adopteraient le système de change fondé sur l'or soit fixé à environ 1 à 32.

4° La stabilité dans le prix du lingot d'argent aiderait beaucoup à l'installation prochaine et à la solidité permanente du système de change fondé sur l'or dans des pays qui sont maintenant à étalon d'argent.

5° La stabilité dans le prix du lingot d'argent serait favorisée par une régularité raisonnable dans les achats d'argent nécessités par chaque Gouvernement pour ses besoins réels de frappe ; et une régularité de ce genre est désirable et devrait être adoptée autant qu'il est possible, dans chaque pays, dans la mesure où cela s'accorderait avec sa politique monétaire et ses convenances.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	I

PREMIÈRE PARTIE

Le régime monétaire de l'Indo-Chine des origines jusqu'en 1902.

CHAPITRE PREMIER. — Le système monétaire annamite avant l'occupation française.	1
CHAPITRE II. — Le système monétaire de l'Indo-Chine depuis l'occupation française jusqu'en 1902 . . .	28
§ 1 ^{er} . — Circulation métallique	28
A. — La piastre mexicaine et ses équivalents.	
B. — Création de la piastre française ; sa circulation concurrente avec la piastre mexicaine.	59
§ 2. — Circulation fiduciaire	78
CHAPITRE III. — Examen critique des mesures prises par l'Administration coloniale. Leurs conséquences financières. La baisse de l'argent et le commerce indochinois	87
§ 1 ^{er} . — Le régime monétaire de l'Indo-Chine dans ses rapports avec l'organisation budgétaire et les finances publiques de la colonie.	89
Première période, 1864-1881	89

	Pages
Deuxième période, 1882-1886.	101
Troisième période, 1887	109
Quatrième période; depuis 1888.	117
§ 2. — La baisse de l'argent et le commerce indo-chinois.	144

DEUXIÈME PARTIE

Les réformes proposées et les mesures prises en vue d'une stabilisation éventuelle du change indo-chinois.

CHAPITRE PREMIER. — De quelques projets de réforme du système monétaire indo-chinois antérieurs à 1902.	179
Le remplacement de la piastre par l'écu français	179
Projet de bimétallisme de M. Doumer (1897).	190
CHAPITRE II. — Le projet de conférence monétaire de 1903	199
CHAPITRE III. — La réforme monétaire de l'Inde et l'exemple philippin	220
L'Inde	220
La stabilisation philippine	259
CHAPITRE IV. — L'histoire monétaire de l'Indo-Chine depuis 1902.	287
§ 1 ^{er} . — La question de la sapèque	289
§ 2. — La question de la piastre	307
A. — Les modifications apportées au régime antérieur	307
B. — Examen critique	343

TROISIÈME PARTIE

L'Indo-Chine doit-elle stabiliser le change de la piastre. Conclusions

La stabilisation est-elle désirable ?	355
---	-----

	Pages
De la détermination du pair à donner à la piastre . . .	371
Du procédé à adopter pour stabiliser le change . . .	380
Des banques et de la circulation fiduciaire . . .	385
L'Indo-Chine peut-elle stabiliser ? Conclusions . . .	388

ANNEXES

ANNEXE I. — Tableau des monnaies légales indo-chinoises	403
ANNEXE II. — Monnaies d'argent frappées à la Monnaie de Paris pour l'Indo-Chine	404
ANNEXE III. — Monnaies de bronze et de zinc . . .	405
ANNEXE IV. — Cours du change de Saïgon sur France de 1884 à 1906.	407
ANNEXE V. — Taux officiel de la piastre depuis l'origine de l'occupation française jusqu'en 1906. . .	408
ANNEXE VI. — Projet de réforme de M. Doumer en 1897.	410
ANNEXE VII. — Memorandum des vues des Commissions du change international des Etats-Unis et du Mexique présenté à l'appréciation des délégués du Gouvernement français (1903).	412

